



Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14525 - 8 F

JEUDI 10 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le « moteur » franco-allemand

UN échec au sommet de Maastricht, où les Douze sont censés, début décembre, transformer la Communauté en une « union politique », serait une très grave déconvenue pour les partisans de l'intégration européenne. Plus qu'un simple contretemps, il pourrait se transformer en une véritable remise en cause de leur projet, tant sont fortes les pressions qui s'exercent actuellement sur la Communauté à la fois de l'extérieur, en faveur d'un élargissement à d'autres États, et de l'intérieur, pour freiner de plus amples délégations de souveraineté.

Dans la dernière ligne droite avant Maastricht, on s'impatiente donc, et le sentiment de l'urgence est sans doute l'une des explications des mauvaises manières de M. Dumas envers la présidence néerlandaise. Devant le blocage des négociations à Douze sur l'union politique, en particulier sur la future politique de défense européenne, le ministre français avait convié il y a quelques jours tous les pays désireux d'aboutir à Maastricht à venir se concerter avec lui et M. Genscher vendredi à Paris. Même si cette réunion paraît maintenant devoir se limiter à trois participants (français, allemand, espagnol), elle ressemble à un désaveu de la présidence néerlandaise, à laquelle Paris reproche d'avoir déjà fait perdre à la Communauté un temps précieux.

LES divergences portent sur le rôle futur de l'Union de l'Europe occidentale, appelée à devenir l'émulsion des Douze pour les questions de défense. Les uns veulent en faire le « bras armé » de la Communauté dépendant exclusivement d'elle; c'est la position française, officiellement partagée par les Allemands.

Les autres la voient plutôt comme le « pilier européen » de l'OTAN, ce qui revient à donner aux États-Unis un droit de regard sur elle; c'est la position des Britanniques, qui ont attiré vers eux les Italiens la semaine dernière. La question est de savoir où s'arrêtera le pendule entre ces deux pôles, dans le futur traité sur l'union politique.

LES choses seraient plus simples si les positions des intervenants étaient moins embrouillées. M. Genscher, qui s'efforcera vendredi à Paris avec M. Dumas, faisait de même la semaine dernière à Washington avec M. Bakir pour jouer un jeu subtil tout à la fois. Il lançait avec le secrétaire d'État américain une proposition visant à renforcer les relations de l'OTAN avec les pays de l'Est. France, hostile à ce projet, lequel elle voit le moyen, les États-Unis, de pérenniser leur influence sur les affaires européennes, se trouve une fois de plus dans le mauvais

celle mérite bien une redynamisation. C'est à même une explication entre Paris et Bonn, qui traitent cette tentative un peu factice sur « franco-allemand », qui est en train de perdre des autres Européens la crédibilité et de son entraînement.

Lire page 4 l'article RISTIAN CHARTIER

010 0 - 6.00 F



Un accord prévoyant la levée des blocus

L'armée fédérale et les Croates ont conclu un nouveau cessez-le-feu

A l'issue de onze heures de négociations, un accord de cessez-le-feu « général » en Croatie a été conclu, mardi 8 octobre à minuit, entre des représentants du ministère de la défense et de la garde nationale croates et le général Andrija Raseta, chef de la V^e région militaire yougoslave. Selon le chef de la mission de la CEE, M. Van Houten, cet

accord « offre de meilleures perspectives de succès que ceux conclus précédemment ». Le blocus des casernes de l'armée fédérale et des ports croates devrait être levé simultanément. Le cessez-le-feu semblait « globalement » respecté mercredi matin, après plus de trois mois de combats qui ont fait au moins 700 morts du côté croate.

Scepticisme à Zagreb

ZAGREB
de notre envoyé spécial

La Croatie aura vécu sa première journée d'indépendance dans l'attente; elle l'a achevée sur une note d'espoir. C'est très exactement à minuit, mardi 8 octobre, qu'un nouvel accord de cessez-le-feu a été signé à Zagreb entre l'armée fédérale et les auto-rités croates sous l'égide des Pays-Bas, président co-exercice de la Communauté européenne. Un peu plus tôt dans la soirée, le Parlement croate avait adopté à l'unanimité une résolution décidant la rupture immédiate de tous les liens institutionnels entre la République de Croatie et la fédération yougoslave.

Il n'aura pas fallu moins de onze heures d'intenses discussions pour parvenir à cette énigme tréve, dont chacun des signataires

a dit espérer qu'elle tiendrait plus solidement que les précédentes, qui, toutes, ont été violées dans les jours - voire les heures ou les minutes - qui ont suivi leur conclusion.

« Nous avons travaillé très dur » pour parvenir à un accord qui s'avère plus efficace que les précédents, a déclaré le médiateur néerlandais, l'ambassadeur Dirk-Jan Van Houten, encadré, à l'issue des négociations, par les

Lire aussi

- Le Parlement de Zagreb a ratifié la déclaration d'indépendance
- Le pétrolière dalmate menacé
- Un appel de personnalités européennes

page 3

représentants des deux parties en conflit, d'une part le général Andrija Raseta, commandant adjoint de la V^e région militaire (basée à Zagreb) et représentant le ministère fédéral de la défense, et, d'autre, M. Stjepan Adamic, vice-ministre croate de la défense, ainsi que le colonel Inna Agovic, membre de l'état-major des forces armées de Croatie.

Aux termes de l'accord, l'armée fédérale et les autorités croates « confirment » l'entrée en vigueur, à partir de mardi à 18 heures, d'un « cessez-le-feu général sur le territoire de la Croatie », qui, dit le texte, « sera strictement respecté par les deux parties aussi longtemps qu'elles participeront à la conférence de paix sur la Yougoslavie ».

YVES HELLER

Lire la suite page 3

Fonctionnaires, infirmières, agriculteurs...

Le gouvernement confronté à la grogne sociale

La pression sociale sur le gouvernement s'accroît. Après la manifestation des agriculteurs, qui annoncent une relance de leur action revendicative, les infirmières organisent un rassemblement jeudi 10 octobre. Quatre centrales syndicales rencontreront, à leur demande, M^{me} Cresson le lendemain. Le ministre du travail, M. Solisson, a proposé aux fonctionnaires une augmentation de 6 % de leurs salaires, que les syndicats refusent, mais les ponts ne sont pas coupés.



Lire page 29 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Ces « boat people » venus d'Afrique...

Ils posent leur baluchon à Tanger avant de gagner, en traversant le détroit de Gibraltar, la « Terre promise » européenne

TANGER

de notre envoyé spécial

Pas facile, par les temps qui courent, de se procurer des chambres à air à Tanger. La plupart des commerçants de la ville sont en rupture de stock. Les pêcheurs-passeurs du cap Spartel et de ses environs n'en flottent pas de les dévaliser tant est forte la demande de tous ceux qui tentent, mutuellement, la traversée du détroit de Gibraltar - le « Déroit de la mort » - et que l'on jette à l'eau, bouché en prime, à quelques encablures des côtes espagnoles. Comme bouteilles à la mer...

La Terre promise à 13 kilomètres, dans une vilaine baraque à moteur! L'aventure n'est pas bon marché : au moins

10 000 dirhams, soit l'équivalent de 6 500 francs, parfois le double. Elle n'est pas non plus sans risque dans ces eaux où se mêlent furieusement Atlantique et Méditerranée et, pour les mauvais navigateurs, la noyade est souvent au bout du voyage.

Gagne-petit, les pêcheurs locaux exploitent sans vergogne ce filon, embarquant, à l'occasion, avec une poignée de sans-papiers en mal d'Eldorado, quelques « pains » de haschisch. Pas étonnant, disent des autochtones désemparés, « Tanger, la ville de tous les trafics, aime l'argent facile ».

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite et l'article d'ALAIN ROLLAT, page 8

Le lent recul de la peine de mort

Aboli en France il y a dix ans, le châtiment suprême régresse dans le monde. A quelques exceptions près dont les États-Unis

par Bertrand Le Gendre

Une décennie très exactement s'est écoulée depuis que la peine de mort a été abolie en France. Presque une éternité. Comme pour mieux illustrer l'anachronisme qu'il y aurait à revenir en arrière, les deux guillotines en service à l'époque ont été cédées, au Musée des arts et traditions populaires d'où aucun des chefs de file de l'opposition parlementaire ne propose aujourd'hui de les exhumer.

Cette envie a beau démentir de temps à autre la droite extrême, ses appels sont restés jusqu'à présent sans écho, même lorsque la gauche a perdu la majorité. Abolitionniste déclaré sinon militant, le

premier ministre de la cohabitation, M. Jacques Chirac, s'était opposé au rétablissement de la peine capitale.

Il en va ailleurs dans le monde comme en France : la peine capitale a cédé du terrain, nonobstant quelques solides résistances, en Iran en particulier (757 exécutions en 1990), en Chine (730 au moins), en Union soviétique (190) et au Nigeria (121). Sur les 2 029 personnes exécutées « légalement » l'année dernière, la moitié ont été punies dans ces quatre pays.

qu'Amnesty International montre régulièrement du doigt, au même titre qu'elle dénonce - rapprochement dérangeant - les États-Unis.

Lire la suite et les articles d'ANNE CHEMIN et de MAURICE PEYROT, page 12

Le scandale boursier au Japon

La firme Nomura est sanctionnée par le ministère des finances.

page 31

L'affaire De Havilland

Sir Leon Brittan obtient le soutien du Parlement européen.

page 31

Le Minitel à la conquête de l'Ouest

La télématique française s'installe aux États-Unis.

page 37

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 41

« Le Monde des carrières » pages 32 et 33

« Le Monde immobilier » pages 34 et 35

JEAN LACOUTURE

Jean Lacouture JÉSUITES

SEUIL

Editions du Seuil

ARTS • SPECTACLES

La saison 1991-1992 du Théâtre de l'Europe

- Le temps de l'abeurde.
- Un voyage incomplet dans la dramaturgie latino-américaine.
- Le miroir de l'utopie.
- Les forces neuves d'un continent disparu.
- Un télégramme de l'Antiquité.

pages 17 à 28

ÉDUCATION • CAMPUS

- Le lycée surmonte les handicaps.
- Alerme à la Cité.
- Un entretien avec le ministre de l'enseignement supérieur de la République.
- L'école à l'heure des enfants.
- L'enseignement américain déçoit mal.

pages 15 et 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 9 F; Côte d'Ivoire, 486 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; G.-B., 95 p; Grèce, 220 DR; Israël, 1,20 \$; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Singapour, 460 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FR; USA (PVT), 2 \$; USA (Other), 2,50 \$.

هنا من الأخبار

DÉBATS

La polémique sur la Bibliothèque de France

Contre les tours-magasins

par Georges Le Rider

M. François Mitterrand et le maire de Paris, M. Jacques Chirac, devaient se rencontrer mercredi 9 octobre pour évoquer le sort de la Bibliothèque de France. Il nous a donc semblé utile de publier le point de vue de M. Georges Le Rider, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, auteur d'une lettre ouverte au président de la République, signée de ce jour par près de quatre cents personnalités françaises et étrangères (le Monde des 25 et 26 septembre), et celui de M. Roger Chartier, président du comité scientifique de la Bibliothèque de France. Si les deux hommes sont d'accord sur l'importance de l'entreprise lancée il y a maintenant trois ans, sa mise en œuvre les oppose. Les tours dessinées par l'architecte M. Dominique Perrault, mais également leur contenu — quelle bibliothèque et pour quels lecteurs, — sont au centre du débat.

Où j'ai approuvé, je continue d'approuver chaleureusement la décision du président de la République de créer une nouvelle bibliothèque nationale. Chacun savait que l'établissement de la rue Richelieu était devenu dramatiquement trop étroit, que divers remèdes avaient déjà été envisagés. La décision du président ne pouvait que séduire, dans un pays accoutumé depuis trop longtemps à la maîtrise des bibliothèques. La nouvelle bibliothèque, promettait-elle, serait l'une des plus grandes du monde : non seulement par ses dimensions, mais aussi, cela me semblait sous-entendu, par son exemplarité en matière de bibliothéconomie.

On peut dire aujourd'hui qu'elle sera effectivement, par ses dimensions, l'une des plus grandes du monde, très probablement même la plus grande. L'architecte a disposé d'un terrain de plus de 7 hectares. L'édifice recouvrira presque entièrement une place aussi grande que celle de la Concorde. On a creusé à 14 mètres de profondeur. A ce niveau s'étendra une cour intérieure de plus d'un hectare, l'équivalent du jardin du Palais-Royal. Chacune des quatre tours aura 84 mètres de haut, vingt étages et une emprise au sol de plus de 1 000 mètres carrés. La nouvelle bibliothèque sera monumentale.

Et pourtant, chose curieuse, on y manquera bientôt de place pour le stockage des livres. Il faut dire que la décision de transférer à Tolbiac tous les livres et les périodiques de la BN a été prise avant que le projet architectural ait été choisi. On est passé ainsi de quatre millions à plus de onze millions de volumes. L'architecte a remanié ses plans de son

mieux. Cependant, selon les responsables, les magasins de la bibliothèque seront saturés dans cinquante ans, et, selon d'autres experts, dans vingt ou trente ans. Il serait intéressant qu'il faille chercher d'autres solutions avant même qu'une génération ne se soit écoulée. Mais, m'ont dit les responsables que j'ai rencontrés il y a quelques jours (le secrétaire d'État aux grands travaux, M. Emile Biassini, M. Laure Adler, chargée de mission à la présidence de la République, et l'architecte, M. Dominique Perrault), il est fort possible que, avant cinquante ans, on n'imprime plus de livres ou qu'on n'utilise plus les livres imprimés, car des supports nouveaux les auront remplacés dans l'usage courant. Est-il permis de tabler sur une telle perspective ?

Le manque de place déjà prévisible est d'autant plus surprenant que, ne l'oublions pas, on laisse rue Richelieu les départements spécialisés de la BN (manuscrits, estampes, musique, cartes et plans, monnaies et médailles) qui couvrent à eux seuls une belle superficie. Pourtant, tout a été utilisé au maximum dans la nouvelle bibliothèque, où l'on n'a pas hésité à prendre en parti que les spécialistes du monde entier déconcentrent forcément : le stockage des livres dans de hautes tours.

Je rappellerai ici qu'une bibliothèque nationale a une mission spécifique, celle de conserver indéfiniment le patrimoine imprimé national, qui lui appartient par le dépôt légal. Ce patrimoine précieux et fragile doit être stocké dans des conditions optimales aussi naturelles et simples que possible, qui permettent de ne pas dépendre trop étroitement d'artifices

techniques. Il est recommandé de placer les livres en sous-sol, ou, à condition que le local de conservation soit protégé par des parois adéquate, à une hauteur modérée au-dessus du sol.

Or, dans la nouvelle bibliothèque, il est prévu que six millions de volumes sur les onze millions qu'elle aura reçus de la BN seront stockés dans la partie supérieure de chacune des quatre tours, du septième au vingtième étage, sur un total de cinquante-six niveaux. On avait dit d'abord que les rayonnages seraient vus du dehors en transparence. Les livres, en ce cas, auraient vite disparu, brûlés par le soleil et la lumière. Aujourd'hui, on envisage de façonner à chaque étage, derrière la façade de verre, un « écran » conditionné, centré de cloisons étagées qui isoleraient complètement les livres. Que de dépenses supplémentaires pour la construction de ces paradis artificiels de l'imprimé, quelle profusion d'air conditionné à payer, quelle complexité dans une technique omnipotente et omnipotente ! Que se passerait-il, en dehors des accidents ordinaires, si le budget de fonctionnement, qui sera certainement très lourd, se trouvait un jour amoindri ? Un stockage de tous les livres de la BN dans le socle de l'édifice serait tellement plus simple et plus sûr !

Les tours-magasins, surtout aussi hautes, aussi étagées et aussi complexes que celles de la nouvelle bibliothèque, présentent d'autres gros inconvénients, que j'ai indiqués dans la lettre au président de la République : de façon générale, émiettement du travail des bibliothécaires et des magasins (dispensés ici sur cinquante-six étages) et nécessité d'un personnel plus nombreux ; en outre, dans le cas présent, distance excessive entre le lieu de conservation et le lieu de consultation (placé au niveau le plus bas du socle), donc difficultés et lenteurs inévitables dans la transmission des livres aux lecteurs, malgré les affirmations rassurantes des responsables.

Pour une révision du projet

Mais pourquoi ce manque étonnant, ce manque inattendu de place au-dessus du niveau du sol dans la bibliothèque la plus grande du monde par ses dimensions ? L'explication est double. D'une part, l'architecte a privilégié le vide, qui est, pour lui, « la matière première de l'architecture ». Les tours n'occupent qu'une faible part de l'espace qu'elles délimitent. Le socle est bâti autour de l'immense cour intérieure dont j'ai déjà parlé, mais grande que le Palais-Royal : quel cloître, puisque les responsables aiment à employer ce mot, est jamais un jardin aussi gigantesque ? D'autre part, la bibliothèque nationale ne serait pas seule occupante des lieux. Dans le projet actuel, elle partagerait les trois niveaux du socle avec une bibliothèque de lecture publique et une surface d'animation culturelle, qui enlèverait au stockage des livres de la BN un nombre très considérable de mètres carrés.

Aussi, dans ma lettre ouverte, ai-je demandé au président de la République une révision du projet. Entendons : la révision de tous les éléments de l'Institut de France, de tous les chercheurs du Collège de France, des universités, du CNRS, des musées et des Archives, de toutes les personnalités françaises et étrangères qui n'ont donné leur signature ?

Je ne mets pas en cause les tours elles-mêmes. Puisse-t-elles être aussi belles qu'on nous le promet ! Ce que je demande, c'est qu'on réexamine la destination des espaces du socle. S'ils étaient entièrement attribués à la BN, on y logerait de façon rationnelle, près des lecteurs, l'ensemble de ses collections de livres et de périodiques et l'on disposerait d'assez de place pour les accroissements de très nombreux décennies.

Si les tours n'étaient plus des magasins, quelle pourrait être leur fonction ? Déjà vingt-quatre étages (soit un peu plus que la capacité d'une tour) étaient réservés aux services de la bibliothèque, qui bien évidemment les gèreraient. Les autres espaces devenant disponibles trouveraient aisément une utilisation brillante : ne pourraient-ils, par exemple, être consacrés aux activités de recherche de toute institution réputée, de tel laboratoire international, de tel observatoire, de telle association dans un même site d'une très grande bibliothèque nationale et d'un très vigoureux ensemble de recherches honorant notre pays.

Georges Le Rider est membre de l'Institut, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Une chance formidable

par Roger Chartier

DANS une lettre ouverte en forme de pétition adressée au président de la République, plusieurs universitaires et académiciens de grand renom mettent en cause rudement les partis architecturaux choisis pour la Bibliothèque de France. Les quatre tours qui organisent le plan et la logique du bâtiment émettent toutes leurs inquiétudes : les ouvrages courraient les plus grands dangers du fait des murs de verre, leur acheminement vers le lecteur serait rendu périlleux et électrolyse par la multiplication des surfaces de stockage, et le coût du conditionnement de l'édifice est tenu pour insupportable.

Pour trancher de telles questions, je n'ai évidemment pas plus de compétence que les signataires de cette lettre. A leurs légitimes interrogations, l'architecte, Dominique Perrault, et les responsables de la Bibliothèque de France ont apporté des réponses tant techniques (à l'intérieur des tours, où sera conservé seulement le tiers des collections, une paroi protégera les livres : un double système de convoyage des ouvrages anticipera les risques de panne) que financières (le coût de la climatisation des tours ne représentera que 0,3 % du budget de fonctionnement annuel de l'établissement).

Ces solutions peuvent être discutées et précisées, mais je ne vois pas de raison pour les disqualifier à priori et considérer comme nécessairement sensés les arguments opposés à l'architecture conçue par Dominique Perrault — arguments qui sont tous puisés dans un article de l'architecte américain Leighton, écrit, comme il le reconnaît lui-même, en vu d'un état provisoire et d'une description sommaire du projet.

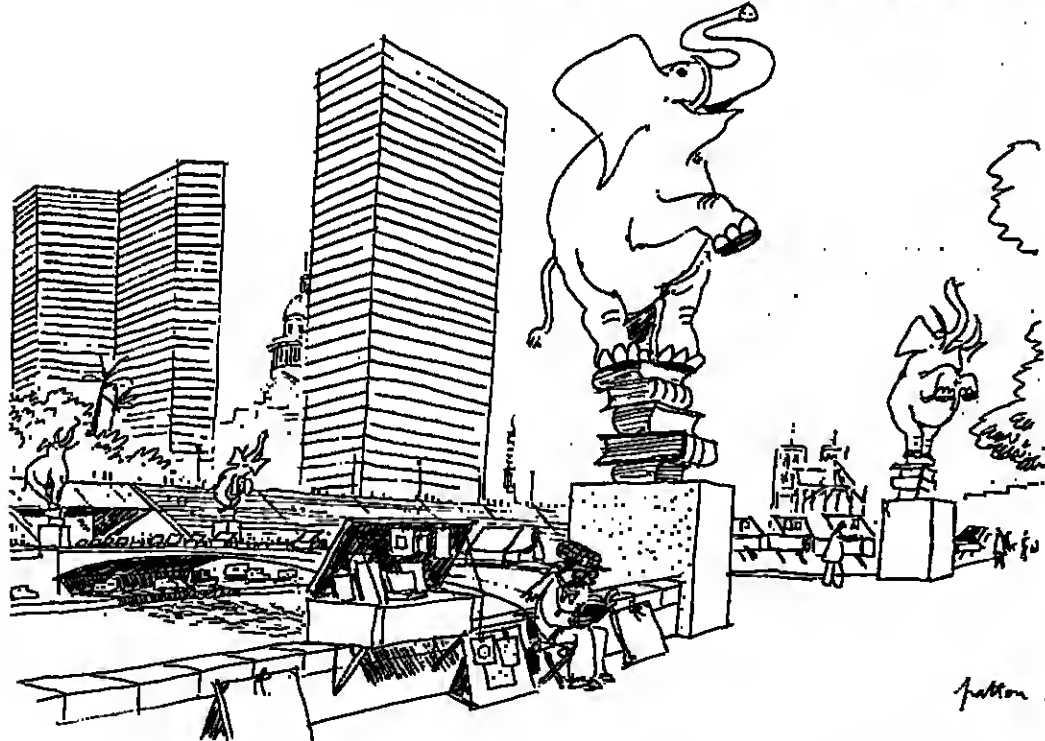
A condition d'être équitable, ce débat architectural est tout à fait normal. Ce qui l'est moins, en revanche, est le fait que l'offensive contre les tours est pour certains de ses plus ardents champions un premier pas dans le démantèlement du projet en son intention fondamentale. Rappelons-en les deux dimensions essentielles : d'une part, assurer, dans des conditions qui n'existent pas actuellement, la conservation, la description et la communication de la totalité du patrimoine imprimé de la nation ; d'autre part, construire une grande bibliothèque qui soit un instrument de

recherche moderne, respectant toutes les contraintes que suppose une telle fonction, et un lieu où une information multiple, immédiatement accessible, sera à la disposition du public (donc aussi des chercheurs).

C'est dans la pensée de ce lien originel, qui fera de la Bibliothèque de France une Bibliothèque nationale améliorée et une *public library* de type nouveau, qu'ont treuvé les très nombreux bibliothécaires et universitaires associés au projet dès ses commencements. Gagner la pari d'une bibliothèque où deux types de lecture et d'usage sont articulés, sans être confondus, a des exigences : constituer un large fonds de documents en libre accès, distinct de celui qui sert de support aux activités de recherche ; organiser la cohérence administrative et intellectuelle des deux collections ; ouvrir la bibliothèque à des domaines du savoir actuellement mal représentés à la Bibliothèque nationale — par exemple la science contemporaine. Qu'il y ait débat sur les solutions les meilleures et les moins coûteuses pour atteindre ces objectifs me semble naturel. Mais seule une bien mauvaise foi peut faire dire que les espaces publics de la Bibliothèque de France seront un Luna Park de la culture.

La décision de construire la Bibliothèque de France est une chance formidable pour ce pays. Si les objections faites à l'architecture se réduisent à dire que la première étape d'une dénaturation ou d'une amputation du projet, il y aurait là quelque chose de profondément triste — comme le sont toutes les belles occasions gâchées. Échecs électoraux ou pas, il ne faut pas que les nostalgies créées par les habitudes, les fantasmes absurdes ou la possible polémique autour du danger que ce qui est, assurément, l'un des plus novateurs et des plus utiles des grands chantiers ouverts en ces dernières années. Ce n'est pas du moralisme réclamer par ses adversaires, intéressés à gagner du temps, que la Bibliothèque de France a besoin, mais d'une trêve dans la polémique, de jugements honnêtes et d'une ambition qui s'élève au-dessus des petits égoïsmes et des soucis partisans.

Roger Chartier est président du Comité scientifique de la Bibliothèque de France.



Cessons de détruire

par Joseph Belmont

NE détruisons pas la Grande Bibliothèque avant d'avoir construit. La France est un pays dans lequel la moitié des habitants empêchent par tous les moyens l'autre moitié de réaliser. Ce qui oblige ces derniers à dilapider une part considérable de leur énergie dans des batailles inutiles.

Heureusement, les mêmes personnes qui ont critiqué une réalisation sont les premières à l'encenser ensuite : rappelons nous le Centre Pompidou, la pyramide du Louvre, l'arche de la Défense et, en remontrant dans le temps, la colonnade du Louvre, le Grand Palais, la tour Eiffel. Revenons à la bibliothèque. Elle sera l'un des plus beaux monuments de la capitale, à l'intérieur d'un immense et spectaculaire quartier.

Nous sommes un pays trop dominé par l'intelligence, ou plus exactement par la raison. Mais cette intelligence abstraite est, de par sa nature même, négative. J'ai été scandalisé par l'intervention d'un universitaire lors d'une récente émission de Bernard Pivot sur la bibliothèque : il donnait l'image caricaturale de l'Université, monde totalement déconnecté de toute pratique.

Cessons donc de détruire le projet de la Bibliothèque de France et portons-le au contraire vers sa réussite, car cet édifice constituera, sans aucun doute possible, l'un des plus grands témoignages de notre époque.

Joseph Belmont est ancien directeur de l'Architecture, ancien président de l'Établissement public pour l'aménagement de la Défense.

L'arrogance de la technique

par Claude Nicolas Ledur

DEPUIS plus d'un an Dominique Perrault établit la Bibliothèque de France et Dominique Perrault, son architecte, balaie d'un revers de main désinvolte les critiques et les craintes du milieu scientifique international en déclarant : « rassurez-vous, les ingénieurs et les techniciens ont tout à nous proposer, vous parlez dans une langue étrangère. Permettez à un technicien, qui ne se fante pas de sa science mais qui dispose de suffisamment de sens de la chose construite, de dire que ce projet est à plusieurs titres inacceptable. »

D'une part, parce que les décideurs qui se retranchent derrière des soit-disant opérativité et neutralité de la technique avancent quelques vérités pour camoufler un gros mensonge. On sait bien que la technique est un outil et qu'avec celui-ci on peut faire beaucoup de choses, résoudre toutes sortes de problèmes, même absurdes ; par exemple accueillir et protéger de très vieux papiers déposés au milieu d'une serre.

Un parti architectural très simple, celui d'un bâtiment opaque, ramassé, offrant le minimum de façade aux agressions extérieures pour un maximum de volume contenu, aurait permis d'atteindre très facilement un but qui semble très éloigné aux ingénieurs qui travaillent sur l'aspect projet. Prenons conscience de l'absurdité de la situation : pour concilier la transparence des façades proposées et la conservation des documents, on est obligé de mettre des « volets en bois » (sic) deux mètres derrière le mur vitré. Ce qui signifie que l'on fait beaucoup d'efforts pour atteindre un but esthétique aussi simple, et que l'on crée délibérément un effet de serre qui consti-

Claude Nicolas Ledur est le pseudonyme d'un technicien du ministère de l'Équipement.

Georges Bortoli

LA COUR DES GRANDS

Les coulisses des sommets

GEORGES BORTOLI

"Georges Bortoli atteint ce qui constitue peut-être l'idéal du journalisme, profession que j'ai moi-même exercée : présenter fidèlement l'élaboration quotidienne de l'histoire."

Boland Dumas, ministre des Affaires étrangères

Perrin

ÉTRANGER

• Le Monde • Jeudi 10 octobre 1991 3

YUGOSLAVIE : conclusion d'un nouvel accord de cessez-le-feu

Le nouvel accord de cessez-le-feu - le huitième depuis le début des hostilités en juin - signé, mardi soir 8 octobre à Zagreb, entre des représentants de la Croatie et de l'armée fédérale était « globalement respecté », mercredi en début de matinée, selon Radio-Belgrade. La radio parlait d'un « calme relatif » sur les différents fronts mais n'a pas fait état de violations spécifiques de cet accord conclu sous les auspices de la mission d'observateurs de la CEE.

Le Parlement croate a proclamé officiellement, mardi, l'indépendance de la Croatie qui « rompt tous ses liens avec la Yougoslavie ». Cette décision, notent les observateurs, tranche avec l'attitude de M. Stipe Mesic (le président - croate - de la fédération) qui a affirmé le même jour à Strasbourg qu'il ne démissionnerait pas de son poste de chef de l'Etat yougoslave afin de « ne pas être remplacé par un membre de la clique serbe ». Il a ajouté qu'il entendait mettre à profit sa fonction pour « expliquer au monde que la

Croatie est victime d'une agression ». A New York, rapporte notre correspondant, Afsané Basir Pour, M. Javier Perez de Cuellar a choisi, mardi, M. Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat américain sous l'administration Carter, comme son représentant spécial pour la Yougoslavie. Agé de soixante-quatorze ans, M. Vance n'est pas mandaté par le Conseil de sécurité pour entamer des négociations avec les parties au conflit. Selon des diplomates à l'ONU, il doit se rendre sur place et présenter un rapport « factuel » à M. Perez de Cuellar qui en fera part, ensuite, au Conseil de sécurité. Selon des proches du secrétaire général, M. Perez de Cuellar est « assez réticent » à l'idée de s'engager dans le conflit yougoslave car il constate le désarroi de la Communauté européenne à ce sujet. (Le Monde du 8 octobre).

Les diplomates des pays membres du Conseil de sécurité sont plutôt « sceptiques » sur la mission de M. Vance : « A mon avis, nous a confié l'un d'entre eux, la nomination de M. Vance n'est

qu'un geste de relations publiques entrepris par M. Perez de Cuellar. Il sait très bien qu'il n'y a pas de Communauté européenne n'arrive pas à résoudre le problème. M. Vance ne pourra pas le faire non plus ». Selon M. Jean-Bernard Mérimée, ambassadeur de France auprès de l'ONU, la mission de M. Vance « est un signal pour les parties yougoslaves, les avertissant que l'ONU rentre dans le jeu et que la situation se détériore. Le Conseil de sécurité pourrait aller plus loin ».

A La Haye, dans le double but de maintenir leur pression politique sur les parties en conflit et de préparer leur réaction en cas d'une reprise des hostilités à grande échelle, les pays de la CEE ont implicitement confirmé leur intention de sanctionner les Républiques qui feraient obstruction au processus de paix en demandant aux directeurs des affaires politiques des douze ministères des affaires étrangères qui composent le Comité Politique (COPOL) de faire l'inventaire des mesures de rétorsion possibles. Une réunion du COPOL, nous

indiqua notre correspondant, Christian Chertier, était prévue, mercredi 9 octobre, à La Haye.

L'hypothèse d'un embargo commercial total, évoquée dimanche par le président de la Commission européenne, devait de nouveau être étudiée à cette occasion. De source diplomatique néerlandaise, on avait appris en début de semaine que les pays européens pourraient également envisager des sanctions de nature politique, telles que la remise en cause de leurs représentations diplomatiques ou de celles de la fédération yougoslave.

La France a condamné, mardi 8 octobre, l'attaque, le vail, du palais présidentiel croate à Zagreb par l'aviation yougoslave. « C'est un acte condamnable », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard : « Les auteurs (de cette attaque) ont pris une lourde responsabilité devant la communauté internationale ». Selon le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, l'armée yougoslave est « une bande de brigands ».

Le Parlement croate a voté la rupture totale avec la Fédération

Le Parlement de Croatie a voté, mardi 8 octobre, la rupture totale de la République avec la Fédération yougoslave. Cette décision marque l'entrée en vigueur de la déclaration d'indépendance que la Croatie avait adoptée le 25 juin dernier et qui avait été suspendue le 7 juillet, pour trois mois, à la demande de la Communauté européenne afin de trouver une solution négociée à la crise.

Les députés étaient réunis dans un hôtel de Zagreb, le siège ordinaire du Parlement ayant été endommagé, lundi, par une roquette. Après leur vote, qualifié d'« historique », ils ont entonné l'hymne national croate, a précisé la radio.

De son côté, la Slovénie, qui avait également proclamé son indépendance le 25 juin et accepté le moratoire, a adopté, mardi, les premières mesures assurant la création d'un Etat indépendant. La plus prospère des Républiques yougoslaves a approuvé une loi

créant une nouvelle unité monétaire, le tolar, et a établi huit des trente-quatre postes-frontières prévus entre la Slovénie et la Croatie.

La Serbie et ses alliés avaient admis, dès l'été, le droit des Slovènes à l'indépendance, mais le président de la Slovénie, M. Milan Kucan, rejette l'idée que la reconnaissance de l'indépendance de Ljubljana soit retardée par la guerre en Croatie. « Nous ne voulons pas être victimes de l'incapacité à résoudre le problème croate », a-t-il affirmé, mardi, à Bonn à l'issue d'une rencontre avec le chancelier Helmut Kohl. Le président slovène a soutenu le principe de sanctions sélectives de la Communauté européenne à l'encontre des Républiques de la fédération yougoslave qui n'observaient pas le cessez-le-feu. Il a estimé que cela mettrait fin à « l'illusion européenne », selon laquelle la Yougoslavie doit être considérée comme une entité unique. (AFP, Reuters)

Le texte de la déclaration d'indépendance

Voici le texte de la déclaration d'indépendance votée, mardi 8 octobre, par le Parlement croate et diffusée sur Radio-Zagreb.

« A compter du 8 octobre 1991, la République de Croatie cesse les liens étatiques et juridiques sur la base desquels elle faisait partie de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie (RFSY) avec les autres Républiques et provinces.

« Aucune des instances de l'ancienne Fédération RFSY n'est considérée comme légitime ou légitime. La République de Croatie ne reconnaît pas comme valides les actes juridiques de toute instance représentant l'ancienne Fédération RFSY.

« La République de Croatie reconnaît la souveraineté et l'indépendance des autres Républiques de l'ancienne RFSY sur la base de

la réciprocité et est prête à établir, nouer et développer des relations amicales politiques, économiques, culturelles et autres avec les Républiques avec lesquelles elle n'est pas en guerre.

« La République de Croatie, en tant qu'Etat souverain et indépendant, garantit les droits de l'homme fondamentaux et les droits des minorités, comme il est stipulé dans la Charte fondamentale de l'ONU, l'Acte final d'Helsinki, les instruments de la CSCE et la Charte de Paris.

« Et dans le cadre du processus d'intégration européenne, elle est prête à entrer dans des associations inter-étatiques ou inter-régionales avec d'autres Etats démocratiques.

« La République de Croatie continuera à déterminer les droits et obligations mutuelles en ce qui concerne les autres Républiques de l'ancienne RFSY ». (fin)

Le patrimoine dalmate menacé

M. Jack Lang, le ministre français de la culture, s'élève du sort de la ville de Dubrovnik, menacée par les canons de l'armée fédérale. Il en appelle à l'UNESCO pour protéger cet élément capital du patrimoine mondial. L'organisation internationale connaît déjà la côte dalmate depuis après le tremblement de terre qui a ébranlé la ville voisine de Kotor, en 1979, l'UNESCO a financé une partie des travaux de restauration. C'est une zone particulièrement riche en vestiges historiques de toutes les époques. Rome est présente à Split où les traces de la ville de l'empereur Dioclétien couvrent tout un quartier de la vieille ville. Byzance, à son tour, a laissé sa marque dans les églises de Zadar. Mais c'est l'empreinte de Venise qui est la plus impressionnante, le long de ce rivage.

Dès l'âge du bronze, le site de Dubrovnik a été occupé. Les Dalmates, aux origines slaves, ont été assimilés par les Grecs puis les Romains. Ses citadelles sont encore visibles à Kotor, dans la vallée de la Krka, à Kila à proximité de Split ou au-dessus de Dubrovnik. Elles défendent les villes où se juxtaposent entre d'étranges murailles des constructions de toutes les époques. La cathédrale pré-romane Saint-Donat de Zadar a résisté jusqu'à nos jours aux bombardements. Le dôme Renaissance de Saint-Jacques de Sibenik est le plus connu du littoral.

A Trogir, un palais gothique se dresse en face du port de Saint-

Laurent, chef-d'œuvre de l'art roman. A Korcula, le lion de Saint-Marc veille sur le campanile. La place des cinq puits de Zadar évoque irrésistiblement un camp de Venise. Dubrovnik, l'ancienne Raguse, rivale puis protégée de la République des Vénitiens, a été détruite par un tremblement de terre en 1667, elle y gagna un air baroque lors de sa reconstruction. Le maréchal Marmont l'occupa au nom de l'Empire français et c'est le long de la côte que furent construits le fort de Pile de Hvar. C'est l'ensemble de ce rivage et toutes les villes qui le ponctuent, largement épargnées par la marée touristique des dernières années, qui sont aujourd'hui menacées par les combats.

RECTIFICATIF. - En raison de difficultés de transmission, plusieurs erreurs se sont glissées dans l'article de Florence Hartmann sur le retour à Belgrade du prince Alexandre Karadjordjevic, délégué du trône de Yougoslavie (Le Monde du 8 octobre). Le prince est le petit-fils d'Alexandre Ier, assassiné à Marseille en 1934; il est le fils de Pierre II. D'autre part, Tomislav Karadjordjevic n'est pas le frère d'Alexandre Ier, mais son fils. Il est l'oncle d'Alexandre II. Enfin Vladimir est le neveu de Tomislav et non le frère cadet d'Alexandre Ier.

Scepticisme à Zagreb

Suite de la première page.

Si, jusqu'à, le document signé par le représentant de l'armée et celui du gouvernement du président Franjo Tudjman ressemble étrangement aux précédents et éphémères accords, son article retient l'attention par sa nouveauté. Il prévoit une levée simultanée de tous les blocus imposés par les belligérants - des principaux ports croates, l'Adriatique par la marine fédérale et des casernes par les forces croates, - et ce, afin de « rétablir la libre circulation » des gens et des approvisionnements. Plus encore, l'accord dit que « les unités de l'armée yougoslave peuvent partir avec leurs moyens de transport, leur matériel technique, leurs armes, leur équipement militaire et autres bien mobiliers ».

Ce que les Croates s'étaient, jusqu'à présent, refusés à accepter, le hut du siège et des attaques menées contre les casernes fédérales étant, justement, de s'emparer du matériel et des armes qui leur étaient dégués - avant qu'ils ne puissent allégrement dans les stocks des bases militaires qu'ils ont conquises ces dernières semaines. Il semble que ces prises aient été consistantes et, en tout cas, suffisantes pour faire revenir les autorités croates sur leur position et leur faire accepter de voir l'armée conserver l'armement

convoité. L'accord conclu mardi évoque spécifiquement deux cas; celui, d'abord, de la caserne Boranj, à Zagreb, dont le blocus par la garde nationale croate doit être immédiatement levé et son évacuation achevée samedi à 18 heures. En outre, des mesures doivent être immédiatement prises pour assurer l'acheminement de secours en vivres et en médicaments aux populations civiles des régions de Vukovar et Vinkovci, dans l'est de la Croatie, très durement touchées par les violents combats qui s'y déroulent depuis des semaines. Quant aux autres cas et à l'application concrète - la « consolidation », dit le texte - du cessez-le-feu, l'accord prévoit seulement que « de nouveaux pas » seront faits au cours des prochains jours.

M. Van Houten justifie son optimisme par ce qu'il présente comme une nouveauté - mais qui avait déjà été tenté début septembre - sans résultat, - à savoir la mise en place d'un « équivalent » à l'accord par des réunions quotidiennes (la première devait avoir lieu mercredi matin) entre les parties afin de régler tous les problèmes inhérents à l'application de la trêve. Les précédents ainsi que l'absence de belligérants à négocier, jusqu'à présent, un véritable dialogue incitent à la prudence quant à la faculté des uns et des

autres à régler des problèmes concrets de désengagement laissés dans l'ombre par l'accord.

Un exemple des difficultés à venir dans les contacts a été donné dans la nuit de mardi à mercredi lorsque, assis à quelques mètres l'un de l'autre, de part et d'autre du médiateur européen, les représentants de l'armée et des autorités croates se sont publiquement accrochés à propos du bombardement, lundi, du palais présidentiel à Zagreb (Le Monde du 9 octobre). M. Adamic ayant parlé d'attention contre le président Tudjman, le général Raseta a vivement réagi pour tenter de décaler la responsabilité de l'armée fédérale.

La bonne volonté et la persévérance démontrées par les négociateurs néerlandais - « Nous essayons de faire en sorte que les négociations (de La Haye) se déroulent avant et non après une guerre dévastatrice », dit M. Van Houten - ne seront, cependant, peut-être pas à même de tempérer le scepticisme ambiant à Zagreb, continué des trêves avortées. Un scepticisme qui a même déteint sur certains de ces observateurs européens venus contrôler des cessez-le-feu laborieusement négociés depuis des mois et qui se retrouvent aujourd'hui confinés dans leur hôtel pour cause d'insécurité.

Il paraît, en tout cas, loin le temps où, un trêve à peine signée, la capitale de la Croatie s'illuminait à nouveau immédiatement, comme en septembre. Cette fois-ci, Zagreb est restée plongée dans le noir toute la nuit durant - black-out oblige.

YVES HELLER

Un appel de personnalités européennes

A l'occasion d'un colloque sur le défi méditerranéen et l'Europe organisé à Barcelone, lundi 7 et mardi 8 octobre, par la Fondation Bertelsmann et la Généralité de Catalogne, des personnalités de France, d'Italie et d'Espagne ont lancé un appel aux gouvernements de la CEE pour qu'ils :

« reconnaissent l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie » ; « proposent à la Croatie et à la Serbie un statut d'autonomie politique, économique et culturelle pour les Serbes de Croatie » ;

« envoient sur les lieux des affrontements des unités de « casques verts » chargés de contrôler le respect du cessez-le-feu » ;

« convoquent une conférence des Républiques et régions autonomes de l'ex-République fédérative de Yougoslavie ayant pour mission de formuler des propositions sur l'union économique des Etats successeurs de l'ancienne Yougoslavie, le désarmement des milices, la coopération des forces armées ainsi que les garanties à accorder aux différentes ethnies, et notamment aux Albanais du Kosovo ».

Ce texte a été signé notamment par MM. Joseph Rovan, professeur émérite à la Sorbonne, Werner Maihofer, ancien ministre de l'Intérieur de RFA, Luigi Vittorio Ferraris, ambassadeur d'Italie, Eduardo Fontillas, ambassadeur d'Espagne, et Karl Heinz Narjes, ancien vice-président de la Commission de Bruxelles.

GRANDE-BRETAGNE : au congrès conservateur de Blackpool

M. John Major face à la surenchère antieuropéenne de l'aile droite des Tories

Le congrès du Parti conservateur s'est ouvert, mardi 8 octobre, à Blackpool. C'est la première fois que M. John Major se présente, en tant que premier ministre, devant les Tories, parmi lesquels l'influence de M. Thatcher - notamment à propos de l'Europe - reste importante.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

La tâche qui attend M. Major à Blackpool n'est pas des plus simples. A la tribune du congrès, mercredi, deux spectateurs éminents devaient prendre place : M. Margaret Thatcher et M. Edward Heath, dont c'est peu dire qu'ils se détestent. Aucun d'entre eux ne parlera en séance plénière parce qu'il n'est pas question de porter ombrage à M. Major mais chacun, par des moyens qui lui sont propres, a déjà fait passer son message personnel.

M. Heath, qui participait mardi à l'une de ces innombrables réunions qui se tiennent en marge des débats officiels, a souhaité que le Parti conservateur choisisse une voie résolument européenne, fort éloignée du « radicalisme » de M. Thatcher : l'instauration d'une monnaie unique, a-t-il souligné, est inéluctable. De son côté, M. Thatcher s'est, pour l'instant, abstenue du moindre commentaire, mais ses amis exercent leur influence pour convaincre M. Major de revenir aux « vraies valeurs » du « thatcherisme » lesquelles, à l'opposé du « centrisme »

de M. Heath, ont permis, selon eux, la victoire des conservateurs en 1979. L'aile droite du parti, proche de la « Dame de fer », fait campagne sur la nécessité d'organiser un référendum pour toute modification du traité de Rome qui serait entrainée lors du sommet européen de Maastricht, aux Pays-Bas, en décembre prochain.

M. Douglas Hurd, le ministre des affaires étrangères, a tenté, mardi, de réaliser une sorte de synthèse, en faisant preuve de fermeté face à toute dérive fédéraliste, tout en indiquant que la question du référendum ne se posait pas. « Travailler au cœur de l'Europe, a-t-il déclaré, ne signifie pas mettre notre identité en danger. Cela ne veut pas dire être victimes des machinations perfides des étrangers (...). Quelques-uns de nos partenaires sont trop ambitieux. Ils veulent contraindre le Communauté dans une canisole de force fédérale. Cela ne réussira certainement pas. Il y a encore trop de propositions sur la table (de négociation) que nous ne pouvons et ne devons pas accepter. » « Nous n'aurons pas peur de dire « non » lorsque ce sera nécessaire », a ajouté M. Hurd.

Privatiser le service national de santé ?

L'ombre de M. Thatcher sur Blackpool est donc le premier défi que M. Major doit relever - ou exorciser - au cours de son premier congrès en tant que chef de file des conservateurs. Galvaniser ses troupes, alors que le report des élections générales prévues en novembre signifie le lancement d'une très longue campagne,

constitue pour lui un second défi. Or les conservateurs n'ont pas tous les atouts en main.

Pour la première fois depuis que les Tories sont arrivés au pouvoir, il y a douze ans, les travaillistes sont capables de proposer à la fois un candidat devenu crédible, au poste de premier ministre, M. Neil Kinnock et un programme politique qui ne fait plus peur aux électeurs. Comme M. Thatcher qui, en 1979, avait exploité la colère populaire contre la décomposition du secteur public, le Labour accuse aujourd'hui le parti au pouvoir de vouloir privatiser le service national de santé (NHS).

Malgré les multiples démentis des membres du gouvernement et du premier ministre, 62 % des personnes interrogées lors d'un récent sondage continuent de penser que telle est bien l'intention des conservateurs. M. Major doit, d'autre part, « réparer » la fâcheuse impression entraînée par sa décision de reporter les élections, dans laquelle le Parti travailliste voit une déroute. Les prévisions contradictoires des experts sur la reprise économique accentuent l'incertitude quant à une victoire électorale des Tories au printemps. Enfin, la perspective de trois élections législatives partielles, dont le résultat risque de ne pas être favorable aux conservateurs, la menace d'une fracture au sein du parti à propos de l'intégration européenne, concourent à peindre un tableau morose pour les délégués de Blackpool.

Certes, officiellement, le moral est au plus haut, comme l'a affirmé mardi M. Chris Patten, le président du parti. M. Patten a choisi sa ton offensif pour brocar-

der M. Kinnock et les travaillistes qui n'ont « aucun principe » et sont « honteux de leur histoire » (le socialisme). M. Major, pour sa part, est encore porté par une vague de popularité largement due à son rôle sur le plan international et à sa manière, très consensuelle, de diriger le gouvernement et le parti. A terme, surtout si son enchevêtrement préélectoral se livre à une surenchère antieuropéenne, il devra clairement indiquer ses choix. C'est ce qu'attend une partie des congressistes de Blackpool, même si, d'une façon générale, les penchants du premier ministre le conduisent naturellement vers une voie médiane.

LAURENT ZECCHINI

ALLEMAGNE : Silke Maier-Witt condamnée à dix ans d'emprisonnement. - Ancien membre de la Fraction armée rouge (RAF), Silke Maier-Witt a été condamnée, mardi 8 octobre, à Stuttgart, à dix ans d'emprisonnement pour avoir participé, notamment, à l'enlèvement et au meurtre de l'ancien dirigeant du patronat allemand, Hanns-Martin Schleyer, en 1977, ainsi qu'à une tentative d'attentat contre le commandant en chef de l'OTAN, le général Alexander Haig, en 1979. Silke Maier-Witt, au des huit membres de la RAF arrêtés en RDA, en juin 1990, avant l'unification allemande, avait demandé son transfert en Allemagne de l'Ouest afin de bénéficier des dispositions sur les criminels repentis. (AFP)

EUROPE

URSS : des révélations du « Spiegel »

Le putsch du mois d'août vu par les comploteurs de Moscou

Le Spiegel a publié dans son numéro du 7 octobre de larges extraits des confessions faites par les principaux putschistes, le 22 août dernier, au lendemain de leur échec et de leur arrestation. Ces témoignages, qui n'avaient été que très partiellement retransmis jusqu'ici par la télévision soviétique, apportent un éclairage nouveau sur les motivations des auteurs du coup d'Etat et sur les raisons de leur échec.

Premier enseignement à tirer de ces révélations de l'hebdomadaire de Hambourg : les putschistes estimaient qu'il fallait se débarrasser de M. Gorbatchev parce que rien n'allait plus dans le pays et que le président n'était plus à la hauteur. Selon le maréchal Iazov, le plus sincère apparemment et en tout cas le plus repentant des anciens dignitaires interrogés, il ressortait des discussions qu'il avait eues dans un certain cercle de la direction du parti que M. Gorbatchev « avait épuisé son rôle en tant qu'homme d'Etat ». Il passait son temps à « voyager à l'étranger » sans informer ses pairs de ses intentions (ainsi du sommet des Sept à Londres, à propos duquel nous n'avons pas su ce qu'il avait dit). En outre, sa politique économique « consistait à mentir des crédits, à

faire des dettes ». « Nous n'étions naturellement pas prêts, conclut l'ancien ministre de la défense, à admettre une plus grande dépendance politique, économique et même militaire vis-à-vis des Etats-Unis. »

Cela dit, on ne sait pas quand il fut décidé de passer à l'action : la première réunion « opérationnelle » dont fait état le maréchal Iazov eut lieu le samedi 17 août seulement, à l'initiative de M. Krioutchkov, le président du KGB. La seconde eut lieu le lendemain, après les mesures d'isolement prises à l'encontre de M. Gorbatchev en Crimée, et en présence de M. Loukianov, le président du Parlement. Celui-ci refusa de faire partie de la junte (tout comme M. Bessmertnykh, le ministre des affaires étrangères, lui aussi présent), mais il promit de faire une déclaration taxative d'inconstitutionnalité le traité de l'Union qui devait être signé le 20 (cette déclaration sera publiée par les journaux du 19, mais antérieure du 16 août).

« Deux ou trois jours » au maximum

En tout cas, on comptait sur le président du Parlement pour faire ratifier le plus tôt possible le fait accompli : « En constituant le comité d'Etat sur l'état d'urgence, rapporte M. Pavlov, nous pensions qu'il ne serait nécessaire que pour deux ou trois jours, le temps de convoquer le Soviet suprême, lequel

aurait « soit maintenu cet organisme en fonction, soit trouvé d'autres voies ». Pour l'ancien premier ministre, donc, il n'y a eu ni prise de pouvoir (cela rajoutait rien à ses pouvoirs existants), ni violation de la Constitution : simplement la constatation, rapportée par le groupe qui s'était rendu en Crimée, que le président « n'était pas en état d'agir ». N'avait-il pas fait attendre le groupe pendant une heure, « trépidant » pour « chasser de la pièce » son chef de la sécurité Plekhanov, bref, n'était-il pas « inabordable » ?

M. Krioutchkov, l'ancien président du KGB, affirme lui aussi que M. Iazov ne devait assurer l'intérieur que « pour une très brève période », qu'il n'a « jamais été question de destituer totalement le président », encore moins de le supprimer physiquement. Plus nouvelle est son affirmation selon laquelle le comité n'a entrepris « aucune action contre la direction de Russie » et que l'arrestation de M. Eltsine n'a jamais été envisagée. Le chef de la police semblait surtout compter sur l'apathie de la population, non sans raison selon lui : « La première réaction fut d'une certaine manière encourageante, puisque les appels à la grève ne furent pas suivis, affirme-t-il (...). Il y eut une détérioration le second jour, pas dans l'industrie, mais avec les manifestations. » Et encore, précise-t-il, à Leningrad, plus qu'à Moscou, le tout ne regroupant pas plus de

160 000 personnes. Tout cela cadre mal avec la préparation de l'assaut contre le parlement de Russie, qui fut certainement envisagé dans la soirée du 20 août, avant d'être annulé. Tous les comploteurs sont très discrets sur les déflections dans l'armée, mais c'est un fait que le maréchal Iazov a été le premier à se « dégonfler ». Non seulement il assure avoir pris seul, le 21 août, la décision de retirer les troupes de Moscou, mais encore il a boycotté, le matin du même jour, la réunion de la junte, rompant ainsi l'engagement des comploteurs de se rencontrer deux fois par jour.

Si ceux-ci sont nombreux à invoquer l'incompétence, voire l'alcoolisme, pour échapper à leurs responsabilités (ainsi de M. Pavlov, qui affirme avoir abusé du whisky et des médicaments dès le dimanche soir pendant les premiers débats de la junte), on a plus de mal à croire le ministre de la défense lorsqu'il affirme qu'il n'y avait « aucun plan, aucune préparation » derrière cette « aventure », alors pourtant que l'état d'urgence était prévu depuis plus d'un an par une loi et régulièrement demandé par les mêmes putschistes. Il faudra attendre pour en savoir plus le procès des quatorze personnalités arrêtées, prévu pour le début de l'an prochain. A condition, bien sûr, que les règles de la glasnost continuent de s'appliquer à cette affaire particulièrement délicate.

MICHEL TATU

DIPLOMATIE

Le débat sur l'union politique européenne

MM. Dumas et Genscher «regrettent» la polémique

La rencontre vendredi 11 octobre, à Paris de M. Genscher et de M. Dumas s'est inscrite dans la longue liste des entretiens fréquents entre la France et l'Allemagne pour « s'efforcer de faire progresser les dossiers européens » : elle « n'est pas destinée à se substituer aux instances normales et respectées de la Communauté », a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Dumas, qui a précisé que le ministre espagnol, M. Francisco Fernandez Ordonez, y participerait vraisemblablement.

LA HAYE

de notre correspondant

Appelés au téléphone, lundi 7 et mardi 8 octobre, par M. Hans Van den Broek, ministre néerlandais des Affaires étrangères et président on exerce de la Communauté européenne, MM. Dumas et Genscher ont « exprimé leur regret » quant à la vive polémique déclenchée par leur initiative conjointe sur l'union politique européenne.

(Le Monde des 8 et 9 octobre). Ils se sont également défendus d'avoir eu « l'intention de déstabiliser » la présidence de la CEE, à fait savoir mardi le porte-parole de M. Van den Broek.

MM. Genscher et Dumas ont expliqué qu'il s'agissait d'« un malentendu » imputable à la presse, qui aurait mal compris leurs propos. Ils avaient bien entendu que leur réunion de vendredi prochain était ouverte « aux Etats membres voulant faire du sommet de Maastricht un succès », ce qui a fait apparaître comme un désaveu de la présidence néerlandaise.

Cette petite phrase de M. Dumas, par lequel le scandale arriva, fut sans doute improvisée dans le feu de la conférence de presse, de même que l'explication de texte de M. Genscher, faisant valoir que Paris et Bonn « voulaient aller à la présidence de la Communauté ». Mais, confondant vitesse et précipitation, le duo franco-allemand a tellement voulu accélérer la discussion sur l'union politique qu'il a envoyé dans le fossé la présidence communautaire.

CHRISTIAN CHARTEAU

Selon le chef d'état-major des armées

La France maintient son projet de deuxième «composante» nucléaire à côté des sous-marins

Au séminaire sur les doctrines militaires, organisé à Vienne par les pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le chef d'état-major français des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a indiqué, mardi 8 octobre, que « la force de dissuasion nucléaire, à un niveau de suffisance, restera le pivot de la stratégie » de la France. « Les sous-marins constitueront toujours l'axe dorsal de notre dissuasion », a-t-il expliqué, mais il faut envisager la mise en place, à l'horizon 2000, d'une deuxième composante, elle aussi d'une crédibilité indiscutable.

« Nous entendons rester au niveau de suffisance », a ajouté le chef d'état-major français, mais il nous faut prendre en compte les aspects qualitatifs de nos moyens afin de leur conserver toute leur crédibilité et permettre ainsi leur adaptation aux conditions d'exercice de la dissuasion.

En dépit de l'annonce par M. Bush et Gorbatchev de leur intention d'entreprendre des coupes claires dans leurs arsenaux stratégiques et tactiques respectifs, ces propos font apparaître que la France a l'intention de maintenir son projet de disposer d'une deuxième composante nucléaire (avions lance-missiles air-sol ou missiles sol-sol) à côté des sous-marins. Elle a également l'intention de continuer ses essais nucléaires, dont le nombre pourrait toutefois passer, en 1992, de six actuellement par an à cinq, voire quatre, en Polynésie.

« L'évolution de la situation en Europe », a rappelé l'amiral Lanxade, nous a conduits à renoncer au missile mobile S 45 et à réduire, dans des proportions importantes, le nombre de missiles Hades destinés à remplacer les Polaris. Le chef d'état-major français a, cependant, apporté la précision suivante sur le programme Hades : « Les trente missiles seront stockés et aucune unité opérationnelle ne sera activée. »

« Vers une réduction significative du potentiel nucléaire de l'OTAN en Europe... L'OTAN a l'intention de procéder à des réductions significatives de ses têtes nucléaires à gravitation transportées à bord d'avions en Europe. Elle envisage également de retirer d'Europe ses obus nucléaires et ses missiles Lance en moins de deux ans, a déclaré mardi 8 octobre, un haut responsable de l'OTAN. Elle a abandonné ses projets de remplacement des missiles sol-sol Lance par un missile air-sol plus moderne, le Tactical Air to Surface Standoff Missile (TASSM), a-t-il dit sous le couvert de l'anonymat. Cependant, la décision d'aller de l'avant pour développer un autre missile air-sol pourrait n'être que retardée (jusqu'en 1995). Ces décisions de réduction devraient être prises par les ministres de la défense de l'OTAN lors de leur réunion prévue la semaine prochaine en Sicile et lors du sommet de l'Alliance atlantique le mois prochain à Rome. (AFP)

Nominations d'ambassadeurs

Le ministère des affaires étrangères a annoncé le 27 septembre la nomination de M. Pierre Couturier comme ambassadeur à Chypre, de M. François Doppler en Turquie, de M. Jacques de Beausset en Lettonie et de M. Paul Poudade au Guatemala. Le 5 octobre, il a annoncé la nomination de M. Philippe Coste comme ambassadeur au Cambodge.

M. Pierre Couturier à Chypre

[Né en 1928, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer, M. Pierre Couturier a été en poste à Phnom-Penh (1964-1966), à Libreville (1969-1971), à Caracas (1971-1973). Il a été conseiller technique général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (1974-1978), premier conseiller à Mexico (1978-1981), puis ambassadeur à Bangui (1981-1984) et consul général à Barcelone (1984-1987). Il est ambassadeur à Tamsaniv depuis octobre 1988.]

M. François Doppler en Turquie

[Né en 1941, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. François Doppler a été en poste à Bucarest (1969-1971), à Tokyo (1971-1973), à l'administration centrale, au Centre d'analyse et de prévision (1975-1976), chargé des fonctions de sous-directeur à la direction Asie-Océanie (1976-1978), inspecteur des postes diplo-

matiques et consulaires (1978-1980), inspecteur des affaires étrangères (1980-1981). Il a été ensuite en poste à Washington (1981-1984), à Alger (1984-1988) et directeur de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (1988-1991).]

M. Paul Poudade au Guatemala

[Né en 1942, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Poudade a été en poste à Moscou (1974-1977), à l'administration centrale, direction Europe (1977-1978), conseiller technique au cabinet du ministre (1978-1980), à la mission permanente auprès des Nations unies à New-York (1980-1984), à la conférence sur le désarmement en Europe à Stockholm (1984-1985) et à l'administration centrale sous-direction Asie-Océanie (1985-1987) et directeur adjoint du service des personnes (1987-1988). Il a été ensuite en poste à Vienne (1988) et représentatif adjoint aux négociations sur les armes conventionnelles de la CSCE (1989-1991).]

M. Philippe Coste au Cambodge

[Né en 1947, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Coste a été en poste à Bangkok (1977-1978), auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1978-1981), détaché auprès du ministère de l'Industrie (1981-1982), adjoint au chef du Centre d'analyse et de prévision (1982-1984) puis chef du CAP (1984-1988). Il est ambassadeur à Port-Louis depuis novembre 1988.]

L'avenir des Républiques

Alexandre Soljenitsyne relance la question des frontières de l'Ukraine

L'écrivain russe Alexandre Soljenitsyne, qui s'était prononcé il y a un an pour une union des Slaves de l'URSS, reconnaît maintenant le droit de l'Ukraine à l'indépendance. Mais il demande en même temps que ses régions à fort peuplement russe puissent se prononcer pour leur rattachement à la Russie, relançant ainsi la question d'une révision des frontières de la Russie, dont l'évocation par M. Boris Eltsine après le putsch du 19 août avait provoqué une grave crise avec l'Ukraine et le Kazakhstan.

« L'Ukraine a droit à l'indépendance, mais le compte arithmétique des voix peut devenir injuste pour des millions de Russes et créer des zones de tension dans l'avenir »,

affirme le Prix Nobel de littérature dans une déclaration envoyée au correspondant à Washington du quotidien des syndicats soviétiques, *Traud* et publiée, mardi 8 octobre, par ce journal.

L'exilé du Vermont, âgé de soixante-deux ans, ajoute que « chaque région doit pouvoir décider à qui elle va appartenir », estimant que lors du référendum prévu le 1^{er} décembre en Ukraine sur l'indépendance, il faut donner une vraie liberté aux votants, qu'il n'y ait ni pression ni falsification et que les scrutateurs soient en présence d'observateurs. Il affirme en même temps qu'une Confédération des Etats indépendants pour remplacer l'URSS est, à ses yeux, « sans avenir ». (AFP)

Le scandale des finances du PCUS

Nouveau suicide par défenestration

L'ancien directeur des affaires financières du Parti communiste d'URSS, M. Guéorgui Pavlov, quatre-vingt-un ans, s'est suicidé, dimanche 6 octobre, en se jetant par la fenêtre de son appartement, à Moscou, a rapporté, mardi, l'agence Tass.

M. Pavlov, retraité depuis 1983, était le prédecesseur à la direction des services financiers du PCUS de Nikolaï Kroutchka, qui s'est lui aussi suicidé, également par défenestration, le 26 août dernier, au lendemain de l'échec du putsch. Guéorgui Pavlov n'a laissé aucun message pour expliquer son geste.

Alors que les finances du PCUS

D'un montant de 2,5 milliards de dollars

L'aide «humanitaire» du Japon prendra la forme de prêts

Quelques heures après le lancement par la Communauté européenne d'un plan d'aide à l'Union soviétique, Tokyo a décidé, mardi 8 octobre, de fournir à l'URSS une assistance d'urgence d'un montant de 2,5 milliards de dollars.

TOKYO

de notre correspondant

L'aide très substantielle (2,5 milliards de dollars) du Japon à l'Union soviétique prendra la forme de prêts : 500 millions de dollars sont destinés à une assistance alimentaire et médicale d'urgence, et 1,8 milliard financera des assurances à l'exportation. Les 200 millions de dollars restants seront constitués de crédits à l'exportation offerts par la Banque d'import-export.

Ce train de mesures, dont le montant est comparable à celles décidées par les Etats-Unis et l'Europe mais différent dans ses modalités, sera présenté en fin de semaine au président Gorbatchev par le ministre des affaires étrangères japonais, M. Nakayama.

Sur le plan politique, cet élargissement de l'aide japonaise à l'URSS ne doit pas être interprété comme l'expression d'un changement dans la position de Tokyo vis-à-vis de Moscou, assure-t-on au ministère des affaires étrangères : en d'autres termes, le principe de l'aide au règlement des problèmes politiques entre les deux pays (le contentieux territorial sur

les îles Kouriles du Sud) demeure inchangé.

Pour le ministère des affaires étrangères, ce train de mesures s'inscrit dans le cadre d'une aide humanitaire d'urgence. Il constitue bien, néanmoins, un premier pas vers l'approfondissement des relations entre Moscou et Tokyo, souligné par M. Nakayama lors de l'ouverture, en septembre, de la session générale des Nations unies.

Hormis les 500 millions de dollars qui seront versés au titre

d'une aide alimentaire et médicale (et qui s'ajoutent aux 100 millions en aide humanitaire déjà fournis en décembre dernier), la nouvelle assistance japonaise est présentée comme une aide à la promotion du commerce avec l'Union soviétique. Les crédits à l'exportation sont notamment destinés au renouvellement d'équipements de production pétrolière.

Le commerce entre les deux pays s'est élevé à 1,1 milliard de dollars au cours des six premiers

L'Union soviétique accepte de retirer ses troupes de Pologne en 1992

Les négociateurs polonais et soviétiques sont parvenus à un accord, lundi 7 octobre, sur le retrait des troupes soviétiques de Pologne d'ici à la fin de 1992, a annoncé mardi le ministère des affaires étrangères à Varsovie.

« Des divergences subsistent encore sur le point de savoir si ce sera à la fin septembre ou à la fin décembre, mais il est sûr qu'ils partiront en 1992 », a déclaré le porte-parole du ministère, cité par Reuters. Quelques unités logistiques pourront rester en Pologne au-delà de cette date jusqu'à la fin des opérations de transit des troupes retirées de l'ex-RDA.

Les négociations sur le calendrier de retrait de près de 50 000 soldats soviétiques de Pologne — ce qui, avec les familles et la logistique, concernerait au total quelque 90 000 personnes — précédaient

depuis un an en raison de l'obstruction de Moscou. Le président Walesa a évité jusqu'ici de se rendre en visite officielle à Moscou tant que cette question n'était pas réglée.

La délégation polonaise, conduite par le vice-ministre des affaires étrangères, Jerzy Makarczyk, a également conclu, lundi, à Moscou des pourparlers sur le projet de traité de coopération soviéto-polonaise, selon l'AFP. Là encore, ces pourparlers butaient sur une clause imposée par l'URSS, qui prétendait interdire à la Pologne d'adhérer à des organisations comme l'OTAN. Cette clause a désormais été supprimée. M. Makarczyk a précisé que la conclusion d'un tel traité avec Moscou ne « limitait en rien » la politique de Varsovie de promouvoir ses relations directes avec les républiques de l'ex-URSS.

صك اس النحل

Nouvelles
Ces pages

Nouveaux PC HP. Ces petites choses qui changent la vie.



**Le petit guide
Hewlett-Packard de
la micro-informatique
en toute confiance.**

- 1 Consultez dans votre magazine informatique les résultats d'une enquête sur le constructeur le plus fiable.
- 2 Appelez votre distributeur et commandez un des nouveaux PC Hewlett-Packard.
- 3 Branchez-le.
- 4 Mettez-vous au travail.
- 5 Faites une pause. Appuyez sur la touche prévue à cet effet: l'écran s'efface et le clavier est verrouillé.
- 6 Dégustez votre café en admirant l'élégance et l'ergonomie du nouveau design. Appréciez le silence et le scintillement atténué de l'écran.
- 7 Remettez-vous au travail.
- 8 Décidez de vous connecter au réseau de votre entreprise.
- 9 Connectez-vous. Votre PC est opérationnel en moins de 60 secondes grâce à la carte réseau intégrée.
- 10 Arrêtez de travailler.
- 11 En rentrant chez vous, méditez sur la raison qui pousse Hewlett-Packard à se donner autant de mal pour concevoir des ordinateurs si fiables.

**Il est temps de passer à
Hewlett-Packard.**

Pour tout renseignement:
3616 HP MICRO ou tél.: 46.92.16.36.

**hp HEWLETT
PACKARD**

AMÉRIQUES

HAÏTI : désigné par la junte

Le « président provisoire » Joseph Nérette a été chargé d'organiser des élections dans les 90 jours

Le nouveau « président provisoire » d'Haïti, le juge Joseph Nérette, qui a prêté serment, mardi 8 octobre, devant le Parlement, au lendemain de sa désignation, a été chargé de former un nouveau gouvernement et d'organiser des élections dans les quatre-vingt jours. La France a condamné ce « coup d'Etat pseudoconstitutionnel » (nos dernières éditions), tandis que les États-Unis ont estimé que la désignation d'un président intérimaire était « anti-constitutionnelle » et « totalement inacceptable ».

Réunis d'urgence à Washington, les représentants des trente-quatre pays membres de l'Organisation des États américains (OEA) ont décrété mardi l'application immédiate d'un embargo commercial vis-à-vis d'Haïti. L'OEA a par ailleurs décidé un « gel des actifs du pays », actifs qui ne pourront qu'être remis à un gouvernement dirigé par le président renversé, la para Jean-Bertrand Aristide.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Huit jours après le sanglant coup d'Etat qui a déposé le président Jean-Bertrand Aristide, le juge Joseph Nérette a prêté serment, mardi 8 octobre, en tant que président provisoire de la République haïtienne, chargé de constituer « au plus tôt » un gouvernement d'« union nationale » et d'organiser des élections dans le délai constitutionnel de quarante-cinq à quatre-vingt jours.

Devant les rangs clairsemés de



L'Assemblée nationale qui avait tout juste atteint le quorum, le magistrat, âgé de soixante-sept ans, a affirmé qu'il avait accepté la présidence provisoire pour sortir le pays de l'impasse. « Ma longue carrière dans l'enseignement et la magistrature ne me prédisait pas à la fonction ardue de la politique », a déclaré M. Nérette, un homme de petite taille et d'allure effacée. Il a immédiatement confirmé le général Raoul Cédras, chef des pouschistes, dans ses fonctions de commandant en chef de l'armée. De nombreux soldats cas-

qués et équipés d'armes automatiques étaient présents dans les locaux du Parlement lors de la cérémonie de prestation de serment, à laquelle assistait aucun représentant du corps diplomatique.

ÉTATS-UNIS : candidat à la Cour suprême

Le juge Thomas se retrouve au banc des accusés pour « harcèlement sexuel »

Dans une ambiance survoltée, les sénateurs américains ont décidé, mardi 8 octobre, de reporter d'une semaine leur vote sur la confirmation ou le rejet de la candidature du juge Clarence Thomas, nommé par le président George Bush à la Cour suprême. Un délai jugé nécessaire pour « éclaircir publiquement » les accusations de « harcèlement sexuel » formulées, deux jours plus tôt à l'encontre du juge, qui a démenti mardi les faits qui lui sont reprochés.

WASHINGTON

correspondance

Assistée de M. Thomas au département de l'Éducation et à la commission sur l'égalité du droit au travail, au début des années 80, M^{lle} Anita Hill avait accusé,

dimanche, son ancien patron de lui avoir proposé des rendez-vous et d'avoir fait des commentaires « osés » après son refus. Affaire d'Etat ? Peut-être. Aux États-Unis, en effet, écrire des lettres d'amour jugées inopportunes par leur destinataire, faire des plaisanteries festives, raconter des histoires salaces, évoquer les péripéties d'un film pornographique, afficher des photographies de femmes nues, sont autant de propos et d'actions qui, sur les lieux de travail, exposent leurs auteurs à des poursuites pour « harcèlement sexuel ». Ainsi en décide la jurisprudence des tribunaux, qui, sous la pression des féministes, ont sensiblement élargi le concept de ce « harcèlement ».

Il y a quelques années, une employée pouvait se plaindre en justice, à condition de prouver qu'elle avait été menacée de perdre son emploi, voire son salaire, pour avoir refusé les avances de son (ou ses) supérieur(s). Bico-

coctodu, les attouchements, les regards indiscrets ou pénétrants justifiaient une action légale. En 1986, le Cour suprême est allée plus loin. Elle a décidé que les propos libertins ou les activités sexuelles dans l'entreprise violentaient les droits civiques des femmes, ainsi victimes de discrimination.

Rire

ou s'indigner

Curieusement, le juge Thomas, aujourd'hui accusé, avait spécifié dans une directive qu'un comportement masculin ayant pour but ou pour effet de créer « un environnement intimidant hostile ou offensif » devait être considéré comme un harcèlement sexuel. De même, selon M^{lle} MacKinnon, professeur de droit, les avances d'un supérieur sont à ranger dans cette catégorie car, étant donné le rapport de forces, économiques, elles impliquent souvent la perte de son tra-

Aristide avait été élu président avec une large majorité, prouve que les élections ne débouchent pas nécessairement sur la démocratie », a affirmé M. Bazin, ancien candidat à la présidence, avant d'ajouter que son Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDH) « donnerait un coup de main technique au gouvernement provisoire ».

Un cortège

dans une ville déserte

La population a boudé la cérémonie d'investiture. Le cortège officiel qui s'est rendu du Parlement au Palais national a traversé une ville déserte. Politiciens et militaires ont boudé le cortège dans la grande bâtisse blanche qui abrite la présidence et dont la façade criblée de balles rappelle la violence des premiers jours du coup d'Etat. « On a été le pire », lançait Louis Déjoie tandis que le sénateur Eddy Dapitoq, élu sous l'étiquette du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), pro-Aristide, en décembre dernier, et rallié au régime issu du coup, espérait que « les Américains, qui se sont montrés réalistes, allaient bientôt reprendre leur aide à Haïti ».

Depuis deux jours, la radio nationale, la seule qui diffuse des informations sous le contrôle des militaires, affirme avec insistance que le gouvernement américain ne souhaite pas le retour du Père Aristide. « De plus en plus de gens sont persuadés que les États-Unis ont lâché Aristide, voire qu'ils ont participé au complot pour le renverser », affirme même un journaliste haïtien qui prévoit « des élections au rabais dans trois mois suivies de la levée des sanctions économiques ». Quant au maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, arrêté lundi à l'aéroport, il a été relâché après avoir été brutalisé, ont annoncé ses proches.

JEAN-MICHEL CARROT

AFRIQUE

TOGO : après une tentative d'enlèvement du premier ministre par des militaires

Sept personnes tuées lors d'une manifestation de soutien au gouvernement

Le Haut Conseil de la République (HCR), organe législatif de transition au Togo, s'est prononcé mardi 8 octobre en faveur d'une demande d'« assistance militaire » à des « pays amis », après les troubles qui ont agité la capitale tout au long de la journée. Selon une source proche du gouvernement, le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, aurait demandé à plusieurs pays, dont la France, d'intervenir pour rétablir l'ordre.

Le calme est revenu mercredi matin à Lomé après les émeutes de la veille, qui ont fait, selon des bilans officiels, sept morts et d'importants dégâts matériels. Aucun incident grave n'a été signalé pendant la nuit. Mardi, la capitale togolaise avait vécu une journée de manifestations incontrôlées et de pillages, au cours desquelles les résidences, d'au moins une dizaine de dignitaires de l'ancien régime ont été mises à sac.

Les troubles ont commencé dès l'aube, après l'annonce d'une tentative d'enlèvement du premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, par un groupe de « bérés verts » de la garde présidentielle (le Monde du 9 octobre). Plusieurs centaines de jeunes se sont alors rassemblés dans les bureaux du premier ministre, réclamant des armes pour « défendre la démocratie », alors que d'autres érigeaient des barricades sur les principales artères. Au fil des heures, les manifestations ont dégénéré en pillages, tandis que le gouvernement de transition sem-

blait débordé par ses partisans, qui appartenaient à une milice populaire dénommée Ekpémog.

La situation était particulièrement grave à Adzéli, un quartier au nord de la capitale à forte population kabyé, l'ethnie du Nord à laquelle appartient le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma. En raison de l'absence totale de sécurité, les journalistes n'ont pu pénétrer dans ce quartier. Ils ont seulement pu observer, de l'extérieur, des hommes en civil, armés de fusils d'assaut, se déplaçant de rue en rue. Un journaliste a formellement recommandé aux le fils cadet du général Eyadéma, M. Emmanuel Gnassingbé. Ce dernier est propriétaire d'un garage, qui avait été dévasté par des jeunes gens la semaine dernière, à la suite d'un coup de force perpétré par des éléments incontrôlés de l'armée contre le radio et la télévision (le Monde du 3 octobre).

Dans la soirée, le président Eyadéma a ordonné aux soldats, dans un discours radiodiffusé, de ne plus sortir de leurs casernes sans sa permission. Le chef de l'Etat a également cité toute responsabilité dans la tentative d'enlèvement du premier ministre Kokou Koffigoh. Il a expliqué avoir été prévenu des incidents en cours par un coup de téléphone de l'ambassadeur de France à Lomé, M. Bruno Delahaye, et avoir « immédiatement réuni les officiers généraux et supérieurs pour leur ordonner d'arrêter » le groupe de militaires qui s'était introduit dans l'hôtel où résidait M. Koffigoh. L'entourage du premier ministre s'interroge sur l'implication du général Eyadéma dans les exactions perpétrées par des groupes de militaires qui lui sont fidèles. (AFP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD : tandis que les violences continuent

Le président De Klerk et M. Nelson Mandela haussent le ton l'un envers l'autre

Rien ne va plus entre M. Frederik de Klerk et M. Nelson Mandela, du moins en apparence. Partenaires obligés dans de délicates négociations sur une future « Afrique du Sud démocratique et non raciale », les deux hommes semblent s'engager dans une violente escalade verbale.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président De Klerk a lancé, lundi 7 octobre, devant les militants du Parti national (NP) de la région du Cap, une violente attaque contre le Congrès national africain (ANC) de M. Mandela. Il a passé en revue tout ce qui avait été accompli au cours des deux dernières années, avant d'accuser brutalement l'ANC de saper le processus de négociations avec ses menaces de « grèves générales », de « nationalisations », de « sanctions » et de « non-remboursement » des prêts contractés auprès de la communauté internationale.

« Le Parti national n'est pas disposé à assister au démantèlement des secteurs socio-économiques. C'est précisément parce que l'ANC connaît notre détermination qu'il profite de nos menaces irresponsables. Ce qu'il ne peut pas obtenir par la persuasion, il essaie de l'obtenir par l'agression », a déclaré M. De Klerk. La semaine dernière, le président de l'ANC avait de nouveau brandi l'épouvantail de la nationalisation des mines et des établissements financiers, suscitant de vives inquiétudes dans les milieux d'affaires, tant à l'intérieur du pays que chez les partenaires traditionnels de l'Afrique du Sud.

L'occasion était trop belle, le chef de l'Etat ne l'a pas laissée passer. Se lançant, à son tour, dans la guerre des mots, il en a profité pour fustiger le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, et le patron du puissant Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), M. Jay Naidoo, qui avaient, respectivement, lancé l'idée de non-remboursement des emprunts et appelé à la grève générale.

« L'ANC et ses alliés sont des bouffes. Ils vont à contre-courant de ce que la majorité des Sud-Africains ressent réellement », a-t-il estimé, en déplorant que « les com-

munistes [aient] une emprise totale » sur l'organisation. M. De Klerk a demandé aux Noirs de rejoindre ce grand nombre de « déformés non raciaux » - Parti national (au pouvoir depuis 1948 et, jusqu'à l'an passé, promoteur de l'apartheid) comme l'ont fait, cet été, plusieurs députés métis.

Dix-huit morts dans un township

Au moment même où M. De Klerk s'exprimait à Stellenbosch, M. Mandela regrettait, dans un ghetto métis près de Johannesburg, que « De Klerk [ait] lâché ses chiens contre le peuple ». Et d'ajouter : « S'il ne veut plus entendre parler de violence, pourquoi la police peut-elle agir en toute impunité ? Il est faux de dire qu'il s'agit de violences perpétrées par des Noirs au sein de la communauté noire ». Depuis que les trêves ont commencé, « aucun membre du Parti national de De Klerk n'a été assassiné », a-t-il remarqué, en accusant la police et l'armée d'être impliquées directement dans les affrontements meurtriers qui continuent d'ensanguiner les townships de la région de Johannesburg.

Plus tôt dans la journée, dix-huit personnes avaient été tuées dans le township noir de Thokozani, après les funérailles de Sam Ntuli, un dirigeant local assassiné dans sa voiture la semaine dernière. Devant plusieurs milliers de personnes, M. Cyril Ramaphosa, Peter Mokaba, responsable de la Ligue de la jeunesse au sein de l'ANC et Jos Mofokeng, le commandant en chef d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, avaient stigmatisé dans des discours très durs l'illégitimité du régime en place et exigé l'instauration d'un gouvernement intérimaire.

Cette escalade verbale ne doit pas être dissociée des échéances importantes de fin d'année. L'ANC et d'autres partis d'opposition doivent se réunir le 25 octobre et tenter de créer un « Front patriotique ». Une partie de l'ins de la non-remboursement des emprunts et appelé à la grève générale.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

L'anniversaire de la « découverte » de Christophe Colomb

Les peuples indiens d'Amérique célèbrent « cinq cents ans de résistance »

Organisée dans le cadre d'une campagne baptisée « 500 ans de résistance indienne » (après l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique), la deuxième Rencontre continentale des peuples indiens d'Amérique a lieu jusqu'au 12 octobre au Guatemala. En pays indien, les participants sont invités à « réfléchir sur les droits des peuples indigènes » trop souvent bafoués.

QUETZALTENANGO

de notre envoyé spécial

Un millier de personnes, presque uniquement des indiens, sont rassemblées sur la place centrale. La mairie, un bâtiment à colonnades datant de l'époque coloniale, est illuminée. La foule applaudit les délégués des peuples indiens de tout le continent, qui vont s'interroger pendant une semaine sur le sans très particulier qu'a revêtu,

pour eux, le prochain anniversaire de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb.

La deuxième Rencontre continentale des peuples indiens avait été inaugurée, lundi 7 octobre, dans un hôtel de Guatemala, la capitale du pays, en présence de M^{lle} Danielle Mitterrand. Mais les deux cent soixante-quinze délégués se sont ensuite rendus dans de vieux autocars brinquebalants à 150 kilomètres plus à l'ouest, à Quetzaltenango, une ville presque entièrement indienne, située à 2.300 m d'altitude. Tout au long de la route panaméricaine, des indiens étaient massés sur le parcours du convoi, des collectes accrochés sur des véhicules poussés célébrant « cinq cents ans de résistance indienne et populaire ». A intervalles réguliers, les autocars dépassaient d'immenses croix de bois érigées par les missionnaires sur lesquelles était inscrit un message bien différent : « 1492-1992 : cinq siècles d'évangélisation ».

Quetzaltenango, au plein pays

indien, est une des rares villes fondées par les Espagnols sur le site même d'une cité pré-colombienne. Elle existait mille ans avant la conquête. Les indiens continuent de l'appeler « Xela », ce qui veut dire « Sous les cieux », en raison des dix volcans qui l'entourent.

Contrastes étonnants

L'accueil dans le selon d'honneur de l'hôtel de ville offrait des contrastes étonnants. Le maire souhaitait en termes très neutres la bienvenue aux participants. Le gouverneur de la province les invitait à travailler « de façon positive » et faisait référence au président du pays, M. Jorge Sarreno. Tout autre était le ton des organisateurs qui dénonçaient « cinq cents ans de colonialisme et d'exploitation des indiens ».

Les mêmes ambiguïtés avaient entouré la séance inaugurale à Guatemala. Celle-ci avait commencé par l'hymne national guaté-

matèque, mais un participant avait aussitôt fait allusion à la féroce répression de la décennie passée.

Ce rassemblement des Indiens de tout le continent, « des Indes de l'Alaska aux Mers du Chili », se veut, avec un peu d'avance, une réplique aux célébrations officielles de l'anniversaire de la « découverte » de Christophe Colomb. « Nous avons toujours été ici. C'est notre maison », expliquait ainsi un indien de l'Arizona (États-Unis). M^{lle} Mitterrand est venue, pour sa part, exprimer sa « solidarité ». « L'histoire ne se réécrit pas, mais cinq cents ans de mémoire collective pourraient en infirmer le cours », a-t-elle déclaré. Les autorités ont choisi de laisser libre et de fermer les yeux. Mais les organisateurs indiens de la rencontre craignent que les représentants ne commencent des qualifications invitées officiels seront parés.

DOMINIQUE DHOMBRES

PROCHE-ORIENT

IRAQ : après quatre jours de combats intensifs

Un nouveau cessez-le-feu a été conclu entre les rebelles kurdes et l'armée

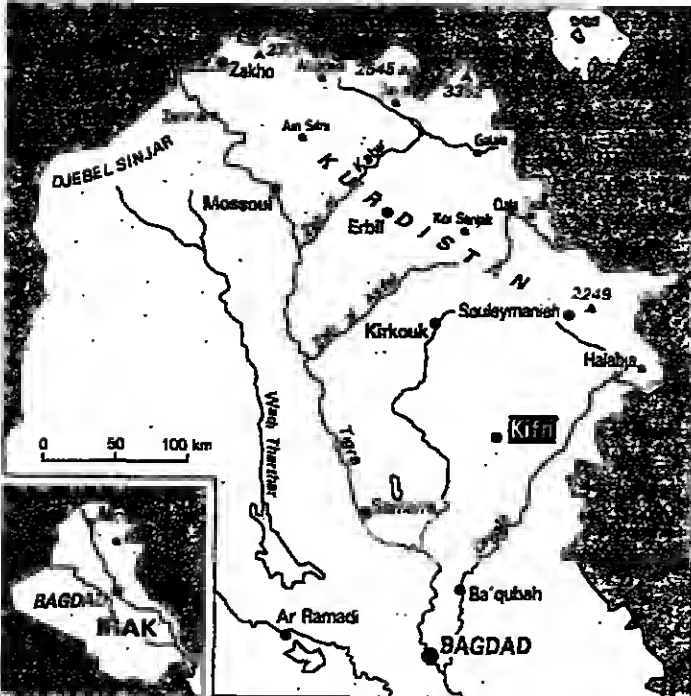
Les dirigeants militaires du Front du Kurdistan et les représentants du ministère de la Défense irakien ont signé, mardi 8 octobre, un accord de cessez-le-feu pour mettre fin à quatre jours de combats intensifs dans la région Est du Kurdistan.

SOUTHEMANIEH

de notre envoyée spéciale

Selon les termes de l'accord, les troupes gouvernementales devront quitter la ville de Kifri située à une centaine de kilomètres au sud de Souleymanieh et retourner à leurs positions initiales. Les soldats capturés par les peshmergas (combattants kurdes) - plus de 1 000 - seront libérés immédiatement mais quelques-uns des 250 officiers irakiens resteront aux mains de l'Union patriotique du Kurdistan jusqu'à la libération de tous les prisonniers politiques kurdes. Le matériel militaire - camions et armes - saisi par les rebelles sera rendu à l'armée.

Des milliers de réfugiés effrayés par l'ampleur des récents affrontements n'ont pas attendu le cessez-le-feu et ont repris la route en direction de la frontière iranienne. Dans la région montagneuse de Penjome, où 135 000 Kurdes campent depuis avril dernier, 3 000 réfugiés supplémentaires sont arrivés lundi en provenance des villes de Kifri et de Kalar, où les premiers tir d'artillerie et attaques par hélicoptères avaient été signalés samedi. « Si les combats continuent, nous pourrions avoir un afflux de 50 à 60 000 réfugiés », a déclaré, mardi, M. Nathan Rabe, responsable du Haut Commissariat pour les réfugiés à Penjome.



Sur la route entre Souleymanieh et la frontière se déroulaient, mardi, des scènes trop habituelles : des familles entières entassées, avec leurs matelas et couvertures, dans des véhicules de tout genre, fuyaient la région.

Ouverture d'une enquête

Lundi, en début d'après-midi, les affrontements s'étaient étendus aux alentours de la ville de Souleymanieh. Des réfugiés ont mentionné de violents tir d'artillerie dans les localités de Barika, Arbat, Nassir, au sud-est de la ville, et à Bazian, Teyal et Chamchamal, à l'ouest.

Après qu'un correspondant de l'agence Reuters ait déclaré avoir été témoin de l'exécution par les peshmergas de soldats irakiens à Souleymanieh, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani, s'est déclaré « très choqué » et a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête. De son côté, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, a évoqué la possibilité d'une provocation d'agents irakiens déguisés en combattants kurdes.

Selon M. Jabar Farman, commandant de la 1^{re} armée du Kurdistan, 180 personnes auraient été tuées et plus de 1 000 blessées par les tirs d'artillerie et de mortier dans la

région de Souleymanieh. Un premier groupe de seize blessés, dont plusieurs enfants et cinq soldats irakiens, est arrivé mardi après-midi par camion au nouvel hôpital du Comité international de la Croix-Rouge, en cours de construction dans le village de Naoparez. Plusieurs blessés, apparemment en état de choc, étaient enveloppés dans des couvertures. D'autres, la tête bandée ou le bras en écharpe, étaient bagarés et ensanglantés. Un petit garçon transporté sur un brancard pleurait de peur et de douleur. Devant l'hôpital, une jeune mère arrivée avec sa fille de huit ans, atteinte entre les deux yeux par des éclats d'obus, pleurait silencieusement, accroupie dans la poussière.

Le cessez-le-feu sem accueilli avec soulagement par une population accablée par des mois d'incertitude. Mais ces affrontements ne sont pas les premiers depuis la débâcle des Kurdes en mai dernier. Et à moins qu'un accord politique ne soit signé entre le Front du Kurdistan et le gouvernement irakien, ils ne seront probablement pas les derniers.

NICOLE POPE

Washington dénonce le survol de l'Irak par des avions israéliens. Un haut responsable du département d'Etat a indiqué, mardi 8 octobre à Washington, que les Etats-Unis ont protesté auprès du gouvernement de Jérusalem contre une violation de l'espace aérien irakien par des chasseurs-bombardiers F-15 israéliens le 4 octobre. D'après la chaîne de télévision ABC, les avions israéliens ont survolé le Liban, la Syrie, l'Arabie saoudite et l'Egypte. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein Al-Khadair, a envoyé une lettre au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar pour protester contre cette violation. D'après cette lettre, quatre F-15 israéliens ont franchi la frontière syro-irakienne à basse altitude puis sont montés à 9 000 mètres pour survoler l'Irak, avant de redescendre pour franchir la frontière saoudienne. (AFP)

La préparation de la conférence de paix

M. Baker va effectuer une nouvelle tournée au Proche-Orient

Le département d'Etat a annoncé, mardi 8 octobre à Washington, que James Baker repartira samedi au Proche-Orient pour tenter de régler les derniers problèmes avant la convocation d'une conférence de paix.

Le secrétaire d'Etat américain doit se rendre en Israël, en Egypte, en Jordanie, en Syrie et rencontrer des Palestiniens des territoires occupés. L'ordre de ces escales n'a pas encore été fixé, a indiqué M. Tuviller, porte-parole du département d'Etat qui a précisé qu'il était plus que probable que M. Baker rencontre ses principaux interlocuteurs palestiniens à Washington avant de partir pour le Proche-Orient. L'un d'eux, M. Fayçal Hussein, a déclaré mardi à Jérusalem qu'il devait s'entretenir avec M. Baker en fin de semaine, avec deux autres personnalités des territoires occupés, M. Zakaria El Agha et M. Hanane

Ashraoui. Des responsables du département d'Etat avaient indiqué la semaine dernière que les Etats-Unis avaient demandé aux autorités israéliennes de ne pas tenter de poursuites contre M. Hussein et M. Ashraoui, ce qui entraverait les efforts de M. Baker pour préparer la conférence. En fait, ils ont été interrogés mardi durant une heure par la police israélienne sur leur présence au Conseil national palestinien en septembre à Alger, sans qu'aucune mesure ne soit prise à leur égard. Le ministre israélien de la police, M. Roni Milo, a indiqué à la radio israélienne, qu'au vu des données en sa possession, « il est impossible d'empêcher ces deux personnes de quitter le pays ». « Si au cours de l'enquête nous découvrons de nouveaux éléments, nous prendrons les mesures qui s'imposent », a-t-il dit. (AFP)

Selon le chef des inspecteurs de l'ONU

Bagdad travaillait à la mise au point de bombes à hydrogène

Alors que de nouvelles révélations étaient faites sur le programme qu'avait établi le régime de Bagdad pour se doter d'armes nucléaires, le chef de la mission d'experts en balistique de l'ONU, M. Douglas Englund, a annoncé, mardi 8 octobre, que l'Irak avait travaillé à la mise au point de bombes à hydrogène. Il a ajouté que l'Irak disposait des éléments nécessaires à la construction de cinq engins de ce type - capables d'envoyer un projectile à près de 700 kilomètres - mais n'était plus, désormais, en mesure de les assembler.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hans Blix, ainsi que le chef des inspecteurs des Nations unies pour les armes nucléaires irakiennes, M. David Kay, ont affirmé mardi 8 octobre, au cours d'une conférence de presse, que l'Irak était en possession d'une petite quantité de lithium 6, substance utilisée « exclusivement » pour la construction des bombes à hydrogène. M. Blix a ajouté que, selon des documents découverts en Irak, Bagdad avait un « plan très ambitieux » pour la production de 100 kilos de lithium 6 par an.

Selon M. David Kay l'inspecteur de la commission spéciale de désarmement de l'Irak, le programme nucléaire du gouvernement de Bagdad était très sophistiqué. « J'ai été très impressionné par ce

qu'ils avaient déjà réalisé. Il ne faut pas sous-estimer tout ce qu'on a découvert en Irak », a déclaré M. Kay, ajoutant : « Il faut le dire, je n'avais jamais vu un programme aussi sophistiqué ailleurs dans le monde, ni en Europe ni aux Etats-Unis ».

Sur le point de savoir qui pourrait avoir fourni l'Irak pour se doter de cette panoplie nucléaire, le directeur de l'Agence internationale a expliqué : « Beaucoup de pays dans le monde ont participé. Mais la plupart du matériel vendu aurait pu être utilisé à des fins pacifiques ». Il a pris soin de préciser : « Cela dit, il y avait aussi beaucoup d'équipements dangereux qui n'auraient pas dû être fournis sans notre aval ». La liste des pays en cause sera-t-elle rendue publique ? Le directeur de l'AIEA estime pour sa part qu'il n'y a pas intérêt à protéger ces pays. « Il faut mettre en cause, il faut néanmoins le faire intelligemment ». Selon M. Blix cette liste sera publiée dans quelques semaines.

Quant au niveau des experts irakiens qui ont mis sur pied ces programmes nucléaires, M. Kay, lui-même docteur en physique nucléaire, s'est dit « tout à fait impressionné », expliquant : « Ces scientifiques sont du top-niveau. Ils ont beaucoup travaillé et ils connaissent parfaitement leur sujet ». M. David Kay a ajouté que ces experts avaient été formés aux Etats-Unis, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Pologne. Une liste complète des experts irakiens a été établie par les inspecteurs de l'ONU. Le directeur de l'AIEA a précisé que cette liste ne serait pas publiée.

AFSANE BASSIR POUR

Le lithium : un « dopant » pour l'arme atomique

Le lithium découvert en Irak par les experts de l'AIEA sert à la fabrication de tritium, un isotope (variété de l'hydrogène, avec lequel on « dope » la bombe A pour y déclencher des réactions de fusion, et donc la transformer plus ou moins complètement en bombe H. Certains engins plus sophistiqués contiennent du deutérium de lithium, un explosif thermonucléaire.

Le processus des têtes nucléaires à fission pure (ou bombe A) les plus perfectionnées est d'environ 0,1 kilotonne par kilogramme. Cela signifie que la fission de 1 kilo d'explosif nucléaire dégage autant d'énergie que l'explosion de 100 kg de TNT, un explosif chimique. Les têtes thermonucléaires stratégiques (bombe H) présentent, elles, un rapport puissance/poids d'environ 6 kilotonnes par kilogramme. Soixante fois plus ! A puissance égale, elles peuvent donc être soixante fois plus miniaturisées, ce qui les rend d'autant plus faciles à cacher dans une ogive de missile, par exemple.

« Les Irakiens préparaient visiblement la deuxième phase de leur programme nucléaire. Mais ils

travaillaient pour le long terme, estime un expert français. Pour obtenir le tritium nécessaire à la bombe H, il faut en effet irradier (pendant environ un an) le lithium dans un réacteur nucléaire. Or l'Irak n'en possède pas. L'obtention de tritium était probablement le but premier des Irakiens, et il est douteux, mais pas formellement exclus, qu'ils tentaient de fabriquer du deutérium de lithium, estime M. Maurice Zifferero, chef de l'équipe envoyée par l'AIEA en Irak.

Cette éventualité n'est cependant pas à écarter. En effet, se souvient un expert français, « au tout début de notre programme nucléaire, nous fabriquions le tritium en irradiant du lithium naturel sans nous compliquer la tâche en séparant le lithium-6, l'isotope utile ». Le lithium naturel, est un métal très utilisé dans de nombreux domaines civils, de la métallurgie à la pharmacie, et donc facile à se procurer. En revanche, le lithium-6 découvert en Irak est indispensable pour la fabrication du combustible thermonucléaire ou d'autérium de lithium.

J.-P. D.

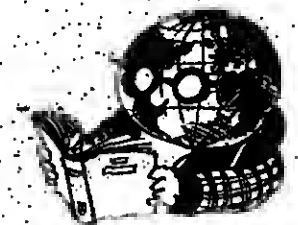
BIBLIOGRAPHIE

« Golfe et Moyen-Orient : les conflits »

A peine terminée, la guerre du Golfe a suscité une impressionnante littérature, malheureusement très inégale. Tout le mérite de l'Institut français des relations internationales (IFRI) est d'avoir publié dans sa nouvelle collection « Ramsès Point » un petit livre précis et bio documenté sur ce conflit aux racines anciennes.

Expert des questions du Moyen-Orient, les deux auteurs ont su - par un exposé clair des enjeux : le pétrole, la course aux armements ; la sauvegarde de l'ordre régional, - expliquer non seulement les causes de cette crise mais aussi pourquoi elle est devenue des les premières jours un conflit quasi mondial.

Etudiée pays par pays, la réaction des différents acteurs, arabes, américains, européens, soviétiques ou chinois, constitue une grille d'analyse qui reste valable pour l'avenir, tant chacun a réagi selon ses propres intérêts et selon la façon dont il



voyait se profiler ce nouvel ordre international souhaité et dominé par les Etats-Unis.

Agrémenté de cartes, de tableaux et de deux chronologies, sur le différend irako-koweïtien, puis la crise et la guerre, ce livre d'un accès facile esquisse enfin les perspectives de l'après-guerre bien qu'elles restent encore très floues. Car, comme le soulignent les auteurs, le soulèvement de la région ne pourra s'instaurer que par une solution du conflit israélo-palestinien ; il a joué un rôle non négligeable dans cette crise, que ce soit dans la retenue d'Israël ou dans la réaction de la rue arabe. Le fait même que l'administration américaine ait choisi de relancer ses efforts de paix à peine les armes rangées suffit à le prouver.

F. C.

► Golfe et Moyen-Orient : les conflits, de Basma Kodmani-Darwish et May Charouti-Dubarry. Editions Dunod, 154 pages.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Le premier ministre n'est pas prêt à « faire des concessions » sur le projet de réforme électorale

Le premier ministre algérien a réaffirmé, mardi 8 octobre, sa volonté de ne pas céder sur les principaux points de divergence avec les députés, concernant le projet de révision des lois électorales, soumis, depuis le 28 septembre, à l'Assemblée nationale. M. Sid Ahmed Ghazali, qui s'exprimait sur les ondes d'une radio en langue arabe, a précisé que « le gouvernement essaie de conserver sa crédibilité et la crédibilité du projet » de loi électorale, et qu'il n'était pas prêt « à faire des concessions qui pourraient porter atteinte à cette crédibilité ».

Le premier ministre, tout en soulignant que l'Assemblée était souveraine dans ses décisions, a rappelé que la responsabilité de leur exécution relevait « naturellement » du gouvernement. Le vote de ces textes de loi, reporté à trois reprises, est fixé au 13 octobre. Quatre partis d'opposition ont réclamé la dissolution du Parlement, estimant que les députés gardaient la démocratie en otage. (AFP, Reuters)

VIETNAM

Rejet des conditions américaines à la normalisation

Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Nguyen Manh Cam, a rejeté, mardi 8 octobre à Hanoi, la condition posée par les Etats-Unis à une normalisation des rela-

tions diplomatiques entre les deux pays, à savoir la solution préalable de la question des quelque mille sept cents soldats américains disparus durant la guerre du Vietnam.

Pour M. Cam, ce problème est « d'ordre humanitaire et non politique ». Cet élément sujet demeure le principal obstacle à un rapprochement entre les deux anciens ennemis depuis que la question du Cambodge a fait l'objet d'un accord international.

Le semaine précédente, un envoyé spécial du président George Bush, le général John Vessey, avait rappelé aux autorités de Hanoi l'importance cruciale, pour Washington, du règlement de la question des « MIA » (missing in action).

La prise de position du responsable de la diplomatie de Hanoi confirme un certain raidissement vietnamien, en germe depuis qu'il a remplacé, en août dernier, M. Nguyen Co Thach, partisan résolu de l'ouverture vers l'Occident. (AFP)

L'ALBUM 91

LE PRÉSIDENT HIP HOP!

de **PLANTU** est paru

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'Avenir de la Science

Académie des Sciences

Sous la direction de Jean Hamburger

avec Jean Aubouin, Alain Connes, François Jacob, Jacques-Louis Lions, Guy Ourisson, et 27 membres associés.

110 F

Bibliothèque GAUTHIER-VILLARS

DUNOD

مركز العمل

POLITIQUE

La lutte contre le travail clandestin

M^{me} Edith Cresson défend personnellement le projet de loi devant les députés

L'Assemblée nationale devait commencer, mercredi après-midi 9 octobre, par l'examen du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la présence, en France, d'étrangers en situation irrégulière (le Monde du 26 septembre). Ce texte, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, rend plus contraignante la réglementation relative à l'attestation d'embauche et à la délivrance d'un certificat d'hébergement à un étranger. Il élargit également les sanctions encourues tant par les travailleurs clandestins que par leurs employeurs, aux différents stades de la chaîne de sous-traitance. Le projet sera défendu personnellement, mercredi, par le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, et fera l'objet, mardi 15 octobre, d'un vote personnel, procédure qui sera utilisée pour la première fois.

M. Jean-Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé que ce texte répond à la nécessité de «protéger l'emploi légal». Le groupe communiste a annoncé qu'il voterait en faveur du projet si certains de ses amendements étaient retenus; sinon, il s'abstiendra. De leur côté, les groupes RPR, UDF et UDC ont indiqué qu'ils voteraient contre si le gouvernement ne séparait pas la partie relative au travail clandestin et celle touchant à l'entrée et au séjour en France d'étrangers en situation irrégulière, seconde partie qui, selon eux, «affaiblit la première».

Ces «boat people» venus d'Afrique

Deux cents «boat people» ont ainsi été «cucillés» par la garde civile espagnole, au mois de septembre, sur la côte andalouse, entre Algeiras et Almeria, puis renvoyés sans ménagement dans leur pays d'origine. Mais beaucoup plus nombreux sont peut-être les émigrants clandestins qui, tous obstacles surmontés et toute vigilance trompée, ont réussi, par chance ou par ruse, le passage.

Aux Marocains en quête de nouveaux horizons se joignent des Maliens, des Mauritaniens, des Sénégalais et autres Africains. Opération en deux phases: venus du grand Sud, ils posent baluchon à terre à Tanger, le temps de réunir les moyens de «quitter le Détroit». Ce port industriel leur offre la possibilité de s'embarquer à vil prix; manœuvre sur un charnier de construction par exemple, ou vendeur à la sauvette dans la Médina, su grand dam des autochtones qui ont bien du mal à joindre les deux bouts.

Partir, prendre le large, c'est le leitmotiv quasi obsessionnel de tous ces voyageurs. Peine perdue que de vouloir les raisonner; ils ne veulent rien savoir des conditions souvent difficiles dans lesquelles vivent leurs compatriotes.

déjà partis outre-mer. Dans les quartiers populaires de Béni Makach et de Casa Barata, à deux pas de leurs maisons, ils ont sous les yeux des alignements d'immeubles flamboyants que les travailleurs marocains émigrés (TME) se sont fait construire et qu'ils occupent pendant les vacances lorsque, comme de riches étrangers, ils viennent frimer au volant de leur «Pajero». Pour eux, ces images de la «réussite» sont une invitation pressante au voyage.

Le besoin de partir leur paraît d'autant plus impérieux que l'Europe des Douze s'active, à coups de réglementations et de contrôles tatillonnés, à élever des murs tout au long de ses frontières. Des murs, avec le temps qui passe, plus hauts et plus difficiles à franchir. C'est donc avec l'énergie du désespoir que les candidats au départ jouent des coudes, pour échapper à quelque chose qui, à leurs yeux, ressemble à un enfermement.

Le chat et la souris

L'alerte générale a été donnée en mai dernier, lorsque l'Espagne, à l'unisson des pays membres du groupe de Schengen, a décidé de soumettre les ressortissants maghrébins au régime du visa. De

nombreux Marocains se sont alors glissés à bord des ferries en partance vers l'Europe. Certains même n'ont pas hésité à se jeter à la mer pour échapper à la police des frontières.

Les consulats européens sont, quant à eux, condamnés à traiter des piles toujours plus hautes de «très mauvais dossiers», présentés par des gens sans situation socio-professionnelle stable et sans ressources financières suffisantes - fellahs du bled, joueurs au chômage, passeurs de drogue, marginaux divers, - qui sollicitent un visa de court séjour à but touristique ou familial. Pas étonnant, dans ces conditions, si, du côté français, près des trois-quarts des demandeurs sont déboutés.

Pour tourner la difficulté, toutes sortes de filières s'organisent sur place, se font et se défont au gré des circonstances. L'industrie du faux bat son plein. Qu'il s'agisse de visas, de certificats d'hébergement, de relevés d'identité bancaire, de diplômes du baccalauréat, d'attestations d'emploi ou d'affiliation à la Sécurité sociale, de décisions de congé de fonctionnaire, etc. Sans compter, s'il faut en passer par ce subterfuge pour obtenir in fine une carte de résident, les mariages blancs, factures environ 25 000 francs à l'époux marocain par la femme de paille européenne - ou son cicérone - et dont le nombre double chaque année.

Et que dire des passe-droits sur lesquels, ici plus souvent qu'ailleurs, pour des raisons de haute politique, il faut ultimement fermer les yeux. Lettres de recommandation que prête parfois un coup de téléphone; c'est un peu le lot quotidien des autorités char-

gées de la délivrance des visas.

En voie d'informatisation, les consulats européens sont, aujourd'hui, mieux armés que par le passé pour dépister les fraudeurs. Ils disposent de fichiers, dressent des listes rouges, s'échangent des informations, harmonisent leurs procédures afin d'éviter que, la rumeur aidant, les demandeurs ne cherchent à plisider leur cause auprès des plus couplants. «Nous jouons ou cherchons à le jouer», raconte un préposé à la délivrance des visas. «Mais en ce domaine, hélas, l'initiative appartient à ceux qui nous sollicitent. La parole, nous la trouvons mais toujours avec un temps de retard.»

Des demandeurs agressifs

La sévérité de cet examen de passage aboutit, pour beaucoup, à un refus de visa que l'administration n'est pas tenue de motiver. Ce «diktat» nourrit des procès d'intention, provoque de brusques écarts de comportement. «Nous avons affaire à une foule de demandeurs de plus en plus agressive», constate un vacataire français.

La presse locale alimente le débat et ouvre largement ses colonnes aux débâcles, aux «humiliés», qui y étalent leur amertume et leur colère. La photo d'une file de Marocains devant les grilles du consulat de France à Tanger illustre récemment la «une». En guise de commentaire, le quotidien du parti de l'istiglal dénonçait les difficultés d'obtention des visas français et espagnols qui, à l'en croire, «poussent les gens à émigrer clandestinement en

Dans les Pyrénées-Orientales.

Un contrôleur très spécial

PERPIGNAN de notre envoyé spécial

Il hante les bars et les restaurants aussi souvent que les entrepôts et les arrière-boutiques. Il déboule sur les marchés. Il promène sa carcasse d'ancien rugbyman, dès l'aube, sur les chantiers. Il bavarde avec un peu tout le monde. Il dispose d'un réseau d'informateurs. Il reçoit beaucoup de courriers anonymes. On le prend souvent pour un «flic» parce qu'on l'aperçoit parfois dans les parages des commissariats et des gendarmeries. Il a, en effet, toutes les apparences du «flic».

Henri Junqua, pourtant, n'appartient à aucun corps de police. Fonctionnaire, il l'est certes, mais c'est pour le compte de la Sécurité sociale qu'il enquête. Pour l'URSSAF des Pyrénées-Orientales où il exerce depuis longtemps les fonctions d'agent de contrôle des recouvrements des cotisations (1). Mais cet agent-là n'est pas, c'est vrai, un contrôleur comme les autres. Non seulement il s'est spécialisé, à la demande de son directeur, M. Jean-Pierre Romero, qui l'a délégué et formé, mais sa méthode atypique donne des résultats exceptionnels.

Sa spécialité? La chasse au travail au noir, le traque aux employeurs de travailleurs clandestins. Son palmarès? «A ce jour, ses interventions représentent, sur un an, un chiffre d'affaires de plus de 10 millions de francs, cent onze redressements sur cent vingt-cinq contrôles effectués, indique son «patron». Si l'on se réfère à une moyenne de deux cents contrôles systématiques annuels réalisés par un agent de contrôle, on voit que son rendement est digne d'un détachement d'élite.

«Seule l'autorisation préalable...»

M. Romero raconte cette expérience: «Nous avons constitué, depuis le 5 mai 1988, une instance de concertation pour lutter contre le travail clandestin dans les Pyrénées-Orientales sous la forme d'une commission départementale composée des chefs de services extérieurs de l'Etat (équipement, agriculture, police, gendarmerie, services fiscaux, travail...), de l'URSSAF et des trois corps consulaires (chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture, des métiers). Il s'agit de coordonner les pré-occupations des uns et des autres et de prolonger les démarches d'investigation entreprises par l'URSSAF elle-même dans les années 1983-1984. Et depuis 1988 nous avons choisi de détacher l'un de nos agents du corps d'inspection et de contrôle pour

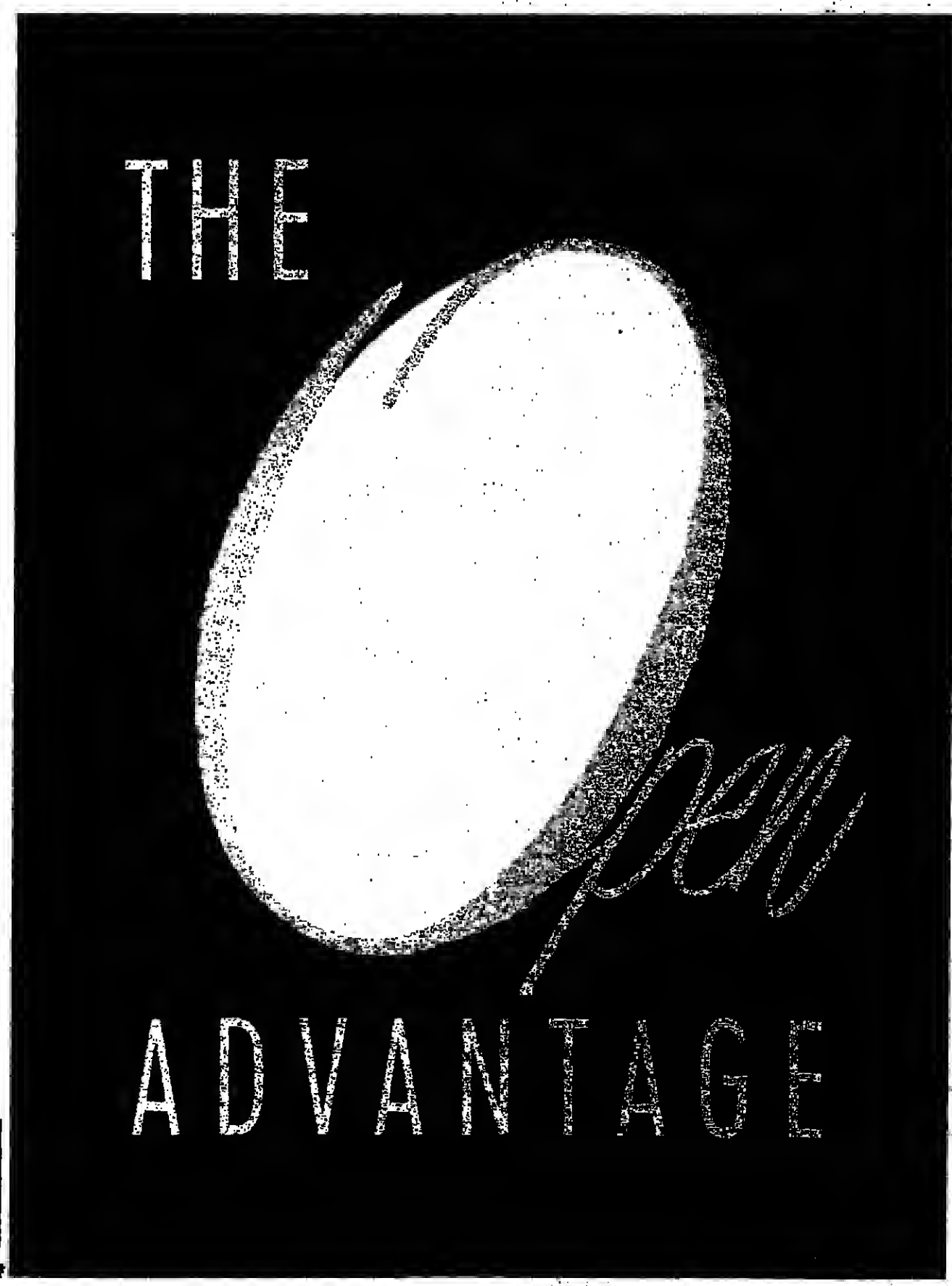
qu'il concentre ses interventions, dans le département, sur les activités professionnelles non déclarées. Il ne sort pas des limites de nos prérogatives légales, mais ses moyens d'action l'éloignent du comportement habituel de ses proches collègues et tendent à l'assimiler, dans l'exercice de ses fonctions, aux «brigades spéciales d'intervention» de certaines administrations. Tout l'art de ce contrôleur très spécial consiste ainsi à mâcher la besogne à la police en menant ses propres enquêtes jusqu'au moment où il réunit assez d'éléments de preuves pour que celle-ci puisse intervenir impartialement. Il lui arrive même souvent de participer directement aux opérations «coup de poing» que son travail de pionnier justifie auprès de partenaires aussi divers que la section économique et financière du service régional de police judiciaire, la gendarmerie, la police de l'air et des frontières, les inspecteurs de la sûreté, la brigade de contrôle et de recherche de l'administration fiscale. La police n'en finit pas de remercier cet audacieux performant auquel les organisations patronales du département rendent elles aussi hommage, aujourd'hui, puisqu'il contribue à rendre plus loyale la concurrence entre les chefs d'entreprise.

L'intéressé reste aussi modestes que discret: «Je n'ai pas le droit à l'erreur. Mon travail doit être fiable à 100 %, ne serait-ce que pour conserver la confiance des policiers.»

Le directeur de l'URSSAF, lui, n'en tire pas vanité non plus. Il ne prétend pas qu'il existe un «modèle Junqua» exportable dans les autres départements. Ce qui est possible dans les Pyrénées-Orientales, où toutes les autorités concernées adhèrent à cette méthodologie, ne le serait pas forcément ailleurs. Au-delà de la satisfaction d'assumer sa mission de service public avec le concours de tous les autres agents de contrôle qui épaulent son «super» finier, M. Romero tire surtout de son expérience une certitude qui s'adresse aux pouvoirs exécutifs et législatifs à la veille du nouveau débat parlementaire: «Le nouveau projet de loi représente un progrès, mais la seule façon de lutter efficacement contre le travail clandestin et d'empêcher les tricheurs de recourir aux artifices serait de soumettre chaque employeur à une autorisation préalable d'embauche.»

ALAIN ROLLAT

(1) Les seules Unions de recouvrement comptent plus de mille deux cents agents de contrôle, effectuant en moyenne deux cents vérifications par an. Ces agents sont agréés, assermentés et ont des pouvoirs d'investigation reconnus par les dispositions du code de la Sécurité sociale. Dans les Pyrénées-Orientales, sept agents ont rejoint, en 1989, environ deux mille contrôles.



*L'avantage de l'ouverture

POLITIQUE

et le débat sur l'immigration

« Il faudra que l'islam accepte en France le pacte républicain »

déclare M. Kofi Yamgnane

empruntant le Dénari de la mort...

En mai 1990, en prévision de la signature, le mois suivant, de la convention de Schengen qui doit se traduire par la fermeture des frontières européennes, le Maroc a libéralisé la délivrance des passeports, jusqu'alors soumise à une procédure longue et hasardeuse. Du coup, les autorités consulaires, jurent, aujourd'hui, le rôle du « méchant empêcheur de voyager en rond ». Le rôle qu'il joue n'est pas entraver les échanges politiques, culturels et commerciaux en distribuant, très généreusement, à qui de droit des visas de circulation, n'a pas réussi à faire oublier le reste.

Cette querelle des visas a fini par prendre un tour nettement politique, par figurer même au cœur des relations entre Paris et Rabat. Peut-on se contenter, s'interroge l'homme de la rue aussi bien que le responsable local, comme si la Méditerranée avait cessé d'être, à cet endroit, un simple bras de mer, comme si l'Europe, et singulièrement la France, pouvaient banaliser le Maroc, le réduire au rôle d'un pays étranger parmi d'autres?

Les pêcheurs-passeurs du cap Spartel n'ont-ils en effet de beaux jours devant eux? En tout cas, il sera difficile d'enlever de la tête des Marocains les plus pauvres l'idée que leur avenir est de l'autre côté de l'eau. Plaidant naïvement sa cause dans un consulat de France, un homme avait récemment : « Au moins là-bas, j'aurai le RMI. » Pour lui, ce fameux RMI vaut peut-être bien un mauvais bain.

JACQUES DE BARRIN

Le secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, M. Kofi Yamgnane, déclare notamment, dans un entretien publié, mercredi 9 octobre, par France-Soleil : « Je

Le premier ministre consulte le président du groupe centriste

M. Jacques Barrot, président du groupe centriste de l'Assemblée nationale, a été reçu, mardi 8 octobre, par M. Edith Cresson, en campagne de M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, et de deux députés de son groupe, MM. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne) et Henry Jean-Baptiste (Mayotte), pour débattre de l'immigration (le Monde du 9 octobre). M. Barrot avait protesté, avant de se rendre à cette consultation, contre le fait que les autres groupes parlementaires de l'opposition n'avaient pas été invités par le premier ministre. Sur le fond, la délégation des députés centristes a

craint que l'intégration résulte d'abord d'une volonté individuelle. Quand je dis, par exemple, que l'islam, ici, sera aux couleurs de la France, je veux dire qu'il faudra que l'islam, qui

est déjà la deuxième religion de France, accepte le pacte républicain. C'est-à-dire accepte la séparation de l'Eglise et de l'Etat, renonce à la polygamie, à la répudiation des femmes, au port du foulard dans les écoles. Pour ceux qui acceptent ce pacte républicain, alors la France peut leur garantir les droits qu'elle donne à ses propres citoyens.

M. Yamgnane ajoute : « Je ne suis pas pour qu'un gendarme la citoyenneté française. Quand on veut avoir le droit de vote en France, je crois qu'il faut passer par la nationalité. Même pour les élections locales, car je ne suis pas pour une citoyenneté à deux vitesses. (...) Je n'ai aucune complaisance à l'égard de ceux qui veulent avoir les mêmes droits que les Français mais veulent maintenir leurs propres réflexes. Dans ces conditions, la loi reste chez soi. »

M. Yamgnane estime, d'autre part, que la convention franco-algérienne permettant à des binationaux de faire leur service militaire soit en France soit en Algérie « doit être revue ».

La cour d'appel de Versailles juge que le terme d'« invasion » n'a « rien de péjoratif »

La cour d'appel de Versailles a relaxé lundi 7 octobre M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, qui avait été condamné le 4 avril par le tribunal correctionnel de Nanterre à 6 000 francs d'amende pour « provocation à la discrimination nationale, raciale, religieuse », sur plainte de la Ligue des droits de l'homme, à la suite de la diffusion, au début de l'année 1990, de plusieurs tracts. La cour d'appel a confirmé la relaxe décidée par le tribunal de Nanterre à propos d'un texte qualifiant la ville de Colombes de « république musulmane soviétique » : la cour d'appel affirme notamment que « l'expression d'« invasion » visant la dominance d'immigrés dans le quartier

nord de la ville (...) n'a en elle-même rien de péjoratif » et qu'« une telle expression est employée pour faire connaître l'importance de personnes en un même lieu à tout propos ». Pour les deux autres textes incriminés, la cour d'appel contredit le tribunal de Nanterre, estimant en particulier qu'« il ne saurait être tenu pour reprochable ni pour aucunement anormal de soutenir que les ressortissants d'un pays doivent jouir chez eux en priorité, voire exclusivement comme par exemple en matière de droits civiques, des avantages normalement liés à la citoyenneté ». La Ligue des droits de l'homme est endommagée à payer 10 000 francs à M. Le Gallou pour une action de « caractère abusif ».

La préparation des élections régionales

Les dirigeants du PS doivent réduire plusieurs conflits internes

Les dirigeants socialistes ne sont pas sûrs de parvenir, d'ici la fin de la semaine, à un accord sur la composition des listes de candidats aux élections régionales. C'est pourtant les 12 et 13 octobre que se réunira, à la Cité des sciences de la Villette, à Paris, la convention nationale chargée d'entériner ces listes.

Une commission électorale, réunissant des représentants des différents courants sous la direction de M. Jean-Claude Petitdemange, secrétaire national, a étudié, depuis le début septembre, les listes adoptées ou proposées par les fédérations. Les difficultés rencontrées avaient conduit, avec la préférence partielle du « projet », au report de la convention, initialement fixée aux 28 et 29 septembre.

Ces difficultés sont loin d'être apaisées. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur concentre les conflits, parce que la stratégie qui y est adoptée face à la droite et à l'extrême droite relève le PS à l'arrière-plan. La candidature de M. Jean-Louis Bianchi, ministre des affaires sociales et de l'intégration, aux élections cantonales et à la direction de la liste régionale dans les Alpes-de-Haute-Provence provoque la colère de M. André Bellan. Celui-ci s'étonne que le PS, dans un département où il détient les deux sièges de député (M. Bellan occupe l'un d'entre eux) et celui de sénateur, paraisse avoir honte de lui-même au point de s'en remettre, pour les élections régionales, à un ministre qui

prend soin de préciser qu'il n'est pas membre de ce parti.

Dans le Vaucluse voisin, M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, n'écourt pas ce reproche, qu'elle est militante du PS depuis de nombreuses années, mais sa candidature, qu'elle a confirmée le 6 octobre sur TF1, se heurte à l'hostilité des socialistes du département face à tout « parachutage ». Dans les Bouches-du-Rhône, enfin, où M. Bernard Tapie, député non inscrit, doit conduire la liste de la « majorité présidentielle », la composition de celle-ci, qualifiée d'« aberrante » par les jospinistes, est source de conflit entre ces derniers et les fabiusiens.

Ces deux courants sont aussi en désaccord en Gironde, où le choix de la tête de liste est contesté par les amis de MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin. La direction du PS ne semble pas exclure que, finalement, M. Gilbert Mitterrand, député, ou M. Philippe Madrelle, président du conseil général, accepte de diriger la liste. Des chefs de file à forte notoriété sont attendus, aussi, dans la Nièvre (M. Pierre Bérégovoy), en Loire-Inférieure (M. Jack Lang), et même dans le Puy-de-Dôme, où les socialistes ne désespèrent pas de convaincre M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, d'abandonner M. Valéry Giscard d'Estaing. Dans la Seine-Saint-Denis, c'est l'inverse : entre deux secrétaires d'Etat, M. Véronique Neiertz, mercurienne, et M. Marcel Debarge, fabiusien, il leur faut obtenir que l'un des deux cède la tête de liste à l'autre.

P. J.

Le Front national dénonce l'« écolo-gauchisme » des Verts

M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, qui présentait les listes de son parti pour les élections régionales (le Monde du 8 octobre), a déclaré que son objectif est d'obtenir « entre deux cent trente et deux cent quatre-vingts conseillers régionaux », soit le double du résultat de 1986. Le Front national avait eu cent trente-huit élus mais un quart d'entre eux l'ont quitté, au fil du temps, pour des raisons politiques ou personnelles.

A propos des cantonales, M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe au conseil régional d'Ile-de-France, a affirmé que ces élections vont faire passer le statut du Front national de « parti de premier tour à parti de second tour ». Selon lui, ses candidats seront présents dans « quatre-vingts cantons sur cent vingt-neuf renouvelables » et il aura « entre dix et vingt élus » dans cette région. « On comptera nos conseillers généraux par dizaines et peut-

être par centaines » en France, a-t-il dit.

M. Lang a souligné que son parti est le plus apte à attirer « les déçus de la gauche et les déçus de la droite », en dénonçant l'« écolo-gauchisme » des Verts, au motif qu'ils viennent d'accueillir M. Pierre Juquin, ancien porte-parole du PCF dont il a été exclu en 1987. « M. Juquin a vécu avec l'argent du goulag pendant vingt ou trente ans », a lancé M. Le Gallou. Déclatant un virage à gauche de M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, M. Lang l'a attribué aux « promesses qu'il a faites du pouvoir ».

Le secrétaire général, qui va adresser une « lettre ouverte aux élus d'opposition » leur proposant un « contrat de victoire » scellant une « unité à la base » et un « engagement de désistement », a indiqué que le Front national quittera son attitude sur celle que l'opposition adoptera dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont la présidence est convoitée par l'extrême droite.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

PRENEZ L'AVANTAGE DE L'OUVERTURE.

Toute l'industrie informatique vous

promet l'ouverture. Chez Digital,

c'est des ouvertures qui ont

réalité avec "The

Open Advantage".

Pour vous, c'est profiter

des innovations technologiques tout

en conservant vos investissements

passés. Quelles que soient les

marques de vos ordinateurs, vous

pouvez faire coopérer ensemble les

applications, ajouter de nouvelles

puissances informatiques, les répartir

différemment en un système d'informa-

tion simple et cohérent, avec

Network Application

Support (NAS), notre

architecture logicielle.

Pour vous, c'est choi-

sir de développer en

interne vos applications

informatiques multi-constructeurs

ou sélectionner les meilleurs logiciels

pour les intégrer dans votre informa-

tique, quelle que soit sa taille.

Avec des milliers de solutions

"ouvertes" développées par nos

collaborateurs et nos parte-

naires à travers le

monde, vous prenez

l'avantage du choix. Pour

vous, c'est obtenir un service de

qualité, proche et de niveau interna-

tional. C'est aussi cela "The Open

Advantage". Car en matière de ser-

vices, nous intervenons sur plus de

8 000 produits, provenant de plus de

800 sociétés informatiques diffé-

rentes. Nous gérons des sys-

tèmes multi-constructeurs

pour des dizaines de grands

groupes. A chaque instant nos

experts vous aident à concevoir, pla-

nifier et mettre en oeuvre votre infra-

structure informatique en France

et dans plus de 80 pays dans

le monde. Vous le voyez,

"The Open Advantage" dépasse

largement la technologie !

Nous sommes convaincus que ce

sont nos collaborateurs qui font

encore plus nettement la différence.

Aussi nous encourageons leur

ouverture d'esprit, leur autonomie

et leur aptitude à la création de

nouvelles solutions. Alors contactez

les dès aujourd'hui au 05 205 205,

demandez la brochure "The Open

Advantage" Digital, et découvrez

comment ils

vous aident

à prendre l'avan-

tage de l'ouverture.

digital™

Digital, le logo Digital sont des marques déposées de Digital Equipment Corporation.

POLITIQUE

L'adoption du livre IV du code pénal par l'Assemblée nationale

La droite et la gauche s'affrontent sur l'assouplissement des règles de l'ingérence

Les députés ont adopté, par 280 voix contre 27, mardi 8 octobre, le livre IV du code pénal, consacré aux crimes et délits contre la nation, l'état et la paix publique. Seul le groupe socialiste a voté pour. Le groupe communiste a voté contre. L'UDC, l'UDF et le RPR se sont abstenus. Le clivage droite-gauche a pourtant été réactivé au cours des débats à l'occasion de l'examen d'un amendement de M. Pascal Clément (UDF, Loire) permettant à un maire d'acquiescer un lot communal pour le développement de son activité économique. Cette entorse aux règles de l'ingérence a été repoussée par le PS et le PC.

Le bon vieux clivage droite-gauche avait été mis à mal, aux débuts de l'examen du livre IV du code pénal, à propos des dispositions relatives au terrorisme, largement inspirées par la loi du 10 septembre 1986. Les communistes s'étaient en effet retrouvés isolés sur des positions partagées largement par le Parti socialiste, cinq ans plus tôt, lors du vote de cette loi contre le terrorisme.

À l'occasion de l'examen des articles à l'autorité de l'Etat, le clivage gauche-droite s'est pourtant refait une santé. Il y eut d'abord la proposition faite par M. Jacques Toubon (RPR, Paris) de considérer le vagabondage et la mendicité comme des délits. Soutenu par M. Arthur Pacchi (UDF, Var),

rapporteur pour avis de la commission de la défense, inquiet de « l'invasion de groupes armés de tisseurs de bouillottes ou de coupeurs qui indisposent les touristes et les habitants », et par M. Nicole Catala (RPR, Paris), qui a estimé que « nos villes ressemblent à des capitales du tiers-monde », M. Toubon s'est fait tancer par M. François Colcombet (PS, Allier), rapporteur de la commission des lois, qui a assuré que « quelque loi ne peut pas être en butte à la répression pénale du seul fait qu'il est pauvre », et par M. Sapin, convaincu que « le traitement de la mendicité et du vagabondage relève de l'aide sociale ». Se rendant à demi à ces arguments, M. Toubon a convenu qu'il ne s'agissait pas « de faire par le droit pénal ce qui relève d'une politique sociale » et a retiré son amendement.

« La tradition républicaine »

Il y eut ensuite l'amendement de M. Pascal Clément (UDF, Loire), adopté par la commission des lois, permettant à un maire, adjoint ou conseiller municipal associé d'acquiescer un lot communal pour le développement de son activité économique, après accord de la chambre régionale des comptes et du conseil municipal. Cette proposition s'ajoutait à un assouplissement des règles relatives à l'ingérence pour les maires des petites communes de moins de 3 500 habitants. Ces maires, qui pourront traiter avec la commune dont ils sont élus pour la fourniture de biens dans la limite de 75 000 francs par an (au lieu de

100 000 francs, comme le proposait le gouvernement), seraient désormais autorisés à acheter des parcelles communales pour y édifier leur habitation personnelle. L'amendement de M. Clément a été combattu par le rapporteur et par le ministre. M. Colcombet a estimé que « le maire est déjà en position de force dans sa commune » et que « les opérations de remembrement, l'élaboration d'un plan d'occupation des sols peuvent lui fournir de nombreuses tentations contre lesquelles il faut le protéger ». « En tant que magistrat, je repousse les confidences d'élus qui ont eu l'impression d'avoir été victimes de facilités, il faut mettre des barrières », a-t-il ajouté.

M. Sapin a abondé dans le sens du rapporteur en soulignant son attachement à « cette tradition républicaine ». « Chacun doit savoir, quand il se présente à un mandat, que la contrepartie de son élection est la considération attachée à sa fonction, c'est un certain nombre de limitations à son activité économique », a assuré le ministre. M. Gilbert Millet (PC, Gard) a renchéri en se demandant si « on peut considérer comme archaïque le morale qui veut que l'on n'identifie pas son parcours personnel à l'exercice du mandat confié par les électeurs ».

Multipiant les exemples de blocages engendrés par les dispositions actuelles, M. Clément a raillé « ce discours moralisateur et jacobiniste, très distingué, mais qui n'a rien de la liberté d'entreprendre ». « La situation actuelle n'aboutit qu'à une immense hypocrisie : la constitution de sociétés écrans », a-t-il assuré. M. Toubon s'est efforcé d'attirer l'attention du gou-

vernement sur « la raréfaction des élus issus du secteur privé », qui justifie à ses yeux l'adoption d'un amendement visant « à ne pas contraindre les vocations politiques au sein du secteur privé et à ne pas accentuer la coupure entre l'opinion publique et les détenteurs de mandats électifs ». L'amendement incriminé a été repoussé par la gauche, au cours d'un scrutin public, par 306 voix contre 269.

Trois dispositions adoptées

L'Assemblée nationale a d'autre part adopté les dispositions suivantes :

• Définition de l'arme : « Est une arme tout objet conçu pour tuer ou blesser. Tout objet susceptible de présenter un danger pour les personnes est assimilé à une arme dès lors qu'il a été utilisé pour tuer, blesser ou menacer ou qu'il est destiné, par celui qui en est porteur, à tuer, blesser ou menacer ».

• Autorité de la justice : les députés ont adopté un amendement reprenant l'incrimination de l'acte ou d'une décision judiciaire nulle.

• Célébration d'un mariage religieux sans mariage civil préalable : le caractère délictueux de l'infraction est maintenu si elle est commise de manière habituelle, tout ministre du culte étant passible de six mois de prison et de 50 000 francs d'amende.

GILLES PARIS

L'enquête sur le financement des campagnes électorales

La commission a entendu le trésorier de M. Le Pen

La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a repris ses auditions, mardi 8 octobre, sous la présidence de M. Pierre Mazeaud (RPR).

À chaque séance son anecdote. Cette fois, c'est l'article publié dans l'hebdomadaire russe *Rossia*, révélant le financement du parti communiste français par le PC d'Union soviétique, qui a permis à deux députés de l'opposition de pimenter cette réunion de la commission d'enquête, MM. Robert Pandraud (RPR) et François d'Aubert (UDF) ont tous deux demandé que l'auteur de l'article soit entendu par la commission, afin que celle-ci ne « se contente pas des dénégations » du Parti communiste français. Cette proposition devrait être examinée par le bureau de la commission, la semaine prochaine.

Les carences de la loi

Beaucoup plus sérieuse fut la prestation de M. René Vacquier, président de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des partis politiques, qui ne s'est pas privé de souligner les carences de la loi. Imprécisions, oublis, contradictions, M. Vacquier a dénoncé des courtoisements, quelques mauvaises notes aux parlementaires... Fort de l'expérience de cinquante à soixante élections partielles qui, depuis la promulgation de la loi, ont permis à la commission d'ébaucher une jurisprudence, il s'est engagé à fournir à la commission une liste des points à modi-

fier ou à préciser dans les prochains brefs délais.

Le climat a été moins serein pendant l'audition de M. Chaboche. Le trésorier de M. Jean-Marie Le Pen a affirmé que la campagne de son candidat avait coûté 36 millions de francs. Interrogé par le rapporteur de la commission d'enquête, M. Jean Le Garrec (PS), sur le fait qu'aucune dépense liée à l'organisation des meetings nationaux ne figurait dans les comptes de campagne, M. Chaboche a répondu que ces manifestations étaient autofinancées par les billets d'entrée acquittés par le public (de 30 à 50 francs) et par une quête à la sortie.

Au titre des recettes, M. Chaboche a indiqué que son candidat avait reçu un prêt, d'un montant de cinq millions de francs, de la part du groupe des droites européennes au Parlement de Strasbourg, qui a été remboursé dès le mois d'août 1988. Mais le trésorier a été incapable de préciser, faute de « mémoire », le nom de la banque strasbourgeoise qui a négocié ce prêt. M. Chaboche a également dû s'expliquer sur le fait que les trois millions de francs versés par chèques, par les sympathisants du candidat du Front national, n'avaient donné lieu à aucune remise de reçu alors même que ce dernier ouvre droit à déduction fiscale. Le trésorier a répondu que ces chèques représentaient de « petites sommes » et que leurs signataires n'avaient pas exprimé le souhait de recevoir une quittance. M. Chaboche a également affirmé que son candidat n'avait pas « reçu un centime » d'entreprises industrielles ou commerciales.

Avant l'ouverture du débat budgétaire

Les socialistes souhaitent des mesures en faveur des agriculteurs et des collectivités locales

MM. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Alain Richard, rapporteur général du budget, et une délégation de députés socialistes, membres de la commission des finances, ont été reçus mardi 8 octobre par M. Edith Cresson pour débattre du projet de loi de finances pour 1992. Les élus socialistes, en effet, veulent bien être raisonnables, mais ils n'entendent pas renoncer à tout. Tel est en substance le message qu'ils tentent de faire passer auprès du ministre des finances et de Matignon, en espérant que leur « sagesse » leur vaudra reconnaissance. Parmi leurs principales revendications figurent des mesures d'urgence en faveur des agriculteurs, et surtout des éleveurs de bovins et d'ovins. Selon M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ces mesures pourraient porter sur les primes et les cotisations sociales. Le groupe souhaite également la reconduction des dispositions d'exonération portant de la taxe sur le foncier non bâti herbage, adoptées

dans la loi de finances pour 1991, à condition, a précisé M. Auroux, qu'elles bénéficient bien aux exploitants agricoles et non aux propriétaires.

Il lui sera sans doute plus difficile de convaincre le ministère des finances sur la question de la compensation de la taxe professionnelle. Les députés socialistes s'opposent au désengagement de l'Etat, qui veut réduire, dans la loi de finances pour 1992, de 4,5 milliards de francs sa participation à cette compensation, en faisant peser cette charge sur les collectivités locales. Le groupe voudrait, d'une part, limiter cette baisse à 2,5 ou 3 milliards de francs, en finançant la différence par une augmentation du taux sur les entreprises (banques et assurances) les moins taxées et, d'autre part, mettre au point un système de péréquation entre les communes, qui permettrait de réserver la compensation à celles dont les ressources de taxe professionnelle sont faibles, sur le modèle de la loi sur la solidarité financière adoptée au printemps dernier.

La commémoration de l'exécution de 27 otages par les nazis

D'anciens résistants et dirigeants communistes contestent la présence de M. Marchais à Châteaubriant

La présence, le 20 octobre prochain, de M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, à la célébration du cinquantième anniversaire de l'exécution de vingt-sept otages par les nazis en 1941 à

Châteaubriant (Loire-Atlantique), continue de provoquer des remous parmi d'anciens résistants et dirigeants communistes.

Une centaine d'entre eux, parmi lesquels M. Henri Rol-Tanguy, symbole de la Résistance pour des générations de communistes, ont signé un texte rédigé par M. Marcel Dufriche, membre du comité central de 1950 à 1964, ancien maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis) et communiste « réconstructeur », qui indique notamment : « En cette année 1991 où l'histoire est rendue à la liberté, où les résistants multiplient leurs messages pour tenter d'effacer le souvenir du nazisme et de la traîtrise, l'hommage du PCF - et cela concerne au premier chef ceux qui parlent en son nom - ne doit donner aucun prétexte, aucune possibilité de diversion à qui que ce soit, car cela se ferait contre la vérité historique, au détriment de la réalité glorieuse du courageux

combat des communistes français au service de leur patrie. Il faut écarter tout ce qui pourrait affaiblir l'hommage des communistes à leurs camarades martyrs ».

Outre M. Rol-Tanguy, chef régional des FFI (Forces françaises de l'intérieur) pour l'Ile-de-France en 1944, Compagnon de la Libération, membre du comité central du PCF jusqu'à son dernier congrès (1990), ce texte a été signé, entre autres, par M. Madeleine Collin (ancien membre du comité central), M. Jean Barles (ancien membre du comité central), Jean Barol (ancien sénateur), Marcel Caille (ancien secrétaire de la CGT), Louis Odré (membre honoraire du Parlement), Maxime Kalinski (ancien député et maire), Marcel Rosette (ancien sénateur et membre du comité central), Théo Vial-Massat (député et maire de Firminy), Gaston Viers (maire d'Orly) et M. Joë Nordman.

Au Sénat

L'opposition s'inquiète de la « dérive » du budget européen

À l'occasion d'une question orale avec débat, posée par M. Jacques Oudin (RPR, Vendée) sur la « dérive inquiétante » du budget communautaire, les sénateurs se sont livrés, mardi 8 octobre, à une attaque en règle contre cet aspect de la construction européenne. « Où est la démocratie lorsque quelques fonctionnaires décident, dans le secret, des impôts que les contribuables français auront à acquitter ? », a demandé l'auteur de la question. Oui, l'Europe coûte cher (435 milliards de francs en 1992) ; on ne connaît pas précisément le nombre de ses fonctionnaires (de 12 000 à 18 000, selon les sources interrogées par M. Oudin) ; la progression de ses dépenses (plus de 300 % en dix ans) paraît incontrôlable ; mais, surtout, le budget de la Communauté échappe à l'examen souverain des Parlements nationaux ; et la France est devenue un « contributeur net » de la CEE, c'est-à-dire qu'elle paie, désormais, plus qu'elle ne reçoit.

« La Communauté engendre la dépense »

« Il semble être dans la nature même de la Communauté d'engendrer la dépense », a renchéri M. Yves Guéna (RPR, Dordogne), au nom de la commission des finances du Sénat. Et cela est d'autant plus dommageable, a ajouté M. Michel Poniatowski (Rég. et ind., Val-d'Oise), que « si l'Europe nous a beaucoup donné, elle nous a aussi beaucoup pris : les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, l'agriculture et, aujourd'hui, l'aéronautique ». « Il n'est pas normal que les parlementaires européens se contentent de distribuer des cadeaux en laissant aux parlementaires nationaux la charge de voter les impôts », a encore affirmé M. Maurice Blin (Union. cent., Ardennes). Le représentant du groupe socialiste, M. André Rouvière (Gard), a suggéré, pour sa part, « la création ou le transfert d'un impôt européen », comme cela avait été fait pour les régions.

En réponse à ces critiques - destinées, en arrière-plan, à ne pas laisser au Front national le monopole de la dénonciation de la « dérive européenne » -, le ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, a pris le contrepied, sans ménagement, de ces « propos simplistes », qui dénotent, selon elle, « une dérive du langage politique ». La forte progression des dépenses communautaires résulte de choix politiques qui ont été faits par le conseil européen en 1988, a-t-elle précisé, « alors que M. Jacques Chirac était premier ministre ». Les dépenses supplémentaires observées depuis 1989 trouvent, d'autre part, leur origine dans la détérioration de la conjoncture agricole, la réunification allemande, l'aide aux pays d'Europe centrale et orientale, l'assistance aux pays affectés par la crise du Golfe et l'aide d'urgence attribuée aux réfugiés turcs.

« Il n'est pas souhaitable d'ouvrir le débat sur une éventuelle réforme du budget communautaire dans le cadre des prochaines conférences intergouvernementales », a ajouté M. Guigou, et

cela afin de ne pas « relancer les revendications financières des pays de l'Europe du Sud et de l'Irlande ». En complément de cette réponse plutôt « carrée », c'est le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, qui est intervenu, en fin de débat, pour arrondir les angles. L'homme des tours de vis dans le budget national a pris la peine d'expliquer, benoîtement, que, somme toute, « la dépense reste raisonnable, au regard de l'enjeu que constitue l'Europe ».

Le contrôle démocratique

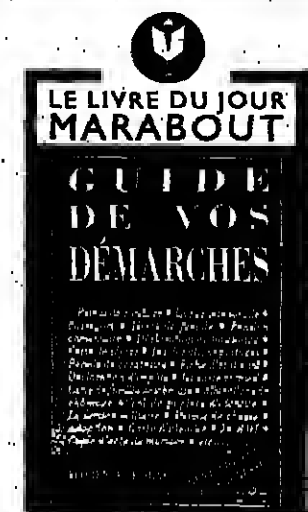
Le ministre du budget s'est également déclaré disposé, comme l'ont demandé les sénateurs, à renforcer la programmation économique de l'Europe et à développer le contrôle démocratique des dépenses de la Communauté. Mais c'était aussi pour mieux faire passer ce message du quai de Bercy : « Il faut changer de culture budgétaire ». « Surtout à l'agriculture, Bruxelles a toujours été considéré par tous les ministres, comme un supplément », a affirmé M. Charasse.

Pour le ministre du budget, il est clair que, lorsque l'Europe finance la recherche ou les transports, par exemple, le budget national doit en tenir compte, par une révision à la baisse des crédits attribués.

JEAN-LOUIS SAUX

Le Sénat adopte un projet de loi en faveur de la prévention des risques professionnels

Le Sénat a adopté, mardi 8 octobre, en première lecture, le projet de loi relatif à la prévention des risques professionnels. Ce texte retranscrit dans le code du travail et dans le code de la santé publique sept directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail. Outre cet ajustement au droit européen, il renforce le rôle et les moyens des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et introduit notamment dans le droit français le principe de responsabilité des travailleurs dans le domaine de la sécurité. Il stipule en effet qu'« il incombe à chaque travailleur, conformément aux instructions (...) données par l'employeur ou le chef d'établissement, de prendre soin, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, de sa sécurité ainsi que de celle des autres personnes concernées » par son travail. Seul le groupe communiste a voté contre.



LA RUSSIE
Histoire des mouvements spirituels
G. POOSKALSKY - L.A. MINEA
T. SPIDLIK - E. BEHR-SIGEL
A. MARCHADIER - F. ROULEAU
pour mieux connaître les mouvements spirituels qui ont animé la vieille Russie.
180 pages 72 FF
BLANCHESNI
22, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

ENGLISH
L'ANGLAIS DE LA BBC
1 livre + 2 audiocassettes
199 F*
Renseignements gratuits sur demande
ÉDITIONS DISQUES BBC (M)
8, rue de Berri, Paris 8
45-62-44-24
* PLUS PORT

Livres anciens sur les PROVINCES DE FRANCE
2 catalogues par an
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

LIVRES POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

JUSTICE

L'affaire de Canson devant la cour d'assises du Var

Joëlle Pesnel perdue par les tableaux de maître

L'affaire de la captation d'héritage de Suzanne de Canson est évoquée depuis le 7 octobre et jusqu'au 28 octobre devant la cour d'assises du Var, (Draguignan), présidée par M. Armand Djan. Inculpée de vol, séquestration de personne, non-assistance à personne en péril, faux et usage de faux et tentative d'escroquerie, Joëlle Pesnel, cinquante et un ans, ancienne employée dans un bar, reconvenue dans le commerce de l'art, en est le personnage central. C'est à son domicile de La Garde, près de Toulon, qu'est décelée, le 16 septembre 1986, la suite de nouveaux traitements, la propriétaire d'une collection de tableaux de maîtres que M^{me} Pesnel est accusée d'avoir voulu déposséder de tous ses biens.

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional

A sa mort, en 1958, Jacques Barou de la Lombardière de Canson, riche antiquaire parisien, descendant de la famille des papeteriers du même nom, lègue de nombreuses œuvres d'art à ses filles, M^{me} Jeanne Deschamps, résidente à Genève, et M^{me} Suzanne Barou de la Lombardière de Canson. Dans les biens dévolus à cette dernière figure, en particulier, une prestigieuse collection de tableaux anciens, notamment de Rembrandt, Van Dyck, Murillo, Guardi, Hubert Robert, Le Tintoret, Watteau... Le tout est alors estimé à 300 millions de francs.

Indépendante et bobème, Suzanne de Canson, qui est née en 1910, a mené une vie itinérante, de villa en palace, avec une amie de toujours, Laurence Paul. Cependant, en 1973, celle-ci la quitte brutalement en emportant une partie de ses tableaux. L'héritière n'en retrouve la possession que plusieurs années plus tard, grâce à une longue action judiciaire entreprise par un avocat toulonnais, M^{me} Robert Boissonnet, auquel elle accordera, dès lors, une confiance absolue.

Soupeuse à l'égard de la « mafia des œuvres d'art », Suzanne de Canson prend l'initiative, en 1980, de transférer clandestinement en Suisse une œuvre du peintre espagnol Bartolomé Murillo, le *Gentilhomme se levant*, ainsi qu'un tableau de Van Dyck qu'elle dépose dans le coffre d'une banque à Montreux. L'année suivante, elle fait la connaissance de Joëlle Pesnel par l'entremise de M^{me} Boissonnet.

Fille d'un militaire de carrière de la marine, Joëlle Pesnel a suivi, semble-t-il, des cours de peinture et travaillé, un temps, comme étalagiste. Au début de 1974, elle a pris brièvement en gérance un bar de la basse ville de Toulon. A par-

tir de cette date, on ne lui connaît plus d'activité professionnelle définie, bien qu'elle se présente comme retoucheuse de tableaux ou comme artiste-peintre. Dès 1983, Suzanne de Canson lie son destin à cette femme qui louera pour elle un appartement à Toulon puis, à partir de 1984, prend en main la gestion de sa fortune. Elle est même mandatée pour vendre les œuvres d'art de Suzanne de Canson. En mars 1984, elle commence par récupérer deux œuvres de Guardi et Hubert Robert laissées en dépôt-vente par M^{me} de Canson chez l'un de ses amis, M. Louis Celotti, antiquaire-ébéniste à Vevey. Elle les vend, peu après, dans une galerie parisienne, à l'insu de sa « protégée », qu'elle tient systématiquement à l'écart de ses démarches.

M^{me} Lombard impliquée

Se présentant comme la nièce de M^{me} de Canson, tout en commençant à évoquer un héritage « fabuleux » de sa grand-mère, M^{me} Jeanne Deschamps, résidente en Suisse en 1979, Joëlle Pesnel échoue dans ses premières tentatives pour vendre le tableau de Murillo, qui est sorti de France

irrégulièrement. De plus, M^{me} de Canson a découvert sa malveillance et, une première fois, tente d'échapper à sa tutelle. Mais M^{me} Boissonnet veille au grain. En décembre 1984, il fabrique une fausse attestation par laquelle M^{me} de Canson fait don à M^{me} Pesnel des tableaux de Murillo et de Van Dyck, qu'elle avait, à nouveau, confiés à M. Celotti, en Suisse, et que celui-ci est obligé de restituer.

Au début de 1985, l'avocat marseillais, M^{me} Paul Lombard entre en scène. Joëlle Pesnel le charge de vendre le Murillo dont elle prétend avoir hérité de sa grand-mère et qu'elle a, semble-t-il, déjà déposé, en même temps que deux autres œuvres, de La Tour et de Van Dyck, chez Christie's à Genève. A la même époque, le 24 janvier 1985, M^{me} Boissonnet rédige également une autre attestation, selon laquelle Suzanne de Canson aurait donné en 1979 une partie de ses tableaux (Quentin La Tour, Rembrandt et Le Tintoret) à la grand-mère de Joëlle Pesnel, M^{me} Chappuis.

Parallèlement, trois testaments olographes, datés de septembre 1979, sont confectionnés, probablement par M^{me} Pesnel. Ils seront dûment enregistrés, plus tard, par

Une artiste refoulée

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional

Joëlle Pesnel ne voulait être artiste-peintre. Et, mordicus, devant la cour d'assises, elle n'a eu de cesse d'apparaître comme telle. « J'ai toujours été peintre, depuis l'âge de quatorze ans, a-t-elle dit et raconté, mardi 8 octobre. J'ai toujours exposé et j'ai toujours eu des collections. Que l'on n'ait pas retrouvé trace de la diplomatie de l'école des beaux-arts de Toulon qu'elle affirme avoir obtenue, ni de ses prétendues expositions « dans le monde entier », peu lui importe. Même si la peintre toulonnaise Eugène Babouline ne « survient pas » qu'elle ait été, comme elle le soutient, « son élève », elle reste impavide. Même si, de plus, elle ne peut donner la moindre indication au président Djan sur son style ou se situer, devant l'expert, par rapport aux grands mouvements de l'histoire de l'art, elle a été et demeure peintre, « y compris en prison ».

Faut-il, vraiment, une preuve de ses assertions ? La voilà : elle a payé des impôts sur les revenus de sa création à A part cela, elle a des antécédents. Son arrière-grand-mère a été « l'amie du peintre Millet ». Sa tante, celle de Balthus qu'elle a, elle-même, « connue ». Elle main-

tient, enfin, la fiction du « fabuleux héritage » de sa grand-mère, Jeanne Chappuis, qui aurait été couverte d'œuvres de maîtres anciens et modernes. Sans la moindre preuve de la vraisemblance, Joëlle Pesnel assure que son « nom de toile » est Kandyca Kandy.

La docteur Leyrie, l'expert neuropsychiatre, attribue à cette petite femme à la spectaculaire crinière blonde et aux minuscules yeux bleus dans un visage aux traits lourds « une personnalité extrêmement extravertie avec une certaine tendance à la fabulation ». Mais il est clairement apparu qu'à travers la revendication de ce statut d'artiste elle recherchait, en fait, une véritable reconnaissance sociale. Après une vie d'errances et d'échecs sentimentaux, l'affaire Canson n'aurait-elle pas été, ainsi, une occasion de satisfaire son goût du lucratif, mais, surtout, d'obtenir ou de se donner l'illusion, au contact d'un monde qui la fascine, d'oublier sa condition passée de femme de ménage, d'étalagiste ou de serveuse de bar. On attend ses réactions quand viendra l'heure d'évoquer l'horrible fin de M^{me} de Canson. « La seule honte pour moi, a-t-elle lancé avec aplomb, est de voler ou de trahir... ».

G. P.

A la cour d'assises de Paris

L'inspecteur Loiseau en pleine « guerre des polices »

Dominique Loiseau est le seul des six policiers comparaisant, depuis le 2 octobre, devant la cour d'assises de Paris qui nie farouchement toute participation aux huit agressions, cambriolages ou attaques à main armée figurant dans le dossier de l'accusation. Selon Loiseau, les charges qui pèsent contre lui sont « une affaire montée par l'inspection générale des services pour faire taire le vent de fronde » qui s'est levé après la mort d'un policier, le 14 janvier 1986, rue du Docteur-Blanche. Un propos qui réveille un épisode douloureux de la guerre des polices.

L'osmose est spectaculaire. A l'audience, ces inspecteurs de police n'ont pas de comportement différent de celui qu'on prête généralement à des malfaiteurs. Celui-ci veut bien reconnaître un cambriolage, mais quand on lui demande avec qui il était, il refuse de répondre. « Ce n'est pas une balance », dit un avocat. Celui-là admet avoir recélé quelques objets qu'il a vu dans le faisceau de sa torche électrique. Pascal Jumel, celui qui ne « balance » pas,

qui a participé à chaque agression. Même Patrick Nemouchi, qui n'était pas policier, mais seulement indicateur, s'exprime avec prudence. Certes, à l'instruction, il a prononcé beaucoup de noms. Mais, aujourd'hui, sa mémoire le trahit et il demande qu'on se reporte à ses dépositions, sans pourtant les contester.

Cependant, chacun a reconnu une partie plus ou moins importante des accusations et seul Dominique Loiseau, quarante ans, inspecteur à la brigade de recherche et d'intervention (BRI), affirme catégoriquement son innocence. Pourtant, Namouchi a cité son nom dans la liste des participants au cambriolage du supermarché Leduc de Danmari-lez-Lys (Seine-et-Marne) commis le 26 novembre 1984. Cette nuit-là, des policiers qui faisaient une ronde ont surpris un homme berbu dans une camionnette à proximité du supermarché. Il leur a montré sa carte de police et ils n'ont pas insisté.

Plus tard, quand la presse a évoqué la mise en cause de policiers dans ce vol, les gardiens de la paix en ont parlé à leurs supérieurs. A la barre, un sous-brigadier désigne sans hésiter l'inspecteur Loiseau qu'il a vu dans le faisceau de sa torche électrique. Pascal Jumel, celui qui ne « balance » pas,

enquêteur à la brigade de répression du banditisme (BRB), rétorque : « Loiseau n'y était pas » et laisse entendre que le barbu était quelqu'un d'autre.

Loiseau a aussi été reconnu par des fourreurs d'Avvers-sur-Oise, pillés par des policiers, qui faisaient une « perquisition » et qui ont même « saisi » une somme de 10 000 F. Il y a aussi cet ancien détenu qui cite Loiseau dans une liste de noms que Michel Madonnet, inspecteur à la BRB, lui aurait imprudemment confiée en prison. Une étrange déposition d'un homme à la mémoire stupéfiante qui semble connaître le dossier aussi bien que le président.

« Par une balle policière »

C'est une nouvelle occasion d'intervenir pour les avocats de la défense, qui voudraient bien être certains que ce témoin n'a pas été influencé par les enquêteurs de l'inspection générale des services (IGS). Car Loiseau en est sûr : « C'est une affaire menée par l'IGS, je refuse tout en bloc ». Et l'on atteste que qui paraît bien constituer « une affaire dans l'affaire ».

Le 14 janvier 1986 en effet, le « gang des postiches » agressait la succursale du Crédit lyonnais, rue

du Docteur-Blanche, à Paris. Le plan « brûlé » est aussitôt défilé : la BRI et la BRB interviennent avec une vingtaine de véhicules. Mais une fusillade éclate au cours de laquelle l'inspecteur Jean Vrindts est tué. A la préfecture, on parla d'« erreur de commandement » et le Syndicat national des policiers civils (SNAPC) avait demandé la mutation des commissaires Raymond Mertz (BRB) et Claude Cancès (BRI). Le malaise s'est encore aggravé lorsque les policiers ont appris que le nom de Vrindts figurait parmi les fonctionnaires mis en cause dans une série d'attaques à main armée. Mais Vrindts n'a pas eu le temps de présenter sa défense. Il devait être interrogé le 16 janvier, il est mort le 14.

« Par une balle policière », lance l'avocat général Gilbert Ginsburger. « On n'en sait rien ! » hurle un avocat, l'instruction est en cours. Loiseau se lève, hors de lui : « J'étais sur place. Vrindts a été abattu par Bruno Bertinier du gang des postiches ». Dans ce contexte passionné, Loiseau crie son innocence, évoque ses quarante-quatre mois de prison et accuse la hiérarchie d'avoir voulu le faire taire après la mort de son collègue. C'est encore un autre visage de la police qui est soumis aux jurés.

Une lettre de M. Jack Lang

A la suite de tractations, auxquelles participe M^{me} Lombard, le Murillo est acquis par la direction des Musées de France - qui ferme les yeux sur l'infraction douzière - au prix de 5 millions de francs, le 26 novembre 1985. Joëlle Pesnel, à laquelle le ministre de la culture, M. Jack Lang, qui ne pourra être entendu pendant l'instruction, a personnellement écrit pour lui donner des assurances sur l'achat par l'Etat du tableau, reçoit un peu plus de la moitié de cette somme. Or, à la date de la vente, elle ne détient pas le moindre titre de propriété, même apparent (les faux testaments Chappuis ne seront enregistrés qu'un mois plus tard). Des mises en garde concernant une possible spoliation de M^{me} Suzanne de Canson sont également faites, notamment par M. Celotti.

Suzanne de Canson est, désormais, gênée. Début 1986, Joëlle Pesnel emménage avec elle dans une villa à La Garde. Dès lors, personne ne verra plus la vieille dame seule, hors de cette villa, sinon un notaire de la commune, M^{me} Alain Jourdan, devant lequel, dans des conditions très particulières, elle signera, le 26 mars 1986, un testament faisant de Joëlle Pesnel sa légataire universelle. Pendant ce temps, jusqu'à sa mort, le 16 septembre 1986, M^{me} de Canson sera laissée sans soins, enfermée dans sa chambre, condamnée, faute de nourriture, à manger ses propres excréments, alcoolisée de force, et sombrant, peu à peu, dans la plus grande misère physique et mentale...

Dans le scénario machiavélique qu'elle avait mis au point, Joëlle Pesnel n'avait publié qu'un « chose : la riche bérillière qu'elle avait dépeinte sans scrupules avait une sœur, M^{me} Jeanne Deschamps. C'est la plainte déposée par celle-ci, le 9 juin 1987, qui allait déclencher l'affaire... ».

GUY PORTE

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

L'acharnement confraternel de M. Alexandre Reza

A la cinquième journée d'audience du procès Chaumet, mardi 8 octobre, le tribunal de Paris a examiné la plainte pour abus de confiance de M. Alexandre Reza, ancien confrère des joailliers faillits.

Le mieux, dit-on, est l'ennemi du bien. On ne sait si cette maxime imprégnait la mentalité joaillière, mais M. Alexandre Reza, depuis la déconfiture des Chaumet, se sentait longtemps méprisé. Par excès de méfiance, pour avoir maintenu trop serré le garrot autour de la gorge des Chaumet aux abois, M. Reza, qui a porté plainte pour abus de confiance, se trouve aujourd'hui en position quelque peu délicate.

Ce que furent les rapports d'affaires et de voisinage entre les Chaumet, joailliers 12 place Vendôme, et leur excellent confrère Reza, un de leurs principaux fournisseurs, sis 21 place Vendôme, quelques scènes d'acharnement confraternel en ont donné à l'audience une idée rétrospective. « Tout était lent chez les Chaumet. Les décisions, les ventes, tout », s'exclama M. Reza. Et à un autre moment, comme on lui demandait de quelles garanties il s'entourait lorsqu'il confiait des pierres à la vente aux Chaumet : « Une chose est sûre, aujourd'hui je ne vous confierai rien... ».

« C'était la règle du jeu »

Remords tardif. Alexandre Reza, en dix ans, a beaucoup confié de pierres aux Chaumet, à charge pour eux de les vendre. « En 1981, par exemple, je leur ai confié pour 13 millions de dollars de marchandises, Monsieur le président. Ils ne m'en ont rendu que pour 1 million de francs. La maison voisine étant trop pressive à son goût, il a donc assorti ces dépôts-ventes de dispositions à sa façon, longuement disséquées devant le tribunal. Ainsi les Chaumet s'engageaient-ils, s'ils ne parvenaient pas à vendre les pierres après plusieurs mois, à en racheter aux-mêmes une partie, afin que la déposant ne les ait pas immobilisées pour rien.

Dès que Reza lui confiait les pierres, les Chaumet donnaient un bordereau par lequel ils s'engageaient, en cas d'échec, à se porter eux-mêmes acquéreurs. « Ils ont appelé cela un contrat de combinaison, Monsieur le président. C'était OK pour moi. Son bordereau à la main, Alexandre Reza se précipitait chez son banquier, qui lui consentait sans méfiance les crédits correspon-

danis - « Chaumet, c'est une affaire qui dure éternellement », lui expliqua un jour un banquier. Détail qui montre combien les frères étaient pris à la gorge : au contraire de tous les usages commerciaux, les frais de l'escroquerie ainsi consenti - et dont le taux pouvait atteindre 23 % - étaient acquittés... par les Chaumet.

Le président Bernard Payrat s'étonne après de M. Reza d'une clause si draconienne : « Personnellement, si j'achète une voiture à crédit, je ne pense pas pouvoir convaincre la maison Peugeot de payer mes frais financiers. » « Moi qui les ne me vendent rien ! Et j'aurais dû payer les frais ? », s'indigne l'honorable plaignant. « C'était la règle du jeu avec M. Reza depuis toujours, confirme la tête basse, Jacques Chaumet. On jouait ce jeu ou on ne le jouait pas. » Et de conclure que ces accords peuvent paraître « inhabituels ». « Ça veut dire quoi, ça, inhabituels ? », rugit alors Alexandre Reza sur un ton de querelle d'automobilistes pour une place de parking. « Si vous plaît Monsieur Chaumet, qu'est-ce que ça veut dire ? Jacques Chaumet n'insiste pas.

Même si on n'ose, en l'espèce, parler de moralité, ces précautions prises par Alexandre Reza se retournent donc aujourd'hui contre lui. Qui était propriétaire des pierres ainsi confiées ? Lui-même, assure-t-il, rappelle qu'il pouvait « à tout moment les reprendre, les échanger, ou en changer le prix de vente ». Et d'ajouter au tribunal un détail dans lequel il ordonne aux Chaumet de modifier le prix de vente d'un bijou confié.

Ce détail concerne un tout autre objet, la réplique Jacques Chaumet, submergé. Revendiquant pour leur compte la propriété des pierres déposées, les Chaumet mettent en avant le « bordereau d'achat » qu'il exigeait à l'époque M. Reza lui-même.

On comprit que M. Reza s'écharne : de la réponse que donnera le tribunal, dépend qu'il récupérera ses pierres - d'une valeur de 11 millions M^{me} ou bien qu'il tombe dans le piège des endossements légalés, ne pouvant plus espérer que 20 % environ de leur valeur. Mais cet acharnement a sans doute aussi d'autres motifs, dont le rage d'avoir vu, pour une fois, sa méfiance insupportable. Qui d'après lui, en effet, des joailliers aux abois ou de leur implacable déposant, présentant leur mal sans aller jusqu'à soupçonner qu'il doit être fatal à une maison bicentenaire ? Cette question, il est vrai, est plutôt de la compétence d'un psychanalyste que d'un tribunal correctionnel.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Au tribunal correctionnel de Bergerac

L'ancien PDG du groupe Delpeyrat condamné pour tromperie sur la qualité de foies gras

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

M. François Carrier, l'ancien PDG du groupe Delpeyrat (1), le numéro 1 du foie gras en France, a été reconnu coupable de tromperie sur la qualité de la marchandise et condamné le 8 octobre à 50 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Bergerac (Dordogne). La chambre syndicale de la conserve, qui s'était portée partie civile, a obtenu le franc symbolique de dommages-intérêts qu'elle demandait.

L'affaire remontait à 1988. Cette année-là, les résultats des analyses ordonnées à la suite de trois prélèvements des agents du service des fraudes avaient mis en évidence des mélanges de foie gras de canard et foie gras d'oie dans des blocs. La présence de foies gras issus de bêtes non engraisées avait aussi été décelée. Les deux experts nommés par le tribunal étaient parvenus aux mêmes conclusions. M. Carrier s'était défendu en mettant en cause la méthode de l'électroforese utilisée pour l'analyse. Il la jugeait inopérante pour certains temps de cuisson correspondant justement à ceux des produits incriminés. Il affirmait aussi n'avoir jamais eu

recours à des foies gras, en remarquant cependant qu'un foie gras peut renfermer des cellules maigres.

Ces arguments n'ont donc pas convaincu. L'affaire Delpeyrat avait éclaté au moment où plusieurs scandales secouaient le monde du foie gras. Depuis, les professionnels du secteur ont pris conscience des périls qui les guettaient et ont mis clairement à l'index un certain nombre de procédés régulièrement utilisés il y a encore quelques années.

D. R.

(1) M. François Carrier a abandonné son poste il y a quelques semaines, quand le groupe Delpeyrat est devenu l'actionnaire majoritaire du groupe Delpeyrat. Il occupe maintenant les fonctions de conseiller au développement auprès de la direction.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

SOCIÉTÉ

Les dix ans de l'abolition de la peine de mort

JUSTICE

Suite aux accusations de Klaus Barbie

M. Raymond Aubrac demande la création d'une commission d'historiens sur l'affaire de Caluire

M. Raymond Aubrac, ancien résistant du mouvement Libération, a souhaité, mardi 8 octobre, la constitution d'une « commission d'historiens spécialistes de la Seconde guerre mondiale pour mettre à plat l'affaire de Caluire » où plusieurs dirigeants de la Résistance, dont lui et Jean Moulin, représentant en France du général de Gaulle, furent arrêtés en juin 1943. Accusé par Klaus Barbie, ancien chef des renseignements de la gestapo à Lyon, au cours d'un interrogatoire en date de décembre 1989 - rendu public au début de ce mois - d'avoir été « retourné » par les Allemands après son arrestation en mars 1943, M. Aubrac considère en effet qu'une telle commission est « la meilleure méthode pour que les dévotions et les calomnies soient contrôlées » (Le Monde du 4 octobre).

Entouré de son épouse, l'ancienne résistante Lucie Aubrac, de compagnons d'armes, et de Me Yves Jouffé, M. Aubrac a déclaré : « On voit bien que Barbie a mené son combat contre la Résistance jusqu'au bout ». Maurice Kriegel-Valmorin, qui fut arrêté en sa compagnie en mars 1943 et détenu dans la même cellule, a indiqué : « Il n'y a aucune possibilité qu'il ait eu le moindre contact avec les autorités allemandes. C'est la Résistance que des gens de la plus mauvaise foi cherchent à salir et rien d'autre. Raymond Aubrac est un résistant irréprochable ».

l'inculpation de l'espion ayant placé sur écoute deux journalistes de Libération. Interpellé dimanche 6 octobre à Paris alors qu'il récupérait une cassette des conversations téléphoniques de deux journalistes de Libération, Philippe Mourleau a été inculpé d'atteinte à la vie privée et d'infraction à la loi du 10 juillet 1991 sur le secret des communications téléphoniques. Mardi 8 octobre, par M. Jean-François Ricard, juge d'instruction au tribunal de Paris. Agé de trente-six ans, Philippe Mourleau était en possession d'une vieille carte d'agent de recherches privées (détective). Dans sa voiture, les enquêteurs ont trouvé plusieurs cassettes d'enregistrements de conversations téléphoniques concernant des responsables de divers secteurs économiques et financiers. Philippe Mourleau a été écroué.

M. Abel Farnoux affirme avoir été « écroué » avant sa nomination à Matignon. Le conseiller spécial du premier ministre, M. Abel Farnoux, affirme avoir été victime d'écoutes sauvages à son domicile privé de Vanves (Hauts-de-Seine). A l'occasion de sa nomination, auprès de M^{me} Edith Cresson, en mai 1991, M. Farnoux avait souhaité faire installer des lignes téléphoniques supplémentaires à son domicile. Deux appareils d'enregistrement branchés clandestinement sur son téléphone étaient alors découverts. Il semble que ces matériels d'écoutes, installés avant la nomination de M. Farnoux à Matignon, visaient les activités d'affaires de celui qui allait devenir le conseiller du premier ministre.

DÉFENSE

Lancement du « service humanitaire »

Plombiers, éducateurs, mécaniciens, techniciens agricoles, maçons, menuisiers... Ils sont cinquante-quatre, âgés de 19 à 22 ans, à préparer leurs valises, quittant la France pour douze ou seize mois à destination de villages d'Afrique, d'Amérique du sud ou d'Asie. Mardi 8 octobre, ils étaient sous les lambris du Quai d'Orsay : M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire présentait à la presse les premiers jeunes sur le point d'effectuer un service national humanitaire.

Destiné à ceux qui ne disposent pas de diplôme universitaire, mais d'une spécialisation ou d'une qualification, le service national humanitaire doit permettre d'effectuer une forme civile du service national, dans le cadre d'un projet humanitaire. Ce service dure seize mois, dont les quatre premiers sont consacrés à la formation, en France ou dans le pays d'accueil. La solde, protection sociale incluse, s'élève à 3 500 francs par mois. Elle est financée par le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire, le budget de cette première opération s'élevait à 4,5 millions de francs. L'objectif est de faire partir 200 jeunes en 1992.

Un lent recul

Suite de la première page

De toutes les contrées policières de la planète, l'Amérique est l'une des rares à infliger à ses criminels le châtiment des châtimements. Avec de moins en moins de remords. Vingt-trois personnes y ont été exécutées en 1990.

A l'image des Etats-Unis aujourd'hui, la France a fait longtemps figure de quasi-exception. Premier pays à avoir aboli la torture et l'esclavage, elle a été l'un des derniers, en Europe de l'Ouest, à renoncer aux exécutions capitales.

Publiée dans le *Journal officiel* du 10 octobre 1981, la loi n° 81-908 datée de la veille déclare que « la peine de mort est abolie ». On ne pouvait mettre un terme plus solennel à un débat qui, des années durant, avait divisé la société française, sans que les arguments échangés de part et d'autre aient jamais beaucoup varié. Montaigne a toujours ses partisans qui croient à l'exemplarité de la peine : « On ne corrige pas celui qu'on pend, on corrige les autres par lui ». Et Beccaria, le fondateur de la criminologie moderne, les sient pour lesquels la peine capitale n'est pas nécessaire parce qu'elle n'est pas utile.

A cet argument utilitaire, M. Robert Badinter, deuxième ministre de la justice du premier septennat de M. François Mitterrand, sut donner une dimension morale. La gauche des « affaires » et des accommodements doctrinaux en garde comme une nostalgie, celle d'une vraie cause que quelques-uns, à droite, firent aussi leur, de M. Philippe Séguin (RPR) à M. Hervé de Charette (UDF), pour ne citer que les plus engagés.

Une abrogation au grand jour

Tout aussi déterminé, M. Pierre Bas (RPR) plongeait chaque automne le gouvernement dans l'embarras en mettant aux voix la suppression des crédits du bourreau. Le moyen pouvait paraître détourné, il était le seul dont les abolitionnistes disposaient alors, le gouvernement s'opposant à la discussion d'une vraie proposition de loi. Et pour cause : les pointages donnaient à celle-ci de grandes chances de succès, à l'Assemblée nationale tout au moins.

C'était l'époque où les déclarations confuses du président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, et de son ministre de la justice, M. Alain Peyrefitte, donnaient à penser qu'ils étaient philosophiquement pour l'abrogation de la peine capitale mais politiquement contre. La guérilla de M. Bas avait le mérite de mettre en lumière cette contradiction mais l'adoption de son amendement aurait privé la suppression de la peine de mort de toute solennité. Pour cette raison, il était régulièrement repoussé.

Grâce à M. Badinter, la France s'offrit une abrogation au grand jour, qui n'était pas de pure forme. Il y avait alors six condamnés à mort dans les prisons françaises qui saurèrent leur tête. Onze autres avaient été guillotins pour des crimes de droit commun sous la présidence du général de Gaulle, trois à l'époque de Georges Pompidou et trois alors que M. Giscard d'Estaing était chef de l'Etat.

A l'abrogation retentissante de l'automne 1981, la gauche n'ajouta depuis deux verrous : un additif à la Convention européenne des droits de l'homme, additif que Paris devrait au préalable dénoncer s'il se trouvait une majorité pour soutenir le rétablissement de la peine de mort ; et un protocole

ou M. Raymond Barre, les appuieraient, ils ne s'en sont jamais cachés. Et bien sûr, des estrades où il s'indigne de « l'incessante augmentation de la criminalité », M. Jean-Marie Le Pen.

Malgré tout, la violence urbaine, les ravages de la drogue et de la criminalité ne sont pas tels en France que la peine de mort y apparaisse comme une riposte adéquate, aux yeux de la majorité des dirigeants politiques en tout cas. Aux Etats-Unis, en revanche, cette conviction est largement partagée. Cent cinquante-cinq personnes y ont été exécutées depuis 1976, l'année où la peine de mort y est redevenue effective. Trente-six Etats sur cinquante la prévoient ou l'appliquent, avec une particulière opiniâtreté pour ceux du Sud, et une exception notable, l'Etat de New-York, dont le gouverneur démocrate, M. Mario Cuomo, résiste depuis des années aux pressions des anti-abolitionnistes. Plus

la Cour suprême américaine favorise les Etats.

La Cour suprême autorise désormais les exécutions de mineurs et de malades mentaux. Comme l'a rapporté en juillet 1989 l'Agence France-Presse, « il a fallu deux décharges électriques, à dix minutes d'intervalle, pour que les autorités de la prison d'Almore (Alabama) viennent à bout de l'exécution (...) d'un retardé mental, condamné à mort pour le meurtre et le viol d'une jeune femme ». Selon un rapport rendu public le mardi 8 octobre par Amnesty International, trente et un mineurs condamnés à mort attendaient d'être exécutés aux Etats-Unis le 1^{er} juillet. Quatre l'ont été récemment, le premier en 1985. Il avait dix-sept ans à l'époque des faits.

Ces considérations et quelques autres d'empêchent pas les Américains d'approuver à 95 % un projet de M. George Bush qui faciliterait plus encore les exécutions capitales, en limitant notamment les possibilités d'appel devant les cours fédérales. Traumatisée par une vague de violence multiforme, l'Amérique tente d'y remédier par la violence légale, sans résultat jusqu'à présent.

Un engagement international

La situation aux Etats-Unis est d'autant plus atypique que depuis 1981 dix-sept pays ont aboli la peine de mort, de l'Australie à la Tchétchénie, de la Roumanie aux Philippines. Les Etats abolitionnistes en droit ou en fait restent malgré tout moins nombreux (86) que ceux où la peine capitale est appliquée (92), selon un bilan établi en janvier 1991 par le secrétariat international d'Amnesty International. Comme les Etats-Unis, le Japon fait figure de moulin noir pour les démocraties développées. Le sous-développement ou le totalitarisme, quelquefois les deux, expliquent, ailleurs, la survie de ce châtiment. Et aussi une certaine conception de l'islam.

Au cours des années 80, lorsque fut discuté aux Nations unies le protocole visant à abolir la peine capitale partout dans le monde, l'Arabie saoudite se livra auprès des autres Etats musulmans à une vigoureuse contre-offensive. Vu les fonds qu'elle leur dispense, elle avait les moyens de se faire entendre. Elle le fut. Ce protocole, malgré l'opposition de ces Etats, a été adopté. Mieux, il est entré en vigueur, le 11 juillet de cette année, dix pays l'ayant ratifié. Dix seulement, qui ont ainsi souscrit à un engagement international leur interdisant pratiquement tout retour en arrière. Dans l'ordre chronologique : la Suède, l'Ex-RDA, l'Australie, le Portugal, la Nouvelle-Zélande, la Roumanie, les Pays-Bas, l'Islande, la Finlande et l'Espagne.

BERTRAND LE GENDRE

Les condamnations de mineurs

Amnesty international dénonce le « record » américain

Les Etats-Unis sont le pays qui compte dans ses prisons la plus forte population au monde de mineurs condamnés à mort. A l'exception de l'Irak et de l'Iran, c'est aussi le pays où le plus de mineurs ont été exécutés, affirme Amnesty international, dans un rapport publié mercredi 9 octobre.

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme, au 31 juillet dernier, 31 jeunes de moins de dix-huit ans, issus pour la plupart de milieux très défavorisés, se trouvaient dans les « antichambres de la mort » aux Etats-Unis. Plus de 90 personnes - âgées de quinze à dix-sept ans au moment de leurs crimes - ont été condamnées à mort depuis les années 70. Les Etats-Unis ont signé, mais pas ratifié, les traités internationaux interdisant l'exécution de mineurs, « ce qui n'a pas empêché la Cour suprême de rendre, en 1989, un arrêt autorisant ce châtiment, terrible retour en arrière quand le monde entier s'engage dans la voie de l'abolition de la peine capitale », souligne Amnesty.

De l'élimination... à l'élimination

L'histoire retiendra le combat d'un homme : M. Robert Badinter, avocat devenu garde des sceaux, comme pour plaider à la mesure la suppression d'un châtiment qui humiliait la France, dernier Etat d'Europe occidentale à l'avoir conservé. A ses côtés figuraient les socialistes mais aussi tous ceux qui avaient su oublier momentanément les querelles partisanes pour former le groupe des abolitionnistes. Un parti informel dont le programme n'avait rien qui puisse flatter l'électeur car selon un sondage, 62 % des Français seraient favorables à la peine capitale. Mais l'heure n'était plus à la politique. C'était une affaire d'humanité.

Depuis, les cours d'assises ont changé de ton. La mort n'est plus derrière la porte de la salle de délibérations et s'il s'est trouvé quelques magistrats et même quelques avocats pour évoquer l'énorme tension qui précède un verdict de peine capitale ils l'ont fait sans nostalgie. Leurs regrets concernant les rares effets pervers de l'abolition. Ainsi, le doute, qui déchirait le juré, face au caractère irréparable de son vote, a perdu une grande partie de ses vertus. Libéré d'un choix irréversible les jurés semblent parfois se réfugier derrière des « condamnations au bénéfice du doute ». De la même manière, certains estiment que l'attitude des experts psychiatres s'est modifiée. Devant certains cas limites, ils se prononcent plus volontiers en faveur d'une « responsabilité » qui n'entraîne plus de conséquences fatales.

Pendant plusieurs années, l'écrasement apparent des peines provoqué par l'abolition de la peine de mort, n'a pas placé les cours d'assises dans le moindre embarras.

La période de sûreté

L'individualisation de la peine a permis aux cours d'assises de se prononcer même dans des cas extrêmes sans que ceux qui avaient assisté aux débats constatent une lacune dans l'échelle des sanctions. Certes, pour ceux qui ne voulaient connaître l'affaire que de loin ou pour quelques rares avocats généraux qui s'estimaient privés d'un réquisitoire fâcheux, la loi laissait un sentiment de vide. Mais le trouble est venu d'ailleurs, plus tard, lorsque des voix se sont élevées pour affirmer péremptoirement que les détenus n'effectuaient qu'une petite partie de leur peine et les chiffres les plus fantaisistes ont circulé.

Dès lors, le ver était dans le fruit. La période de sûreté de dix-huit ans, peine incompressible inscrite dans la loi depuis 1978, était restée pratiquement inutilisée. Pourtant, elle fut portée à 30 ans en 1986 pour certains crimes. Et si se trouve ensuite des cours d'assises pour prononcer progressivement des sanctions envers des accusés. Il ne s'agissait pas de terroristes ou de tueurs opérant de sang-froid. Dans la plupart des cas ces condamnés se situaient aux limites de la déviance. Ces verdicts étaient le résultat de deux tendances conjuguées : la dévalorisation de l'année standard de prison et le désir d'écartier définitivement un homme dont le comportement était jugé irrationnel.

En demandant l'abolition de la peine de mort, M. Badinter s'était opposé à toute forme de remplacement en soulignant : « On ne remplace pas un supplice par un autre ». Car l'idée était déjà dans l'air. M. Alain Peyrefitte parlait de « peine incompressible » et dès 1979 M. Michel Aurillac alors député (RPR) de l'Indre n'avait-il pas proposé d'envoyer les condamnés à perpétuité dans quelques îles glacées des terres australes françaises ? M. Badinter n'aurait pas dans cette logique. Pour lui et pour les socialistes de 1981 la sanction devait conduire à la réinsertion, à l'espoir.

A la fin du mois d'avril 1991, peu il y a quelques jours, lors de la seconde lecture des textes du livre II du code pénal, la Sénat s'est prononcé pour l'application systématique de la période de sûreté à certaines condamnations, réduisant ainsi une partie du pouvoir d'appréciation des jurés. En dix ans, insidieusement, on est passé du langage de la raison à l'électoratisme, de l'intelligence à l'instinct. De la sanction réinsertion à la sanction élimination. Le cours n'y est plus.

MAURICE PEYROT



du aux Nations unies, qui interdit, lui aussi, les exécutions capitales, protocole signé par la France en 1989 mais toujours pas ratifié par elle, on se demande pourquoi. Pour ne pas ouvrir un débat passionné à l'approche de scrutins incertains ? C'est l'explication la plus plausible.

Car le débat serait probablement passionné. Si les parlementaires favorables à la peine capitale restent minoritaires, ils n'ont pas baissé pavillon, confortés qu'ils sont dans leur détermination par les sondages, lesquels indiquent que les Français demeurent partisans du châtiment suprême, selon des majorités variables, cela dépend des crimes perpétrés, ce moment-là.

Pour s'en tenir à la présente législature, huit propositions de loi visant à rétablir la peine capitale ont été déposées depuis 1988, trois au Sénat et cinq à l'Assemblée nationale. Des hommes qui comptent, comme M. Charles Pasqua

riser les exécutions capitales, plus elle limite le droit à l'évocation. Un fétus étant désormais mieux protégé aux Etats-Unis qu'un grand criminel, les abolitionnistes en sont réduits à ressasser les mêmes arguments qui, s'ils font passer de ce côté-ci de l'Atlantique, ne suscitent plus là-bas qu'une morne indifférence.

Depuis que la peine de mort a été rétablie aux Etats-Unis, aucun blanc n'y a été exécuté pour le meurtre d'un Noir. En Géorgie l'assassin d'un Blanc tour 43 fois plus de risques d'être condamné à mort que l'assassin d'un Noir, selon le *Washington Post*.

Les criminels américains qui encourrent la peine capitale sont souvent mal défendus. Une étude du *National Law Journal* a montré récemment que les avocats des condamnés à mort de six Etats du Sud avaient été sanctionnés, suspendus ou exclus du barreau dans une proportion quarante-six fois supérieure à leurs confrères des

Un film de Daniel Karlin et Rémy Lainé sur le « dossier Mohamed Chera »

« On m'a mis dans un trou et on veut m'enterrer »

Il e le regard triste et l'air presque résigné. « Les erreurs, ça arrive, dit-il lentement. Mais on m'a mis dans un trou et on veut m'enterrer. » Accusé de meurtre par un ancien ami, qui venait lui-même d'avouer le meurtre d'une jeune femme, Mohamed Chera a été « emi » ont été condamnés une première fois à la peine de mort en 1980. Rejugé un an après l'abolition de la peine capitale à la suite d'un pourvoi en cassation, il e été à nouveau condamné à la peine capitale : la réclusion criminelle à perpétuité.

Le dossier de Mohamed Chera était pourtant peu convaincant. A l'époque, le correspondant du *Monde* évoquait déjà une curieuse enquête : « déclarations non enregistrées, procès-verbaux entrecoupés, témoins non recherchés », résumait-il en 1982. Daniel Karlin et Rémy Lainé, eux, affirment ne pas douter un instant de l'innocence de Mohamed Chera. « Nous avons décidé de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire cesser un tel scandale », préviennent-ils dès

les premières images du film, diffusé mercredi 9 octobre sur la Ciné.

L'enquête télévisée reprend les deux principaux éléments du dossier : les accusations de Jean-Luc Rivière et les aveux de Mohamed Chera. Il est notamment donné la parole à un ancien codétenu de Jean-Luc Rivière, qui affirme que son voisin de cellule répétait que Mohamed Chera n'était pour rien dans cette affaire. Plus troublantes sont les déclarations d'un inspecteur de police du commissariat d'Avion (Pas-de-Calais), qui accepte de parler pour la première fois des « aveux » de Mohamed Chera. « Il a subi certaines pressions, c'est sûr, mais... » L'interrogatoire s'est passé par moments devant six, sept personnes, dont certaines n'avaient rien à faire là.

Les violences « ont dû se limiter à des pairs de gifles », conclut l'inspecteur, qui admet toutefois être intervenu auprès des policiers qui interrogeaient Mohamed Chera afin de les « calmer ». Mohamed

Chera, lui, parle de « sévices » : coups de matraque, menaces, coups d'épingle dans les parties génitales. Les policiers lui auraient marché dessus après l'avoir humilié. « Ensuite, ils m'ont fait signer des papiers à tout va, des PV. (...) J'ai signé comme un con. »

Gravement mis en cause dans ce film, le coaccusé de Mohamed Chera, Jean-Luc Rivière, sollicité à plusieurs reprises par Daniel Karlin et Rémy Lainé, a demandé, mardi 9 octobre, au tribunal de grande instance de Paris l'ajournement de la diffusion de ce reportage. A l'issue des plaidoiries et du visionnage du film, le ministère public a demandé au juge d'ordonner la diffusion, à la fin du film, des protestations de Jean-Luc Rivière par l'intermédiaire d'un « déroulement ». Paul Laffitte, l'un des producteurs de l'émission, a précisé que les avocats de Jean-Luc Rivière seraient présents lors du débat suivant la diffusion du film.

ANNE CHEMIN

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Entre 1991 et 2020

Un million de mètres cubes de déchets radioactifs seront stockés dans l'Aube

Situé à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Troyes, le centre de stockage de l'Aube devrait recevoir ses premiers « cofis » de déchets faiblement et moyennement radioactifs d'ici à la fin de l'année. Il prendra progressivement le relais du centre de la Manche, dont la fermeture aura lieu en 1994, pour recevoir 1 millions de mètres cubes d'ici à 2020.

SOULAINES-DHUY (Aube)
de notre envoyé spécial

Cainé entre les départements de l'Aube et de la Haute-Marne, le nouveau centre de stockage des déchets radioactifs de Soulaïnes-Dhuy ne s'affiche pas. On le découvre au bout d'une sente d'avenue qui traverse avec les routes du pays, perché au sommet d'une petite colline boisée, bien à l'abri des arbres de la forêt. Là s'étale une immense clairière faite de main d'homme. Une centaine d'hectares de terrain, dont le tiers environ va accueillir, dès la fin de l'année, ses premiers mètres cubes de déchets.

Les premiers silos de stockage avec leur dôme de toit gris et rouge sont déjà prêts à recevoir leur dangereux chargement. Car le centre de la Manche, avec ses 500 000 mètres cubes de déchets,

est au bord de l'asphyxie. Aussi, chaque année, ce sont de 20 000 à 30 000 mètres cubes de déchets de faible et de moyenne radioactivité, provenant pour l'essentiel (97 %) des installations nucléaires nationales, qui arrivent à Soulaïnes pour y être traités.

Des outils contaminés par la radioactivité, des filtres, des gants, des boîtes et des feuilles de plastique. Et puis, pour une moindre part (3 %), tous les déchets produits par les hôpitaux, les centres de recherche et les laboratoires pharmaceutiques qui, eux aussi, manipulent des substances radioactives pour les besoins de la cancérothérapie, de la stérilisation ou des instruments de mesure.

Attendre
trois siècles

Pas question, bien sûr, d'entasser sans soin de tels déchets ni de les laisser au contact de l'environnement. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a prévu, après les avoir triés, traités, conditionnés et répertoriés, de les stocker dans des silos de béton étanches capables d'occuper chacun un peu plus de 3 000 mètres cubes de matières.

Au fur et à mesure du remplissage, les interstices entre les fils de déchets seront comblés par du béton ou du gravier. Une fois le silo plein, on le scellera avec une dalle de béton et on l'enrobera d'une couche de plastique pour

assurer son étanchéité. Et ce jusqu'en 2020 (1), époque à laquelle aura été entreposée 1 million de mètres cubes.

Progressivement, les différents silos seront ainsi remplis et à leur tour recouverts d'une sorte d'épais sandwich fait de deux couches d'argile et de bitume et d'une dernière couche de terre végétale qui sera ensuite ensemenée. Ce luxe de précautions n'est pas de trop, car ce « cimetière de déchets » doit être construit pour durer. Pour durer trois siècles. Le temps que la radioactivité des produits à vie courte qui, comme le césium et le strontium, sont contenus dans ces matières soit divisée par un facteur mille et ne présente donc plus, de ce fait, de danger pour l'environnement.

Cette longue période, presque à l'échelle des temps géologiques, peut inquiéter. « C'est pourquoi », explique Henri-Edme Wallard, tout nouveau directeur de l'ANDRA, « il nous faut montrer que les déchets, ça se traite et ça se gère au quotidien. Il faut avoir le courage d'appeler un déchet un déchet. Cette notion est trop souvent associée, dans l'esprit des gens, à des opérations de qualité douteuse, et il nous appartient qu'il en soit autrement et qu'on puisse donner à ce métier ses lettres de noblesse. Pour cela, il nous faut dialoguer de la façon la plus large, ne pas considérer ce type d'affaire sous le seul angle de la technique et ne pas oublier que nous faisons désormais partie de l'univers de cette région, et ce, pour plusieurs siècles. »

L'heure est
à l'intégration

L'heure est donc à l'intégration, à la vie en commun. Une cohabitation que les écologistes de la région ne partagent guère, mais que les 34 millions de francs de « mesures d'accompagnement » débloquées pour aider le département et les villages environnants (environ 8 000 personnes) ainsi que les 9 millions de taxes professionnelles à venir ont contribué et contribueront à faciliter (2).

De là à pavoiser, il y a un pas qu'aucun des acteurs de cette pièce ne se permet de franchir, même si, en 1987, l'un des élus de la région estimait que l'implantation de ce site de stockage était « une occasion à saisir » pour « sortir du déclin que connaît depuis un siècle et demi la région ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) L'ANDRA estime qu'il faut intégrer ce site et que tout doit être fait pour réduire le plus possible, ce qui concerne la santé, le volume des déchets. Ainsi, le centre de Soulaïnes pourrait être exploité jusqu'en 2030.

(2) Ce chantier de 1,2 milliard de francs a permis la création de cent-cinquante emplois directs et indirects, dont la grande majorité des titulaires ont été recrutés sur place.

J.-F. A.

EN BREF

□ Environnement : les agriculteurs sont opposés au principe du pollueur payeur. — A la veille de la discussion au Parlement du projet de loi sur l'eau présenté par M. Bricq Lalonde, les organisations agricoles (FNSEA, CNJA, AGPB et ACPM) ont publiquement pris position, mardi 8 octobre, à Paris, sur ce texte. Elles regrettent que le projet ne prévoit pas les moyens de favoriser la construction de barrages et de lacs collinaires destinés à l'irrigation et demandant la mise en place d'unités de gestion au niveau des sous-bassins, alors que les agences de l'eau s'efforcent de concevoir une gestion des cours d'eau au niveau de bassins entiers. Enfin ils rejettent toute création d'une redevance sur les nitrates. « Pas question d'accepter le principe du

pollueur payeur », dit M. Philippe Mengin, le président du CNJA, car il anéantirait l'agriculture.

□ Exxon Valdez : plus de 1 milliard de dollars pour la marée noire en Alaska. — La justice américaine a accepté mardi 8 octobre l'accord passé entre la compagnie pétrolière Exxon, le gouvernement fédéral et l'Etat d'Alaska au terme duquel Exxon, reconnue responsable de la marée noire qui, en mars 1989, avait souillé 1 700 kilomètres de littoral, devra payer une amende de 125 millions de dollars (700 millions de francs) et des dédommagements de 900 millions de dollars (plus de 5 milliards de francs). Le compagnie a déjà dépensé 2 milliards de dollars pour nettoyer les côtes, et elle devra encore indemniser des personnes privées. — (AFP)

ARCHÉOLOGIE

A Paris

Découverte de trois pirogues et d'un arc néolithiques sur le site de Bercy

Trois pirogues monoxyles (creusées dans un tronc d'arbre unique) datant de 6 500 ans, et 1 500 objets : des ustensiles, des outils en bois de cerf, un arc, des vases et des poteries de céramique, ont été mis au jour entre le 15 août et le 10 septembre derniers sur le site de Bercy à Paris.

Certes, ces pirogues de chêne ne sont pas complètes : on n'a retrouvé que leur partie médiane (et la proue, pour l'une d'entre elles). Mais elles mesurent, dans leur état actuel, respectivement 3,45 mètres, 4,15 mètres et 5,35 mètres de long.

Et, surtout, elles constituent des découvertes exceptionnelles : elles datent très probablement du Chasséen ancien (vers 4300-4000 avant Jésus-Christ), c'est-à-dire du néolithique moyen alors que, jusqu'à présent on connaissait moins de dix pirogues néolithiques — en fragments pour la plupart d'entre elles — en France, en Allemagne du Sud et en Suisse.

Les fouilles de Bercy, qui sont placées sous la responsabilité de la direction des antiquités d'Île-de-France (ministère de la Culture), sont particulièrement fructueuses : elles ne enregistrent encore qu'une petite partie des terrains à aménager : les douze archéologues, qui travaillent sous la direction de Philippe Marquis, chargé de mission à la commission municipale du Vieux-Paris, ne désespèrent pas d'en découvrir d'autres...

Animaux domestiques
et sauvages

Les fouilles sont faites dans des niveaux qui sont normalement dans de la vase, des sables, des graviers, de la tourbe, gorgés d'eau. Ce qui explique la conservation d'objets en bois ou en bois de cerf, périssables en milieu sec. Quatre niveaux d'occupation de ces berges fossiles ont déjà été retrouvés. Depuis le plus superficiel (qui date du Hallstatt (le premier âge du fer) aux alentours de 700-600 avant Jésus-Christ, jusqu'au plus profond qui remonte au Chasséen (néolithique ancien) vers 4500-4300 avant notre ère.

Pour le Hallstatt ancien, on a trouvé des traces d'habitats et d'emplacements en bois. Au total, plus de cent éléments de bois qui sont datés avec précision par la dendrochronologie (fondée sur les séquences des cernes de croissance des arbres).

Mais l'époque a déjà pu être définie par les vestiges de céramique et de silex taillés découverts dans cette couche archéologique. Sous le Hallstatt ancien est une couche plus ancienne puisqu'elle remonte au chalcolithique (fin du néolithique) « Seine-Oise-Marne » (vers 3000 avant notre ère).

La couche suivante, celle du Chasséen ancien. Outre les piro-

gues, les fouilles ont mis au jour des pieux de bois, beaucoup de céramique (des vases décorés, notamment), des silex taillés et polis, des objets en bois de cerf travaillés (étais, manches d'outil, pics, haches, rabots, etc.), de nombreux os d'animaux domestiques (petits bovins, moutons, chèvres, porcs) ou chassés (aurochs, sangliers, cerfs, castors). Non loin d'une des pirogues, on a retrouvé un squelette humain dont les os étaient éparpillés (ce qui est classique pour les sites chasséens).

Sous le Chasséen, la dernière couche date du Néolithique « Cerny » (vers 4500-4300 avant Jésus-Christ), la dernière grande culture de tradition danubienne qui s'est épanouie en Europe occidentale.

Là aussi a été faite une découverte exceptionnelle : un arc (en bois d'if?) quasi complet. Long de 1,52 mètre, cet arc a encore l'une de ses extrémités qui porte

l'encoche où s'accrochait la corde. Comme arcs néolithiques européens, on n'en connaît guère que quelques fragments d'âges plus récents qui ont été retrouvés en Suisse. Avec l'arc, se trouvaient des bois finis, des trous de poteaux, des silex taillés et polis, de la céramique, des bois de cerf travaillés et des os d'animaux domestiques ou sauvages.

La conservation de ces bois gorgés d'eau pose de très difficiles problèmes. Deux des pirogues et les autres objets en bois sont dans des cuves remplies d'eau. La troisième pirogue va être, elle aussi, bientôt enterrée du site et placée dans une cuve d'eau. Elles vont être mouillées dans les prochains jours par les spécialistes du Centre national d'archéologie subaquatique d'Antenne, et expédiées sans délai au Danemark pour y être traitées.

YVONNE REBEYROL

Un musée sera édifié

« Extraordinaire événement », a déclaré M. Jacques Chirac en les présentant, mardi 8 octobre, ce que certains archéologues considèrent déjà comme les plus anciennes embarcations d'Europe. Nous avons désormais la preuve irréfutable que, sur le territoire de notre capitale, des humains ont vécu en communauté il y a plus de six mille cinq cents ans.

Ce sont les fouilles effectuées pour établir les fondations du futur Centre d'affaires international de l'alimentaire, à l'extrémité est du parc de

Bercy en chantier, qui ont révélé ce qui n'était que soupçonné », selon le mot de M. Michel Fleury, vice-président de la commission du Vieux-Paris. A leur retour du Danemark, où existent les installations propres à assurer leur conservation, elles seront présentées, a annoncé le maire de Paris, avec les autres objets découverts, d'abord à la mairie du douzième arrondissement, puis dans un musée qui sera édifié sur le site.

C. V.

CORRESPONDANCE

A propos d'une émission sur le sida

Les producteurs de l'émission « Le droit de savoir » (TF1) — M.M. Patrick Poivre d'Arvor, Gérard Curreyrou, Françoise Giesbert et Charles Villeneuve — nous ont adressé la lettre suivante, qu'ils nous demandent de publier en vertu du droit de réponse :

Après lecture de votre article en date du 28 septembre 1991 concernant les travaux du professeur Zagury et « Le droit de savoir », nous tenons à apporter les éléments d'information suivants :

Que ce soit dans la présentation du reportage ou dans le reportage lui-même, il a bien été précisé que nous n'avions pas la prétention d'être exhaustifs sur le sujet. Cette mise en garde du téléspectateur allait même plus loin. Le traitement du professeur Zagury n'a jamais été présenté comme le remède miracle (nous avons dit le contraire), les malades eux aussi ont insisté sur ce point.

Les raisons pour lesquelles une enquête a été menée par le professeur J.-P. Lévy (directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida) sur les travaux du professeur Zagury n'ont pas été masquées. Nous avons, par exemple, abordé le thème des trois morts survenues au cours du traitement à l'hôpital Saint-Antoine, le professeur Zagury répondant lui-même aux accusations. De même nous avons largement traité la question essentielle de l'expérimentation humaine.

De nombreuses campagnes de presse ont accompagné les travaux de Daniel Zagury au cours de ces dernières années, mais aucun des malades traités ne s'était exprimé. Nous avons donc donné la parole à quatre d'entre eux, en précisant bien que ces témoignages, comme les résultats du professeur Zagury, n'avaient aucune valeur scientifique (ces expérimentations ont été menées sur un nombre insuffisant de malades, une quinzaine environ).

Il est faux d'écrire que « de nombreuses personnalités médicales et scientifiques se sont jointes » auprès de la direction de TF1. A moins que le Pr. Lévy soit le seul spécialiste français du sida. Le professeur Lévy, auquel nous avons personnellement adressé une copie de l'émission, en lui proposant de réagir, s'il le souhaitait, après la diffusion de notre reportage. Il s'est contenté d'écrire une lettre à TF1, lettre qui, à sembler-il, longuement inspiré l'article publié par le Monde du

28 septembre. Il est également inexact d'écrire que l'enquête du ministre de la santé « s'inspirait de la présentation faite de l'interview » de Bruno Durieux.

Notre chef d'enquête Bernard Nicolas a présenté aux collaborateurs du ministre de la santé, en particulier au docteur Thierry Saigo (conseiller technique de M. Durieux), une cassette du reportage, le 6 septembre 1991, soit une semaine avant l'émission. Le ministre de la santé n'a pas jugé bon de faire le moindre commentaire avant la diffusion de ce document.

L'interview de M. Bruno Durieux a été diffusée dans son intégralité, et c'est le ministre lui-même qui a précisé que, dans un cadre scientifique et éthique très strict, le professeur Zagury poursuivait ses expérimentations sur l'immunothérapie. Expérimentations dont rien ne prouve aujourd'hui qu'elles nuisent à la recherche sur le sida.

« Manipulation », « désinformation caractérisée », « déclarations tronquées et trompeuses », ces jugements sur l'émission « Le droit de savoir » sont ceux du Conseil national du sida, une institution présidée par M. François Héritier-Angé, professeur au Collège de France, et dont fait partie le professeur Luc Montagnier, M. Daniel Hébert (président de l'Association AIDS), le sénateur Claude Huriet, M. Nicole Quéval, le Père Olivier de Dianella, etc. En revanche, le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, ne fait pas partie du Conseil national du sida. Le conseil a tenu à préciser que « l'utilisation de déclarations de patients pour valider une expertise thérapeutique relève de la manipulation et d'une démarche habituellement utilisée par les quacks ». La qualité d'une expertise thérapeutique dépend de la méthodologie, de la transparence du respect de l'éthique et de la publication sous forme d'articles dans une revue scientifique à comité de lecture. Le conseil national rappelle encore une fois que, dans le cas du sida, la responsabilité de la prévention — qui repose sur la confiance, la solidarité — est une information permanente, vérifiable, accessible, évaluable sans cesse et évolutive — c'est-à-dire que l'ensemble des citoyens, y compris les journalistes, »

Pour notre part, nous maintenons que le professeur Lévy n'a pas été le seul scientifique de grand renom à s'exprimer auprès de TF1 du contenu de cette émission. Enfin, le cabinet du ministre de la santé tient à préciser que « ce n'est pas le contenu de l'interview de Bruno Durieux qu'il a analysé pour émettre son avis sur la présentation qui en a été faite, et notamment par l'expression employée : « feu vert donné au professeur Zagury », qui ne correspond ni au fond de l'interview, ni au langage ni à la réalité des faits ».

— F. N.

REPÈRES

RELIGIONS

La succession du patriarche de Constantinople

Dimétrios Ier, patriarche oecuménique de Constantinople, primat d'honneur de l'Eglise orthodoxe, décédé le 3 octobre (le Monde du 4 octobre), a été inhumé, mardi 8, au monastère de Balik, près d'Istanbul. Le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis — premier chef de gouvernement grec à se rendre en Turquie depuis trente ans, — a assisté à la cérémonie, ainsi que les sept patriarches (sauf celui de Jérusalem) et archevêques responsables des quatorze Eglises autocephales orthodoxes, dont Alexie II, patriarche de l'Eglise russe, avec laquelle Dimétrios était en conflit.

Le Vatican avait représenté par le cardinal Cassidy, président du conseil de l'unité des chrétiens, et l'Eglise anglicane par l'archevêque de Cantorbéry, Mgr George Carey. Le saint synode de Constantinople devait se réunir au lendemain des obsèques. Selon une règle qui remonte au quatorzième siècle, une liste des évêques éligibles devra

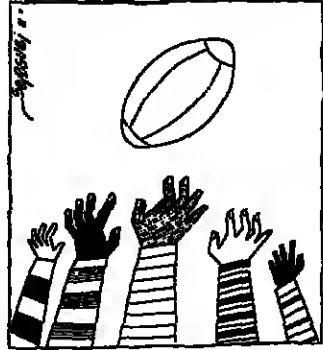
être remise aux autorités d'Istanbul. Mgr Vartholomée, évêque de Vadkoy, actuel président du saint synode, fait figure de favori.

Le pape entérine la scission dans l'ordre des carmes

Jean-Paul II a approuvé, mardi 8 octobre, deux règles distinctes pour l'ordre des carmes et les carmes déchaussés, mettant fin ainsi à un conflit qui opposait les moniales des 800 convents « progressistes » à celles des 92 monastères réclamaient la fidélité la plus rigoureuse à l'esprit de leur fondatrice, Thérèse d'Avila. Le conflit portait sur l'introduction de la télévision pour des programmes strictement religieux, le nombre de grilles pour la clôture, les conditions d'élection de la supérieure du couvent, l'autorisation de sortie pour des courses. Les carmes traditionnelles n'acceptaient pas qu'une novice puisse être admise trois mois à l'essai, et soumettaient directement au Saint-Siège, à travers les évêques locaux, sans passer par la supérieure de la branche masculine, considérée comme trop « progressiste ».

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale



L'équipe de France de rugby a largement dominé celle des îles Fidji (33-9), mardi 8 octobre, à Grenoble. Déjà victorieux des Roumains (30-3) cinq jours plus tôt à Béziers, les Français occupent la tête de la poule 4. Avant leur dernier match contre le Canada, dimanche à Agen, ils sont pratiquement assurés de retrouver l'Angleterre en quart de finale à Paris le 19 octobre. A Grenoble, ils ont offert un spectacle de grande qualité et inévitables axés face à des adversaires méconnaissables par rapport au match de quart de finale contre la France en 1987.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Du temps où le rugby n'était pas encore dit son nom et s'apparentait plutôt à un jeu de pieds proche du football, au début du XIX^e siècle, l'essentiel était dans le coureur-chef. Trois fois l'un, les élèves de l'école de Rugby, ville du centre de l'Angleterre, se répartissaient en deux équipes. L'une était composée des gamins les plus âgés qui portaient des casquettes, les caps. L'autre semblait les plus jeunes, coiffés de

Résultats

Poule 1
Nouvelle-Zélande b. Etats-Unis 46-6
Angleterre b. Italie 36-6
Classement : 1. Nouvelle-Zélande, 6 pts ; 2. Angleterre et Italie, 4 pts ; 4. Etats-Unis, 2 pts.

Poule 4
France b. Fidji 33-9
Classement : 1. France, 6 pts ; 2. Canada, 3 pts ; 3. Fidji, 2 pts ; 4. Roumanie, 1 pt.

ÉCHECS

La Coupe du monde

Ivanchouk rejoint Karpov

Éliminé à la surprise générale et à la sienne, en particulier, par Yussoufov en quart de finale du tournoi des candidats au championnat du monde d'échecs, Ivanchouk, nommé comme successeur de Kasparov, deuxième joueur mondial avec 2 735 points ELO devant Karpov, 2 730, a tenu à remettre « la pendule » à l'heure. A trois rondes de la fin du premier tournoi de la Coupe du monde d'échecs à Reykjavik, il est co-leader, avec Karpov, il est aussi le seul des seize grands maîtres à ne pas avoir subi une défaite.

Dans la onzième ronde, il a battu Gouko (et non pas fait nulle, comme annoncé par erreur dans le *Monde* du 8 octobre) ; dans la douzième, il a annulé devant Ljubojevic, tout comme Karpov face à Nikolic. Seirawan, lui, a été stoppé par Khalifman.

Classement, après dnuze rondes : 1. Karpov et Ivanchouk, 8,5 ; 3. Seirawan, 7 ; 4. Ljubojevic, 6,5 ; une ajournée ; 5. Nikolic, Khalifman et Elvest, 6,5 ; 8. Speelman, 6, etc.

SCIENCES HORS SERIE

LES NOUVEAUTÉS DE LA DÉCENNIE

Micro-ordinateur, carte à puce, télécopieur, four à micro-ondes, compact-disc, caméscope, ... : ce sont les stars de la décennie. Elles ont transformé la vie quotidienne de dizaines de millions de personnes dans le monde. Comment sont-elles nées ? En quoi ont-elles, et vont-elles encore changer notre façon de voyager, de communiquer, de nous nourrir, d'écouter de la musique ou de regarder des programmes télévisés ? A travers ces 15 "success-stories", nous vous invitons à partir à la découverte... de ces innovations qui signent une époque : la nôtre !

EN VENTE 27F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

POULE 4 : France bat îles Fidji 33-9

Les héritiers de William le tricheur

vieux joueurs. Les Français, au contraire, ont atteint leur objectif.

Lafond le « jobard »

Un joueur plus que tous les autres portait volontiers la cap d'antan lors des prochains matches, contre le Canada à Agen (13 octobre) et l'Angleterre à Paris (19 octobre) : le Racingman Jean-Baptiste Lafond. A l'occasion de matches de championnat disputés avec le club parisien, ne l'a-t-on pas déjà vu, avec ses compères, entrer sur le terrain de Bayonne coiffé d'un béret en hommage aux grands attaquants basques de jadis ?

Lafond est de ces champions dont on dit dans les vestiaires qu'ils sont « jobards », autrement dit capables de bêtises mémorables et d'exploits de légende. Mardi, il était dans l'un de ces jours d'insolence où les ballons qui lui parvenaient se transformaient en autant d'essais. A lui seul, il en a inscrit trois, les autres étant l'œuvre de Philippe Sella (deux fois : 12^e et 71^e minutes), dont c'était le retour après une absence pour blessure, et de Didier Camberabero (59^e).

Les essais de Lafond resteront les plus significatifs de ce match, car tous ont été obtenus au terme de superbes actions collectives. Le premier est venu sur une dernière passe de Serge Blanco, à la trente-deuxième minute de jeu, à l'issue d'une percée de Franck Mesnel, d'une envolée de Sella et d'un

regroupement orchestré par le pack. Alors, le Parisien, placé en embuscade, a marqué en coin, sur l'aile gauche. Le second lui a été offert par Sella au terme d'un nouveau mouvement collectif de l'ensemble des trois-quarts. Cette fois, toujours à l'affût, il a marqué sur l'aile droite (40^e). Le troisième essai est arrivé en provenance de Mesnel, Sella et de quelques autres. Et Lafond l'a marqué une nouvelle fois dans le coin gauche, en bout de course (68^e).

Mesnel, Lafond, Sella mais aussi le robuste Montfermeilais Philippe Saint-André ont donc été de toutes les escarmouches, de la moindre tentative d'attaque. Parfois, ils se sont même un peu trop abandonnés à l'ivresse et au désordre du jeu, commettant ainsi les quelques fautes d'inattention (trois essais leur ont été refusés au cours du match) qui autorisent Jean Trillo (entraîneur des arrières) et Daniel Dubroca (entraîneur des avants) à conclure que « tout n'a pas été parfait » et que cette équipe dispose d'une « marge de progression » avant son match contre l'Angleterre en quart de finale.

Naïf et limité

Tout autant que le numéro de haute volée de lignes arrières, les joueurs de telles chevilles, c'est bien l'extrême prestation du pack qui a dérangé les Fidjiens. Ces hommes du Pacifique sud, qui n'ont pas été initiés au rugby avec

des vestes de porc mais avec des noix de coco, n'ont pas l'habitude d'être ainsi chahutés par des colosses basques (les piliers Grégoire Lascube et Pascal Ondarts) et auvergnats (le talonneur Philippe Marocco).

Or, les trois gais, tout comme leurs cinq compères des deuxième et troisième lignes, ont magnifiquement couru pour la communauté. Qu'à cela change, eux aussi, par excès d'enthousiasme, à se laisser enivrer par une sorte d'euphorie du muscle triomphant, très vite sanctionnée par un arbitre gallois intransigent. Car il fallait les voir, ces avants français, enchaîner les maux et les mêlées, préparer des ballons pour le demi de mêlée Fabien Galthié, excellent organisateur du jeu à Grenoble. Ils en sont sortis tuméfiés, bleus, écorchés. Mais heureux !

An total, ce match, contre un adversaire naïf et limité physiquement, n'est pas de ceux dont les techniciens tirent des enseignements définitifs, si ce n'est un optimisme prudent. Daniel Dubroca et Jean Trillo, très modérés dans leurs louanges, s'en sont d'ailleurs bien gardés. Cette soirée restera malgré tout un modèle de jeu de mains. Les joueurs en ont sans doute savouré chaque instant. Car si, comme l'assure Trillo, « la passe est un acte d'amour qui exige une dévotion totale », ils se sont à coup sûr follement aimés sur la pelouse de Grenoble.

PHILIPPE BROUSSARO

POULE 1 : Nouvelle-Zélande bat Etats-Unis 46 à 6

Les Aigles américains englués par la marée noire

L'équipe de Nouvelle-Zélande a battu nettement celle des Etats-Unis 46 à 6, mardi 8 octobre à Gloucester (Angleterre), dans la poule 1 de la Coupe du monde de rugby. Les All Blacks, décevante, ont marqué huit essais à des Aigles américains trop limités tactiquement. Ils restent en tête de la poule, alors que dans l'autre match, à Twickenham, les Anglais ont battu les Italiens 36 à 6, les rejoignant ainsi à la seconde place.

GLOUCESTER

de notre envoyé spécial

Les championnes olympiques en titre n'ont pas fait le poids face aux champions du monde. Mais pourquoi ? En fait, tout est dans les All Blacks viennent d'un pays isolé, où ils sont la seule vraie richesse nationale. Les Américains, dans leur immense majorité, hurleraient de rire si on leur apprenait qu'ils font partie du tiers-monde du rugby, s'ils découvraient que, quel que soit en Angleterre, quinze des leurs prennent des « roustes » en courant derrière un ballon nval. Les Néo-Zélandais ont conquis leur titre en 1987 : ils ont la fierté de tout un peuple. Les médailles d'or des Américains ont été remises au grenier depuis longtemps. Elles datent du 18 mai 1924.

Ce jour-là, un groupe de jeunes

Californiens créait une énorme surprise en battant l'équipe de France 17 à 3 dans un stade de Colombes plein à craquer et fou de rage. Ils conservaient ainsi un titre acquis quatre ans plus tôt à Anvers. Les Aigles, et je cherchais un sport de remplacement qui privilégie le contact. Ce sont des amis qui m'ont fait découvrir le jeu.

A Gloucester, dans le noble stade centenaire de Kingsholm, ce manque de culture rugbyistique était évident. Les arrières ont certes joué comme s'ils avaient été entraînés pour un match de football américain. Le grand deuxième ligne Kevin Swales, de loin le meilleur des Aigles, s'est comporté en vrai rapace des touches, volant hâlon sur ballon aux Blacks. Mais leurs efforts ont été annulés par une tactique aberrante.

Age tardif

Les rares fois où la balle est arrivée dans les mains des trois-quarts, ils se sont englués dans une marée noire pourtant bien stagnante. Le reste du temps, l'ouvreur O'Brien s'est entêté à taper des chandelles aussi inefficaces qu'imprécises. Comme s'il avait voulu écrire une pâle copie du jeu néo-zélandais.

Le paradoxe de cette partie monnaie, c'est que les médias et les sponsors américains ont eu tort de ne pas s'y intéresser. Car entre les erreurs des All Blacks, les fautes des Aigles et les coups de sifflet permanents de l'arbitre, il y avait largement la place pour de belles pauses publicitaires.

JÉRÔME FÉNOGLIO

CADRAGE

Plaquage c'est jouer

Les Samoa qui gagnent à l'Arms Park, renvoyant trois joueurs gallois prématurément aux vestiaires, et c'est un geste du rugby qui est ramené à sa véritable essence : le plaquage. L'honneur, le plaquage. Le geste qui fait l'essence du jeu puisque ce sport est l'un des rares où l'adversaire, au moment même du contact direct entre les adversaires, le « combat ».

Le but du plaquage n'est pas seulement d'arrêter l'adversaire mais, comme en football, en nom l'indique, de la plaquer au sol. L'intérêt est que celui-ci doit alors lâcher la balle, et il ne peut la passer immédiatement, et qu'il est mis hors d'état de nuire pour plusieurs secondes puisqu'il ne peut participer au jeu qu'après s'être remis sur ses pieds. Pour arriver à ses fins, le plaqueur peut attaquer de trois manières différentes. Par derrière, en anticipant l'adversaire - quelle que soit la manière choisie, les bras ne doivent être collés au corps - et en essayant de décoller ses pieds du sol. De face : c'est la plaquage « répulsif », la plus dangereuse, couramment utilisée au jeu à XIII, où l'on voit le plaqué repartir dans la direction d'où il venait. Latéralement, enfin.

Pour le troisième ligne néo-zélandais Michael Jones, redoutable plaqueur élevé à la rude école samoane, c'est cette variante qui permet les plaquages les plus efficaces. « L'essentiel, explique-t-il, est d'arriver le dos courbé en synchronisant sa course avec celle de l'adversaire. Puis de viser entre le haut de sa cuisse et son bassin en le maintenant avec les bras. La tête doit être bien appuyée contre son corps. A la limite, dans un plaquage réussi, on doit se sentir bien installé ».

Plus le plaquage est porté bas, plus il a de chances de réussir en déséquilibrant l'adversaire. Plus il est porté haut et plus il sera raté, jusqu'à ce qu'il provoque une blessure ou un grand sentiment de honte chez celui qui la subit. Et qui peut à l'occasion se transformer en une dangereuse « cravate », portée au cou de l'adversaire.

Pour protéger les joueurs, les arbitres veillent particulièrement à sanctionner les plaquages par anticipation et à retardement. Ils peuvent aussi décaler une brutalité volontaire dans l'action du défenseur, et siffler alors une pénalité pour « plaquage appuyé ». Mais personne ne pourra jamais empêcher un joueur de vouloir en détruire un autre en le plaquant, dit Daniel Harran, l'ancien entraîneur du RC Toulon. Après tout, le principe du jeu est aussi d'attirer les capacités physiques de l'adversaire.

J. Fé.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-0377
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-23-33
Imprimerie de « Le Monde » 12, rue de la République 94452 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-23-25
Télécopieur : (1) 40-85-23-99
Téléc : 206.906 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues-Devalle, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-72-72
Téléc : MURDUPUS 04 128 F
Téléc : 44-62-96-75 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapes LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-23-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	700 F
6 mois	800 F	1 122 F	1 300 F
1 an	1 600 F	2 000 F	2 300 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros parvenus en capital et d'insérer.

111 MON 03 PP-Paris 19P

EDUCATION • CAMPUS

Le lycée surmonte les handicaps

L'expérience des Bourdonnières, à Nantes, est exemplaire. Ni cancrs ni chouchous, les jeunes infirmes sont d'abord des élèves exigeants

AVEC ses bâtiments style Pailleron, ses galeries à l'équerre et son parking à mobylettes, le lycée des Bourdonnières, dans la banlieue sud de Nantes (1), ressemble à bien d'autres. Un détail pourtant : des garçons et des filles en fauteuil roulant dévalent sans crier gare les rampes qui relient les cours. Personne ne semble plus y prêter attention. C'est la septième année que lors de la rentrée, les 1600 élèves comptent dans leurs rangs quelques handicapés. Comme ils sont désormais près d'une trentaine, le recteur est venu lui-même donner le départ de l'année scolaire, mais pour l'établissement la présence de jeunes « pes comme les autres » fait presque partie de la routine.

L'aventure a commencé en 1984 sur une initiative de la section locale de l'Association pour les adultes et jeunes handicapés (AAJH), qui militait sans tapage pour l'intégration de ses protégés dans le système scolaire (2). Cette année-là, le responsable nantais demanda au proviseur des Bourdonnières s'il accepterait de recevoir à la rentrée suivante de jeunes handicapés ayant jusqu'à suivi un cursus scolaire dans des écoles élémentaires puis des collèges et souhaitant poursuivre leur scolarité au lycée. Pari tenu. On fit construire des ascenseurs, agrandir quelques toilettes et maçonner des plans inclinés.

En 1985, les premiers élèves en fauteuils roulants débarquaient aux Bourdonnières. On s'aperçut très vite que si on voulait les garder et en admettre d'autres, il fallait équiper une partie du rez-de-chaussée de l'annexe en centre de soins spécialisés avec salle de kinésithérapie, cabinet d'orthophonie et même consultation d'orthoptiste pour les malvoyants. Le syndicat intercommunal de l'agglomération nantaise accepte de financer ces aménagements en versant un prix de journée pour chaque élève handicapé (actuellement 160 francs), la direction des affaires sanitaires et sociales (DASS) prit en charge le personnel nécessaire (une vingtaine de spécialistes et d'auxiliaires de vie) et l'éducation nationale accorda une quarantaine d'heures supplémentaires pour assurer le soutien scolaire.

Ces conditions étant réunies, les Bourdonnières purent présenter aujourd'hui un bilan particulièrement brillant : sur quarante élèves infirmes admis depuis sept ans, on n'a enregistré à ce jour que quatre échecs. L'an dernier, sur dix candidats à divers examens, huit ont été reçus dont cinq au bac. Il est vrai que, avec 78 % de réussite à cette dernière épreuve, le lycée a la réputation d'une bonne maison. Ces résultats et l'expérience accumulée encourageant le proviseur actuel,

M. Yves Bernardreau, à accepter des adolescents lourdement handicapés. Et leurs progrès étonnent à peine. Joëlle, par exemple, privée de l'usage de ses quatre membres par une anomalie de naissance, écrit sur un clavier électronique, avec une réglette qu'elle tient dans la bouche. Elle est, parmi les handicapés moteurs, un cas extrême.

Cette année, le lycée a relevé un véritable défi en recevant seconde, trois jeunes filles pratiquement sourdes qui ne peuvent suivre les cours qu'en déchiffrant les mouvements de lèvres de leurs professeurs. « Cette fois, confesse le proviseur, j'ai dit aux parents que je ne prenais aucun engagement de résultats. Mais on a vu ici de tels miracles que j'ai accepté de tenter l'expérience ». Trois cas de figure, les malvoyants ont aussi leur place au lycée de Nantes, même ceux qui ne peuvent lire et écrire qu'en braille. L'établissement a passé un accord avec un institut spécialisé qui, en quarante-huit heures, traduit en clair les devoirs des élèves et leurs copies de bac.

L'intégration des handicapés est progressive. En seconde, deux classes dont les professeurs sont volontaires et dont les effectifs sont réduits à vingt-cinq élèves leur sont réservées. En première ou en terminale, ils sont ventilés en fonction de leurs options dans des classes ordinaires. Si bien qu'au total quatre-vingt-six professeurs sur les cent quarante que compte le lycée ont dans leur classe un ou plusieurs infirmes.

Défi pédagogique et solidarité

Ceux-ci sont moins dispersés et laissés à eux-mêmes qu'il n'y paraît. En réalité, ils ont leur QG au centre de soins. Ceux d'entre eux qui sont internes y ont chambre et salle de loisirs avec télévision et magnétophone. Tous y viennent à un moment ou à un autre pour des séances de kinésithérapie, des exercices de lecture labiale ou des examens oculaires. C'est là que des auxiliaires de vie tiennent permanence pour aller dans l'établissement aider tel ou tel à se déplacer ou même prendre un cours.

Jeunes infirmes et blouses blanches forment comme une famille chaleureuse dans l'anonymat du grand lycée. Le centre, qui joue le rôle de refuge, de home et de club, attire d'ailleurs les copains des handicapés qui trouvent l'endroit « vraiment sympa ». C'est là encore que, en juin, les bacheliers pas comme les autres subissent leur épreuve avec le matériel nécessaire. Mais ensuite leur copie anonyme va grossir les listes remises aux correcteurs. « Il n'y a aucun passe-droit, ni aux examens ni durant l'année sco-



laire, souligne l'encadrement du lycée. Les autres élèves ne le supportent pas. Les handicapés ne sont ni des cancrs ni des chouchous, mais des élèves un peu plus exigeants que les autres. La réussite de leur intégration passe par là.

Bien entendu leur présence entraîne pour le corps enseignant des adaptations pédagogiques. Pas question de faire « monter » au tableau un myopathe dans son fauteuil, de faire exécuter par un malvoyant des travaux pratiques délicats, de faire son cours en tournant le dos à un malentendant, ne serait-ce qu'un seul instant. « Rien ne va plus de soi », remarque M^{me} Françoise Frack, professeur de sciences naturelles. Il faut parler en écrivant au tableau, prendre davantage de temps, dire dans l'ordre, chercher de nouvelles techniques. Les garçons et les filles en difficulté constituent un stimulant pédagogique.

C'est autant ce défi pédagogique que le sentiment de solidarité envers les malchanceux qui ont poussé initialement la plupart des professeurs à se porter volontaires pour accueillir les handicapés. Bien peu le regrettent. « Ils ont une telle vitalité, une volonté de réussir si forte, qu'ils m'ont enrichi et qu'ils sont parfois le moteur de la classe », dit M^{me} Josette Tessier, enseignante de lettres. Et de citer l'exemple de Nicolas, aveugle complexe, qui stupéfiait ses copains et ses maîtres par son intuition, sa mémoire d'éléphant, son entraînement, son humour. Quand il lui arrivait d'avoir quelques minutes de retard, la classe entière l'attendait. Grâce à ses capacités, à l'entraide collective, grâce aussi au Lagarde et Michard en

braille qu'il possédait, Nicolas a eu le bac B puis est revenu l'année suivante pour passer le bac A3. Il a d'autres ambitions que le métier de kinésithérapeute auquel son infirmité le destinait.

La volonté d'accéder à une situation réputée difficile est partagée par nombre des handicapés des Bourdonnières. « Je voudrais devenir notaire », dit Fabienne, élève de terminale, qui depuis son enfance souffre de troubles de l'équilibre et de convulsions. « Moi, je serai expert-comptable », affirme Cyril actuellement en première et privé de l'usage de ses jambes dès sa naissance. Plusieurs anciens du lycée sont en fac et l'un des plus brillants d'entre eux, David, qui a laissé le souvenir d'un élève exceptionnel, a fondé à Nantes une association demandant à cor et à cri l'adaptation de locaux universitaires aux besoins des handicapés.

Les limites du possible

Même lorsqu'ils constituent un exemple pour leurs camarades valides, les jeunes infirmes posent toujours problème. Aussi proposent-ils aux enseignants qui vont les recevoir un stage de formation de quatre jours pour les préparer à ce qui les attend. Ensuite, ils disposent collectivement d'un capital de quarante heures supplémentaires pour prendre leurs élèves en difficulté en cours particuliers. « Il faut veiller à ce que les malvoyants et les malentendants ne perdent jamais pied », explique M. Yves Bernardreau, le proviseur, car forcément ils sont plus lents que les autres.

Le rythme que leur présence

impose à la classe est une source d'inquiétude à la fois chez leurs camarades et les parents de ceux-ci, particulièrement en première et en terminale. « Arriveront-ils à voir tout le programme? », demandent les premiers. « Les résultats au bac ne vont-ils pas souffrir de cette expérience? », interrogent les seconds. Fort des réussites passées, le corps professoral rassure les uns et les autres. Mais il voit bien les limites de l'expérience. Quand les handicapés sont trop nombreux dans une classe, ils ont tendance à faire bloc, à occuper les premiers rangs. La bonne volonté des valides peut se muer alors en jalousie et même en sourde hostilité. L'ambiance de la classe est cassée et la volonté d'intégration conduit au rejet.

En tout cas le proviseur des Bourdonnières avoue qu'il atteint les limites du possible. Les parents accourent à présent de fort loin (de Bordeaux comme de la région parisienne) et avec des adolescents aux handicaps de plus en plus lourds. S'il n'est pas unique en son genre (348 lycées publics sur 1 234 accueillent des handicapés) ses effectifs dépassent de cinq fois la moyenne. La présence de vingt-neuf élèves hors du commun coûte à l'éducation nationale et au département environ un million de francs par an.

Une circulaire de septembre 1991, signée par MM. Lionel Jospin et Michel Gillibert, vient de renforcer les textes qui depuis la loi de 1975 instituent l'obligation d'enseignement pour tous les enfants handicapés (3). Tout établissement doit désormais se mettre en état de les recevoir. C'est aussi ce que, fiers de leur position d'avant-garde, les représentants des Bourdonnières lors du mouvement lycéen de l'automne 1990 avaient fait inscrire dans les revendications présentées à M. Jospin.

Cependant leur expérience même montre que, pour réussir, une politique d'intégration réaliste devra naviguer entre deux écueils : le sous-pourcentage des élèves en difficulté dans les 7 580 établissements du secondaire dont la plupart ne seraient pas vraiment préparés à les accueillir ; la concentration des cas les plus difficiles dans quelques lycées performants qui cesseraient rapidement de le rester.

MARC AMBROISE-RENDU

- (1) Les Bourdonnières, rue de la Penière 44062 Nantes cedex.
- (2) L'AAJH (26, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris) compte 25 000 adhérents répartis en 87 comités départementaux qui gèrent 370 établissements accueillant environ 18 000 handicapés.
- (3) En 1989-1990 sur les 12 150 000 élèves de l'enseignement public, on comptait 27 500 handicapés (0,2 %) dont 19 200 dans le primaire et 8 300 dans le secondaire.

Alarme à la Cité

A maison du Portugal, à la Cité internationale universitaire de Paris, c'est transformée depuis deux semaines en un véritable quartier général. Une bonne partie de ses résidents multiplient réunions, discussions et plans de campagne. Au centre de cette agitation : le problème de la sécurité sur les 40 hectares du parc de la Cité.

Prolongement du parc Montsouris pour les promeneurs du dimanche, sa vaste domaine est beaucoup moins idyllique pour les résidents, une fois la nuit tombée. C'est ainsi que M. Filippa Rio, accrédité général de la maison du Portugal, a été agressé, dans la soirée du 10 septembre, blessé à coups de couteaux par deux individus et hospitalisé. Pour la victime, comme pour ses camarades, « cette attaque prouve que les conditions de sécurité sont insuffisantes ». D'autant qu'un élève fait signer une pétition dans les résidences voisines, « nous avons recensé cinq autres agressions survenues l'an dernier, dont un viol », précisent-ils.

Pour les pétitionnaires, qui ont déjà recueilli 600 signatures, les causes de l'insécurité sont simples. La vaste parcelle de la Cité n'est vaguement éclairée, le nuit, que par de maigres lampadaires, laissant entre les trente-sept résidences des poches d'ombre bien connues de tous et que chacun évite comme la peste. En outre, la maison est ouverte à tous les vents avec ses dix-sept entrées libres. La poste de gardiens du boulevard Jourdan, à la porte principale, est plus qu'une symbolique.

Maie, même si elle accueille durant l'année universitaire plus de 5 000 personnes de cent nationalités différentes, la Cité internationale est un aspect privé. Un sécurité y relève de la fondation nationale responsable de sa gestion. Or son délégué général, M. Etienne Dalmasso, ne souhaite manifestement pas verser d'un extrême dans l'autre. S'il envisage prochainement d'améliorer l'éclairage, de mieux informer les résidents, de fermer la nuit près de la moitié des entrées et de recourir aux services de trois équipes militaires-chiens, il souligne toutefois que « la Cité ne saurait être transformée en bunker ». Quand on a accueilli des anciens comme Sarra ou Senghor, Breton ou Bourguiba, c'est bien le moins.

M. A.

Un entretien avec le ministre de l'enseignement supérieur de Saxe

Confrontées à la réunification, les universités de l'ex-Allemagne de l'Est vivent une période très difficile. La moitié de leurs enseignants risquent de perdre leur emploi

Le 9 octobre 1989, la première grande manifestation d'opposition au régime communiste se déroula à Leipzig, en Saxe. Quelques semaines plus tard, le mouvement entraîna la chute du mur de Berlin. Le 3 octobre 1990, l'Allemagne célébra sa réunification. Elle fête aujourd'hui ce premier anniversaire dans le morosité, et les milieux universitaires de l'ancienne Allemagne de l'Est ne sont pas les derniers à avoir été déstabilisés par cette formidable accélération de l'histoire. C'est le constat que dresse, notamment, M. Hans Joachim Meyer, professeur de linguistique appliquée, ministre de l'éducation et de la recherche du dernier gouvernement de la République démocratique allemande, dirigé, d'avril à octobre 1990, par M. Lothar de Meitzner. M. Meyer est ministre, depuis novembre 1990, de l'enseignement supérieur, de la recherche et des arts dans le gouvernement du Land de Saxe, où sont concentrés, à Leipzig, Dresde et Chemnitz notamment, environ la moitié des établissements d'enseignement supérieur de l'ex-RDA. De passage à Paris, à l'initiative du Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, il a bien voulu répondre à nos questions.

« Depuis un an, le paysage universitaire des nouveaux Länder de l'Est a été profondément bouleversé. Quels sont les principaux problèmes soulevés par la réunification dans le domaine de l'enseignement supérieur? »

« En réalité, il faut remonter à l'automne 1989. Dès l'effondrement de l'ancien régime, des groupes d'initiative se sont mis en place pour réclamer la rénovation démocratique de l'Université. Après les élections de mars 1990, les premières mesures ont consisté à supprimer l'enseignement obligatoire du marxisme-léninisme. Les quatre cents universitaires concernés ont été renvoyés. »

« D'autre part, il fallait préparer un nouveau cadre juridique pour l'enseignement supérieur. Mais sans se faire trop d'illusions : la dernière réforme de 1986 avait renforcé le contrôle du Parti communiste sur les universités. Il était donc difficile d'imaginer que la rénovation démocratique puisse se faire de l'intérieur. Enfin il a fallu rapidement inscrire cette réflexion dans le contexte plus large des négociations sur le traité de réunification. Nous avons prévu une période transitoire de trois ans pendant laquelle les nouveaux Länder ont la possibilité d'entreprendre des démarches pour parvenir à la démocratisation. »

« Quelles démarches? Et dans quelles directions? »

« De façon très concrète, il a fallu déterminer quels établissements d'enseignement supérieur chaque Land allait prendre sous sa responsabilité et quels enseignements ou spécialités conserveraient. Cet inventaire a été réalisé avant le 31 décembre 1990. Nous sommes partis du principe qu'il fallait repartir à zéro. D'abord pour reconstruire la plupart des disciplines de sciences sociales, soumise depuis des décennies à un contrôle idéologique. Pour le droit, l'économie, la philosophie, la sociologie, les sciences politiques, le journalisme, l'histoire contemporaine ou les sciences de l'éducation notamment, nous avons constitué des commissions chargées de repenser l'enseignement et associant professeurs, maîtres de conférences et assistants des « anciens » (ex-RFA) et des « nouveaux » (ex-RDA) Länder, ainsi que des étudiants. »

« Pour les autres disciplines, la mise en place des nouvelles équipes de direction, d'enseignement et de recherche devra répondre à deux critères. D'une part, la compétence académique et scientifique, évaluée par des universitaires de l'ensemble de l'Allemagne. D'autre part, l'intégrité personnelle, évaluée par une commission composée d'universitaires et de responsables politiques des nouveaux Lan-

der. On sait très bien que si c'est à la botte de l'ancien régime, qui a travaillé pour la Stasi, qui a porté préjudice aux étudiants pour des motifs politiques. »

Une véritable tragédie

« Cette évaluation personnelle doit être extrêmement délicate... »

« L'ambiance est très difficile. Nous avons beaucoup plus de personnel universitaire que le reste de l'Allemagne. Par exemple, la Saxe compte le même nombre d'universitaires et de personnels administratifs que le Bade-Wurtemberg, alors que ce Land a une population étudiante deux fois plus nombreuse. Il sera donc indispensable de réduire les effectifs. »

« Dans quelle proportion? »

« Je crains qu'une réduction de moitié soit inévitable. Sans oublier les chercheurs dépendant des instituts de l'Académie des sciences. En Saxe, ils étaient 5 500. Nous ne devrions en garder que 2 500. Cette remise à plat de la situation peut constituer une véritable tragédie pour de nombreux universitaires. Nous cherchons des solutions avec les autres Länder. Mais dans bien des cas, je ne vois pas de reconversion possible. Notre objectif est de parvenir à un tableau des effectifs de personnel universitaire qui puisse être équilibré, à long terme, par les Länder et l'Etat fédéral. Cela engage l'avenir. »

« La différence de niveau de vie et de salaire entre anciens et nouveaux Länder provoque-t-elle une fuite des cerveaux vers les universités de l'Ouest? »

« Oui, mais ce n'est pas dramatique. Les traitements de nos universitaires sont inférieurs de 40 % à ceux de nos collègues de l'Ouest. Mais nous espérons avoir rattrapé ce retard d'ici à 1993. En outre nous pouvons faire venir, à leur salaire normal, des universitaires de l'Ouest. Cette année, j'ai ainsi pu nommer une soixantaine de professeurs de très haut niveau. Quant aux étudiants, certains partent dans les Länder de l'Ouest. Mais cela n'empêche pas nos effectifs étudiants d'augmenter. »

« Comment s'effectue ces retours-vailles des deux côtés de l'Elbe? »

« La différence de mentalités est très forte. Cela n'a rien d'étonnant après quarante ans de séparation. Nous aurons besoin de dix ans, voire d'une génération, pour combler ce fossé. »

Propos recueillis par
MICHÈLE AULAGNON
et GÉRARD COURTOIS

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

AFFAIRES GÉNÉRALES. — M^{me} Anne-Marie Leroy a été nommée par le conseil des ministres du 2 octobre directeur des affaires générales, internationales et de la coopération (DAGC) au ministère de l'éducation nationale. Elle remplace M. Charles Vallée, parti diriger les éditions Daloz.

(Née le 1^{er} décembre 1953 à Paris, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (1974) et titulaire d'un diplôme d'études approfondies de sociologie des organisations (1976), M^{me} Anne-Marie Leroy a été inspecteur du travail et de l'emploi des Hauts-de-Seine, ancienne élève de l'École nationale d'administration (1984), elle a été auditeur (1986) puis maître des requêtes (1990) au Conseil d'Etat.)

BAYONNE. — Le premier master européen en technologie de la communication (génie logiciel, systèmes d'information en réseaux, audio-vélographie) sera officiellement lancé, vendredi 11 octobre, à l'Institut universitaire de Bayonne. Ce diplôme à bac +5 a été mis au point par l'UIT de Bayonne et associe plusieurs universités européennes : l'université du Pays basque de San-Sebastien (communauté autonome basque, Espagne), le Brighton Polytechnic et le Conventry Polytechnic en Angleterre, l'université de Salamence en Espagne et l'Institut politécnico da Guarda du Portugal. Au terme de leur scolarité de quatre-vingt-cinq semaines, qui se déroulera dans ces différents établissements, les étudiants recevront un diplôme délivré par tous ces établissements. — (Corresp.)

HISTORIENS EN HERBE. — Les migrations de la population française du dix-huitième siècle aux années 60 : c'est le thème proposé à tous les élèves, du CM1 (cours moyen première année) aux classes terminales, pour le 39^e concours *Terminales de demain*, organisé par la direction des Archives de France du ministère de la culture, le ministère de l'éducation nationale et l'Association des professeurs d'histoire-géographie. Sur ce sujet, les élèves étudieront un exemple

précis, tiré de leur département ou de leur commune. La date limite pour l'envoi des dossiers est fixée au 25 avril 1992. (Renseignements et inscriptions aux Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03 ou aux Archives départementales.)

JAPON. — Le ministère japonais de l'éducation offre vingt bourses d'étude et de recherche à des étudiants français ayant achevé leur deuxième cycle universitaire. Ces bourses de 180 000 yens par mois (de l'ordre de 8 000 francs) sont accordées pour une durée d'études de dix-huit mois (octobre 1992 à mars 1994) dans toutes les disciplines. Date limite de dépôt des dossiers : le 15 octobre. Pour tout renseignement : ministère des affaires étrangères, bureau de la formation des Français à l'étranger, 6, rue de Marignan, 75008 Paris. Tél. : 40-66-63-32.

MATHS. — « Mathématiques sans frontières », les journées nationales organisées par l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP), auront lieu du 18 au 20 octobre à l'École normale supérieure de Lyon. Marquées par la présence de nombreux scientifiques étrangers, elles seront consacrées notamment à la didactique et à l'histoire des mathématiques. (Rens. : 78-56-07-84.)

SESAME. — Six des meilleures écoles de commerce à bac +4 à vocation internationale viennent de se regrouper pour constituer une banque commune d'épreuves de recrutement, baptisée SESAME. Dès la session du printemps 1992, la CESEM de Reims, l'EBP-EMA de Bordeaux, l'EPSCI de Cergy-Pontoise, l'ESCE de Paris, l'ESPME à Lille et Nice, enfin les programmes FISEM de Marseille, proposeront à leurs candidats un écrit commun, chaque école gardant la possibilité de faire varier le nombre ou la coefficient des épreuves et conservant la maîtrise de son oral.

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES
EXAMENS D'UNIVERSITÉ
• DROIT
• SCIENCES ÉCO.
1^{re} et 2^e années
TOUTES ÉPREUVES
Enseignement annuel
de soutien aux universités
cours du soir
SUCCÈS CONFIRMÉS
45 85 59 35 - 42 24 10 72 -
POUR QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

CULTURE TECHNIQUE
Etudiants, professionnels, enseignants, ingénieurs, animateurs intéressés par
L'HISTOIRE, L'ACTUALITÉ ET LA MUSÉOLOGIE DES TECHNIQUES
un cycle de formation (DEA) s'ouvre au CNAM à Paris en novembre 1991
Renseignements au : 49-55-37-40

L'ALBUM 91
Le Monde
PLANTU
est paru
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
L'ÉDUCATION
Octobre 1991
ENQUÊTE
A QUI PROFITE L'ÉCOLE PRIVÉE
Plus d'un élève sur trois a recours à l'enseignement privé pendant sa scolarité. Ce choix est-il efficace ? Et pour qui ?
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'école à l'heure des enfants

Priorité du ministère de la jeunesse, l'amélioration des rythmes de vie de l'enfant bouscule le carcan de la journée scolaire

La journée de huit heures à l'école aurait-elle vécu ? Moins médiatique que l'approbation du calendrier scolaire ou la mise en place de la semaine de quatre jours, l'organisation quotidienne du temps scolaire demeure le cœur dur des réflexions sur les rythmes de vie des enfants. Et en franchissant chaque jour le seuil de leur école aux alentours de 8 h 30, les écoliers de maternelle et de primaire soulignent involontairement le paradoxe du « modèle » français, cumulant tout à la fois les plus longs congés scolaires au monde (deux cents jours) et la plus longue journée de classe (huit heures, y compris l'intercasse du repas).

Médecins et spécialistes de la chronobiologie sont pourtant d'accord depuis longtemps : la journée scolaire n'est pas adaptée aux rythmes biologiques des enfants, avec leurs périodes plus attentives ou plus toniques selon les plages horaires. C'est pourquoi le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports avait lancé en 1985, sous la houlette de MM. Alain Calmat et Jean-Pierre Chevènement, une politique d'aménagement du temps scolaire et mis au point les contrats d'aménagement du temps de l'enfant (CATE) et les contrats ville-enfant (1). Une action en sursaut, qui touche aujourd'hui près de 5 000 communes ayant conclu 3 800 CATE en 1991.

S'inscrivant, depuis 1990, dans l'esprit des projets d'école, les CATE visent donc à organiser la journée en plages de temps alternant des phases d'acquisitions nouvelles, d'apprentissage, et des phases de détente et de repos, plus particulièrement dévolues aux activités sportives, culturelles et d'éveil. Ils sont consacrés à l'initiative d'une école, d'une commune ou d'un groupement de communes, et réunissent dans un même projet enseignants, parents, enfants et associations (sportives ou culturelles), qui sollicitent l'aide financière de Jeunesse et sports.

Offrant en moyenne quatre heures d'activités supplémentaires chaque semaine aux élèves, les CATE développent, par le biais des associations locales et avec le contrôle conjoint de l'éducation nationale et de Jeunesse et sports, des activités traditionnelles — musique, chant, lecture, arts plastiques, natation, gymnastique, — mais aussi des initiatives plus originales comme le bricolage, le jardinage, le secourisme, le modélisme, la géologie,

le cirque, ou encore le yoga, le hockey, la spéléologie, le char à voile, voire la pêche au coup.

Cependant, cet aménagement du temps ne se fait pas sans mal. L'éducation nationale a toujours fait preuve de prudence en la matière. Les enseignants eux-mêmes sont réservés sur le partage de responsabilité avec des animateurs extrascolaires peu formés pédagogiquement pour intervenir à l'école. « Ce sont deux mondes qui se rencontrent, avoue un inspecteur d'académie, il n'y a pas le même langage. Certains sont fonctionnaires, d'autres pas... » En 1986, la mésestimation est d'ailleurs telle que les contrats d'aménagement du temps scolaire sont transformés en simples subventions d'activités extrascolaires (contrats bleus).

Rétablis dans leur version originale en 1988, les contrats d'aménagement du temps de l'enfant restent souvent, cependant, assez éloignés de leur but

initial. Simples prétextes à subventions, ils laissent de facto trop souvent la chronobiologie au placard des belles théories inappliquées. Au mieux, les activités sportives et culturelles sont-elles disséminées dans le temps scolaire. Au pis, elles demeurent hors de l'école.

Un effort pour les ZEP

Certaines communes, notamment Paris, persistent ainsi à développer, via des subventions Jeunesse et sports, des activités extrascolaires, au mépris du principe même d'aménagement du temps scolaire. En 1991, en France, seuls 14 % des CATE débouchaient sur un véritable changement d'horaire en fin de journée.

Une première évaluation menée en 1989 par l'éducation nationale a contribué à renforcer la prudence vis-à-vis de ces « vitrines » des rythmes

scolaires et a relativisé les effets d'un aménagement du temps ainsi pratiqué sur les acquis des élèves. L'étude n'en a pas moins relevé que les jeunes enseignants, tout en restant très attachés à la spécificité du rôle de l'instituteur, n'en sont pas moins favorables à la notion de partenariat et souhaitent que les inspecteurs de l'éducation nationale n'hésitent pas à participer à de telles opérations.

Fort de sa récente autonomie, le ministère de la jeunesse et des sports a décidé d'accentuer en 1992 son effort sur les contrats de temps de l'enfant. D'une part en simplifiant les procédures d'accréditation et de déblocage de crédits. D'autre part en portant à 235 millions de francs les sommes affectées à l'amélioration des rythmes de vie, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1991.

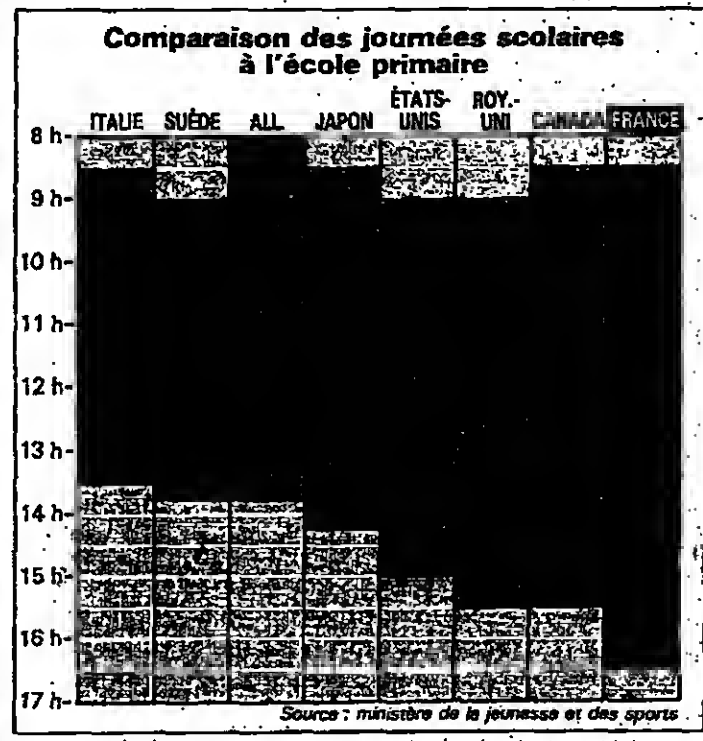
700 000 enfants supplémentaires devraient ainsi être concernés l'an prochain, essentiellement en zones d'éducation prioritaire (ZEP). Fin 1992, un élève de maternelle ou de primaire sur trois devrait donc théoriquement voir son ou ses emplois du temps modifiés, tout au moins sur le papier.

S'appuyant sur un décret d'août 1991 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires, les ministères de la culture, de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports ont réaffirmé le 20 septembre dernier dans une circulaire commune que « l'école n'est pas le seul lieu d'acquisition des savoirs, savoir-faire et savoir-être » et que « les activités dans le temps scolaire et extrascolaire [...] visent donc à enrichir l'ensemble des enseignements obligatoires, à les diversifier, sans s'y substituer ».

Voulez-vous un réel engagement ? Parlant des enfants, le chronopsychologue explique volontiers que l'organisation n'est pas en mesure d'entreprendre « n'importe quoi, n'importe quand ». L'éducation nationale, déjà bousculée par la mise en place des cycles dans le primaire, semble obéir aux mêmes règles d'assimilation.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Le contrat ville-enfant est en fait un label que délivre Jeunesse et sports à une commune ayant signé un CATE, mais qui souhaite élargir son action au faveur de l'amélioration des rythmes et du cadre de vie des enfants. Ce label peut déclencher l'octroi de crédits spécifiques, notamment auprès des directions régionales de la culture, du Fonds d'action sociale, etc.



L'enseignement américain décolle mal

Deux rapports démontrent les limites de l'effort de rénovation entrepris depuis quelques années

WASHINGTON

correspondance

DES progrès ont été accomplis mais les objectifs de rénovation de l'enseignement sont encore lointains : telles sont les principales conclusions de deux rapports officiels qui viennent d'être publiés aux Etats-Unis.

Selon le ministère de l'éducation, entre 1980 et 1990, les jeunes Américains ont amélioré leurs performances dans les domaines de la lecture, de la

mathématiques, des sciences et des mathématiques. Ainsi, le déclin enregistré dans les années 1970 paraît enrayé. Mais M. Alexander, ministre de l'éducation, note que les élèves d'aujourd'hui se situent simplement « au niveau où se trouvaient leurs parents il y a vingt ans ». Etant donné les changements intervenus dans la technologie et dans l'économie, le ministre estime que ce niveau n'est pas suffisant pour satisfaire aux besoins de cette année 1990. « L'écart est grand, et même choquant », a-t-il dit.

Cette appréciation négative est confirmée par le rapport publié par le National Education Goal Panel, une association qui regroupe des gouverneurs d'Etat et des membres de l'administration et du Congrès. Cet organisme, créé il y a deux ans, avait pour mission de fixer les objectifs de l'an 2000 et de suivre les progrès accomplis. « Il nous faut admettre, a dit le gouverneur Campbell (Caroline du Sud), président de cette commission, que nos étudiants ne sont pas au niveau international ».

En fait, les buts définis il y a deux ans sont également atteints. En particulier, l'objectif ambitieux d'assurer aux jeunes Américains « la première place dans le monde » pour les mathématiques et les sciences s'est vu à l'an 2000 est jugé hors de portée. A peine un élève du secondaire sur cinq est au niveau requis, estime le rapport. Un autre objectif concernait les jeunes adultes (de 21 à 25 ans). Or un grand nombre d'entre eux restent incapables d'assimiler les conclusions d'un article de journal trop long ou même de remplir le bon de commande d'un catalogue ou d'établir l'état de leur compte bancaire.

Il est vrai que, faute d'une évaluation précise à l'échelle nationale, la commission s'avère qu'elle peut difficilement tirer des conclusions définitives. En effet, la réforme nationale de l'éducation proposée par le président Bush en avril dernier (le *Monde* date 21-22 avril), prévoyant justement des « tests de performances » nationaux, n'a pas encore été adoptée par le Congrès. La commission arrive cependant à la conclusion décourageante que de nom-

breux enfants, issus des milieux défavorisés, arrivent à l'école sans savoir lire. Le débat sur le financement d'un programme d'aide préscolaire va en être stimulé, même s'il s'agit là d'un sujet de controverse entre l'administration Bush, qui table sur l'aide du secteur privé, et les démocrates, attachés au principe du financement fédéral.

Ces rapports ne sont quand même pas entièrement négatifs. Ainsi, d'ici à

HENRI PIERRE

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescar, gérant
Bruno Freppart, directeur de la publication
Jacques Guille, directeur de la gestion
Maurice Lumbert, secrétaire général
Rédaction en chef :
Jean-Marie Colombini
Robert Solé, rédacteur en chef adjoint
Thomas Fervet, directeur des relations internationales
Daniel Vermet, directeur des relations internationales
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Lurieu (1992-1998)
André Fontaine (1998-1999)
Rédaction et siège social :
15, rue Falguière
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : 40-85-25-39
ADMINISTRATION :
1, place Hubert-Beuve-Méry
92083 VANVY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

Le Monde
EDITIONS
LE DROIT
Guide des formations supérieures à débouchés professionnels
Collection « Vos Etudes »
dirigée par Frédéric Gaussen
• Une description des métiers du droit.
• Les formations proposées en France et à l'étranger.
• L'économie du secteur, le marché de l'emploi, les salaires, l'avis des recruteurs.
Dans la même collection : La gestion, l'informatique.
A paraître : La santé.
Pour la poursuite de vos études jusqu'à Bac +...X
En vente en librairie

ARTS

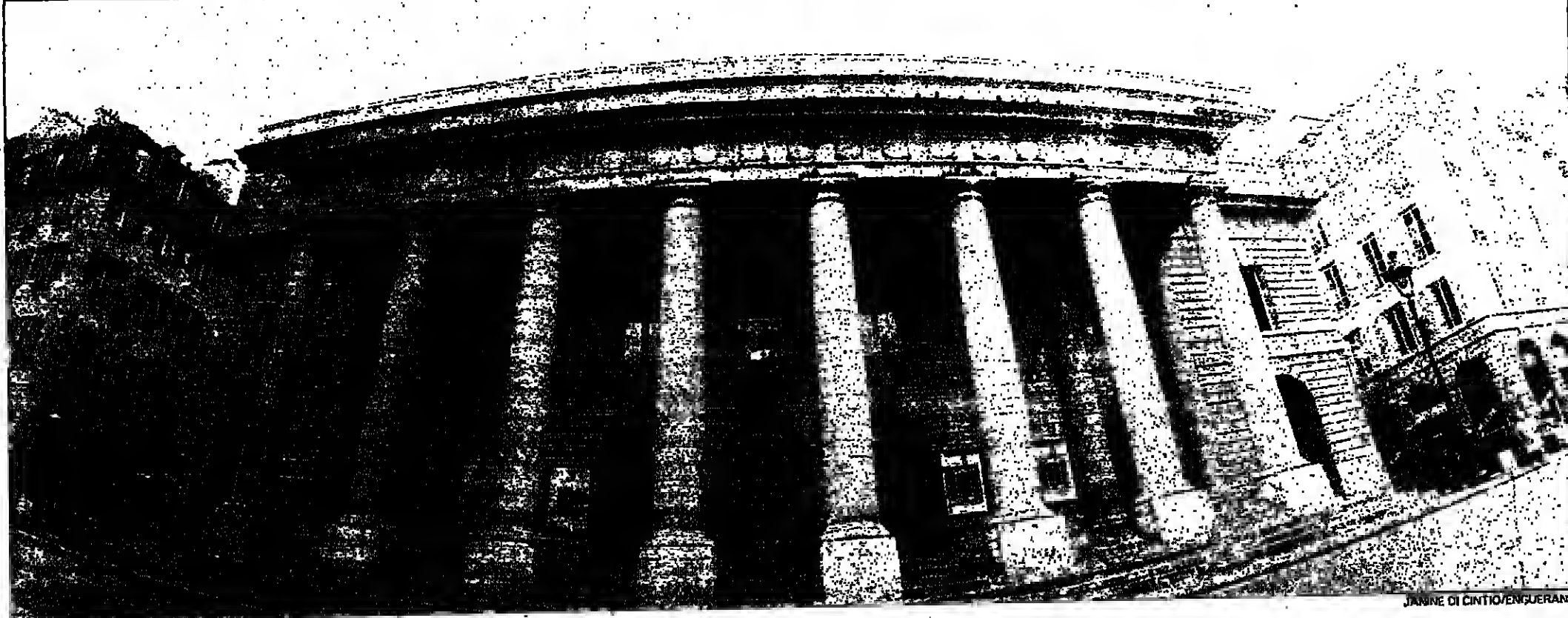
SAISON



Le temps

ARTS • SPECTACLES

SAISON 1991-1992 DU THEATRE DE L'EUROPE



JAVIER DE CINTIO/ENQUERAND



LUIS PASQUAL

Luis Pasqual, directeur du Théâtre de l'Europe



CHRISTIAN SCHIARETTI

Christian Schiaretti, metteur en scène de « Ajax » et « Philoctète »



ANOUK GRINBERG

Anouk Grinberg, interprète du « Temps et la chambre »



BOTHO STRAUSS

Botho Strauss, auteur du « Temps et la chambre »

Le temps de l'absurde

THEATRE de l'Europe, l'Europe et le théâtre. L'idée est belle, d'autant que les notables censés construire notre communauté sans frontières ont évacué de leurs préoccupations les arts en général, l'art dramatique en particulier. Alors, de son côté, sans se préoccuper d'autre chose que d'exister, le Théâtre de l'Europe - comme tout autre théâtre - poursuit son chemin, évolue, se coule dans l'air du temps et les mouvements d'idées, saisit les instants de l'histoire.

L'histoire de l'Europe lui fournit ses bouleversements. Un mur est tombé, un rideau s'est levé. Il était impensable de ne pas recevoir les artistes des pays qui font de l'autre côté de ce rideau. Ce n'est certes pas la première fois, ici ou ailleurs. Mais c'est à présent différent. Dans la précarité du présent, les artistes partent à la recherche d'une image perdue, d'une identité à redéfinir. Il est d'ailleurs étrange qu'à l'Ouest comme à l'Est cette question d'identité se pose avec une telle acuité. Et comment la poser de façon plus aigüe, plus impitoyable qu'à travers la légende d'Amphitryon ?

Quand Luis Pasqual a invité l'*Amphitryon* de Kleist mis en scène par Klaus Grüber, quand il a offert la salle de l'Odéon à Patrice Chéreau pour qu'il y monte la pièce de Botho Strauss, *le Temps et la chambre*, et à Christian Schiaretti pour sa double tragédie *Ajax* et *Philoctète*, à Jose Luis Gomez avec la

Vie est un songe, il a pensé à des gens qu'il admire, en qui il espère, non pas à un thème commun, ou à un possible lien entre les spectacles. Pourtant, il existe ce lien, celui d'une même incertitude, d'une angoisse plus ou moins sourde, que chacun tente de contourner ou d'aborder à sa manière.

Luis Pasqual prend prétexte de l'année dédiée à Christophe Colomb pour se souvenir qu'il est espagnol et aller chercher en Amérique latine la preuve que sa culture n'est pas restée stérile, qu'elle a enfanté des langages, des écritures, des formes, des artistes singuliers. Il a parcouru le continent pour trouver les comédiens qui joueront l'adaptation du roman de Valle-Inclán *Tirano Banderas* - histoire de tyrans, de folies, de révoltes - dont il va assurer la mise en scène. Il a été suffoqué par l'activité foisonnante des théâtres. Ici, on ne les connaît pas, ils ne sont pas assez riches pour voyager.

Il faudra bien un jour combler ce manque, énorme à en croire Moisés Pérez Coterillo. Nous avons trop d'a priori, trop de clichés nous aveuglent. On parle d'une « Amérique latine » comme on continue à parler des « pays de l'Est ». Mais « l'Est » a explosé, s'est fragmenté. Malgré quarante ans d'une même organisation, malgré une situation économique uniformément désastreuse, dans le domaine du théâtre comme ailleurs, les problèmes de la Roumanie, de la Pologne,

de la Bulgarie, de l'ex-RDA, ne sont pas identiques. Et, surtout, les solutions à y apporter diffèrent. De même, bien qu'ayant tous traversé des temps de dictature plus ou moins durs, plus ou moins longs, bien que vivant des situations de démocraties fragiles et elles aussi tragiquement pauvres, les pays du continent latin ne se ressemblent pas, et chacun, jalousement, préserve son « identité ».

Pourtant, d'une certaine façon, les théâtres de ces pays-là et des nôtres se rejoignent sur un point : la nécessité de coller à une réalité imprévisible, à un monde dégingé où les paroles se diluent, démenties par les faits siôt prononcées. Un monde où une jeune fille qui a vécu mille vies se fond dans le mur de sa chambre, où un soudard éperdu se fait piéger par les dieux, où les dieux prennent un visage humain pour une nuit d'amour avec une mortelle, où un roi, sur la foi d'une prédiction, renouvelle l'erreur de Laïos avec Oedipe et fait enfermer son fils loin des hommes, où les angoisses d'un prince de Danemark déciment son entourage, où un jeune homme, tyran puéril, invente une humanité sur laquelle il pourrait régner, ces mondes qui se vouent aux tyrans, où une révolution éclate à cause d'un verre d'eau-de-vie... Le monde grotesque et désespéré d'Ubu, tous les théâtres de l'absurde, le théâtre de tous les absurdes. (Lire nos articles pages 18 à 21).

COLETTE GODARD

DISQUES	27
La belle opérette retrouvée	
FESTIVAL	28
Programme du festival olympique des arts d'Albertville et de la Savoie	
Lire pages 22 à 26 la sélection des rendez-vous de la semaine	

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

Enfant du Siècle

Fantasio

Les Caprices de Marianne

Alfred de Musset

Mise en scène
Jean-Pierre Vincent

du 15 octobre
au 20 décembre

46 14 70 00

THÉÂTRE DE L'EUROPE

DE L'URGENCE POLITIQUE DES ANNÉES DE DICTATURE

Un voyage incomplet



Un théâtre moderne.

Il y a cinq cents ans, les colons venus de la péninsule ibérique ont découvert un nouveau monde, auquel ils ont imposé leur religion, leur langue. Et puis ce monde nouveau est devenu quelque chose d'autre. De singulier. Un monde fasciné par l'Europe, fascinant pour les Européens.

par Moises Perez Coterillo

Le théâtre, on le sait, est une marchandise fragile qui circule difficilement. C'est peut-être pour cette raison que la présence du théâtre latino-américain sur les scènes européennes est à ce point épisodique, fragmentaire, ce qui rend difficile toute vision d'ensemble. Cette présence intermittente et sporadique favorise la circulation d'un certain nombre d'a-priori, de généralisations et d'étiquettes reflétant mal une réalité diverse, suffisamment contradictoire pour résister à tout regard unificateur. Après avoir connu l'échec de la grande utopie bolivarienne, puis la balkanisation de leur continent, le pillage systématique de leurs ressources naturelles et l'asphyxie par l'effet de la dette extérieure, les peuples latino-américains ont vu se creuser et croître, au cours des deux dernières décennies, un abîme entre le développement des autres et leur propre appauvrissement.

Cependant, comme le dit Carlos Fuentes, seule la culture survit au milieu du désastre politique, social et économique. À partir du rendez-vous presque légendaire de Manizales (Colombie) en 1973, le théâtre a su tracer à travers le continent un fragile itinéraire de festivals qui ont ouvert la voie à l'information, ont permis de connaître et de confronter des pratiques théâtrales différentes répondant aux convulsions et aux horreurs dont chacun avait été le témoin, parfois même le survivant. Les plus anciennes démocraties du continent (au Chili et en Uruguay) s'étaient effondrées. L'Argentine s'était enfoncée dans un enfer de répression qui a saigné à blanc des générations entières. L'Amérique centrale s'était transformée en une poudrière. Au Brésil et en Colombie, le prix de la vie humaine était devenu dérisoire.

Mais une légère constellation de festivals a permis de parcourir la peau meurtrie du continent : Caracas, Guayaquil, Quito, San-Juan-de-Puerto Rico, et plus tard, Montevideo, Bogota, La Havane, San-José, de nouveau Manizales, Londrina, Mexico, le Festival latino de New-York, Porto, Montréal, Cadix... Actuellement, l'espace de la confrontation dépasse les limites du continent américain. Il s'étend jusqu'en Espagne et au Portugal pour y chercher les racines d'une histoire commune et, au-delà, pour renouer les liens avec l'Europe.

Les festivals, qui, en dépit de toutes les contingences, sont le seul maillon actif, le seul lien institutionnel, constituent aujourd'hui l'observatoire itinérant le mieux approprié à l'examen de la dramaturgie latino-américaine et de son évolution au cours des vingt dernières années. Le Festival de Manizales a concrétisé une utopie. Pour la première fois, un important contingent de groupes européens assistait en Amérique latine à un débat passionnant sur l'engagement politique, la création collective et ses méthodes.

Le 5^e Festival latino-américain de Manizales devenait, pour la première fois, mondial. Il a constitué le point

d'ancrage d'une évolution amorcée en France au Festival de Nancy en 1971 et 1973. Ces années-là, pour la première fois également, des groupes très caractéristiques d'Amérique latine débarquaient en Europe. Parmi eux, les Colombiens du Teatro Experimental de Cali, avec *Solitudes*, de Carlos José Reyes, mis en scène par Enrique Buenaventura, ceux de La Candelaria de Bogota, avec *Nosotros los Comunes* et *La Ciudad Dorada*, mis en scène par Santiago Garcia. Il y avait aussi les Brésiliens du Teatro Arena de Sao-Paulo, avec *Arena Cuentu Zumbi*, mis en scène par Augusto Boal, et le Pao e Circo, avec une mémorable *Noce* chez les petits-bourgeois de Brecht, version délire tropical.

La création collective correspond à un moment d'inflexion dans la dramaturgie latino-américaine. Là où elle apparaît et se développe avec le plus de vigueur, c'est dans les pays, dans les régions où l'écriture théâtrale est inexistant, tout au moins fortement dépendante de modèles étrangers. Elle surgit, comme pour régénérer la façon de concevoir la pratique théâtrale. Elle va souvent de pair avec le militantisme politique. Dès la fin des années 60, Cuba connaît les premières dissidences de certains milieux artistiques et intellectuels à l'égard de la révolution. Mais dans le reste de l'Amérique latine, Cuba continue à incarner l'essence d'un profond désir de changement, de transformation et d'émancipation des peuples. Au théâtre, la création collective traduit cette utopie révolutionnaire. C'est dans ce contexte que naissent les expériences du Libre Teatro Libre de Cordoba en Argentine, du TEC et de La Candelaria en Colombie, et simultanément ou postérieurement, celles du Galpon de Montevideo, d'Ictus au Chili, et du Grupo Escambray, à Cuba.

CUBA ET LE DÉSIR DE CHANGEMENT

Il n'y aura probablement guère plus d'une demi-douzaine de textes créés collectivement qui résisteront au temps. Et il n'y a plus que le Teatro de la Candelaria de Bogota qui parvienne, grâce à quelques créations réellement extraordinaires (notamment *El Paso*), à maintenir en vie une pratique devenue marginale dans les années 90. Vingt ans après, les présupposés du surréalisme ou de l'absurde, vilipendés, rejetés au début des années 70 en tant que résidus d'un théâtre décadent, transposent, de la façon la plus exacte qui soit, la réalité actuelle. Mais, en son temps, la création collective a été agitée – il faut bien l'avouer par les néophytes plus que par les maîtres – comme un drapeau subversif, exaltant toute autre opération théâtrale. La plupart de ces textes ont été consommés dans l'urgence politique; ils dépassaient rarement le niveau de la propagande ou de la caricature la plus schématisée. Ils ont constitué une mode passagère, avec son rituel, ses rassemblements «révolutionnaires», son vocabulaire, ses baraganes et même ses autodafes. La création collective considérée comme le dépassement de la créativité individuelle et la réalisation d'une cellule socialiste au sein d'un système capitaliste blesé à mort, a débouché sur un manichéisme stérile. Manichéisme qui a prouvé un appauvrissement du théâtre, et conduit, à la longue, à la frustration et au désenchantement.

Car la réalité allait frapper brutalement le continent avec les dictatures militaires, la restriction drastique des libertés les plus élémentaires. Il convient de dire en faveur des gens de théâtre latino-américains, qu'ils ont su réagir face aux difficultés les plus extrêmes, maintenir des

liens de solidarité, changer d'orientation, accepter l'auto-critique et formuler de nouvelles façons d'interroger la réalité. La spécialisation des fonctions s'est substituée à la répartition égalitaire des tâches. La fonction d'auteur dramatique a été réinventée. Il a été invité à prendre part au processus de création. On a porté un regard nouveau sur les textes des générations antérieures, on a su reconnaître comme maîtres, les auteurs qui, autour des années 50, avaient jeté les bases d'une dramaturgie nationale radicalement contemporaine.

Le théâtre latino-américain de ces dernières années n'a pas perdu de vue le roman qui, au milieu des années 60, est parvenu à s'imposer de manière fulgurante sur le marché mondial de l'édition. Les écrivains du fameux «boom» (García Márquez, Vargas Llosa, Fuentes...) se sont eux-mêmes essayés à l'écriture théâtrale, mais sans grand succès. En revanche, ce sont les adaptations de leurs œuvres, réalisées par d'autres et presque toujours adaptées par les compagnies théâtrales elles-mêmes, qui ont connu le plus grand succès.

Les tentatives se poursuivent. Actuellement, pour la célébration du cinquantième centenaire, une série de productions inspirées par quelques titres emblématiques du roman latino-américain sont en préparation. Le maître-d'œuvre de ce projet est le CELCIT (Centro Latinoamericano de Creación e Investigación Teatral) et l'on espère qu'il pourra tourner non seulement sur les scènes d'Amérique mais aussi en Europe. La littérature romanesque a, sans aucun doute, exercé une influence indirecte sur le théâtre. D'une part, comme archétype de communication universelle et majoritaire. D'autre part, en proposant l'esthétique du «réel merveilleux», qui consiste à dédoubler la réalité en la projetant sur le plan onirique, en la plongeant dans ses mythes, en l'ouvrant sur l'insolite. Il s'agit

là, cependant, d'un don beaucoup plus perceptible chez certains metteurs en scène que chez la plupart des dramaturges. Quoi qu'il en soit, le nombre de productions théâtrales réalisées en Amérique latine à partir d'adaptations de textes romanesques est très élevé.

Si l'on dépasse ces considérations – qui tendent à établir des traits d'union et à repérer de façon schématisée des similitudes dans les procédés – on peut dire qu'en-dehors du lien volontairement entretenu avec la réalité, au-delà de la connivence avec un public parfaitement connu – quand il n'est pas délibérément choisi – la dramaturgie latino-américaine demeure étroitement dépendante de l'interprétation, de la mise en scène, de la scénographie. Mais vouloir cataloguer des styles, faire converger des langages et opérer des classifications demeure toujours artificiel. La dialectique entre le singulier et l'universel, entre l'importation des codes d'une dramaturgie dite universelle et la manière dont ils s'articulent avec les codes personnels, cette dialectique recèle une énorme diversité de solutions.

L'INFLUENCE DE BRECHT ET D'ARTAUD

Pendant les années 60 et 70, les grands courants européens sont repérables. La perspective brechtienne prévaut dans les pièces qui abordent des thèmes historiques. L'influence d'Artaud se rencontre dans certains traitements rituels fondés sur les traditions précolombiennes. Le théâtre de l'absurde trouve de nombreux points de contact avec la vision délirante d'une réalité qui dépasse souvent la fiction. Mais il est vain de chercher à dépasser ces coïncidences globales pour généraliser ou réduire la pluralité et la richesse de la dramaturgie latino-américaine à quelques coordonnées nettement définies. Le développement de la vie théâtrale dans chaque pays est loin d'être homogène.

Le miroir

par Luis Pasqual

1992. Dans la conjonction de deux événements (ou avènements) majeurs de l'année qui vient, je ne puis m'empêcher de voir un appel du sens. Cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique, et «naissance» de l'Europe. A le formuler ainsi, froidement, j'éprouve un malaise : entre une célébration commémorative et l'attente d'une utopie, une distribution naïve des qualités de chaud et de froid, de vital et de mortifère, paraît s'imposer immédiatement. Je crois que c'est là une fausse évidence.

Chaud et froid. Opposition binaire. A la base de tout système symbolique. Et je pense à ce fameux axe Nord-Sud, à sa correspondance anthropomorphe : la tête et le ventre. Il est tout à fait singulier que les événements – l'Histoire en quelque sorte – aient fait violence à la programmation de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, pour sa saison 1991-92, la contraignant à se présenter en deux parties nettement contrastées. Il y aurait donc un premier temps, européen, continental (Strauss-Chéreau, Kleist-Grüber, Sophocle-Schiaretti, la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie) et un second, que nous avons nommé *Cycle hispanique* (Calderón-Gómez, García Lorca-Engel, une zarzuela) et qui se prolongerait, dans la synergie d'Avignon et le foisonnement du cinq centième anniversaire, jusqu'en décembre 1992. A la charnière, un texte fondateur, *Tirano Banderas*, de Valle-Inclán. Retour d'un voyage en Amérique du Sud, je perçois plus nettement le sens d'une telle bi-partition, sa puissance prophétique, presque.

Il y a une interrogation essentielle au cœur même des deux premiers spectacles que nous présentons cette saison. *Le Temps et la Chambre* de Botho Strauss et *Amphitryon* de Kleist disent le même désarroi devant la perte d'identité, face aux incertitudes et

aux fluctuations de l'être : qui est Marie Steuber, au travers des méandres de son histoire, de ses histoires ? Amphitryon est-il Jupiter, ou Jupiter Amphitryon ? Si Chéreau et Grüber ont choisi de mettre en scène ces deux textes, c'est sans doute que la confusion qui y est exprimée est l'écho, le reflet de la crise qui constitue peut-être la moins mauvaise définition de notre modernité européenne. Ne pas savoir. Ne plus savoir. A s'être trop rapproché du miroir, dans la contemplation vertigineuse de sa propre image, la tête ne sait plus. La tête a perdu le Nord. Le Nord a perdu la tête.

Le contraire du miroir, son remède, c'est l'utopie. L'ouverture et le souffle vastes du bord de mer. Et ce sens de l'utopie, le continent latino-américain, dans sa réalité parfois douloureuse, le possède au plus haut degré. Le fait marquant de la colonisation en Amérique du Sud, celui qui demeure, qui subsiste comme différentiel et déterminant, est linguistique. L'attitude du continent face aux massacres et aux dérapages de la colonisation espagnole et portugaise est sans doute beaucoup plus saine que la mauvaise conscience européenne, entretenue presque complaisamment par une certaine réflexion critico-historique. Non que l'Amérique du Sud ait étendu sur sa propre histoire le voile de l'oubli. Non. Simplement, dans la construction de son identité, le continent a dépassé le culte morbide du souvenir; s'est emparé des faits historiques, les transformant en réalité quotidiennement assumée, en substance énergétique : de la digestion, considérée comme l'expression la plus achevée de la santé dans un organisme vivant.

De la colonisation européenne, ce qui demeure, c'est l'apport d'une langue comme support et substance de la pensée. Et non seulement la langue, mais son usage, son histoire. A travers la démesure baroque d'un catholicisme dévié de son orthodoxie, enrichi par la cohabitation quotidienne et séculaire avec les influences juives et arabes, c'était déjà une réalité mul-

du 11 au 20 octobre
Ciné Classica à Bourg la Reine
SIMONE SIGNORET
Rétrospective 7 films
LES GEMEAUX/SCEAUX
Société Nationale
(1) 46 61 36 67

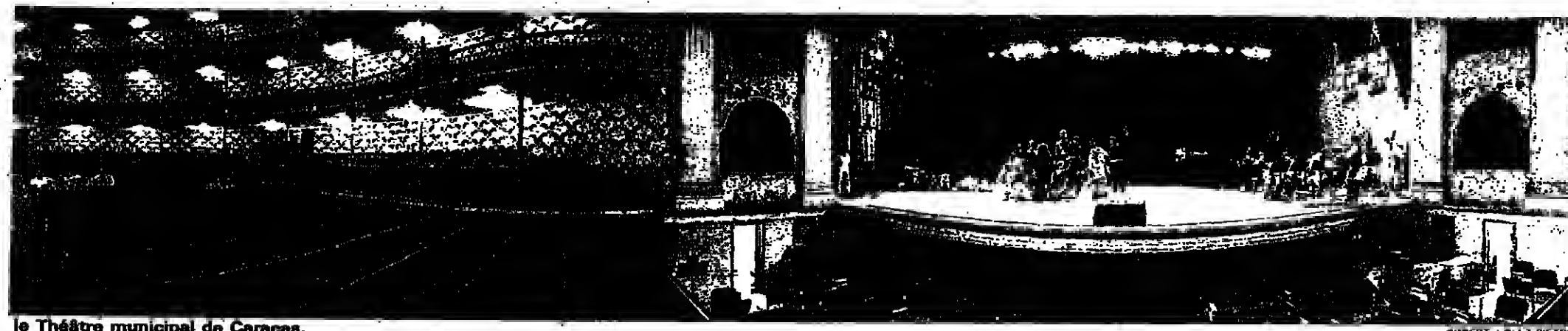
MORITURI
OU LES MARINS DANS L'ARENE
TEXTE ET MISE EN SCÈNE GENEVIEVE DE KERMABON
LOCATION/RENSEIGNEMENTS 47 27 81 15
SALLE GÉMIER
DU 25 SEPTEMBRE AU 2 NOVEMBRE 1991
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

THÉÂTRE DE L'EUROPE

Le Monde • Jeudi 10 octobre 1991 19

A LA MOSAÏQUE CONTEMPORAINE DES IDÉES

dans la dramaturgie latino-américaine



Le Théâtre municipal de Caracas.

ROBERTO DIAZ PIETRI

Buenos-Aires fait étalage du goût le plus européen et l'on y voit à l'affiche des théâtres commerciaux, à la fois des œuvres nationales et étrangères. A Mexico, au contraire, il est surprenant de découvrir une dramaturgie nationale tournée vers la consommation interne, et presque totalement coupée de l'extérieur.

En Amérique latine, ces deux villes sont les capitales par excellence du théâtre. Le renouveau se produit à Buenos-Aires grâce à l'ouverture des petites salles, dans lesquelles vient se réfugier l'activité théâtrale du pays frappé par la crise, au cours des années précédentes. C'est en écrivant pour ces petites salles, afin de trouver une alternative au théâtre mercantile, qu'émergent les grands noms de ce siècle pour aboutir, au début des années 80, en pleine dictature militaire, à l'expérience de Teatro Abierto.

Le théâtre contemporain mexicain a vu émerger, derrière l'ombre toute-puissante d'Usigli, des auteurs fondamentaux comme Sergio Magana, dont le *Moctezuma II* atteint un lyrisme shakespearien, et constitue une exceptionnelle leçon de tragédie classique. Et parmi les plus jeunes, Vicente Lenero, un auteur en perpétuelle recherche, dont l'écriture est magnifique, dont les textes - *la Mudanza* ou *la Noche de Hernan Cortes*, encore inédits - sont surprenants. Malgré son jeune âge, Victor Hugo Rascon Banda a déjà à son actif une œuvre volumineuse - *Playa Azul*, sur le thème de la corruption, *Contrabando*, sur celui du trafic de drogue, ou cette tétralogie de pièces courtes intitulée *Armas Blancas*, dont on pourrait tirer une chronique noire d'un très fort impact.

Dans *Desventurados* ou *Un Delicioso Jardín*, et surtout dans les pièces réunies sous le titre *Los Sobrevivientes de la Feria*, Jesus Gonzalez-Davila propose une

chronique terrifiante des bas-fonds mexicains, en prenant pour héros leurs victimes les plus insignifiantes. *De La Calle* - dont le metteur en scène disparu Julio Castillo a fait l'un des poèmes urbains latino-américains les plus beaux, les plus déchirants - malgré l'apparente difficulté de l'argot, pourrait être transposé dans n'importe quelle grande ville du continent, comme cela a été fait récemment à Caracas.

LA CENSURE CONTRE LA CRÉATION

La dramaturgie chilienne a fait peu neuve à partir des années 50. Les terribles épisodes vécus par le pays ont bien évidemment laissé des traces sur son théâtre. Dans un premier temps, la longue dictature chilienne a réduit au silence une dramaturgie nationale originale et puissante. Après une période d'abandon puis de résistance, le corps brisé du théâtre a retrouvé ses forces pour produire de grands textes : ceux que présente l'Actus, ou Teatro Imagen. *Lo Crudo*, *lo Cocido*, *y lo Podrido*, est la première pièce de Marco Antonio de la Parra, qui, dans la *Secreta Obscenidad de Cada Día* ou *King Kong Palace*, démontre une maîtrise surprenante, la plus dénuée de préjugés et la plus irrévérencieuse du théâtre chilien contemporain. C'est dans le même esprit d'insolence que le TIT réalise avec David Benavente, sur un texte excellent, un spectacle inoubliable : *Tres Marias y una Rosa*.

Le processus révolutionnaire a marqué également de façon déterminante le mouvement théâtral cubain, dont les ambitions rénovatrices s'étaient manifestées avant les années 40 grâce à des figures incontestables telles que Virgilio Pinera. Ses œuvres complètes demeurent inédites et seules ses pièces les plus réalistes - *Aire Frio* - ont eu la chance d'être représentées nor-

malement après la révolution. *Electra Garriga* marque la naissance du théâtre moderne cubain, l'émergence d'un courant, largement suivi, et qui vise à adapter les thèmes du théâtre classique à la réalité cubaine (*Medea en el Espejo*, de José Triana, ou *los Siete Contra Tebas*, de Anton Arrufat, en sont deux exemples). *Dos Viejos Panicos*, qui a reçu le prix Casa de las Americas en 1968, aura dû attendre vingt-deux ans avant d'être jouée. La représentation de nombreuses autres pièces est toujours considérée comme impossible dans le cadre de la stricte censure imposée par le régime cubain : par exemple, *Jesus*, écrit en 1950 et récemment interdit.

A partir de 1968, année où le régime castriste resserre les rangs autour de l'orthodoxie, l'exil ou l'ostracisme intérieur restent les seules voies offertes à ceux qui manifestent leur désaccord avec le système. Un auteur fondamental comme José Triana, dont la pièce *la Nuit des assassins* a été traduite et jouée dans le monde entier, s'installe à Paris pour y poursuivre son œuvre (*Palabras comunes*, créée en 1986, par la Royal Shakespeare Company, à Londres, ou *Cruzando el Puente*, inédite). Reguera Saumell, après avoir écrit une œuvre importante, abandonne à la fois son pays et le théâtre. D'autres restent à Cuba, comme Estorino, Arrufat, ou Hernandez Espinosa, qui a écrit une œuvre importante sur le syncrétisme religieux et culturel afro-cubain (*Maria Antonia* est sa pièce la plus connue). Malgré les efforts de l'Escambray, le théâtre militant de la révolution a produit une littérature dramatique peu significative (on peut citer *la Vitrina* ou *la Embasada*, parmi les plus intéressantes. Albin Paz et Roberto Orihuel parmi les auteurs les plus engagés). Dans la génération suivante, Abilio Estevez, dont les positions idéo-

logiques sont moins schématiques que celles de ses prédécesseurs, a écrit deux pièces excellentes : *la Verdadera Culpa de Juan Clemente Zenea* et *Un Sueño Feliz*. Les plus jeunes disposent de faibles moyens d'expression, et dans leur écriture prédominent le désenchantement, le scepticisme. On parle également d'une nouvelle littérature ramanesque, toujours inédite dans l'attente de changements politiques, témoignage sur les années noires du régime. Pour ce qui concerne le théâtre, on se contentera de citer, parmi les plus jeunes, le nom de Jnel Cano, et un texte inédit extrêmement intéressant, *Timebold*, ou *el Juego de Perder*, *el Tiempo* : une sorte de jeu de cartes, un jeu de hasard dans lequel on peut ordonner les scènes selon différentes combinaisons. La pièce a été montée dans une salle vide par le directeur du Teatro Estudio, Vicente Revuelta (le metteur en scène de *la Nuit des assassins*, de Triana), sans que la critique et les spectateurs puissent assister aux représentations.

On pourrait continuer le voyage d'un bout à l'autre du continent. Dans certains pays, comme l'Uruguay ou Porto-Rico, l'expression théâtrale constitue un élément essentiel de la culture nationale. D'autres dans ce domaine sont encore jeunes, c'est le cas du Venezuela, où l'invasion périodique des festivals internationaux a fait croître, dans un vertige comparable à celui de la nature elle-même, le goût et la pratique du théâtre. L'œuvre de dramaturges comme Rengifo, Chocron, Chalband, Cabrujas ou Santana n'est plus isolée, elle est étudiée, explorée, consommée, prolongée, discutée par une génération qui aspire à prendre la relève.

(Traduction de GÉRARD RICHET)

► Moises Perez Cordero est directeur du Centre de documentation théâtrale du ministère de la culture d'Espagne et directeur de la revue *El Publico*.

et l'utopie

tipie qui a été transmise. Elle fut à son tour revisitée par les traditions indigènes. A ce titre, *Tiempo Banduras* est exemplaire, le texte lucide et cynique d'un Espagnol tombé fou amoureux de la réalité latino-américaine, la saisie exacte et sans illusion de ce qui seul constitue le véritable héritage : la tyrannie et son remède, la capacité de révolte, qui, par-delà la fable, s'exprime par la tentative de créer un langage vivant, panaméricain.

Il y a, dans l'éternelle poudrière de l'Amérique du Sud, un débordement vital, un déferlement furieux, sauvage, qui se manifeste également dans la vigueur de la vie théâtrale. A Buenos-Aires, aujourd'hui, ce ne sont pas moins de neuf pièces de Shakespeare qui sont représentées. Lorsque Alfredo Alcon interprète *Fin de partie* pour l'inauguration d'une nouvelle salle, le texte de Beckett acquiert soudain une force inouïe, il touche, émeut, avec la puissance d'un texte réaliste. Et si je m'associe à ce cinquième anniversaire, ce n'est pas la dimension commémorative qui m'intéresse. Je saisis plutôt l'opportunité de faire connaître cette réalité vivante, méritée, dangereuse et salutaire. Pour cela, non seulement des textes, mais des êtres humains voyageront, qu'ils soient acteurs, écrivains, penseurs ou artistes. Je crois que le ventre peut venir au secours de la tête.

Il n'est certes pas indifférent que je sois espagnol. Sans doute, était-il même nécessaire de l'être pour percevoir ce que le continent latino-américain peut offrir à une Europe sur le point de naître et déjà menacée de vieillesse, fourvoyée dans les impasses de la raison et du sens. Sans doute fallait-il appartenir à ce gigantesque creuset linguistique pour être sensible à la force utopique, vivifiante qui sous-tend et unit la variété culturelle latino-américaine. Ce souci d'ouverture au Sud était déjà le mien lorsque je dirigeais le Théâtre Maria-Guerrero de Madrid. Il importait pour moi de faire venir des acteurs d'Amérique du Sud.

Dans le même temps, je prenais conscience d'une réalité géographique ou plus exactement topographique : si l'on parle de péninsule ibérique, c'est que, réellement, la chaîne pyrénéenne établit une barrière, isole, empêche que le message se répercute, résonne avec assez d'ampleur et se fasse entendre. L'accès d'une certaine filie épique de l'Amérique latine vers l'Europe passait nécessairement par l'Espagne. Encore fallait-il déplacer légèrement la porte vers le Nord. En ce sens, Paris demeure, je crois, le centre de rayonnement d'une Europe culturelle. Vers Avignon, Berlin, Londres, Rome...

Souci d'ouverture au Sud, ai-je dit. Que l'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas ici de considérations anthropologiques ou ethnographiques, de la contemplation rousseauiste des vertus non perverses d'une culture soi-disant primitive. Les différentes cultures latino-américaines ont totalement digéré non seulement l'héritage espagnol, mais aussi et de façon plus vaste l'héritage européen. Elles se le sont approprié, et cela depuis les origines, recréant une réalité autre, enrichie, multipliée par l'apport de leurs identités propres, avec cette singulière vigueur dont sont seules capables les races bâtarde. Elles ne sont pas ignorantes, elles savent d'un savoir neuf, inouï. Borges, s'il est le symbole de cette extraordinaire réceptivité, n'en est pas l'unique exemple. Les difficultés de l'Amérique latine sont aujourd'hui d'ordre macro-économique. Il serait faux cependant de ranger le continent dans cette catégorie que l'orgueilleux Nord désigne comme celle des « pays en voie de développement ». Ce que je crois, c'est que la défiante Sud, culture libre de toute codification, foisonnante comme l'Europe de la Renaissance, et qui ne se résigne pas, peut présenter une voie de salut pour un Nord en quête d'une identité nouvelle. Car il n'est pas vrai que la démocratie ouvre inductiblement sur le néant, le vide.

► Lluís Pasqual est directeur du Théâtre de l'Europe.

du 4 au 27 octobre

FABLES LA FONTAINE

mise en scène Laurence Février



LES GÂTEAUX SCEAUX

(1) 46 61 36 67

THÉÂTRE DE GENÈVE

AJAX

DE SOPHOCLE

MISE EN SCÈNE :

STEPHANE BRAUNSCHWEIG

TEL 47933450 METRO GARE DE L'EST

AS YOU LIKE IT

DE SHAKESPEARE

MISE EN SCÈNE :

MARC FRANÇOIS

8 OCTOBRE - 3 NOVEMBRE

DANS LE CADRE DU

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS



Des Babouins et des Hommes

Albert COHEN / Jean-Louis HOURDIN

François CHATTOT / Clotilde MOLLET

48 31 11 45

Librairie

Restaurant

15 OCT - 17 NOV



direction Lluís Pasqual

LOCATION OUVERTE

PETIT ODEON

à partir du 15 octobre

POKER A LA JAMAÏQUE

Avec : Marie Carré, Michel Didym, Eric Doye, Jean-Claude Montells

L'ENTRETIEN DES MÉRIDIENS

Avec : Pierre Ascaride, Jacques Piciller

textes d'EVELYNE PIEILLER

mise en scène JOËL JOUANNEAU

Capitoul - Festival d'Automne à Paris - Théâtre de l'Europe

Capitoul - Festival d'Automne à Paris - Théâtre de l'Europe

Capitoul - Festival d'Automne à Paris - Théâtre de l'Europe

Capitoul - Festival d'Automne à Paris - Théâtre de l'Europe

THÉÂTRE DE L'EUROPE

A L'EST, ESPOIRS ET INQUIÉTUDES DE LA COMMUNAUTÉ ARTISTIQUE

Les forces neuves d'un continent disparu

Appartenant, il y a peu, à un même bloc, on les englobait sous le nom de « pays de l'Est ». A présent, leur préoccupation essentielle est de redéfinir une identité, tout au moins une image. Chez certains, le nationalisme est agressif. Chez les artistes, il provoque avant tout le doute, l'anxiété, des questions sans fin et, en réponse, le rire comme un espoir.

ALLEMAGNE

WOLFGANG ENGEL était, jusqu'à cette année, directeur du Théâtre de Dresde. Il vient de prendre les mêmes fonctions à Francfort. Ce n'est pas la première fois qu'il travaille à l'Ouest, sa troupe a été la première de la RDA à être invitée en RFA ainsi qu'aux Rencontres théâtrales de Berlin-Ouest. Il doit mettre en scène *Dona Rosita* de Federico Garcia Lorca (présenté du 11 au 14 juin 1992). « Chacun rêve, dit-il, de traiter de problèmes proches, exprimés dans une forme étrangère. Le défi pour moi, c'est le lyrisme de Garcia Lorca, si différent du nôtre. »

Comme beaucoup de ses compatriotes, en particulier à l'Est, Wolfgang Engel s'empare des romantiques les plus délirants, casse leurs envolées, les distord dans une dérision froidement violente, les place dans un climat oppressant, souvent morbide, qui balance entre le rire du désespoir, et l'insolence du sordide. Son passage à l'Ouest ne l'effraie pas particulièrement : « Quand a été proclamée la réunification, les artistes s'étaient déjà réunis. Entre Est et Ouest, nous nous étions rapprochés, nous discutions des mêmes problèmes, esthétiques, politiques : nous partageons les mêmes peurs. »

« Nous vivons une période de transition, pendant laquelle le théâtre, comme la télévision, le cinéma, la presse, doit trouver de nouvelles définitions. Le public nous était acquis. Nous devons à présent le conquérir à chaque spectacle. Les échanges sont aléatoires. On peut aller à l'Ouest. Décider de venir travailler à l'Est soulève pas mal d'obstacles. On ne trouve pas à se loger, on n'est pas payé au même tarif. Par exemple, Bochum peut envoyer à Dresde un metteur en scène maison qui touchera son salaire normal, et montera un ou deux spectacles. Mais il s'agit d'initiatives personnelles, qui restent ponctuelles. Officiellement, rien ne bouge. Ce sont surtout les comédiens qui envisagent de venir travailler dans l'ex-RDA, où existent encore très fort un esprit et un travail d'« ensemble », une façon de creuser, de prendre son temps devenue très rare ailleurs. Et puis, faire partie d'un ensemble donne un sentiment de protection. »

« Selon moi, la création exige du mouvement, une disponibilité au changement et au risque, qui en RDA n'existaient pas. Le pays, les gens ont été projetés sans préparation dans un grand bouleversement, d'où la crise. En chinois, il y a deux signes pour le mot : un qui veut dire espoir et l'autre chaos. Actuellement, la RDA connaît le chaos. Nous vivons sous une double législation, celle de la RFA et la nôtre, qui reste en vigueur dans nos habitudes, et aussi dans les faits : ainsi, pour travailler dans un théâtre, il faut gravir un à un tous les échelons hiérarchiques. Attendre que les places tenues depuis des lustres soient libres. Et renvoyer des gens qui n'ont plus leur place sur le marché du travail est difficile. Vraiment, c'est une décision difficile. »

« Finalement, la période la plus importante de toute cette histoire, ce sont les quatre mois qui ont précédé la chute du mur. Tous, jusqu'au dernier technicien, nous les avons vécus intensément, et ensemble. Ensemble, nous avons fait des projets dans lesquels n'entrait aucun opportunisme, conscient ou inconscient. Bien sûr, c'était utopique, mais essentiel. Je ne peux pas prévoir ce qui va se passer à Francfort. Ce qui était trop peu en RDA est trop en RFA. Je dois relativiser, m'adapter. J'aurais pu rester jusqu'à la fin de mes jours à Dresde où je suis le roi, où j'obtiens ce que je demande. Mais voilà, j'ai quarante ans et je veux rompre le cercle. »

BULGARIE

INVITÉE par le Théâtre de l'Europe et le Festival d'automne, la troupe indépendante bulgare, *Derrière le canal*, est venue en septembre dernier au Centre Georges-Pompidou présenter trois spectacles : *Témoignage de lumière pendant la peste, d'après Pouchkine*, la *Ronde, de Schützler*, et un *Père Ubu musical, d'après Ubu* parlant directement du proche passé bulgare et d'un présent pour le moins instable. Les comédiens étaient accompagnés par Rada Balareva :

« La situation est intéressante, parce que personne ne peut prévoir ce qui va se passer : tout est possible. Je travaille au ministère de la culture, et depuis le début de l'année nous tentons de mettre au point la réforme des théâtres. Pour un petit pays comme le



Le Père Ubu. d'Alfred Jerry, mise en scène de Borislav Tchakrinov (Bulgarie).

nôtre, ils sont trop nombreux : trente-sept – dont sept à Sofia – plus vingt autres, spécialisés dans la marionnette. Auparavant, ils étaient subventionnés sur des critères quantitatifs, selon le nombre de salariés, de spectateurs, de représentations. Critères que nous voulons remplacer par des exigences qualitatives. »

« Certains d'entre nous auraient voulu supprimer plusieurs de ces théâtres, mais ce serait trop compliqué, trop dangereux. Mieux vaut attendre et voir qui va s'adapter ou non. Nous ne voulons pas détruire les espaces culturels, certainement pas. Mais nous pensons que si les activités d'un établissement s'adressent prioritairement à une région, c'est aux municipalités de les financer. Naturellement, nous sommes conscients du danger... Quoi qu'il en soit, l'Etat ne peut pas continuer à tout payer. »

« Nous nous sommes inspirés des expériences occidentales en les adaptant. Le ministère vient de créer un Centre national du théâtre, comme il en existait déjà pour le cinéma et le livre. Il est composé de critiques, de professionnels indépendants – sept personnalités connues – qui doivent décider du montant des subventions de chaque théâtre en se basant sur ses qualités artistiques, sur la valeur de ses recherches. Il faut pourtant avouer que l'esprit de recherche n'entre pas dans la mentalité bulgare, ce n'est pas une question de régime. La responsabilité de la commission est énorme, c'est vrai. Mais si nous estimons que le travail ne vaut rien, l'exclusion s'exerce sur le directeur, pas sur l'établissement. D'autre part, nous avons envisagé, ce qui sera chez nous très nouveau, des aides au projet. Elles doivent intéresser particulièrement les nombreuses compagnies indépendantes qui se sont formées – et qui, pour la plupart, font du commercial. Nous voulons donner à chacun l'occasion de pouvoir améliorer son travail, et intéresser son public. »

« La question du public est complexe. Les spectateurs sont nettement moins nombreux, seulement ils ne sont plus là parce qu'on les a obligés à acheter des billets sur leurs lieux de travail. Le prix des places a augmenté, mais beaucoup moins que le reste. Le public vient parce qu'il a envie de théâtre. Il découvre la farce, l'absurde, très en vogue parce que jusqu'à présent interdit. Surtout parce qu'il tombe juste au bon moment, il colle à notre réalité. Nous avons beaucoup à apprendre. Nous restons marqués par le réalisme socialiste, c'est la formation des acteurs, des metteurs en scène, des auteurs. Jusqu'à présent le cahier des charges des institutions comportait l'obligation de 50 % de pièces bulgares, 20 % de russes et 30 % pour le reste du monde, ce qui laissait la possibilité d'une création étrangère par an, au mieux. Nous avons eu quelques adaptations de Heiner Müller, grâce à des metteurs en scène qui étaient allés travailler en Allemagne. Je m'occupe des traductions. Nous explorons le répertoire contemporain, nous en

sommes arrivés aux « Classiques d'aujourd'hui », Genet, Beckett, Duras, Koltès. Nous manquons de moyens et de temps, car il faut régulièrement reprendre les adaptations trop anciennes. »

« Les auteurs bulgares ont contribué à donner le goût de la liberté, mais les plus célèbres ont renoncé à écrire pour le théâtre. Ils préfèrent le journalisme, plus immédiat, et qui touche plus rapidement le public. L'écriture théâtrale exige un recul sur l'événement, et les pièces de ces dernières années ne sont plus valables. A quoi sert à présent de dire que le roi est nu. C'était la fonction du théâtre, ça ne l'est plus. Peter Brook trouve que notre situation, avec cette explosion libertaire, lui rappelle la France en 1968. C'est un bon espoir. Je vous le disais, quand on ne sait rien, tout est possible. »

POLOGNE

Le théâtre *Story de Cracovie*, qui doit présenter (du 10 au 16 janvier 1992) le *Marriage, de Gombrowicz*, dans la mise en scène de Jerzy Jarocki, et les *Noce, de Wispianski*, dans celle de Wajda, ou une histoire vieille de deux cents ans, explique son directeur, Tadeusz Bradecki :

« C'est une salle sans style, qui a subi de multiples restaurations. L'apogée de la compagnie se situe dans les années 60-70. Elle tirait sa force d'un phénomène de continuité. La plupart des acteurs venaient de l'école de Cracovie, et y enseignaient à leur tour. Il n'existait pas de méthode érigée en système scientifique. La politique a joué un rôle important, l'absence d'espoir confèrait à l'art un privilège unique, celui d'exprimer la vraie vie de la nation. A l'heure de la liberté, la tradition du langage clandestin est devenue inutile. Il faut recréer la vraie valeur des mots, de l'histoire, de la tradition. »

« Nous opérons un retour au répertoire polonais classique pour retrouver nos racines. Nous nous intéressons également aux textes contemporains, mais nous en avons été si longtemps coupés, que s'est creusé un fossé. Nous et le public souffrons d'un manque. Un auteur comme David Mamet nous intéresse, mais nous avons besoin du public, et comment comprendre les arcanes de la spéculation immobilière, par exemple... »

« Witkiewicz, Gombrowicz avaient fait prendre un bon départ à la dramaturgie polonaise. Après la guerre, l'isolement a été total. La question essentielle est : voulons-nous devenir européens, et prendre le risque d'imiter les écritures que nous découvrons, ou communiquer avec ce que nous possédons en propre ? Alors se pose l'autre question : qui sommes nous, où est notre force ? »

« D'après les interventions de Tadeusz Bradecki, au cours des rencontres organisées par l'Académie expérimentale du Théâtre en 1990. »

ROUMANIE

LODÉON accueillera (les 24 et 25 janvier 1992) le Théâtre Boulevard de Bucarest avec *Hamlet*. L'occasion de mieux connaître la scène roumaine. Conseiller littéraire de l'Union théâtrale roumaine, Corina Suteu Lupsa dirige depuis le mois de juin le bureau des échanges avec l'étranger. Energique, « dynamique », un mot qu'elle aime, et déclare dans toutes ses variations pour définir ce qu'elle a appris de l'Ouest et dont elle veut faire profiter son pays, « si avide de culture », dit-elle.

« Nous avons vécu des expériences traumatisantes, et nous cherchons à retrouver un équilibre perdu. Nous n'en sommes plus à errer sans savoir où aller. A tous les niveaux, et pas seulement dans les milieux artistiques, nous sommes capables de définir nos buts. La question est : comment les atteindre, comment se libérer de l'idée d'un art mis au service de l'idéologie ? J'ai trente ans et n'ai connu que le règne de Ceaucescu. A quel point mon esprit a été pollué, je ne m'en suis rendu compte qu'ici, en France, où je suis arrivée en 1990. J'y venais pour la première fois, et j'ai suivi des cours. J'étais la seule étudiante de l'Est. J'ai en beaucoup de mal à dialoguer tant mes repères, mon raisonnement sont différents. Mais, pendant cette année, j'ai réussi à prendre du recul. »

« En Roumanie, les théâtres d'Etat – il y en a environ quarante-sept – ont subi eux aussi une évolution. D'abord l'effet de bascule a été très brusque et beaucoup, particulièrement en province, ne s'en sont pas encore remis. Les mêmes structures demeurent, qui sont très lourdes. Les nouvelles lois sur l'organisation de la vie artistique sont en discussion, mais pas encore établies. Il s'agit de mettre en place une organisation souple, légère, capable de dynamiser les institutions, de leur servir de relais avec le reste du monde. C'est la tâche de l'Union théâtrale roumaine, qui a remplacé l'Association des gens du théâtre et de la musique. »

« L'Union a coordonné plusieurs opérations, dont la participation au Festival d'Edimbourg d'un *Ubu* qui a reçu le prix de la critique. Nous organisons des conférences de presse, et ce n'est pas simple, parce que le matériel nous manque. Nous sommes logés dans le palais de Ceaucescu qui est énorme, et où nous pouvons accueillir nos invités, mais je n'ai pas d'ordinateur, pas de photocopieuse, la fabrication du moindre dossier exige une formidable dépense d'énergie... »

« Nous nous occupons également avec l'aide de l'ancien directeur du Festival d'Edimbourg de la mise en place d'un théâtre anglo-roumain, et avec l'AFAA d'un théâtre franco-roumain. L'AFAA s'intéresse à des opérations ponctuelles, nous préférons la permanence des activités. Sinon les projets pourraient se réaliser sans l'Union. Notre but n'est pas de nous substituer aux institutions, mais de faciliter leur métamorphose – d'ailleurs, nous ne sommes pas subventionnés par le ministère de la culture, nous dépendons de nos partenaires nationaux ou étrangers. »

« Le sort des institutions est aléatoire. Je ne sais pas si toutes résisteront. Des compagnies indépendantes, qui, peut-être prendront la relève, se forment un peu partout. L'histoire a donné un grand coup de pied dans la termitière, il s'agit à présent de trouver les moyens d'une réorganisation. Seulement, il est régulièrement question de supprimer tout financement de l'Etat et, de toute façon, le budget de la culture représente 0,033 % des dépenses nationales. Le gouvernement a ses raisons, qui tiennent à la gravité de la crise économique, nous avons nos raisons pour lutter. »

« Je me suis rendu compte ici que la Roumanie n'était ni bien ni mal vue. Elle n'est pas vue. On en parle quand les mineurs débarquent à Bucarest, quand la révolution se passe ou ne se passe plus. Les gens s'impliquent dans l'événement plus que dans le pays. Les Polonais, les Hongrois ont investi de l'argent pour se faire connaître. Chez nous, n'existe même pas l'idée de médiatisation. Il faut venir à l'Ouest pour comprendre combien il est important de construire une image. La Roumanie n'en a pas, à partir de là, elle ne parvient pas à se reconnaître elle-même. Ni, a fortiori, à se faire reconnaître. Une phrase d'André Gide me vient à l'esprit : « Les pays totalitaires vivent dans une communauté, pas dans une société ». Nous avons perdu le sens de la société. Nous formons une sorte de famille très vaste qui a partagé les mêmes malheurs, la même pauvreté, les mêmes peurs, et où on ne se parle plus. »

« Là, le théâtre peut jouer un rôle primordial. Les acteurs, par leur métier, ont appris à se mettre en lumière, à construire, offrir et maîtriser leur image. Pendant la révolution, ils sont montés au balcon, ont parlé à la foule – et pas seulement en Roumanie. Ils possèdent une grande conscience d'eux-mêmes, qui, chez nous, a été effacée, ou même n'a jamais pu se développer. Le théâtre a survécu à Ceaucescu, ce n'est pas maintenant qu'il va se laisser tasser. Il doit rester, il restera un espace de vérité. »

THÉÂTRE DE L'EUROPE

Histoire de Marie

Le Temps et la Chambre, de Botho Strauß, mise en scène de Patrice Chéreau. Avec Bernard Verley, Pascal Greggory, Anouk Grinberg. Jusqu'au 14 décembre.

Un décor de chambre, confortable, apparemment banale. Il ne faut pas s'y fier. Il ne faut pas se fier à ces messieurs si calmes, si convenables. Et surtout pas à cette jeune fille qui semble encore une enfant. Elle s'appelle Marie Steuber, son expérience est infinie, elle est la femme, la magicienne,



Mystère de l'amour

elle est l'amour. Ces gens ne sont pas ce qu'ils disent, savent-ils même qui ils sont ? Leur passé est un mystère. Ils vivent un présent fragmenté, chaotique, dans cette chambre où le temps se disperse, danse, tournoie, oublie les lois de la chronologie. Dehors, le monde continue à s'agiter en décalage. La vérité joue de l'éventail, fait des clins d'œil et des bégayements. Quelque chose de burlesque s'est introduit sur notre planète. Quelque chose qui ne laisse pas indenne.

RENCONTRE AVEC LE METTEUR EN SCÈNE CHRISTIAN SCHIARETTI

Un télégramme de l'Antiquité

Christian Schiaretti, nouveau directeur du Centre dramatique de Reims, participe à la saison du Théâtre de l'Europe avec un spectacle composé de deux tragédies de Sophocle, *Ajax* et *Philoctète*. Le théâtre grec n'est-il pas à la source de la culture européenne ? Ce n'est pourtant pas cette raison qui a guidé son choix.

« LA TRAGÉDIE grecque est un matériau littéraire plus ouvert que bien d'autres dans la mesure où il nous arrive incomplet, dit Christian Schiaretti. Les parties chorégraphiques, musicales nous manquent. Et le public, dont on ne sait rien. La tragédie nous arrive comme un télégramme de l'Antiquité. A nous d'en reconstituer le sens global, certainement pas la forme. L'ethnologie ne m'intéresse pas. Les erreurs ne sont pas importantes, elles peuvent

d'ailleurs donner lieu à des réinterprétations très riches : comme les tableaux de la Passion du Christ en vêtements du XVI^e siècle.

« J'ai déjà monté *Ajax* et *Philoctète* dans le Nord il y a six ans, de façon extrêmement confidentielle, aucun journaliste ne s'était déplacé. Et la saison dernière, la *Médée*, d'Euripide, qui déjà n'est plus tout à fait de la tragédie à l'état pur. L'état pur de la tragédie, pour moi, c'est Sophocle, et je le préfère à tous. Il est immédiatement accessible, alors que ce n'est pas toujours évident chez Euripide. La tragédie a connu les mêmes évolutions que le cinéma : il y a eu la forme dithyrambique avec Eschyle, Griffith, Eisenstein. La forme homérique, épique avec Sophocle, John Ford et aussi Renoir. Et puis le mode autodestructeur de la nouvelle vague, et de la rhétorique d'Euripide, avec ses effets de drame, ses glissements qui annoncent un changement radical.

« Dans la tragédie, on rencontre à l'état brut les principes de fonctionnement sociaux et politiques. Par la force de l'histoire, ils n'ont pas subi les effets de la sensibilité judéo-chrétienne, ce qui nous oblige à sortir

de nous-mêmes de nos modes de pensée. Ma formation est philosophique et je suis très tourné vers la civilisation grecque. Mais, d'abord, monter *Ajax* et *Philoctète* répond à une carence de l'écriture contemporaine. Les Grecs ont parlé de la Ville, chez nous, chaque auteur parle de lui-même. Autre chose me fascine : les Grecs écrivaient pour une représentation. Savoir si le spectacle serait transmis, ou repris n'entrait pas en ligne de compte. Quand je pense qu'il était joué devant quatorze mille personnes, je suis stupéfait. Le théâtre était obligatoire, mais je me demande comment une telle foule pouvait posséder le goût et l'intelligence, la culture nécessaire pour écouter pendant huit ou neuf heures des histoires que chacun connaissait, des variations poétiques sur des légendes populaires.

« Je pourrais monter à l'infini des tragédies grecques. Un jour, je mettrai en scène *Déjanire*, du nom du personnage humilié, héroïne oubliée, qui tue Héraclès en voulant le reconquérir. En réunissant dans un même spectacle *Ajax* et *Philoctète*, je construis une nouvelle œuvre, dont le héros est Ulysse. Il traverse les

deux pièces, d'abord face à un homme, Ajax, à la fois terriblement viril et ambigu. Puis, allant chercher Philoctète, ce vieil homme qui ne peut pas mourir et pourrit sur place, il organise le retour : la victoire sur Troie n'est que le signal de son retour à Ithaque. Sophocle a quatre-vingt-trois ans quand il écrit *Philoctète*, c'est sa *Tempête*. Il parle comme d'un endroit détestable de l'île où croupit Philoctète, qui pourtant, en s'en allant, semble dire adieu à son paradis. *Ajax* est antérieur. La pièce porte une charge sexuelle énorme. Voilà un soudard, qui, dans un état d'égarement, coupe des têtes. Il est possédé, hystérique, féminin. Il est une bacchante. Les dieux l'ont retourné comme un gant. De l'un à l'autre texte, on passe de l'âge du bronze à l'âge historique. Les deux se répondent en miroir.

« Finalement, la grande question qui se pose est : comment monter une tragédie grecque dans un théâtre à l'italienne, dans un lieu de machinerie conçu pour les transformations, les perspectives, les trompe-l'œil ? C'est le problème à résoudre. »

★ Du 31 janvier au 23 février 1992.



Le jeu des rôles

Amphitryon, de Kleist, mise en scène de Klaus Grüber. Avec Jutta Lampe et Otto Sander. Du 18 au 20 décembre.

« Souvent je me demande ce que j'étais, ce que tu étais, avant... Quel est cet homme qui enlace Alcène ? Jupiter ayant pris le visage d'Amphitryon, ou Amphitryon s'inventant Jupiter ? Quand les dieux s'amusent à prendre la place des hommes, pourquoi les hommes ne se prendraient-ils pas pour des dieux ? Dès qu'il s'agit de séduire, les sourires sont trompeurs et les visages aussi. Sait-on jamais qui est qui. Sait-on jamais à qui pense une femme qui s'abandonne et ferme les yeux ? Les angoisses de Kleist se sont à merveille insinuées dans l'histoire perverse du dieu amoureux. Les fractures de sa personnalité lui ont permis de plonger délicieusement dans les imbroglios des faux-semblants. Il y a là l'élegante détresse de l'humour.

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Jeudi 10 octobre

Schubert

Lieder

Beethoven

Symphonie n° 3 « Héroïque »

Roland Hermann (baryton),

Orchestre symphonique du Rhin-Meuse,

Luca Piffli (direction).

Bien avant que Nikolaus Harnoncourt

se mette à la relecture des symphonies

de Beethoven, Luca Piffli expliquait à

son orchestre alsacien que le musicien

allemand n'a pas mérité les temps et

les phrasés que certains lui ont infligés.

Piffli n'a pas accédé en France à la célé-

brité que méritaient sa science et son

talent. Peut-être parce qu'il distrait

volontiers son temps au profit de Dona-

toni, de Scelsi, de Dusanin (qu'il a en-

registré). Ou que la France, plus simple-

ment, méconnaissant la chance d'avoir

hérité d'un élève de Fortner, directeur

depuis l'an dernier de l'Ensemble Car-

me de Milan, ne sait pas une fois encore

correctement séparer le bon grain de

l'ivraie.

Amphithéâtre de la Sorbonne, 20 h 30.

Location Franc. 100 F.

Mendelssohn

Ouverture des Héroïdes

Chopin

Concerto pour piano n° 2

Kodaly

Dances de Galante

Stravinsky

L'Oiseau de feu

David Golub (piano),

Orchestre de Paris,

Gilbert Varga (direction).

Enfant de Dallas, David Golub a tra-

versé sans encombre l'univers implor-

able de la carrière internationale pour

être enfin remarqué par Isaac Stern,

joignant avec les plus grands orchestres,

effectuant une tournée avec Semyon

Bychkov et avec les musiciens de Bu-

faló, en 1988. Les souvenirs communs

furent assez bons pour qu'une nouvelle

rencontre soit ménagée l'année suivante

avec l'Orchestre de Paris. Golub fera

cette fois la rentrée symphonique de la

formation parisienne avec le fils de

Tibor Varga.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à 11). Tél. :

46-63-07-96. De 50 F à 230 F.

Debussy

Gyges, extraits d'Images

Chostakovitch

Concerto pour violoncelle

et orchestre n° 2

Stravinsky

L'Oiseau de feu

Heinrich Schiff (violoncelle),

The Philharmonia Orchestra,

Esa-Pekka Salonen (direction).

Ess Pekka-Salonen n'a que trente-trois

ans. Mais le jeune chef finlandais avait

déjà dans sa corbeille une jolie brochette

d'orchestres dès 1985 : symphonique de

la Radio suédoise comme titulaire, phi-

harmonique d'Oslo et Philharmonia en

tant que principal invité. Il retrouve ses

musiciens anglais pour quatre concerts

presque quotidiens ; il remplace pour le

dernier Pierre Boulez qui, malade, a

tout annulé ce mois-ci en France et à

l'étranger. Ecoutez de très près Esa-

Pekka Salonen : c'est lui qui, en 1992,

dirigera le Prisonnier, de Dallapiccola,

dans une mise en scène de Bernard

Sobel, au Châtelet.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,

20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à

195 F.

Bach

Prélude BWV 547

Variazione capricciosi BWV 783

Pastorale BWV 580

Fugue BWV 547

Frescobaldi

Capriccio Pastorale

Buxtehude

Chorale pour orgue n° 35

Pasquini

Pastorale

Jean Boyer (orgue).

Jean Boyer quadrangulaire ! C'est à n'y

pas croire. Son grand prix du disque, ses

concerts pour les JMF, sa succession à

Michel Chapuis à Saint-Nicolas-des-

Champs, à Séverin, son intégrale des

pièces de Grigny pour la marque Sûr, on

a l'impression que c'était hier. Calme-

ment, sans bruit, l'ancien élève de

Xavier Darasse est devenu l'un des

papes de l'orgue français.

Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h 30.

90 F.

Mozart

Idoménée

Inga Nielsen,

Carol Vessels,

Nicolas Focile,

Sylvia McNair (soprano),

Thomas Moser,

Keith Lewis,

Donald Kaech,

Marcus Haddock (baryton),

Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,

Myung Whun Chung (direction).

Jean-Pierre Miquel (mise en scène).

La distribution, sans voix vraiment cé-

lèbres, est homogène, appropriée aux rô-

les (ou, même l'Electre d'Inga Nielsen,

Atride non vociférante). La mise en

scène de Jean-Pierre Miquel a la

noblesse exigée par l'opéra seria. C'est à

notre avis, grâce à Myung Whun Chung

dans la fosse et à Thomas Moser dans le

rôle titre, la production qui donne vrai-

ment de l'espoir quant à l'avenir de Bas-

tille. Car Idoménée est autrement péni-

bleux que le Drame de plume face à un

public plus exigeant dans Mozart que

dans Tchaïkovski.

Opéra Bastille, 19 h 30 (à 12 et 14).

Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 560 F.

Vendredi 11

Debussy

Iberia, extraits d'Images

Bartok

Concerto pour alto et orchestre

Stravinsky

Le Sacre du printemps

Yun Bashner (alto),

The Philharmonia Orchestra,

Esa-Pekka Salonen (direction).

sonorités instrumentales du moment au

service de l'environnement de Bartok.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,

20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à

195 F.

Mozart

Concerto pour violon et orchestre n° 4

Bruckner

Symphonie n° 5

Thomas Zehetner (violin),

Orchestre philharmonique de Radio-France,

Maurice Jankovic (direction).

On a regretté d'avoir lâché, pour cause

d'actualité de rentrée galoise, le Phi-

harmonique et Janowski pour l'annonce

de leur intégrale des symphonies de

Bruckner à la Bastille. C'était le 27 sep-

tembre. Pour le « Philhar », pour son

netron, pour la Chèque, pour

Bruckner par un orchestre français qui

ose une intégrale (Virgin), on essaiera de

faire mieux cette fois-ci.

Opéra Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-

13-00. De 70 F à 220 F.

Samedi 12

Beethoven

Quintette à cordes op. 29

Chopin

Concerto n° 1 pour piano et orchestre

Variations sur le La ci darent la memo de

Mozart, pour piano et orchestre, op. 2

Kalkbrenner

Grande polonaise pour piano et cordes op. 52

Jean-Marc Lussada,

Philippe Casaux (piano),

Francis-Frédéric Guy (piano),

Christophe Gaudy (alto),

Quatuor Ludwig.

Lire notre encadré ci-dessous.

Conservatoire d'art dramatique,

18 heures. De 70 F à 110 F.

Dimanche 13

Debussy

Rondes de printemps, extraits d'Images

Sibelius

Concerto pour violon et orchestre op. 47

Stravinsky

Petrushka

Cho Liang Lin (violin),

The Philharmonia Orchestra,

Esa-Pekka Salonen (direction).

Cho Liang Lin a enregistré le concerto

de Sibelius avec Salonen (CBS). L'expe-

rience sera donc au rendez-vous, et la

virtuosité.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,

20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à

195 F.

Mozart

Sérénade pour instruments à vent n° 11

Opéra Bastille, 19 h 30 (à 12 et 14).

Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 560 F.

Vendredi 11

Debussy

Iberia, extraits d'Images

Bartok

Concerto pour alto et orchestre

Stravinsky

Le Sacre du printemps

Yun Bashner (alto),

The Philharmonia Orchestra,

Esa-Pekka Salonen (direction).

Délaissant pour le devant de la scène sa

place de musicien du rang avec ses

Solistes de Moscou-Montpellier, l'artiste

soviétique apporte l'une des plus belles

scènes de l'opéra seria. C'est à

notre avis, grâce à Myung Whun Chung

dans la fosse et à Thomas Moser dans le

rôle titre, la production qui donne vrai-

ment de l'espoir quant à l'avenir de Bas-

Beethoven

Quintette pour piano et vents op. 16

Chœur des Zéphirs (piano).

Chœur des Zéphirs.

Le bouillart Zéphyrus est devenu le pi-

aniste fétiche des concerts dominicaux de

Jeanine Raze. Le voici avec les Mora-

gues, ce qu'on fait de mieux comme

quintette. Cette fois, il faut absolument

mesurer son réveil.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.

Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Lundi 14

Berg

Concerto de chambre

Concerto pour violon et orchestre A la

mémoire d'un ange

Trois pièces pour orchestre op. 6

Gidon Kremer (violin),

Oleg Masevsky (piano),

Ensemble InterContemporain,

The Philharmonia Orchestra,

Esa-Pekka Salonen (direction).

Un festin Berg, une coproduction avec

l'Ensemble InterContemporain.

Châtelet. Théâtre musical de Paris,

20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à

295 F.

Mardi 15

Gagnaux

Les Sept Dernières Paroles du Christ.

Brahms

Marcelle Meyer pour chœur a capella

Ave Maria pour orgue et ensemble vocal

Pièces pour orgue

Mendelssohn

Œuvres pour orgue

Olivier Latry (orgue),

Les Jumeaux Solistes,

Rachid Safi (direction).

Les Sept Dernières Paroles du Christ

sont une commande du Forum régional

des organes d'Île-de-France, donnée en

collaboration avec le Festival d'art

sacré. Préfiguration d'une œuvre pour

formation élargie, cet oratorio confie le

rôle de Jésus aux voix superposées d'une

mezzo et d'un baryton. Interprétés par

des femmes, les archanges chantent en

grec, le hazzan en hébreu.

Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h 30.

Tél. : 42-33-43-00. Location FNAC,

agences, 90 F.

Bourges

Mozart

L'endormeur au sérail

Troupe du Nouvel Opéra de chambre

Caméra de Versailles

Amory du Océan (direction),

Bernard Broca (mise en scène).

On cueille ici en bon milieu de tournée

cel Enlèvement itinérant, qui reviendra

ensuite dans plusieurs localités proches

de la capitale (Levallois, Clamart, Ver-

sailles), pour

Rock

Beverly Craven

Elle est jeune et belle. Elle a de longs cheveux noirs et une frange. On la voit, on l'entend chanter, et l'on se retrouve sur un campus du début des années 70. Précipitée en 1991 par un paradoxe temporel, Beverly Craven fera rendre chez les anciens des émotions que l'on croyait oubliées depuis que Linda Ronstadt ou Carly Simon ont fini leurs études.

Le 10, La Cigale, 19 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location FNAC, 120 F.

Oui Oui Negu Gorriak

Pour que Oui Oui devienne le plus grand groupe de rock du monde, il faut d'abord qu'Étienne Charry et ses camarades se prennent au sérieux (impossible ça) et aussi qu'ils jouent un peu plus souvent. En attendant ce grand bond en avant, on profite d'une des rares sorties du quatuor pour prendre sa dose semestrielle de rock nerveux, serré et drôle.

Le 11, Issy-les-Moulineaux, Fahrenheit, 21 heures. Tél. : 45-54-21-39. Location France, New Rose, 80 F.

Scream'n' Jay Hawkins

Un petit maître des années 50 qui, à force de persévérance, d'énergie folle et de folie théâtrale, a distancé la plupart de ses pairs. Scream'n' Jay Hawkins est au vaudeville ce que *Jesus Christ Superstar* est aux mystères médiévaux, sauf qu'il est drôle et qu'il a à son répertoire quelques classiques inimitables dont *I Put a Spell On You*.

Les 14 et 15, Elysée-Montmartre, 19 h 30, 110 F.

Tournées

Mecano

Mecano a inventé une variante hispanique de l'euro-pop, très ouvragée, qui prend en compte tous les aspects techniques du genre depuis la prolifération des radios FM à travers l'Europe. Il y ajoute un sentimentalisme fragile qui parfois élève sa musique au-dessus de sa condition de produit de masse.

Le 11 octobre, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30, 150 F. Le 12, Bordeaux, La Gaîté, dans le cadre de l'Estival, La gaîté de Mado, 20 h 30, 150 F.

Roadrunners

Excellent groupe de rhythm'n'blues, d'une fidélité absolue à l'éthique du genre telle que l'établissent les dandies des années 60 (l'agressif Ray Charles, Steve Marriott) en jetant un pont entre ghettos américains et banlieues britanniques. Il suffisait de prolonger la ligne jusqu'à l'Havre, c'est ce qu'ont fait les Roadrunners.

Le 10 octobre, Amiens, Halle des sports, 20 h 30, de 20 F à 50 F (1^{re} partie : Olivier Orchestral). Le 12, Saint-Germain-en-Laye, La Clé, dans le cadre de l'Estival, 21 heures, 60 F (1^{re} partie : Texas Tomball Gals). Le 16, La Roche-sur-Yon, Le Fuzz'Yon, 20 h 30, 40 F.

Pigalle

Groupe néo-réaliste à base de Garçons Bouchers. Chez Pigalle, la nostalgie et la dérive prennent le pas sur la dérision et la frénésie des Bouchers.

Le 10 octobre, Dijon, salle Le Forum, 22 heures, 60 F. Le 11, Pâques-du-Roussillon, salle Baptiste-Dufour, 23 heures, 12 F. Le 12, Elancourt, salle le Bibo, 22 h 30.

Fishbone

L'un des groupes fondateurs (avec seulement deux albums à son crédit) du rock tel qu'il continue de vivre, en s'approprisant au rap, à la dance music, en mélangeant ses sous-genres (heavy metal, hard rock). Fishbone met à cette cuisine une énergie et un talent hors du commun.

Le 10 octobre, Besançon, salle Montjoye, 20 h 30, 110 F. Le 11, Clermont-Ferrand, Maison du peuple, 20 h 30, 114 F. Le 12, Marseille, Espace Julien, 21 heures, 112 F.

Dominic Sonic

L'un des grands vords du rock français, qui cherche toujours et trouve parfois un chemin entre des influences variées (essentiellement anglaises) et un désir farouche de singularité.

Le 10 octobre, Orléans, à partir de 19 heures au Forum dans le cadre de Rock au Forum. Le 11, Reims, Le Cirque, 20 heures, avec les Dops et Black Maria. Le 12, Strasbourg, La Salamandre, 21 heures.

FFF

La Fédération française de fonck (comme dans rock et funk) marche un peu sur les brisées de Fishbone. On commence déjà à lui chapoter sa virtuosité instrumentale, sa gloire naissante. C'est bon signe. FFF est sur le bon chemin.

Le 11 octobre, Dijon, Le Forum, 20 h 45. Le 12, Reims, Le Cirque, 21 heures. Le 16, Bordeaux, La Lune dans le caniveau, 0 heures, 100 F, dans le cadre du Festival du Méta.

Screaming Target

Le groupe de Don Letts vient de se faire agréer par Island Records. Ce qui démontre que Chris Blackwell, patron de ce label, n'est pas infallible. Quelques que soient les faiblesses de son premier album, Screaming Target n'était pas très loin du but : donner de la jeunesse à la dance music, du déhanchement au rock.

Il suffit de le voir sur scène pour s'en convaincre.

Le 10 octobre, Rouen, Expo 7, La 11, Paris, Baccan. Le 12, Reims, Le Cirque. Le 14, Lyon, La Transbordeur. Le 15, Besançon, Le Montjoye.

Bill Deraime

Bluesman doxx, hippie (comme dans paix et fraternité plus que dans amour libre) incorrigible, Bill Deraime s'en tient avec une rigueur admirable aux canons du genre, à la langue prise, puisqu'il chante en français. Pour l'instant, il se produit avec son groupe, plus tard, au cours de la tournée, il jouera aussi avec Spencer Bohren et Taj Mahal.

Le 11 octobre, Rochefort, Théâtre de la Compagnie, 12 heures. Le 12, Bordeaux, Théâtre Barthelemy, La 14, Paris, Olympia, 20 heures, 130 F. Le 16, Marseille, Espace Julien.

Festivals

Epinay-sur-Seine Eurorock 91 Espana

On entendait à Epinay trois groupes dont Ricky Amigos, Espagnols parisiens qui se sont fait en France une petite réputation, et Fuego, des jeunes gens de Barcelone. Mais la vraie raison d'être à Epinay tient en six mots : *Un me pases que lleto chandao* (Ne marche pas dessus, j'ai des tongs). Pour ce nom, pour le genre que revendique ce groupe sévillan - l'agro-pop - on se sent emplir de préjugés favorables.

Samedi 12 octobre à partir de 18 h 30 à l'Espace Lumière, 6, avenue du Marché-de-Latour-et-Faurey, Epinay-sur-Seine. Tél. : 48-26-88-15.

Elancourt (Yvelines)

Musique au pluriel

Du théâtre (*Génération Chaos*, de Marc O, le 10 octobre), du jazz (Pierre Boncompagni, le 11, Ray Baretto, le 12), du rap (IAM, le 11), du rock-chanson (Thiéfaine, le 19, Pigalle, le 12), du rock-rock (Corman et Tuscuso en première partie de Thiéfaine), de la musique antillaise (Ralph Tamar, le 19), c'est donc pluriel et évidemment musical. C'est en petit festival qui se jouera pas du tout, mais une programmation cohérente et fidèlement alléchante.

Du 10 au 19 octobre à Elancourt, Yvelines. Tél. : 30-66-44-44.

DANSE

Jan Fabre

Sweet Temptations
Excoeur un perturbateur belge. D'abord plasticien puis metteur en scène de théâtre, il a étendu ses tentacles sur la danse en 1987 avec le bizzarroïde *Das Glas im Kopf* (le verre dans la tête). On aime ou on se fâche, on reste rarement de bois. Jan Fabre dit de cette nouvelle œuvre pour quinze acteurs-danseurs qu'elle contient « une tragédie ironique, une duchampienne mais flamande ». Auteur du texte, du décor, de la mise en scène et de la chorégraphie, il a aussi collaboré aux costumes et aux lumières.

Théâtre de la Ville, les 15 et 16 octobre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77, 120 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

Par de deux et de trois
A part le défilé, mobilisait aux nobles accents de la *Marche Troyenne* de Berlioz l'École de danse et la troupe au complet - un spectacle d'exception et d'attention qui n'est absolument avoir vu au moins une fois dans sa vie - ce programme n'utilise, à quelques exceptions près, que des chorégraphes (il faut laisser le corps de ballet à la disposition de Jerome Robbins, qui obtient sa soirée de novembre). Des chorégraphes de bataille (*Raymonda*, *Don Quichotte*, *Le Mari du cygne*), la divine *Sonatine* de Balanchine, et des pièces moins connues signées Josselyn Bosser, Genia Poliakova, Kader Belarbi, Ben Stevenson.

Opéra de Paris-Garnier, les 10, 11, 12 et 13 octobre, 19 h 30, 140 F. Le 12, 20 h 30, 140 F. Le 13, 20 h 30, 140 F. Le 14, 20 h 30, 140 F. Le 15, 20 h 30, 140 F. Le 16, 20 h 30, 140 F. Le 17, 20 h 30, 140 F. Le 18, 20 h 30, 140 F. Le 19, 20 h 30, 140 F. Le 20, 20 h 30, 140 F. Le 21, 20 h 30, 140 F. Le 22, 20 h 30, 140 F. Le 23, 20 h 30, 140 F. Le 24, 20 h 30, 140 F. Le 25, 20 h 30, 140 F. Le 26, 20 h 30, 140 F. Le 27, 20 h 30, 140 F. Le 28, 20 h 30, 140 F. Le 29, 20 h 30, 140 F. Le 30, 20 h 30, 140 F. Le 31, 20 h 30, 140 F.

Saint-Médard-en-Jalles

Tendances
Un choix qui honore les organisateurs : Hervé Jaurégui et ses superbes *Portraits de maîtres*. Hilda Fattoumi et Eric Lamoureux avec leur déjà célèbre *Après-Midi*. Michèle Aone de May et sa charnière *Sinistria Eroica*, plus le Spinach Ballet dans *Le Pireux Pige* et la compagnie Jean Gaudin dans *Éclaircie*.

Théâtre de Gironde, du 11 au 19 octobre, 21 heures. Tél. : 56-03-03-53, 110 F.

La sélection
« Classique » : a été établie par Anne Bey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Goriand.
« Musiques du monde » : Véronique Mortelange.
« Danse » : Sylvie de Nussac.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Caligula

d'Albert Camus, mise en scène de Jacques Korny, avec Emmanuel Guehenne, Pascal Roberts, Philippe Bouleau et Matthieu Roca.

En pleine guerre du Golfe, Yves Le Guillochet, directeur du Théâtre de Chelles, décide de relancer Camus et son *Caligula*. Il y découvre une réplique finale qui répond à ses préoccupations du moment : « *Tuer n'est pas la solution* », dit l'empereur. Et Guillochet nous propose aujourd'hui sa vision dépeuplée du grand œuvre de Camus.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14^e. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-49-49-77, 70 F et 90 F.

Des babouins et des hommes

d'Albert Camus, mise en scène de Jean-Louis Houdart, avec Claude Mellet et François Châtot. Jean-Louis Houdart s'était taillé un beau succès dans toute la France avec un premier travail sur l'œuvre du père de *Belle du seigneur*, le *Monde d'Albert Camus*. Il revient donc à la charge, toujours en compagnie de l'excellent François Châtot et de l'indiscutable Claude Mellet, et coécrit d'explorer les chemins tourmentés du sentiment amoureux.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-55, 95 F et 125 F.

Eté et fumée

de Tennessee Williams, mise en scène de Gilles Glineau, avec Laurence Roy et Aurélien Flacberg. Joie distribution pour cette création d'un auteur difficile à traduire et à jouer en français. On ne demande pourtant que sa sagesse séduire par ce petit bout d'été dans l'Amérique méridionale et profonde.

Arc-en-Ciel théâtre de Rouen, 1, place du Général-de-Gaulle, 94000 Nogent. A partir du 9 octobre. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-50-54-33, 30 F et 100 F.

Fantasio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Salviat, Albert Avellon, Catherine Ferran, Camille La Folle, Dominique Liguère, Pierre Val, Jean-Baptiste Mellette, Sacha André, Alessio Caruso, Gilles Despaes, Yvan Duraz, Christine Serrin, Jean-Benoît et Nicolas Provost.

Reprise d'un spectacle créé l'an passé avec succès et qui inaugure la nouvelle direction du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers confiée au metteur en scène Brigitte Jaques. Après quelques débâcles avec Corneille, elle s'était bien

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

La Maison d'Os

de Roland Dauterive, mise en scène d'Eric Vigner, avec Odile Bougaud, Bruno Bougaud, Elsa Bouchard, Christophe Brault, Amédée Chiriac, Philippe Ceston, Myriam Courchelle, Benoît Di Marco, Benoît Giras, Xavier de Guillebon, Pauline Hamel, Pascal Lacroix, Denis Léger-Milhet, Gail Lenoir, Laurent Lavy, François Moral, Arthur Noury et Jean-François Perrier.

L'un des représentants de la nouvelle vague théâtrale s'attaque à un auteur presque abandonné par les professionnels et à l'un de ses textes les plus forts. Une aventure courageuse qu'il faut absolument soutenir.

Grande Arche de la Défense, parvis de la Défense, 92000 La Défense. A partir du 15 octobre. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-36-86-94, 110 F.

Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Diane Tell, Idriss Badier, François Brysser, Bruno Compagnon, Michel Bussières, Nicolas Garcia, Hélène Halévy, Christian Hillon, Allan Hottel, Franck Jaccard, Marc Jaccard, Maurice Lamy, Jean-Pierre Laustau et Jean-Jacques Schaffer.

Transposition pour la scène de *Certaines l'aiment chaud* qui vau transporte de Hollywood dans les années 50 à Montreuil en passant par Montreuil de nos jours. Une idée de Jérôme Savary sur des musiques de Diane Tell, que l'on retrouve dans le rôle-titre. C'est dans la grande salle du Théâtre national de Chailot.

Théâtre national de Chailot, 1, place du Trocadéro, 16^e. A partir du 12 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-61-15, De 100 F à 140 F.

Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré, Georges Wilson, Paula Larot, Jean-Pierre Dravel, Serge Faubert, Jacques Jacquemin et Pierre Lantier.

Le retour du tandem Dufré-Wilson, autant dire de l'un de nos meilleurs duos, avec une œuvre de Dürrenmatt adaptée par Marcel Aymé. Une farce roqueuse dans la voix de farceurs hors pair.

Clare, 55, rue de Clichy, 9^e. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52, De 50 F à 160 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude Michel Schönberg, mise en scène de Victor Hugo, avec Trevor Nunn, avec Michel Pascal, Patrick Rocca, Louise Pire, Stéphanie Martin, Jérôme Pradon, Marie Zarnow, Julien Courbey, Laurent Gaudron et Marie-France Roussel.

A Paris et en français cette comédie musicale qui a fait le tour du monde. Victor Hugo visité par Schönberg au pupitre et Boublil au livret. Les rôles féminins les plus difficiles sont tenus, en l'espèce de cause, par des Chansonniers. Une mise en scène très classique pour un grand spectacle familial.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9^e. A partir du 12 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04, De 100 F à 350 F.

La Nuit de l'iguane

de Tennessee Williams, mise en scène de Brigitte Jaques, avec Catherine Salviat, Albert Avellon, Catherine Ferran, Camille La Folle, Dominique Liguère, Pierre Val, Jean-Baptiste Mellette, Sacha André, Alessio Caruso, Gilles Despaes, Yvan Duraz, Christine Serrin, Jean-Benoît et Nicolas Provost.

Reprise d'un spectacle créé l'an passé avec succès et qui inaugure la nouvelle direction du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers confiée au metteur en scène Brigitte Jaques. Après quelques débâcles avec Corneille, elle s'était bien

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 47-21-18-51, De 90 F à 120 F.

reprise avec cette très jolie pièce de Tennessee Williams en compagnie des comédiens français.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre Shah Bazi de Téhéran

avec Shah Bazi. Un trésor national vivant iranien, clown persan dépositaire d'une forme théâtrale ancienne et précieuse.

Rouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-07-34-50, 80 F et 110 F.

Un prénom d'archiduc

d'après Charles-Ferdinand Ramuz, mise en scène de Michel Sauter, avec Marlene Pleschl et Claude Guyonnet. Il faut aller entendre la voix du poète suisse Ramuz, splendide et trop mal connue. D'autant qu'elle nous est transmise par un duo d'acteurs où l'on retrouve Martine Pascal qui se livre là en virtuose. Tour à tour rapetisée, fille de ferme, pape, sultane, bonne femme et philosophe, elle endosse tous les habits, compose tous les visages, exprime toutes les humeurs de celui qu'on peut tenir comme le plus grand écrivain francophone suisse. A Avignon où le spectacle fut créé l'an passé, on s'était tout de suite fait à l'idée de Michel Sauter. Il nous a quittés depuis. Pas tout à fait. Ses films sont là, toujours, et ce spectacle, son spectacle, vit.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. A partir du 9 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70, De 50 F à 150 F.

Paris

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67, Durée : 3 heures, 120 F.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 92000 Aubervilliers. A partir du 15 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 1

DE LA SEMAINE

lent disparu

Écrit sur l'eau

de Niels Arstrup, écriture d'Éric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Niels Arstrup, avec Niels Arstrup, Passias Ding, Eva Ionesco, John Arnold, Karim Trousse, Tomoko Yokoyama et Salima Badier. En compagnie d'une poignée de jeunes gens inexpérimentés, Niels Arstrup très en jembes interprète et met en scène ce court conte philosophique écrit par un nouveau venu sur les planches. Sur une excellente musique, en compagnie de Karine Saporta, Arstrup dessine une œuvre sans équivalent, qui marque les débuts d'un genre, le world théâtre, qui n'attendait pas dans ces lieux, Supar.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10^e. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-08-18-50. De 70 F à 130 F.

L'Été

de Romain Weingarten, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Lolo Houdry, Daniel Langlet, Isabelle Moinet et Dominique Pinon. Reprise d'une œuvre créée en 1966 et ressassée l'an passé par Gilles Bourdet, ex-directeur de la Salamandre de Lille où lui a succédé le bouillonnant Mesguich. Dans ce spectacle en liberté, réinventant, deux enfants et deux chats jouent et s'affrontent pour une comédie du sentiment amoureux.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maître-Bras, 20^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Durée : 2 heures. Tél. : 43-66-43-60. 110 F et 140 F.

La Fausse Suivante

de Marivaux, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casile, Alain Pralon, Gérard Girouard, Richard Fontana et Béatrice Osmachy. Dans les décors splendides de Rudy Sabouh, Jacques Lassalle signait l'an dernier avec ce spectacle sa première mise en scène en tant qu'administrateur du Français. Un coup de maître où s'illustrent particulièrement Richard Fontana et Geneviève Casile, une vision très sombre de Marivaux et du rapport amoureux.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. La dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Iphigénie à Aulis

d'Éuripide, mise en scène d'Armin Mouschénas. Premier volet d'une trilogie tragique qui a marqué l'au passé le retour en activité d'Armin Mouschénas et de son inimitable Théâtre du soleil. En alternance avec Agamemnon et les Choéphores. A ne manquer sous aucun prétexte. Splendeur des costumes, des danses, des musiques, un spectacle inégalable et beau. Pour des raisons de place, nous n'indiquons ici que les renseignements pratiques concernant Iphigénie, premier volet de la trilogie.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Les mercredi et samedi à 19 h 30, le samedi à 15 h 30. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Je suis

de Valère Noverina, mise en scène de l'auteur, avec André Marcon, Laurence Mayor, André Briant, Roseline Goldstein, Michel Baudouin, Daniel Znyk, Emmanuelle Taubly-Stram-Wasser, Claire Fargier-Lagranga et Marie Saint-Loubert.



Valérie Lemercier au Palais-Royal.

Valère Noverina est l'un de nos écrivains les plus hardis dans la forme comme dans le fond. Faisant feu de toute littérature, toute émotion, tout fait divers au fait majeur, il conçoit méticuleusement des œuvres puis des spectacles résolument différents. Dans lesquels s'illustrent souvent André Marcon. Ce qui, une nouvelle fois, est vrai.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 2 h 15. 70 F et 90 F. Dernière représentation le 13 octobre.

Jésus était son nom

de Robert Hossein, avec Jean-Marie Lamour, Lucienne Baldoli, Thierry Chapiro, Pascal David, Nicolas Hocqueghem, Laurent Hoon, Jean-Pierre Lachourac, Vincent Lo Monaco, Pascal Martini, Philippe Moysan, Touhami Ouldamer et Serge Paparic. La nouvelle superproduction des Folies Hossein, projet de théâtre accompagné à la projection d'un film. Le metteur en scène, en compagnie d'Alain Decaux, continue sa quête d'absolu, de pureté, de générosité et retrouve la figure du Christ.

Palais des sports, porte de Versailles, 15^e. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures, le samedi à 15 heures, le dimanche à 14 heures et 17 h 30. Tél. : 48-28-40-90. De 100 F à 250 F.

Légerement sanglant

de Jean-Michel Rabeux, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Marcella Goussery, Jacques Mazaran et Emmanuelle Tertipis. Une comédie libertine, selon son auteur et metteur en scène, qui lui a inspiré un précédent travail sur la Fausse Suivante, de Marivaux. Rabeux veut s'amuser de sa langue en pulvérisant la convention. En tête de distribution, une actrice singulière et toujours controversée, en raison d'une présence et d'une voix sans équivalent, Claude Degliame.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11^e. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Durée : 1 h 25. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Mères, portraits

d'Arnold Wesker, mise en scène de Patrick Kerbart, avec Justine Stedon. L'Espèce Cardin fête son anniversaire en très bonne compagnie. Justine Stedon est en effet l'une de nos comédiennes les plus méconnues malgré un talent, une présence tout à fait singuliers. Elle est seule en scène et pourtant

est cinq femmes, esquissées d'un coup de crayon léger par Arnold Wesker.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 8^e. Du lundi au samedi à 20 h 30. Durée : 1 h 30. Tél. : 42-65-27-41. De 120 F à 180 F.

Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Christian Rist, avec Philippe Möller, Christian Rist, Serge La Lay, Irène Jacob, Claudine Bonhommeau, Françoise Le Mout, Vincent Verrillat, Bruno Karl Boiss, Chère Ruppel, Emmanuel Quatra et Basile Bernard.

Christian Rist est avec Jean-Marie Villé, notre grand spécialiste du théâtre classique. Dans son laboratoire de recherches créé à cette fin, Studio classique, il n'en finit pas d'affiner ses connaissances et les autres sur les secrets de lecture et d'interprétation de ces ouvrages sans cesse revisités. Pour le coup d'envie d'une saison qui lui est presque entièrement consacrée à l'Athénée, ce Misanthrope présente dans les décors de l'un de nos meilleurs artisans, Rudy Sabouh.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 3^e. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 16 heures. Durée : 2 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 45 F à 130 F.

Mua Roi Nuoc

Marionnettes sur eau du Vietnam. L'eau, élément essentiel de la culture du Vietnam, pays de rizières et de mousses. Les marionnettes sur eau sont l'un des symboles les plus forts de cette culture et un spectacle fascinant car son secret réside dans la dissimulation des manipulateurs, les personnages émergeant seuls, glissant, puis disparaissant. Un moment magique.

Carpe d'hiver, 110, rue Armand, 11^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30, les samedi et dimanche à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F. Dernière représentation le 13 octobre.

La Nuit de Valognes

d'Éric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Michèle Prêtre, Mathieu Carrière, Danielle Lebrun, Florence Dorel, André Gille, Marie-Christine Rousseau, Delphine Rieth, Dominique Guillo, Friederike Laval et Nathalie Juvet. La pièce d'un nouvel auteur dramatique français farré à la philosophie et dont nous venons de voir avec plaisir le texte qu'il a écrit pour Niels Arstrup et ses jeunes comédiens installés à la Renaissance (lire plus haut). Dans le rôle principal de cette comédie qui s'en va inven-

tiger le répertoire classique du dix-huitième siècle, la remarquable Michèle Prêtre.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Durée : 1 h 45. Tél. : 47-30-08-24. De 100 F à 250 F.

Opéra équestre

Mise en scène de Barabas. Une cérémonie quasi rituelle qui réunit deux cultures qui ne se connaissent pas et se lancent des défis, tout à tour équestres, musicaux et vocaux. Un « opéra » présenté à guichets fermés lors du dernier Festival d'Avignon. Les aficionados sont restés sur leur faim tandis que les nouveaux adeptes s'enthousiasmaient.

Théâtre équestre Ziegler, 178, av. Jean-Jaurès, 53000 Aubervilliers. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Durée : 2 h 30. Tél. : 48-04-38-48. De 110 F à 210 F.

Smaïn

Les amateurs publics sont de retour, et avec eux Smaïn, qui fait désormais presque figure de vieux routier dans un monde où les nouveaux visages sont légion.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-78-22-00. De 130 F à 180 F.

Le Temps et la Chambre

de Ritho Szamas, mise en scène de Patrick Chéreau, avec Bernard Verley, Pascal Gregory, Anouk Grinberg, Marc Betton, Bulle Ogier, Roland Blanche, Jean-Pierre Moulin, Laurence Coss et Marc Citi. Ce spectacle est déjà l'événement de la rentrée théâtrale française. Il marque le retour sur les planches de Patrick Chéreau en compagnie d'un auteur allemand contemporain dont Luc Bondy affirme qu'il est « un poète timide au regard dirigé sur le monstrueux ». C'est l'incroyable Anouk Grinberg (Merle la vie de Bertrand Blier en cinéma, la Maman et la Putain, de Jean Eustache) qui mène cette histoire dans le des d'une chambre où le temps se disloque tandis que les personnages dérivent dans leurs souvenirs. Le croisement d'un air léger et d'un vent sombre pour une pièce de la jubilation théâtrale.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul Claudel, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Durée : 2 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

La Tragédie du roi Christophe

d'Aimé Césaire, mise en scène d'Idrissa Ouedraogo, avec Catherine Samie, Roland Barin, Marcel Bozonnet, Jean-François Rémi, Toto Bissainthe et Marianne Mathéus. Quand le Français s'ouvre à l'histoire de la francophonie et du théâtre contemporain servi par l'un de ses maîtres, il le fête par une mise en scène simple, lente, cérémonieuse d'un cinéaste africain parmi les plus considérables, Idrissa Ouedraogo.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les lundi et vendredi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Valérie Lemercier

La découverte la plus récente et la plus fascinante du woman show à la française toujours en scène à Paris jusqu'aux fêtes avant de partir en tournée avec un spectacle qui lui a valu le Molière de sa catégorie la saison dernière. Certains passages de son spectacle sont déjà entrés dans le vocabulaire familier comme ce « 3615 J'existe » lancé à une mère rigolante par sa fille lycéenne en collier. Impeccable.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1^{er}. Du lundi au samedi à 20 h 30. Durée : 1 h 30. Tél. : 42-97-59-51. De 30 F à 210 F.

Voltaire Dromesko

Quand l'homme veut voler et conçoit des machines insensées et fantasques, mais si dérisoires, si vaines. Le monde enchante d'un cirque qui n'en est pas un. Un spectacle créé il y a longtemps déjà à Lausanne, chez Mathias Langhoff, et qui n'en finit pas de séduire, ce n'est que justice, un public nombreux.

Parc de la Villette (sous chapiteau trans-lucide), 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

Volpone

de Jules Romains, mise en scène de Robert Fortune, avec Guy Tréjan et Francis Perrin. Cela fait longtemps que Jules Romains n'avait pas connu pareil hommage. Une production de qualité pour cette œuvre majeure où l'on retrouve avec bonheur l'excellent Guy Tréjan.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée samedi à 16 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 95 F à 240 F.

Régions

Toulouse

Déjeuner chez Ludwig W.

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jacques Roussier, avec Françoise Briot, Judith Megre et Andrzej Seweryn. Le Sorano ouvre sa nouvelle saison avec ce spectacle signé de son directeur, mise en scène d'une pièce de l'auteur de langue allemande le plus joué en France ces derniers temps. Deux acteurs, interprétés par deux grandes actrices, et un frère qui vient de sortir de l'hôpital psychiatrique... Vous avez dit Thomas Bernhard?

Théâtre Sorano, 35, allée Jules-Guesde, 31000 Toulouse. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 61-25-66-87. 120 F.

Montluçon

Groom

d'après Jean Vautrin, mise en scène de Chantal Marel, avec Rami Razouzi, Lise Vianand, Jacques Bailly, Isabelle Handmanatova et Béatrice de Huesenboque. Alerté C'est le nom de la compagnie de Chantal Marel et le signal qui annonce sa nouvelle création, adaptation du best-seller de Jean Vautrin. L'histoire d'un jeune homme juif, handicapé par son pied-bot, qui s'invente une vie de héros.

Théâtre des Fêtes-Centre national de création, rue des Fauchoux, 23000 Montluçon. Les 15 octobre, 20 h 30 et les 18, 17, 19 et 19 novembre. Tél. : 70-03-86-18. De 50 F à 90 F.

Lille

Marie Tudor

de Victor Hugo, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Jean-Damien Barbin, Pierre Cassagnard, Odile Cohen, Frédéric Cuit, Hervé Furie, Laurent Nattalla, Philippe Noll, Frédéric Pellegony, Jean Yvessier, Christine Wurmer et Bernard Yvès. Une affaire de femme, de parchemin, de poignard, de cagoule, un drame foisonnant comme seul Victor Hugo savait les écrire. Et comme seul, certainement, le nouveau et bouillant directeur de la Métropole, Daniel Mesguich, peut nous le restituer.

La Métropole, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Les mardi et samedi à 20 h 45, le dimanche à 15 heures. Tél. : 20-40-10-20. 85 F et 110 F.

Orléans

La Nuit de l'an 2000

de Philippe Avron, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Avron, Marianne Sargent et Claude Evard. Le CADO d'Orléans, une adresse qui en trois années s'est hissée parmi les plus remarquables, ouvre sa saison avec la nouvelle pièce d'un amoureux aiguisé, Philippe Avron, rejoint sur scène par un bulldozer de l'humour, Marianne Sargent. Un cocktail qui pourrait être savoureux.

CADO, bd Aristide-Briand, 45000 Orléans. Du mercredi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 38-54-29-23. 113 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Olivier Schmitt

DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE
FESTIVAL D'AUTUMNE A PARIS

de Agota KRISTOF
mise en scène
Jeanne Champagnat

Le grand cahier

42.43.17.17

théâtre de la bastille

DU 24 SEPT AU 20 OCT A 19H30
DIM 15H30 - RELACHE LUNDI

LEGEREMENT SANGlant

de Jean-Michel RABEUX
avec
Claude DEGLIAME
Manuela GOURARY
Jacques MAZERAN
Emmanuelle TERTIPIS

43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

THEATRE DE CHELLES

du 1^{er} au 22 octobre

Caligula
d'ALBERT CAMUS

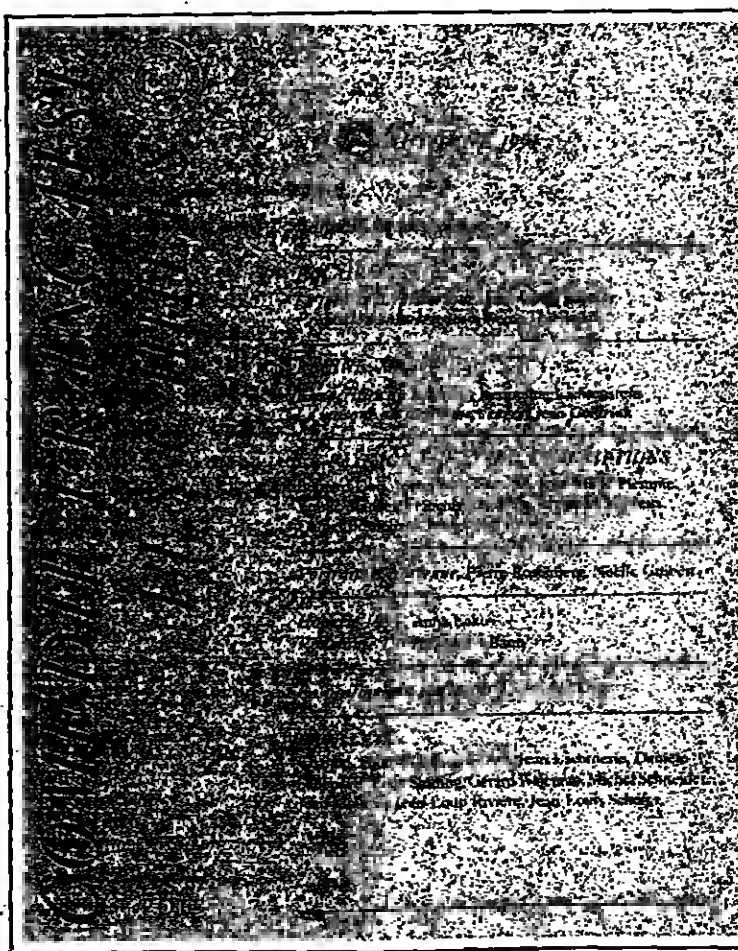
mise en scène d'Yves Le Guillochet
avec Gérard ORTEGA

musiques de DANIEL GUILLONNET
éclairages de JACQUES ROUVIER

VENUE LE GONDOL - MICHEL MORICOT
JEAN-PAUL A. BSM - MARIE-FRANÇOISE
BAILLER - JUANICO - GARCIA
JEAN-PIERRE GUENAY - SERGE
DEMOYER - CHRISTOPHE DAV - VIVE
LE GONDOL - MICHEL MORICOT
MICHEL MORICOT - JEAN-PAUL A. BSM
JEAN-PAUL A. BSM - MARIE-FRANÇOISE
BAILLER - JUANICO - GARCIA
JEAN-PIERRE GUENAY - SERGE
DEMOYER - CHRISTOPHE DAV - VIVE
LE GONDOL - MICHEL MORICOT
MICHEL MORICOT - JEAN-PAUL A. BSM
JEAN-PAUL A. BSM - MARIE-FRANÇOISE
BAILLER - JUANICO - GARCIA
JEAN-PIERRE GUENAY - SERGE
DEMOYER - CHRISTOPHE DAV - VIVE

43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

réservations 60 08 55 00



Sur l'art du théâtre en France et dans le monde, une nouvelle revue trimestrielle

En vente en librairie et par abonnements.
128 pages. Prix au numéro : 90 F.

Bulletin d'abonnement à la revue "Comédie-Française - Les Cahiers"

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Je désire souscrire un abonnement pour quatre numéros à "Comédie-Française - Cahiers".

Mon abonnement commencera au mois de : _____ 199__

Je joins un règlement de 300 F (France) 350 F (étranger) à l'ordre de la Comédie-Française.

Date _____ Signature _____

Bulletin à envoyer avec votre règlement à :
Comédie-Française, B.P. 266 - 75021 Paris Cedex 01.

مركز الفن العربي

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'époque napoléonienne, certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retracent sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 6. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Du 9 octobre au 5 janvier 1992, 37 F.

Nièro Toroni, Jean-Luc Vilmoth

Inattendues, souvent incongrues, une vingtaine d'œuvres de Jean-Luc Vilmoth (né en 1932, en Moselle, mais formé à Londres) sont réunies : objets de sculpture et installations sculptées en milieu urbain. Quant à Toroni, fidèle et épais à lui-même depuis plus de vingt ans, il aura disposé son appartement dans les traveses sud des galeries contemporaines. Pour changer, oui.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Du 9 octobre au 5 janvier 1992, 16 F.

Paris

Des vessies et des lanternes

Quiproquo visuel, piège optique, mystification photographique, réflexion ludique sur l'artifice et le simulacre, cette exposition restitue l'irréalité de la vie dans son illusion la plus vraie. Elle convoque à l'arrière-plan la grande tradition française, en mêlant les archives récemment exhumées d'un zoologiste allemand ou des documents relatifs au conflit Iran-Irak.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 5 novembre, 25 F.

Pierre Duoyer, Robert Gober, Raul Ruiz

Un peintre exigeant, français de souche et de vœux, qui a pratiquement disparu de la circulation depuis quinze ans : Pierre Duoyer. Un Américain qui moule des fragments de corps humains, pour en faire le support d'objets d'abjection du quotidien : Robert Gober. Un cinéaste chilien qui succombe à l'envie de jeter un pont entre le cinéma, le théâtre et la peinture et dont c'est la première installation multimédia : Raul Ruiz.

Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Dynamiques contemporaines

Pour en savoir plus sur l'art contemporain à Bruxelles et en Wallonie, au moment où la FIAC décide de jeter un coup de projecteur sur la création en Belgique, co-organisatrice de la FIAC.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beauvilliers, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4. Tél. : 42-71-28-16. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 novembre.

FIAC 91

147 galeries d'art contemporain françaises et étrangères (belges, allemandes, italiennes, américaines, anglaises, etc.) sont au rendez-vous, sous la verrière du Grand Palais. Beaucoup d'entre elles proposent de bonnes et belles choses, pas forcément spectaculaires. L'amateur s'y plaira, le collectionneur sera tenté.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenstein, Paris 6. Tél. : 45-82-84-55. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 10 octobre jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 13 octobre, 50 F.

Gravures scandinaves

Au tournant du vingtième siècle, la gravure connaît un bel essor en Scandinavie : la Suède s'impose avec les bois gravés de Repholtz et Zorn, et le Danemark avec les eaux-fortes des peintres de Skagen, notamment de Hans Hansen, Carl Bloch et Carl Locher. Et puis il y a Munch le Norvégien.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 16 décembre, 27 F. Billet d'accès au musée.

25 artistes

autour de Georges Boudaille
Boltanski, Buren, Sophie Calle, Lavier, Blais, Comitas, Favier, Faucon, etc. En fait vingt-cinq artistes choisis par cinq critiques d'art réputés exposent sous la grande verrière de la gare d'Orsay. En hommage au critique d'art et animateur de l'ex-Biennale de Paris, Georges Boudaille, disparu en février dernier.

Gare d'Orsay, grande verrière, Paris 7. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 novembre.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'on peut voir, grâce à François Maheux, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci est présentée en permanence, mais partiellement. L'acroschage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais de la Légation, galerie de la Marne, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992, 20 F.

Marie de Médicis et le palais du Luxembourg

Un mécène dans la grande tradition française, qui s'entoure d'hommes éclairés, attire les meilleurs artistes de son temps, fait construire son palais par Salomon de Brosse, commande à Rubens la décoration de deux galeries. L'exposition réunit des tapisseries, des dessins, des gravures de Callot et Clouet, des plans d'architecture, des peintures et des sculptures.

Musée du Luxembourg, 18, rue de Valenciennes, Paris 6. Tél. : 42-34-26-55. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 janvier 1992.

Charles Matton

Peinture, sculpture, dessin, photographie, cinéma inspirent le monde manipulateur et projeté dans la troisième dimension par ce magicien de l'épave. Fabricant d'illusion, artiste factice, orfèvre manipulateur, scénographe habile, Matton invente ses chimères avec humour et nostalgie, et revendique la lucidité de l'enfance comme une vertu première.



Exposition «Berlin, Paris Bar» à la galerie Artcurial. K.H. Hodić, 1991.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais, Paris 6. Tél. : 42-80-44-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain. Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. A l'occasion de cette exposition, qui est organisée en collaboration avec le musée Munch d'Oslo, Orsay propose un cycle norvégien : concerts et films.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 janvier 1992, 30 F.

Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du berger Hausmann, prince de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Armée, 21, boulevard Morland, Paris 4. Tél. : 42-76-33-37. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Conférence de M. Roger-Huet Guérard le 11 octobre à 18 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eut le don et très tôt la maîtrise du dessin, on savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tous genres (déjà), dont certaines n'ont encore jamais été exposées.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Conférence de M. Roger-Huet Guérard le 11 octobre à 18 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Rétrospective Garry Winogrand

Des questions troublantes, des tensions insoupçonnées, des turbulences invisibles surgissent sous l'objectif de Winogrand, qui disait : « Je photographie une chose pour savoir à quel elle ressemble quand elle est photographiée. » C'est la première rétrospective du photographe décédé en 1984, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures.

Jusqu'au 5 novembre, 25 F (entrée du musée).

Galeries

Eva Aeppli et Jean Tinguely

Masques, sorcières, plumes et tissus s'y agitent, sur par d'étranges machines faites de bric et de broc. Eva Aeppli et Jean Tinguely, peu de temps avant la mort de ce dernier, se sont retrouvés pour orchestrer la plus grande de toutes les danses machiniques.

Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lud, Paris-4. Tél. : 48-64-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Berlin, Paris Bar

Les étudiants en arts plastiques et leurs professeurs ont été les premiers à y venir, après la guerre. Dans les années 50 les gens du festival de cinéma s'y donnaient rendez-vous. Dans les années 70 c'était plus que jamais un lieu de fête, dont les murs allaient être recouverts de tableaux de Baszlik, Lipert, Hodić, Fetting, Middelhoff, Salome.

Galerie Artcurial, 9, av. Montaigne, Paris-8. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 9 novembre.

1981-1991, d'une décennie... l'autre

La Galerie de France fête son ouverture, il y a dix ans, au 52, rue de la Verrerie, avec ses artistes et quelques autres, anciens et nouveaux. Par exemple Dubuffet, Degottet, Tinguely, Aillaud, Pincemin, Boulton, Rebecca Horn. Les œuvres ont été créées sur le volet et l'acroschage est assez subtil pour que, justement, on ne pense pas à un acroschage.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris-4. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 19 octobre.

Virginia Dwan

Après Los Angeles, New-York, où la Dwan Gallery ouvre en novembre 1965,

avec une exposition Kishholz. Après quoi elle présente des artistes comme Carl Andre, Dan Flavin, Don Judd, Agnes Martin, Walter de Maria, Sol LeWitt, On Kawara, Kosuth etc. Donc se spécialise dans les *Earthworks*, l'art conceptuel et minimal.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris-8. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 décembre.

Anselm Kiefer

Un artiste allemand d'aujourd'hui, qui a le don tout à la fois de fascier et d'essayer à force de remuer sa terre, sa mémoire, son histoire parcellaire, en grand, en sombre, en fabriquant d'immenses tableaux chargés de matières brutes, oxydées, et des livres aux feuilles de plomb.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre.

Portrait de l'artiste

Une occasion de découvrir des tableaux de petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'atelier. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos papiers et quelques autres dans leur milieu.

Galerie Hahnfeldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8. Tél. : 42-89-64-63. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures, samedi de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre.

Régions

Chartres

Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Emile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le monde intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 28, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Colmar

Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le Musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-83-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1^{er} novembre au 1^{er} décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf mardi. Visites sur r.v. au 89.41.02.29. Jusqu'au 1^{er} décembre, 45 F.

Grenoble

Vito Acconci

D'abord poète, ce New-Yorkais s'est intéressé dès la fin des années 60 à la performance, à la vidéo et à la photo. Ses œuvres d'ailleurs intriguent beaucoup. Celles d'aujourd'hui aussi. Voir au Magasin de Grenoble ses installations, ses maquettes de projets publics, qui impliquent le spectateur dans ses fluctuations.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Barlat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 10 novembre, 8 F.

Morlaix

Pierre Restany

Une vie dans l'art depuis quarante ans. Agitée. Des voyages, des coups de cœur, du discours. Beaucoup de curiosité, de prises de position raisonnables, amusées. Et pas une d'empêche un peu partout à travers le monde. Faut-il rappeler que Pierre Restany, ce roulier non roulier, est l'inventeur du nouveau réalisme ?

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000. Tél. : 98-88-68-88. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

Nancy

Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes (chêches se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Français ». A la même époque, l'historien d'art pragoise Vincenc Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition française permet de confronter des œuvres de Cézanne, Picasso, Braque, Derain et Gleizes à celles de Benes, Capck, Filla, Prochazka au Gouffon.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-95-01. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Villeneuve-d'Ascq

Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combine images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus marquantes. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus californienne.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été établie par Genevieve Breuerette. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

GALERIE DE LA PRESIDENCE
90, bd St. Honoré, 75008 PARIS - Tél. : 42 85 49 60

André MARCHAND
jusqu'au 5 novembre

17 septembre - 28 octobre
Bernard Buffet et
Hélène Dubouché
Photographies de l'œuvre

Hôtel des arts

Fondation nationale des arts, 11 rue Berryer, 75008 Paris
Téléphone 1-42 56 71 71

GALERIE
DENISE RENE
196, bd St Germain
Paris 7^e

Inauguration
vendredi 11 octobre
à 20 heures
du nouvel

Espace Marais
22, rue Charlot
Paris 3^e

Exposition:
Dominique
PERRAULT
Concept / Contexte

PROSCENIUM
35, rue de Seine - 75006 Paris
43.54.92.01

ANDRÉ MASSON
ŒUVRES POUR LE THÉÂTRE

ESPACE PIERRE CARDIN
20th ANNIVERSAIRE
PIERRE CARDIN
C.P.A. KANGORROO INC. ARTECON

ARNOLD WESKER

MÈRES,
PORTRAITS

Josiane STOLERU
Née au théâtre
Patrice KERBRAT
avec la voix de Emille CHESNAIS
Location : 42.85.27.41 - Agences - FIAC

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
Département des études
et de la prospective

les publics de la danse

J.-M. Guy

480 p. - 170 F.

le marché de l'art
contemporain en France

prix et stratégies
B. Rouget, D. Sagot-Duvauroux, S. Pfeiffer
208 p. - 150 F.

à paraître le 23 octobre

diffusion

la documentation française
29, quai Voltaire, 75007 Paris
tél. : 1-40.15.70.00

DE LA SEMAINE



DISQUES

Classique

György Kurtág,
Witold Lutoslawski,
Sofia Gubaidouline

Quatuor à cordes
Quatuor Arditi
Ce huitième bébé de la collection Arditi, pour les Editions Montaigne du Théâtre des Champs-Élysées, se présente comme un hommage aux malades, aux obscurités du quatuor contemporain. Il vaut moins, pourtant, par les quatuors dénommés comme tels, dans lesquels figure de droit l'opus 1 de Hongrois Kurtág (encore à la croisée de Webern et de Bartók), que par les deux œuvres plus tardives du même : les douze miniatures de l'hommage à Mihály Ándras et le sublime *Officium breve in memoriam Andreae Szervansky*. Musique sans attaches stylistiques audibles, confessions à l'état pur, l'ellipse comme signature, émotion présente, palpable, folklore hongrois subtil : Kurtág (auquel le Festival d'automne consacrait l'an dernier une grande part de son programme musical) est sacré définitivement génie de la petite forme. Le *Quatuor* de Lutoslawski, le seul que le compositeur polonais ait écrit, est un mélange de pointillisme et d'alea plus vraiment exaltant (il date de 1965). Celui de Gubaidouline est plus emphatique que tragique, plus théâtral et démonstratif que dramatique – et si prussien formellement !

1 CD Disques Montaigne, 789007.

Arvo Pärt

Microcosm, Festina lente, Sarah Was Ninety Years Old, The Island Ensemble, Orchestra of the South-West of Scotland
Mistère. Même Arvo Pärt, l'estocico exilé à Berlin, champion toute catégorie de dépouillement et d'humilité, adopté presque contre son gré par les fils spirituels de Satie et de Cage, par la bande à Gavin Bryars et à Martin Feldman, les minimalistes comme on dit, Pärt l'ennemi, s'est senti pou-

ser la grosse tête et, les événements baltes aidant peut-être, s'est mis à composer lourd et emphatique. Les trois premières minutes du *Miserere* (une voix, une clarinette : pauvre et belle antienne) ne sauvent pas les grandes orgues, les trompettes, les cors trop rutilants de ce qui suit. Faux grégorien. Fausse liturgie. Même les rares retours à la simplicité sonnent faux ici.

1 CD ECM 1430.

Une nuit au Gaumont Palace

Tommy Deserre
à l'orgue de cinéma
C'était le plus grand orgue de cinéma d'Europe. C'était l'organiste le plus polyvalent de la profession. Né à Dieppe en 1907, mort tout près de là, voici un an déjà, Tommy Deserre partagea son temps, à partir des années 30, entre une vraie tribune d'église et les claviers de l'immense instrument du Gaumont Palace. Il inaugura là un style unique, hérité des grands pianistes du jazz, mais proprement lavé par la technique classique qui était au fond la sienne. Deserre était l'attraction du Gaumont, au joli temps où le cinéma était du spectacle.

La salle passant à la casse en 1971, Alain Villaro, producteur sans entraves, décide d'en perpétuer le souvenir par un film (*Un quart d'heure d'entracte*) et par un disque. Voici ce dernier réédité, kitshé à souhait, nostalgique comme du meilleur Fellini, vivant comme une photo d'archives.

1 CD SUI 2603 SAN 71.

Mendelssohn

Les deux quintettes à cordes
Jacques Prell, Thomas Tercieux (violon), Jean Dupont, Nicolas Bône (alto), Emmanuel Gagné (violoncelle)
Ces deux très belles pages, que vingt ans séparent dans l'œuvre de Mendelssohn, ont très rarement été enregistrées. On signalera la naissance, à l'occasion de cet enregistrement définitif, d'une nouvelle collection discographique. L'idée était dans l'air depuis longtemps (en fait, depuis une proposition de Jacques Driloo) : les éditions Actes Sud, dont le flirt avec la musique ne cesse de s'affirmer, ne devaient-elles pas préciser leurs intentions en sortant des compacts ? C'est fait. Les deux volumes parus (le second est consacré aux canons et lieder pour ensembles vocaux de Mozart) bénéficient des qualités qui ont déjà construit l'image enviable de la maison d'édition arlésinoise : fabrication soignée, livret précis et joliment présenté. La vraie fête, c'est la prise de son de ces deux quintettes. Énergie des attaques, crissement des archets, respiration (des excellents) interprètes. Longue vie à cette collection produite par Dominique Dujols.

1 CD Musicales Actes Sud M210001, distribution Audis.



Sam Phillips

Jazz

Miles Davis

My Funny Valentine

Réunies ici les deux séances du quintet de Miles Davis (*Cookin' with the Miles Davis Quintet* et *Relaxin'...*) datent du 26 octobre et des 2 et 3 novembre 1956. Il manque donc *Steamin'* et *Walkin'*. On connaît l'histoire. Le quintet est un des moments totalement fusionnels du jazz – comme le Hot Five de Louis Armstrong ou le quintet d'Ornette Coleman. Chaque membre joue et pressentait l'autre. Coltrane fait des débuts imparfaits (selon son destin ou aux goûts des académiciens) et incroyablement impérieux. Le groupe se retrouvait quelques après-midi en studio pour enregistrer chaque morceau en temps réel (une prise). Personne ne sait, ce qui a pu réellement se passer. Personne ne comprend ce phénomène. Les amis invoquent l'héroïsme, qui a tout son rôle mais n'explique rien. Les gosses désarmés pensent que Miles Davis était un tyran, ce qui justifierait tout (à chacun son fantasme). Personne ne parle de la musique. Personne n'ose en parler. Ces prises sont parfaites, sont indépassables.

2 CD Carrière-Pressing 88 311.

Rebelle

Le principe des anthologies (des compilations) est assez contesté comme ça. On pourrait s'interroger sur le terme générique de *Rebelle*. Passons. Pour le passant, le mérite de cet assemblage est de présenter plusieurs visages d'un

musicien qui n'en manque point : avec George Coleman et Frank Butler (16 avril 1963), avec Gil Evans (6 novembre 1962), avec Hank Mobley (21 avril 1961). Détenteurs de *Seven Steps to Heaven*, *Quiet Nights* et *At the Blackhawk San Francisco*, passez votre chemin. Encore que : on s'écoute pas forcément une anthologie comme une collection.

1 CD CBS 4610992.

F. M.

Rock

Eg & Alice

24 Years of Hunger

Ce duo britannique sort de ouïe part, on presque. Enfin, Eg était le bassiste de Brother Beyond. Alice est sa bonne amie. Ces maigres antécédents ne préparent pas vraiment à cet album qui devrait remplir un grand vide dans la vie de ceux qui regrettent, au choix, la dissolution de Steely Dan ou le manque de productivité, ces derniers temps, de Prefab Sprout. Pour des raisons qui ne concernent qu'eux et leur architecte d'intérieur, Eg et Alice ont fait construire un studio 32 pistes dans leur intérieur londonien et y ont enregistré onze chansons. La plupart sont brillantes, les pires sont simplement trop intelligentes. De la même manière qu'au début des années 70, Donald Fagen et Walter Becker jouaient avec Steely Dan le contrepoint intellectuel et blanc de l'explosion funk, Eg et Alice se placent en écho des grands collectifs de la dance music britannique, Soul II Soul ou Massive Attack. A l'intensité et à l'urgence répondent l'humour et une joliesse bien assumée avec, en plus du plaisir immédiat, la promesse de grandes choses à venir.

WEA 9031-75388-2.

Dave Stewart and the Spiritual Cowboys

Honest

Ce disque se proclame bonnette parce qu'il a été enregistré en direct ou presque, sans artifices de studio. Dave Stewart, trop heureux de constater qu'on (les Français) qui ont acheté 120 000 exemplaires de son précédent disque) le considère comme un être humain à part entière, même sans Annie Lennox à ses côtés, tente avec ce deuxième album solo de révéler un peu plus de sa vraie nature. Mais les habits n'ont pas d'empereur : *Honest* est un disque spontané, bien joué du premier coup, mais sans autre substance que le plaisir manifeste des participants. Inutile d'y chercher une idée qui s'ait pas déjà servi, une vraie trouvaille. En cinquante minutes, le talent l'emporte sur l'inspiration par douze titres à zéro.

RCA/BMG 70 5801.

John Lee Hooker

Mr. Lucky

Encore un disque d'hommage, mais ici le héros du jour est présent du début à la fin. Robert Cray, Carlos Santana, Keith

Richards, Van Morrison, Johnny Winter viennent pieusement saluer le vieux homme. Avec eux, John Lee Hooker revisite son catalogue, reprend ses standards, y puisant une vigueur qui tient désormais du surréalisme.

John Lee Hooker a d'abord le mérite d'avoir survécu à ses pairs sans jamais se compromettre ni disparaître. A soixante-quatorze ans, il chante avec une assurance, une nonchalance superbes. Autour de lui, cornaques par Roy Rogers, le producteur du disque, les stars en font toujours plus qu'assez, jamais trop, pour ne pas faire d'ombre au mythe. Une mention spéciale pour Johnnie Johnson, au piano sur *I Want To Hug You* et *This Is Hip*. On parlera bientôt de l'album que l'ancien pianiste de Chuck Berry vient d'enregistrer avec Keith Richards.

Silverstone ZD 5087. Distribution BMG.

Squeeze

Play

Squeeze, quatuor anglais qui sévit depuis plus de quinze ans, se tient depuis ses débuts à un pas du succès, le vrai, celui d'U2, de Dire Straits. Mais ce pas est infranchissable : Chris Difford et Glen Tilbrook, le noyau pensant de Squeeze, sont des ironistes, c'est un défaut rédhibitoire pour accéder à la première division. Qu'importe qu'ils soient aussi des mélodistes hors pair, que Squeeze soit un groupe d'une cohésion éblouissante, on ne devient pas Disque de platine en chantant les petites défilées de la vie quotidienne, les compromis boiteux de la vie de couple qui sont le fonds de commerce de Difford et Tilbrook. D'autant qu'il est arrivé au groupe de se prendre les pieds dans le tapis à force de finir.

Play échappe à ce piège : la simplicité élégante des mélodies ne disparaît jamais sous le raffinement musical (tout au long du disque les guitares suffiraient à elles seules à maintenir l'intérêt) et la voix claire de Tilbrook (il peut imiter McCartney à la perfection) trouve l'émotion qui lui a parfois manqué.

Un dernier mot sur le livret qui accompagne le CD. On y trouvera une pièce (*la play*) librement inspirée de *Godot*, et dans cette pièce, dispersés dans le désordre, les textes des chansons. Plus malin que Squeeze, il n'y a pas.

Repertoire/WEA 7539-2664-2.

Sam Phillips

Cruel Intentions

Sam (comme dans Samantha) Phillips présente tous les signes habituellement associés au rock universitaire : correctement alphabétisé (d'Emily Dickinson à Lou Reed), élégant et muni d'un carnet d'adresses qui va d'Elvis Costello (Anglais bavard) à Brian Auger (Américain oco-country). Son disque est produit par T-Bone Burnett, connu pour ses liens avec Costello. Burnett a amené le guitariste Marc Ribot, le bassiste Jerry Scheff.

Cette garantie de haute tenue musicale ne protège en rien de l'ennui. Mais Sam Phillips n'est pas seulement une fleur de campus. Elle aime le rock jusque dans ce qui le fit autrefois haïr des intellectuels, simplisme et violence, sentimentalisme et exotisme. Au lieu de s'abriter derrière la musique, elle s'expose, vix cassée, textes abrupts et intelligents. Les musiciens déjà cités apportent leurs idiosyncrasies, leur relecture du rock, et Sam Phillips les tient près des mélodies, les ramène vers l'émotion. Premier album, *Cruel Intentions* dévoile immédiatement la séduction d'un auteur, d'une chanteuse.

Virgin COVUS 32.

T. S.

Chanson

Laurence Jalbert

Laurence Jalbert

Rousseau, québécoise, Laurence Jalbert fut, en 1990, l'étoile montante de la chanson francophone canadienne. Du punch sur scène, de jolies musiques arrangées à la guitare acoustique, un ton très folk, une belle voix nuancée : l'interprète parle d'amour. L'amour un peu béatement romantique des jeunes filles (*les Yeux noirs, Je me*

souviens encore). On s'y ennuie vite. C'est dommage. Car il y a quelques grains de talent dans ces textes. Mais la jeune fille a traversé l'Atlantique avec ces atouts classiques, alors que d'autres, plus originaux (Jean Leloup, Geneviève Paris, Richard Desjardins, Jim Corcoran), sont toujours bloqués là-bas.

1 CD Audiogram 651600347 distribué par Vogue.

Luc de Larochellière

Sauvez mon âme

Luc de Larochellière a fait le même parcours que Laurence Jalbert avec plus de nerfs et d'inspiration. Son style rock new wave décontracté, son image de jeune homme à ascendance aristocratique mais pur produit de la civilisation industrielle, *clean* comme une table en formica, ami des machines et ennemi des salauds, lui ont permis de forcer la porte des radios périphériques françaises avec son *crêdo* anticonformiste, *Cash City*. Larochellière nous parle de villes, de rues, d'argent, d'une génération « qui n'a plus d'histoires à raconter ». Il nous promène entre sentimentalisme (*Avenue Foch*), jazz docereux (*J'suis bourgeois*) et rock dur (*La machine est mon amie*) avec une intelligence et une vix. L'envie demeure pourtant de lui souhaiter bonne chance, comme à un jeune homme fraîchement sorti de HEC qui débute dans son premier emploi.

1 CD Traffic 710346 distribué par Tréma.

V. Mo.

Musiques du monde

La Squadra, Compagnia del trallalero

Polyphonies génoises

Dix hommes marchent sur les quais du port de Gênes. Un ténor (*u prim*), un baryton, cinq basses, un haut-contre, un chef, et une voix nasale dans le rôle de la guitare. Les voici dans une taverne, la bouche en rond, la main tendue, le regard fixé loin devant. Ils sont les derniers gardiens du *trallalero* (de tra-la-la), ou chants polyphoniques nés dans le port de Gênes, au début du siècle, lorsque ouvriers et dockers venus des villages alentours, ou de Lombardie ou de Sardaigne, retrouvaient les marins voyageurs à l'heure du repos.

Entrelacs de voix d'hommes, voix basses de forts des docks, de prolétaires de la métallurgie, les chants de la Squadra s'enracinent dans les traditions génoises, les gestes de travail des marins, les défis ouvriers. Claudin Valente, le haut-contre, donne une dimension théâtrale, une surprenante trace de féminité aux dix-huit courtes pièces présentées dans ce très bel album. La Squadra se réunit aujourd'hui au siège de la Société mutuelle de secours des ouvriers et paysans de San-Fruttuoso, pour dresser, dans le respect du répertoire, au moins de deux minutes, la satire d'un personnage public ou d'annoncer l'avant-goût aiguisé d'une image érotique, l'idée du bon-boire et du bien-manger, avec une justesse, une virtuosité savoureuses.

1 CD Buda Records 92514 distribué par Adès.

Mahlathini and Mahotella Queens

Mbaqanga

Des chorales en fand, des accents à la Myrham Mabebe, une ligne rythmique équilibrée Soweto : Mahlathini Nkabinde superpose une voix de baryton au gracieux-tés modulés de ses trois queens, sans qui il ne serait rien. Délicieux mélange que cc *mbaqanga*, la « soupe » inventée dans les années 60 par le saxophoniste du groupe West Nkosi. Exemple : *I Am in Love with a Rastaman*, six minutes de tension voluptueuse entre le reggae de Jobourg, guitares égrenées, basses en cascades rebondissantes. On se souviendra à l'occasion de l'excellent *Paris-Soweto* paru chez Mélodie en 1987, quand l'Afrique du Sud, raffinée, tribale, élégante, urbaine et révoltée, finissait d'arriver à nos portes dans le sillage de Paul Simon.

1 CD Cellularte 66897.

V. Mo.

NAISSANCE DE LA COLLECTION « GAJETÉ LYRIQUE »

La belle opérette retrouvée

DANS les années 50-60, Radio Lyrique, secteur de ce qui était encore la RTF, défendait et préservait le grand, le vrai répertoire de l'opérette en jouant et enregistrant régulièrement des œuvres d'Offenbach, Lecoq, Gounod, Audran, Planquette, Messager et tant d'autres. Radio Lyrique avait pour cela un orchestre et une chorale bien entraînés et une véritable troupe d'interprètes de musique légère.

Côté dames, il y avait Line Dachary, Liliane Barton, Claudine Collart, Freda Benzi, Christiane Harbell, Janette Lavasseur ; côté messieurs, Aimé Doniat, Raymond Amade, Gaston Rey, Michel Hamel, Dominique Tilmont, Joseph Peyron, René Lanoty. Les bandes de radio dormaient dans les archives.

Musidisc vient de lancer en co-production avec l'INA, une collection baptisée *Gaieté Lyrique*, réalisée par Maurice Grosjean et qui ramène au jour des trésors. On ne sera pas peu surpris d'y entendre parler (les textes, même condensés ne pouvant être séparés, contrairement à ce qu'on prétend, de la musique) et chanter d'une façon toujours compréhensible ; avec un métier qui paraît, de nos jours, bien incolore. Quatre premiers enregistrements ont été édités. On nous en promet toute une série, fort rares.

Madame l'Archiduc, d'Offenbach, écrit en 1874 sur un livret d'A. Millaud, n'a presque rien à envier à la Grande Duchesse de Gérolstein pour le saugrenu des situations, l'affirmation de l'autorité féminine à la bouffonnerie de la musique. A quoi répond une œuvre,

considérée à tort comme mineure, de Charles Lecocq, composée, elle en 1881 : *Le Jour et la nuit*. Avec ses *Bavariennes*, *Varico* et *Leinart*, Lecoq a fait mieux que pasticher Offenbach dont il s'était affirmé le rival après la guerre de 1870 : il sème le doute, tant cette fantaisie endiablée dans un Portugal de haute fantasia – *« Les Portugais sont toujours gais, qu'il fasse beau, qu'il fasse laid »* – a l'air d'appartenir à l'autre. Pour faire bonne mesure, on a joint à *Madame l'Archiduc*, le *Chanson de Fortunio* en un acte et, au *Jour et la nuit*, la pochade, en un acte également, *Rose-Moussu*.

D'André Messager, valci *Passionnément* (1928), dont la livret boulevardier de Maurice Hennequin et Albert Willemets est un régal. Loin de *Véronique*, Messager, ici, inventait avec raffinement (le commentaire musical de l'orchestre) un style assez proche de celui de Reynald Hahn qui composa quelques airs et un ballet pour le Mozart de Sacha Guitry. L'enregistrement de 1959 nous vaut le plaisir d'entendre des comédiens de théâtre détailler ce texte de Guitry et Georgette Boué chanter le rôle travesti qui fit la gloire d'Yvonne Printemps, sans égarer celle-ci, certes, mais sans l'imiter non plus. Faut-il préciser qu'il s'agit d'une collection indispensable ?

JACQUES SICLIER

+ *Madame l'Archiduc*, 2 CD 201-382 ; *Le Jour et la nuit*, 2 CD 201-361 ; *Passionnément* (avec des extraits des *P'tites Michu*), 2 CD 201-352 ; *Mozart*, 1 CD 201-372.

هك امان النحل

FESTIVAL

LE PROGRAMME DU FESTIVAL OLYMPIQUE DES ARTS D'ALBERTVILLE ET DE LA SAVOIE

Constellation d'artistes au pied des pistes

Le Comité d'organisation des XVI^{es} Jeux olympiques d'hiver d'Albertville devait présenter, le mercredi 9 octobre, le programme du Festival olympique des arts. Il réunit quelques-uns des principaux artistes européens comme Jordi Savall, Michel Dalberto, José Van Dam, Matthias Langhoff ou Ariane Mnouchkine. Quelle autre institution française aurait pu concevoir une telle saison ? Du 20 octobre 1991 au 23 février 1992, dans une vingtaine de villes, on ne compte pas les soirées qu'il ne faudrait manquer sous aucun prétexte.

C'EST Jordi Savall qui ouvrira le 20 octobre, à la tête du Concert des nations qu'il a fondé en 1989, le Festival olympique des arts dans le cadre de l'abbatiale d'Ambronay, dans l'Ain, avec l'exécution de *Royal Fireworks Music* et *Water Music*, de Haendel. Considéré comme le meilleur gambiste du monde et animateur passionné du Festival d'Ambronay dont il fait depuis dix ans raisonner l'abbatiale de ses recherches patentes sur la musique ancienne, Jordi

Savall a conçu une série de concerts qui permettront de retrouver les trois ensembles qu'il dirige, Hespérion XX, la Capella Reial de Catalunya et le Concert des nations. Mozart, Haendel, Bach, Couperin, compositeurs et poètes du Siècle d'or espagnol seront le prétexte à de prometteuses fêtes baroques en compagnie d'instrumentistes et d'interprètes invités sur tous les continents.

Jordi Savall, amoureux des voix, dit de son instrument fétiche, la viole de gambe, qu'elle « exprime comme aucun autre le plaisir, la douleur, et son archet a la longueur de la colonne d'air d'un chanteur ». On pourra le vérifier en écoutant deux grandes voix, celle de José Van Dam, qui sera l'un des quatre chanteurs de la *Damnation de Faust*, d'Hector Berlioz, donné par l'Orchestre national de Lyon, placé sous la direction d'Emmanuel Krivine dans le cadre d'une série de concerts consacrés à la musique romantique (le 12 février 1992 à Chambéry, le 14 à Lyon et le 16 à Clermont-Ferrand); celle encore de Barbara Hendricks, pour laquelle le Festival a imaginé une soirée, dans le cadre d'une série de concerts de musique de chambre, qui réunira le pianiste Michel Dalberto, le New European Strings et la soprano américaine pour un programme Chausson, Fauré, Schubert, Britten, Chostakovitch (le 21 février aux Arcs). Les quatuors Parisii et Colorado complètent ce programme de musique de chambre.

Le Festival olympique, sous le bannier « Musique du XX^e siècle », donnera en création mondiale deux œuvres, *Amari* et *Avacha*, commandées par l'Etat et le conseil général de Savoie à Jean-Louis Florentz et Maurice Ohana. Aux côtés de leurs aînés, Stravinski et Dutilleul, ils donneront à Kent Nagano, à la tête de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, l'occasion de retrouver l'un de nos plus belles jeunes voix, la mezzo-soprano Hélène Perraguin (le 14 février à Aix-les-Bains).

Au chapitre du théâtre, l'invitation lancée au provocant, bouillant, brillant metteur en scène d'origine berlinoise Matthias Langhoff est un coup de chapem à l'actualité brillante des scènes européennes. Il s'attaque aujourd'hui à Sophocle et Œdipe (du 28 au 31 janvier à Chambéry; du 4 au 23 février au Théâtre Vidy de Lausanne; ce spectacle aura été auparavant créé en catalan à Barcelone du 27 novembre au 5 janvier, en Théâtre Poliorama). A l'heure où s'effondrent les certitudes échauffées par le siècle, le théâtre s'abreuve à sa source grecque. Comme Ariane Mnouchkine et son Théâtre du Soleil, dont le Festival présente *les Atrides*, trois tragédies pour une quête barbare à couper le souffle (du 8 au 26 janvier à Lyon, Halle Tony-Garnier). En invitant enfin quelques troupes de théâtre d'intervention parmi les plus performantes – Els Comediants de Barcelone, les Anglais de Welfare, les Néerlandais de Dogtroep... – le Festival devrait mettre à feu, au cœur même des stations des Jeux, quelques-uns de ses plus réjouissants artifices (du 31 janvier au 22 février).

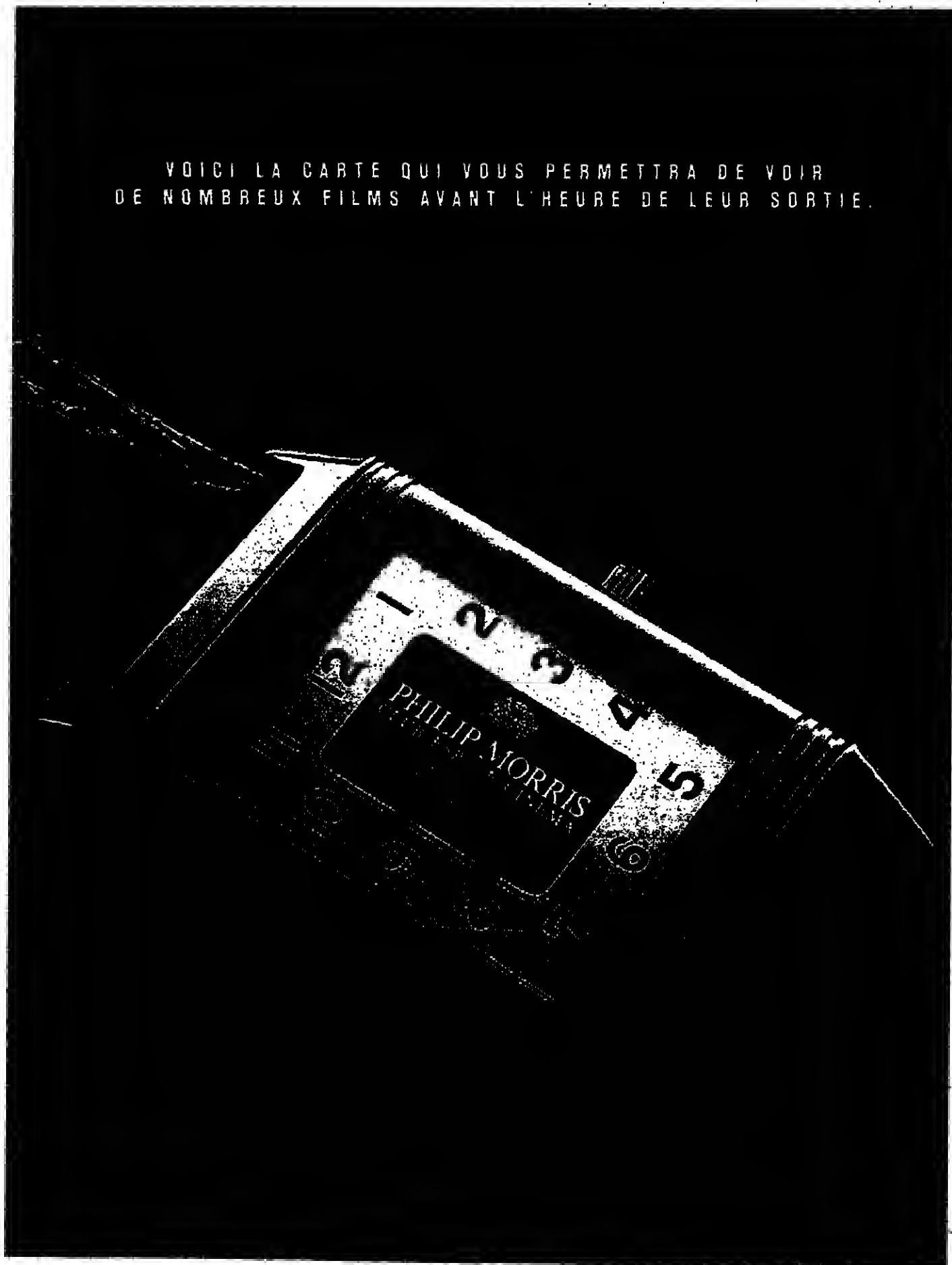
Un autre grand des scènes, chorégraphe celui-là, offrira au Festival sa nouvelle création. Le Grenoblois – et citoyen du monde – Jean-Claude Gallota a écrit spécialement la geste de la *Légende de Roméo et Juliette*, un ballet en création mondiale promis déjà à une carrière internationale (du 14 au 23 novembre à Grenoble; les 28 et 29 novembre à Chambéry; le 13 décembre à Valence; du 18 au 20 décembre à Villeurbanne; du 7 au 25 janvier au Théâtre de la Ville à Paris; le 6 février à Annecy; les 31 janvier et 1^{er} février à Albertville; du 19 au 23 février à Auvers).

Le Festival olympique se souviendra de belle manière du rayonnement persistant d'André Malraux grâce à une initiative qui lui est dédiée et baptisée « La Voie royale ». Installées sur les grands axes routiers de Savoie, deux œuvres monumentales seront cet hiver dévoilées au public et viendront enrichir le patrimoine de la région olympique. La première est signée de l'Allemand Ulrich Rückriem, maître incontesté du travail du granit sous ses formes colossales et signalera le centre de la nouvelle Albertville; la seconde, de l'Américain Robert Irwin, porte transparente jetée à Aiton de part et d'autre de l'autoroute A 43.

OLIVIER SCHMITT

* Festival olympique des arts. Du 20 octobre 1991 au 23 février 1992. Pour obtenir les programmes complets du Festival – dont nous ne publions ici que les principaux rendez-vous –, écrire au COJO d'Albertville, 13206 Albertville Cedex. Tél. : 79-45-19-92. Minitel : 3615 code COJO92.

VOICI LA CARTE QUI VOUS PERMETTRA DE VOIR DE NOMBREUX FILMS AVANT L'HEURE DE LEUR SORTIE.



CARTE PHILIP MORRIS CLUB ESPACE CINEMA
renseignez-vous au (1) 30 02 11 00

31 Un entretien avec le PDG d'Air Liberté
- Les suites du scandale Normura au Japon

31 Des mesures pour encourager le crédit aux États-Unis
32 Le Salon Télécom 91 de Genève

38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Quatre revalorisations étalées jusqu'à mars 1993

La mise en place d'une politique budgétaire européenne coordonnée

Politique des blocs

Les négociations multilatérales lancées en septembre 1988 à Punta del Este (Uruguay) devaient durer quatre ans et se conclure par la suppression ou la réduction de tout ce qui entrave encore les échanges commerciaux dans le monde. Nous sommes en octobre 1991 et rien ne permet de penser que l'Uruguay Round se terminera bientôt, moins encore qu'il débouchera sur des progrès substantiels.

L'absence d'accord entre l'Europe et les États-Unis sur les subventions à l'agriculture, les aides à l'exportation ou le soutien des prix dans les négociations de l'Uruguay Round ne doit faire oublier ni les autres problèmes des services, les textiles, la propriété intellectuelle... ni les autres pays.

Ce n'est donc pas par hasard si les pays de l'ASEAN (Association des pays du Sud-Est asiatique) - Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et Brunei - qui viennent de rencontrer à Kuala Lumpur M. Carlos Hilla, le représentant de M. Bush pour le commerce international, ont fait connaître leur inquiétude et leur impatience face aux lenteurs des pays industrialisés.

Protestations symboliques de pays pesant peu sur l'échiquier politique mondial? On aurait tort de le penser. Ce n'est pas par hasard non plus si les six pays de l'ASEAN ont annoncé, mardi 8 octobre, qu'ils envisageaient la création entre eux d'une zone de libre-échange. Cette zone aboutirait en quinze ans à un vaste espace à l'intérieur duquel les droits de douane sur les produits manufacturés seraient extrêmement réduits : 5 % au maximum.

Crée-t-il y a vingt-quatre ans dans le but de réaliser des projets communs (on parlait d'industrie automobile), l'ASEAN a plutôt été un échec. Il n'empêche : au fur et à mesure que ces pays se développent, investissent et produisent, leur besoin de vendre et de commercer se fait plus grand. M. Mahathir, le premier ministre très nationaliste de Malaisie, avait proposé la création d'un vaste bloc économique incluant le Japon et ne s'arrêtait qu'à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Écartés entre deux stratégies, dont l'une est fondée sur le bassin pacifique, c'est-à-dire sur les États-Unis, Tokyo n'avait pas répondu nettement à l'offre. Celle-ci ressort maintenant sous une forme moins ambitieuse mais peut-être plus réaliste.

A l'heure où s'enlèvent les négociations multilatérales, il est un peu inquiétant de voir des pays de plus en plus nombreux se lancer dans des politiques de blocs. Que pourront objecter les États-Unis, qui de l'Alaska au Mexique et bientôt peut-être à la Terre de Feu, sont en train de constituer un autre bloc économique?

ALAIN VERNHOLES

Grève le 23 octobre dans la sidérurgie. - Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et CEC de la sidérurgie ont lancé un appel à un mouvement de grève de vingt-quatre heures dans la sidérurgie loraine, pour le 23 octobre. Une manifestation est prévue dans l'après-midi à Metz. Cette journée d'action doit constituer « un coup de semonce », à un moment où la menace de suppressions d'emploi, se précise.

M. Soisson propose une augmentation de 6 % des salaires des fonctionnaires

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, a proposé mardi 8 octobre aux syndicats une série de quatre revalorisations salariales étalées entre novembre 1991 et mars 1993, permettant d'augmenter de 6 % le traitement des fonctionnaires. Les syndicats ont pris acte des propositions portant sur 1991 et 1992 mais contestent le calendrier avancé par le gouvernement et considèrent que l'apurement du contentieux des trois années précédentes devrait conduire à une hausse de 7,5 % en niveau. Une nouvelle rencontre est prévue le 16 octobre.

Donner satisfaction aux syndicats, tout en sauvant les apparences. Après dix-huit mois d'interruption des négociations salariales, M. Jean-Pierre Soisson renoue avec cet exercice traditionnellement imposé aux ministres de la fonction publique. L'opération s'annonce difficile, car le compromis recherché devra porter non seulement sur la période 1991-1992 mais il lui faudra simultanément contenir des mesures susceptibles d'apurer le contentieux accumulé au cours des trois années précédentes. Au terme de la première séance de discussion, les positions restent écartées. Les protagonistes, qui n'avaient pas l'intention de conclure dès mardi 8 octobre, se sont quittés sur un constat de désaccord. Mais les points ne sont pas coupés.

M. Soisson a mis au point une tactique claire. Mardi, il s'est efforcé de cadrer la discussion en fixant le niveau des augmentations envisagées. Il a déclaré que les propositions devaient être consacrées à la mise au point du calendrier et de la clause de rendez-vous. Sa « proposition

finale » remise mardi soir aboutit à une revalorisation globale de 6 % (1,5 % au 1^{er} novembre 1991, 1,5 % au 1^{er} mars 1992, 1,4 % au 1^{er} novembre 1992 et 1,6 % au 1^{er} mars 1993). Ces dispositions tiennent compte des prévisions officielles de hausse des prix (2,8 % cette année comme en 1992) et incluent un rattrapage de 0,4 % au titre de l'accord 1988-1989 qui n'avait pu être soldé. Si les mesures relatives à 1991 et 1992 ne soulèvent pas d'objection majeure, les syndicats estiment que le « solde de tout compte » proposé par le gouvernement est nettement insuffisant. Selon eux, il convient de procéder à un rappel de 1 % au titre de 1988-1989, auquel s'ajoute 0,9 % au titre de 1990.

Pas de retour à l'indexation

De son côté, M. Soisson refuse de revenir à une indexation des salaires sur les prix et affirme que l'année 1990, marquée par l'absence d'un accord salarial, ne doit pas être prise en considération. Enfin, il insiste sur le coût budgétaire (1,15 milliard de francs en 1991, 1,35 milliard de francs en 1992 et 2,1 milliard de francs en 1993) de ses propositions, qui « constituent une avancée importante compte tenu des contraintes budgétaires actuelles ».

Pour les syndicats, ces perspectives ne sont pas acceptables. La première mesure proposée pour 1991 est insuffisante et le calendrier ne prévoit ni mesure rétroactive ni règlement total du contentieux 1988-1989. Il faut également l'impose sur 1990 », a déclaré M. Guy Le Néouanic (FEN) au nom du « groupe des cinq » (CFDT, FEN, FGA, CFTC, CFE-CGC) auquel s'est rallié M. O. C. Cette dernière organisation a déclaré qu'elle ne se rallie qu'à une hausse de 10 %, à condition de voir se concrétiser des mesures de sécurité sociale et de se caler sur une

revendication de 7,5 %.

Par ailleurs, les interlocuteurs de M. Soisson refusent que le calendrier « déborde sur 1993 ». « On nous propose un accord typiquement électoral. S'il s'agit d'aller coller des affiches pour la majorité présidentielle, nous le dire tout de suite », raille M. Michel Agostini (CFDT). Quant à la CGT, elle a dénoncé des « propositions complètement indignes » et accusé le gouvernement « de refuser de payer les dettes qu'il a accumulées ».

Pourtant, au terme de cette première séance de négociation, les chances de parvenir à un accord ne sont pas perdues. Le ministre s'en tient à une progression de 6 % en niveau mais il est prêt à discuter du calendrier. Avancer certaines mesures - M. Soisson ne paraît pas totalement hostile à commencer les mesures sur 1992 ou, dans le cas contraire, à proposer une « clause de revoyure » dès le début 1993, avant même la dernière échéance prévue - permettrait de desserrer les contraintes sans pour autant modifier le niveau des revalorisations. En revanche, l'effet d'affichage d'une hausse de 6 % ou convient pas, en tout état de cause, aux syndicats.

Avant le deuxième rendez-vous, qui aura lieu le 16 octobre, les porte-paroles auront le loisir de poursuivre leur contact pour rechercher un terrain d'entente. Compte tenu de l'importance de l'enjeu électoral qui constituent les 2,5 millions de fonctionnaires - sans compter les retraités - le gouvernement a tout intérêt à un accord. De même que les syndicats qui ont un besoin urgent d'apurer la démonstration qu'ils sont capables de peser sur les choix des pouvoirs publics. Reste à savoir si FO, qui pourrait être tentée de camper sur des positions intransigeantes dans la perspective de la grève de la semaine prochaine, se rallie à la « proposition de groupe des cinq ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Des rassemblements dans Paris

Le mouvement des infirmières s'étend à tout le personnel de santé

La Coordination nationale infirmière appelle la profession à un rassemblement, jeudi 10 octobre, devant le ministère de la santé, où un sit-in est organisé depuis six jours. La Fédération CRC (Coordonner, rassembler, construire) et la CGT appellent, pour leur part, tout le personnel de santé à manifester à la gare Montparnasse jusqu'à l'avenue de Ségur.

En face du ministère de la santé, avenue de Ségur, le campement des « blouses blanches » attire les sympathisants. Depuis le 3 octobre, les habitants du quartier sont aux petits soins pour les infirmières qui se relaient nuit et jour sous la tente à l'appel de leur Coordination nationale et de la CGT. Des responsables du SNES apportent 4 000 F. M. Hélène Lue, secrétaire PC du Val-de-Marne, résume l'intervention qu'elle vient de faire au Sénat, où elle a plaidé pour le maintien de la loi de 1985, dans le cadre de la loi de la santé, dans le cadre de la loi de la santé, dans le cadre de la loi de la santé.

Poursuite du sit-in

Les infirmières se disent prêtes à poursuivre leur sit-in jusqu'à l'ouverture de négociations et la satisfaction de leurs revendications, c'est-à-dire l'augmentation des effectifs, un salaire à 10 000 F nets, la prise en compte de leur formation (bac + 3), et leur participation au « pouvoir de décision » au sein des hôpitaux.

Les propositions du ministre de la santé, jeudi 3 octobre, n'ont pas écarté leur détermination. M. Bruno Durieux a chargé M. Alain Pignat, inspecteur général des affaires sociales, de lui remettre dans deux mois un rapport sur les conditions de travail des infirmières. Il a invité les

hôpitaux à remettre aux DDASS (Directions départementales de l'action sanitaire et sociale) des projets concrets sur l'organisation du travail et annoncé la mise en place d'un cadre réglementaire pour la réorganisation des établissements de soins, ainsi que l'extension aux régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace et Rhône-Alpes, de contrats d'étude pour les élèves-infirmières, du même type que ceux proposés dans les écoles de l'Assistance publique de Paris.

Une assemblée générale a réuni, mardi 8 octobre, une trentaine d'hôpitaux d'Ile-de-France à la Bourse du travail, à Paris, avec les

syndicats CRC (Coordonner, rassembler, construire) et CGT. Certains hôpitaux, comme la Pitié-Salpêtrière, organisent des mouvements de grève dans leurs différents services et une quinzaine d'établissements publics ou privés, ont déjà voté l'arrêt de travail pour le jeudi 10 octobre. A l'issue de l'assemblée générale inter-hôpitaux, les participants ont décidé d'appeler tout le personnel de santé à manifester, jeudi 10 octobre, de Montparnasse au ministère de la santé où ils rejoindront le rassemblement des infirmières prévu par la Coordination nationale.

M. La.

SEMAEST

ZAC CHALON - PARIS-12
Ensemble de bureaux

APPEL D'OFFRES OUVERT

1 - Objet

La SEMAEST, société d'économie mixte d'aménagement de l'est de Paris, lance un appel d'offres ouvert de promoteurs (et/ou d'investisseurs) sur charge foncière en vue de l'acquisition des droits de construire un ensemble de bureaux dénommé « lot 12 » situé dans la ZAC CHALON à PARIS-12.

2 - Programme

Le programme prévoit la réalisation sur un terrain de 4 800 m² environ d'un ensemble immobilier de 28 000 m² HON de bureaux et de 225 places de stationnement en sous-sol, au minimum.

3 - Retrait des dossiers

Le dossier de consultation peut être retiré, au prix de 2 000 F (deux mille francs), à partir du 14 octobre 1991, à la SEMAEST (service commercialisation), 181, avenue Daumesnil, 75012 PARIS, Tél. : 43-45-98-98.

4 - Remise des offres

Les offres seront remises sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure contenant la soumission. Elles devront être transmises au plus tard à la SEMAEST, le 29 novembre 1991, à 17 heures.

PAUL FABRA

M. Bérégovoy est favorable à un système d'aide à l'assainissement

M. Pierre Bérégovoy, de retour de la réunion des ministres des finances des Douze lundi 7 octobre à Luxembourg, a déclaré au cours de son point de presse hebdomadaire, mardi, qu'il était favorable à un système d'aide budgétaire destiné à aider les pays en voie de rétablissement de leurs finances publiques.

L'union économique et monétaire implique une discipline budgétaire, dans la mesure où « on est exclu tout financement monétaire des déficits publics », a déclaré M. Bérégovoy, qui a ajouté qu'une telle résolution impliquait des « droits et des devoirs ». Des critères ont été proposés par les Pays-Bas, notamment le niveau des déficits. Mais, a ajouté M. Bérégovoy, il reste à savoir par quelle procédure commune sera examinée la politique menée par les pays membres et les sanctions éventuelles à appliquer.

« Il faut que les décisions soient politiques et non purement économiques », a précisé M. Bérégovoy, se

déclarant opposé à l'adoption de critères rigides. Le droit d'initiative de la commission pour l'examen des situations pourrait être étendu aux États membres qui pourraient saisir le conseil des ministres. Quant aux amendes proposées à titre de sanction, s'il y en avait, elles pourraient être versées à une caisse qui aiderait les pays faisant des efforts de redressement budgétaire.

Répondant aux radios à l'issue de sa conférence de presse, M. Bérégovoy a par ailleurs déclaré qu'il comprenait « parfaitement l'impatience syndicale concernant le chômage » mais qu'il n'y avait pas de « recette magique ». « Croire que c'est en créant des emplois qu'on pourra créer des emplois serait une grave erreur », a ajouté le ministre en prenant l'exemple de la Grande-Bretagne. L'inflation a dérapé, les taux d'intérêt ont augmenté et en moins d'un an il y a 800 000 chômeurs de plus. » (Nas dernières éditions du 9 octobre.)

Quatre syndicats réformistes demandent une « relance sélective »

La CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et la FEN se sont mises d'accord, mardi 8 octobre, pour formuler une demande d'audience auprès du premier ministre. Dans une lettre adressée à M. Edith Cresson, les quatre organisations syndicales réclament « une relance sélective et sectorielle de l'économie favorisant l'investissement, utilisant l'emprunt et acceptant un léger accroissement du déficit budgétaire ». Elles seront reçues vendredi 11 octobre, à l'hôtel Maitland, où elles ont annoncé « un dialogue fructueux ».

MM. Jean Kaspar, Alain Deleu et Guy Le Néouanic, respectivement secrétaires généraux de la CFDT, de la CFTC et de la FEN ainsi que M. Paul Marchelli, prési-

dent de la CFE-CGC, s'en prennent à « la gestion économique du gouvernement » qui, « fondée trop exclusivement sur le maintien des grands équilibres, contribue au ralentissement de la croissance et à la détérioration de l'emploi ». Selon eux, « retrouver une croissance créatrice d'emplois devient un objectif vital, alors que nous nous acheminons, à court terme, vers les trois millions de chômeurs. L'emploi doit être l'un des grands équilibres sans lequel notre société ne saurait assurer son développement et maintenir sa cohésion ». Enfin, les quatre syndicats assurent qu'il est « urgent de définir les modalités d'ouverture ou de financement privé du capital des entreprises publiques et d'arrêter l'utilisation des moyens financiers ainsi déviés ».

Conséquences des restrictions budgétaires
Sept cent trente suppressions de postes chez Dassault

Quelque sept cent trente salariés de Dassault, qui en compte douze mille au total, sont, à un titre ou à un autre, concernés par les mesures de réduction des effectifs qui pourraient être pratiquées par le groupe aéronautique après le vote par le Parlement du projet de budget de la défense pour 1992 et de celui de la programmation militaire 1992-1997 (le Monde du 9 octobre).

Au comité central d'entreprise qui a eu lieu mardi 8 octobre, les dirigeants de Dassault ont estimé que les hypothèses relatives à ces deux projets de loi - si elles se confirment - conduiraient à des réductions du plan de charge de 5 % à 6 % par an, selon les années, jusqu'en 1994.

Pour l'instant, ont précisé les responsables du groupe, il n'est pas envisagé de nouvelles fermetures d'établissements. Mais l'atelier de fabrication des prototypes de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), où continueront de travailler les bureaux d'études et les directions techniques, soit quelque deux mille six cents personnes, sera transféré et regroupé à Argenteuil (Val-d'Oise). Ce transfert se traduira par le déplacement de quatre cent soixante-dix salariés et par une réduction des effectifs portant sur cent trente postes. Il n'y aura pas de licenciements, mais des départs volontaires encouragés, sous la forme de primes de départ, de fin de carrière qui résulteront d'un accord d'entreprise.

Outre la disparition de ces cent trente postes, il est prévu, dans d'autres sites du groupe, ce que la direction de Dassault a appelé devant les représentants syndicaux « des adaptations qualitatives et quantitatives » d'effectifs. Ces adaptations concernent quelque six cents autres postes, qui proviennent de l'érosion naturelle des départs non compensés par un nombre équivalent d'embauches. Ces départs volontaires bénéficieront de mesures d'accompagnement social comme des préretraites à cinquante-cinq ans et des mises en congé de fin de carrière.

J. L.

Devant l'« inertie » du gouvernement

La FNSEA et le CNJA appellent les agriculteurs à « renforcer la pression »

Les deux principales organisations agricoles, la FNSEA et le CNJA, ont appelé le 8 octobre leurs responsables départementaux à « renforcer » immédiatement « leur pression sur l'ensemble des représentants de l'État dans chaque département ». Les deux syndicats expliquent cette décision par la lenteur des pouvoirs publics à apporter « des réponses concrètes et significatives (...) un cri d'alarme des agriculteurs français ».

Dans leur communiqué, la FNSEA et le CNJA constatent « avec inquiétude et stupeur la totale inertie du gouvernement face à leurs demandes réitérées de mesures d'urgence en faveur de l'agriculture française, et notamment de l'élevage », une semaine après la grande manifestation du 29 septembre à Paris. L'absence de réponse « jette le discrédit sur le pouvoir public, qui subit la situation à l'égard du monde rural français et tente de reporter sur les organisations professionnelles le poids de leurs carences ».

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

مركز العمل

CHAMPIONNAT DU MONDE DES VOITURES DE SPORT

Peugeot 905: 1^{re} et 2^{me} à Mexico.
2^{me} doublé, 3^{me} victoire!
La technologie Peugeot au plus haut niveau.



1^{re}: Peugeot 905 n° 6 (Dalmas-Rosberg) / 2^{me}: Peugeot 905 n° 5 (Alliot-Baldi).

HDM - Photo DPF

QUAND LA 905 COURT, C'EST TOUT PEUGEOT QUI AVANCE.

Ainsi que
ESSO
MICHELIN
AIS L'ESPRIT SECURITE
BILSTEIN
BOISSIER RECEPTION
DASSAULT
FACOM
GEFCO
IBM
MAGNETI MARELLI
MONDIAL ASSISTANCE
SKF
SPEEDLINE

PEUGEOT
UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Après le plaidoyer de Sir Leon Brittan

Le Parlement européen accepte le veto de la Commission au rachat de De Havilland par Aérospatiale

Sir Leon Brittan continue d'engager des points dans l'affaire De Havilland. Après avoir emporté la décision au sein de l'exécutif européen et obtenu la bénédiction de son président, M. Jacques Delors, le commissaire à la concurrence a rallié à sa cause, mardi 8 octobre, la majorité du Parlement européen. Les représentants français et italiens se sont retrouvés isolés pour vilipender Sir Leon.

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant
Les « foute politique grave », « mauvais coup porté à l'Europe », « holte ou moissère » ou bien encore « arbitraire de Bruxelles », sans compter les allusions à son souci de défendre les intérêts britanniques — dans le cas d'espèce, ceux de British Aerospace — ont entamé en rien l'argumentaire de M. Brittan. Avec sérénité, conviction et parfois agressivité, le commissaire n'a pas eu le moindre doute sur la manière dont il a interprété le règlement communautaire sur les fusions d'entreprises de décembre 1989. Depuis son entrée en vigueur (en septembre 1990), les experts européens ont examiné, a-t-il expliqué, et donné le feu vert à cinquante-deux projets de concentration, dont vingt-trois concernaient des sociétés françaises.

M. Brittan a en outre précisé

que les délibérations du comité consultatif de la concurrence — qui réunit les représentants des douze États membres — n'ont recueilli que deux oppositions au veto concernant le rachat de l'avionneur canadien par Aérospatiale et le constructeur italien Alenia. Fort du soutien d'une large partie de l'hémicycle européen, le commissaire est même allé jusqu'à ironiser sur les arguments développés par M. Henri Martre, PDG du groupe français, selon lesquels l'opération était nécessaire en raison de la concurrence dans le secteur des turbopropulseurs des avions, des hélicoptères et des hélicoptères.

A l'occasion du dîner à l'issue des débats parlementaires, avec quelques journalistes français, Sir Leon, visiblement soucieux de rectifier le tir dans la presse hexagonale, a aussi indiqué qu'à aucun moment Aérospatiale n'avait fait valoir que le rachat pourrait être utile dans la perspective d'un développement futur des activités du groupe. Pis : M. Martre lui aurait dit (en anglais) qu'il ne s'agissait pas d'un « big deal ».

Un élément d'une politique industrielle

« Dès lors, admet M. Brittan, j'ai été un peu surpris par la réaction française, dont l'ampleur doit s'expliquer par la situation politique intérieure. » Quoi qu'il en soit, il reste à sa position initiale : le dossier De Havilland est un cas simple en regard des critères contenus dans la législation communautaire. Il tient à rappeler, dans ces condi-

tions que la seule porte de sortie pour les Français et les Italiens est de s'en remettre à l'arbitrage de la Cour européenne de justice.

Le commissaire européen peut aussi ne pas être anecdotique. Il s'est défendu de ne penser que par rapport à ses compétences au sein de la Commission : « Pour moi, la politique de concurrence n'est qu'un élément d'une politique industrielle avec un véritable contenu. » En d'autres termes, il ne peut être tenu pour responsable s'il n'y a pas de véritable politique industrielle des Douze et, surtout, il faut éviter d'opposer, comme ont tendance à le faire trop souvent les Français, les deux concepts. Afin de ne pas sombrer dans cette « question trop théologique », Sir Leon propose de poursuivre le débat sous l'angle « comment aider l'industrie européenne ».

Reste que, pour lui, la concurrence et son corollaire, l'élimination des cartels, à l'instar de la tradition américaine, est l'une des clés de la compétitivité des entreprises de la Communauté. Il convient cependant que les Japonais commencent tout juste à appliquer la législation existante chez eux sur les situations de position dominante ou de monopole. Reste aussi que M. Brittan est convaincu que la solution pour l'Europe consiste à procéder à « une adaptation de ses méthodes à celles des Japonais, même s'il faut exclure les copies conformes ».

MARCEL SCOTTO

FINANCES

Après ses malversations sur les transactions boursières

Nomura est sanctionnée par le ministère japonais des finances

Nomura Securities, la première maison de titres japonaise, déjà écartée par la Banque mondiale — en raison de ses liens avec la pègre — du marché des obligations en dollars émises en septembre, a été frappée, mardi 8 octobre, par le ministère des finances d'une sanction de suspension temporaire de ses activités d'une durée de quatre à six semaines.

Cette mesure disciplinaire, qui vise directement la moitié des établissements de Nomura à travers le Japon, sanctionne la manipulation des cours des actions du groupe Tokyū, à laquelle Nomura s'est livrée au cours de l'automne 1989

ainsi que la pratique de dédommagement de ses plus gros clients. Lundi, au cours d'une audition publique au ministère des finances, le président de Nomura, M. Hideo Sakamaki, avait reconnu les faits. Au cours de la période de suspension de ses activités, Nomura doit préparer un projet de réforme de sa gestion qui sera soumis au ministère des finances. Celui-ci s'est aussi sanctionné les trois autres grandes maisons de titres nippones — Nikko, Daiwa, Yamaichi — coupables elles aussi d'avoir indemnisé leurs gros clients : leurs activités devront être suspendues pendant une à trois semaines.

TOKYO

de notre correspondant

Dans un pays où la face joue un si grand rôle, quelle disgrâce pour l'une des firmes les plus fières ! Les faits étaient connus. Ils ont été confirmés par le ministère des finances : Nomura Securities, la première maison de titres du monde, a violé la loi et agit comme n'importe quelle petite société financière « boursicotant » à la hausse. A la différence près que, lorsque Nomura manipule les cours, le marché bouge : en octobre 1989, Nomura a ainsi fait « flamber » le prix des actions du groupe de chemins de fer privés Tokyū. Pour le compte de qui ? Notamment de l'ex-parrain de la pègre de Tokyū, Susumu Ishii (décédé d'une tumeur cérébrale le 3 septembre).

C'est la première fois, depuis qu'il a été au cours de l'été le plus grand scandale boursier qu'ait

connu le Japon (celui des dédommagements versés par les maisons de titres à leurs clients institutionnels), qu'un broker est directement accusé d'avoir enfreint la loi. Et quel broker ?

Nomura, avait-on coutume de dire, c'est la Bourse de Tokyū, la première place financière du monde. Il y a quelques années, lorsqu'elle était au pinacle, Nomura Securities réglait effectivement sur le marché : entre 1985 et 1990, lors de l'envolée des cours, elle opérait jusqu'à 30 % des transactions effectuées quotidiennement sur le marché de Tokyū et ses filiales en contrôlaient près de 10 %. Depuis la chute des cours, la part du marché de Nomura était retombée à 15 %. Elle s'est encore réduite à la suite du scandale des dédommagements. La nouvelle illégalité dont elle s'est rendue coupable ne peut qu'affecter un peu plus son prestige.

Achats massifs

Le ministère des finances a établi qu'en octobre 1989, Nomura a manipulé les cours des actions du groupe Tokyū, dont le prix est passé en l'espace d'une semaine de 2 170 à 3 060 yens. Nomura était bien placé pour opérer cette manipulation : au cours de cette période, elle opéra des transactions sur 26 % du total des actions du groupe et par de pressantes injonctions elle les fit acheter massivement (149 millions d'actions) par ses clients. Dans son rapport, le ministère des finances désigne des filiales de Nomura qui firent jouer à plein la motivation psychologique : la notoriété de la maison de titres.

Peu après les actions de Tokyū sont retombées, laissant au tapis ceux qui avaient suivi les « conseils » de Nomura. D'autres, qui avaient vendu au bon moment, avaient encaissé de solides profits : ce fut le cas de Susumu Ishii, qui s'était porté acquéreur des actions de Tokyū grâce à des avances (16 milliards de yens) consenties par une filiale de Nomura (ainsi qu'une filiale de Nikko Securities : 20 milliards).

Au cours de sa déposition devant la Diète, l'ex-président du conseil d'administration de Nomura, le puissant Satsuyasu Tabuchi, a reconnu que la maison de titres avait pour client Ishii. Il avait été présenté par un *sokaiya* (professionnel de la manipulation des assemblées d'actionnaires et maîtres chanteurs à leurs heures), apparemment bien introduit chez Nomura. La maison de titres entretenait, semble-t-il, d'étranges relations avec le *sokaiya* : en 1985, elle fut d'ailleurs l'objet de chantage du plus important groupe de *sokaiya* de Tokyū.

Victimes expiatoires

Durement touchée, Nomura n'en reste pas moins puissante, avec un capital de 11,7 milliards de dollars et 12 000 employés à travers le monde. Elle dispose en outre d'énormes liquidités. Elle n'a d'ailleurs pas jeté le gant sans combattre. Lorsqu'éclata le scandale des dédommagements, le président de Nomura, M. Yoshihisa Tabuchi (sans liens de parenté avec le président du conseil d'administration) contre-attaqua, accusant le ministère des finances d'avoir été au courant de ces dédommagements. Ce qui est vraisemblable.

Dans son souci à la fois de rétablir un peu d'ordre sur le marché boursier et aussi peut-être de couper cours aux pratiques des dédommagements, dont le total atteignait des montants si astronomiques qu'ils risquaient de déséquilibrer tout le système financier japonais, le ministère des finances avait décidé de rompre des lances avec Nomura, son allié traditionnel dans le contrôle de la Bourse. Pour le ministère des finances, il fallait sembler-il des victimes

expiatoires et Nomura était une cible de choix. Moins peut-être pour satisfaire un sursaut éthique, bien tardif, que pour être à même de limiter la portée de réformes (et notamment la création d'un organisme de contrôle de la Bourse sur le modèle de la Securities and Exchange Commission américaine) qui risquaient d'entamer son pouvoir.

La disgrâce de Nomura, perceptible dans le profil bas adopté par ses dirigeants qui, dans le passé, ne manquaient pas d'une certaine morgue, s'est déjà traduit par des départs inhabituels dans le cas d'une société fournissant les meilleurs avantages matériels. Elle aura également des effets sur l'émancipation de la finance japonaise : il faudra sans doute quelques années avant que Nomura redevenue une de ces sociétés étoilées pour les jeunes diplômés des plus prestigieuses universités.

La « philosophie » de la maison de titres est en outre en train de changer : l'agressivité des années 1985-90 n'est plus de mise mais, pour l'instant, aucun nouveau facteur de mobilisation ne semble animer les employés de Nomura.

Comme de grands banquiers, les dirigeants de Nomura et des autres maisons de titres se sont laissés emporter par la vague spéculative qui a déferlé sur le Japon à la fin des années 1980. Appétit de puissance, air du temps ? Rares sont ceux parmi les financiers et les industriels qui n'ont pas succombé à l'ivresse des profits faciles d'une économie de casino. Les lendemains sont durs.

Les clients de Nomura se sentent trahis et l'abattement qui règne parmi les employés de la maison de titres n'est pas fait pour ranimer son dynamisme. L'actuel président, M. Hideo Sakamaki, qui a inopinément hérité de la direction de Nomura à la suite des démissions successives des deux Tabuchi ne semble pas avoir la trempe de ses prédécesseurs pour entreprendre les réformes qui s'imposent après le « banquet » spéculatif.

Le déclin, vraisemblablement temporaire, de Nomura crée en tout cas une nouvelle situation sur le marché boursier nippon : l'absence du leader que suivaient les maisons de titres moins importantes. Dans le passé, la part du marché détenue par Nomura lui donnait de fait un rôle de guide du marché. Cette époque est révolue.

PHILIPPE PONS

Le difficile redressement du numéro trois français

Le groupe textile VEV annonce des pertes semestrielles record

VEV, le numéro trois du textile français, qui a évité de justesse la mise en liquidation en juillet dernier, a annoncé une perte (avant impôt) de 669,2 millions de francs sur les six premiers mois de l'année 1991 pour un chiffre d'affaires de 1,98 milliard, amoindri du tiers après les nombreux désinvestissements auxquels a procédé le groupe durant cette période. Au premier semestre 1990, la perte n'avait été que de 69 millions de francs. Sur l'ensemble de 1990, le trou avait été de 847 millions. Le ralentissement de la croissance et la guerre du Golfe ont durciment heurté un groupe déjà fragilisé.

Il s'expliquent en partie la dégradation spectaculaire des performances de VEV sur un an. L'avis financier publié mardi 8 octobre précise que la restructuration financière effectuée au cours de l'été n'a eu qu'un effet très limité sur la période de référence. Le groupe dirigé depuis juillet par M. Pierre Barbéris, l'ancien numéro deux d'AXA, qui avait, sur son plan de reprise global, réuni l'assentiment des banques créancières et des pouvoirs publics, devrait connaître un second semestre meilleur, mais les dirigeants s'attendent à un « exercice 1991 très déficitaire ». Certains craignent que ces résultats ne remettent sur le tapis l'hypothèse d'un démantèlement du groupe VEV, solution à laquelle les banques créancières étaient globalement favorables alors que les pouvoirs publics s'y sont jusqu'à présent fermement opposés.

Sortie des premiers téléviseurs Thomson fabriqués en Tchécoslovaquie

Les premiers téléviseurs Thomson fabriqués en Tchécoslovaquie sont sortis le 8 octobre de la chaîne d'assemblage mise en place à Tyniste nad Orlici (Bohême de l'Est) par Thomson Consumer Electronics (filiale électronique grand public du groupe français) en coopération avec la firme locale Eltos Praha. Cette chaîne devrait pouvoir assembler 9 000 téléviseurs avant la fin de l'année et entre 20 000 et 25 000 en 1992. Deux modèles d'écrans sont proposés (55 et 63 cm) à des prix compris entre 3 400 francs et 3 900 francs. Telefunken, autre filiale de Thomson, mettra elle aussi en service dans quelques jours une chaîne d'assemblage en Slovaquie.

TRANSPORTS

Un entretien avec le PDG d'Air Liberté

« Le transport aérien est affecté par une vague de pessimisme hystérique »

Le Club Méditerranée et ses actionnaires ne savent pas trop comment s'y prendre avec les deux compagnies aériennes du groupe, Air Liberté et Minerve, qui auraient perdu plus de 300 millions de francs en raison de la chute du trafic. Un actionnariat différent et des corporatismes empêchent leur fusion. La disparition de l'une ou de l'autre serait un échec grave. Leur maintien en vie signifie un apport d'argent frais auquel certains financiers rechignent. En attendant des décisions plus globales, le Club a décidé d'accepter une augmentation du capital d'Air Liberté, mais en se préservant, grâce à une diminution de sa part au dessous de 20 %, ce qui lui permet de ne pas consolider dans ses comptes les pertes de sa filiale. Dans l'entretien ci-dessous, M. Lotfi Belhassine, PDG de la compagnie et principal actionnaire du Club à titre privé, explique pourquoi il croit à un regain du transport aérien.

« Il ne fait pas bon être une compagnie aérienne ces temps-ci. Comment appréciez-vous la crise qui menace votre compagnie ? »

— Oui, nous assistons à une baisse du transport aérien, mais celui-ci ne disparaîtra pas pour autant. Nous ne savons pas quand la crise s'arrêtera, mais elle finira. Dans les huit mois, certains proposent de se couper la main plutôt qu'un bras pour vivre cette période délicate. Je crois qu'il s'agit d'un mauvais choix, car notre activité est porteuse et nous aurons besoin de toutes nos capacités. Je suis raisonnablement optimiste. Malheureusement, le transport aérien est affecté par un pessimisme hystérique qui a succédé à l'euphorie non moins dangereuse de ces dernières années.

— Nous assistons en ce moment à une correction spectaculaire du marché par l'offre. Aux États-Unis, de nombreux avions sortent des usines pour gagner le désert de Mojave. En France, les compagnies de charters mettent en ligne, cette année, soixante-quatorze avions. La disparition d'Aéromarine et les difficultés d'AS de TEA feront tomber, en 1992, ce nombre à cinquante-deux. Chaque avion transporte en moyenne quatre-vingt mille passagers par an. C'est dire l'ampleur de l'ajustement qui sera renforcé par le

retrait des flottes des vieux appareils qui ne satisfont plus aux normes de bruit et qui coûtent une fortune à entretenir. Je prévois que la crise sera à son paroxysme cet hiver et que la reprise s'effectuera en douceur à partir du printemps 1992 pour devenir spectaculaire dans un an.

— Quel plan avez-vous arrêté pour sauver Air Liberté ?

— Nous avons retenu une hypothèse de croissance nulle. Nous avons mis au point un plan qui sauvegarde nos capacités et nous permet de faire face à la crise de façon très solide. Nos salaires diminueront de 15 % pour les plus hauts et de 5 % pour les plus bas. Les loueurs d'avions ont accepté d'alléger nos loyers de 20 %, cet hiver, et de 12,5 % pendant l'été 1992. Au total, ce sont 95 millions de francs d'économies que nous réalisons sur nos charges fixes.

— D'autre part, Air Liberté a perdu, depuis dix-huit mois, 100 millions de francs. Ces pertes sont-elles justifiées puisqu'elles se limitent à 10,7 millions de francs au cours du dernier semestre et qu'elles sont dues au lancement de notre ligne régulière vers Montréal, en équilibre aujourd'hui. Nous allons donc faire passer notre capital de

110 à 200 millions de francs. Comme le Club Méd souffre lui aussi de la conjoncture, il ne suivra pas et ramènera sa part de 34 % à 19,8 %. Le premier loueur d'avions du monde ILFC apportera 20 millions et moi-même 10 millions. Nos actionnaires acceptent : Banque Rivaud, Indosuez, SDR du Sud-Est, Lyonnaise de banque, etc. — apporteront leur contribution. Enfin, le Club garantit à Air Liberté qu'il lui réservera la moitié des heures de vol dont il a besoin pour ses destinations moyen-courriers.

— Cet ensemble de mesures nous assure, dans le pire des cas, d'équilibrer nos comptes l'an prochain.

— Quel est l'avenir de la compagnie Minerve ?

— Il appartient à ses actionnaires de le dire. Il n'y aura pas de fusion avec Air Liberté. Les deux compagnies devraient appliquer chacune de son côté leur plan de redressement, tout en maintenant leur coopération dans le domaine de la vente et de la maintenance. Je suis à titre personnel, partisan de maintenir Minerve en activité. Cela suppose que les actionnaires fassent leur devoir, comme je l'ai fait en misant mes propres économies dans Air Liberté. C'est dire si j'y crois !

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

ETRANGER

Alors que la reprise se fait attendre outre-Atlantique

M. Bush prend des mesures pour encourager le crédit

Le président américain, M. George Bush, a donné mardi 8 octobre son feu vert à des amendements aux réglementations bancaires destinés à inciter les banques à reprendre la distribution de crédit. Il avait reçu lundi à la Maison Blanche dix patrons de grands groupes industriels, qui ont plaidé pour une nouvelle baisse des taux d'intérêt et contre des législations accroissant les charges des entreprises.

Les nouvelles mesures proposées par la Maison Blanche, jugées modestes par les analystes par rapport au programme d'action dévoilé en mars dernier, visent surtout cette fois à aider les petites entreprises à obtenir plus facilement des prêts des banques. Ces mesures consistent notamment à mettre en place un nouveau système d'appui auquel les banques peuvent avoir recours, si elles estiment que les autorités fédérales de réglementation bancaires font preuve d'une sévérité excessive dans l'évaluation des prêts accordés.

Ces modifications vont en outre permettre d'accroître les fonds communs de capitaux mis à la disposition des banques, en les autorisant notamment à utiliser davantage d'actions privilégiées dans le capital requis pour garantir les prêts octroyés. Enfin les nouvelles réglementations simplifient et réduisent le coût des procédures d'évaluation des actifs immobiliers pour des prêts de 50 000 à 100 000 dollars.

Le président Bush a pour sa part affirmé que ces nouvelles mesures devraient permettre de réduire la contraction du crédit bancaire (le *credit crunch*) et garantir que « des banques solides jouissent des prêts de bonne qualité ». « Ces amendements », a poursuivi le président, ne vont pas faire disparaître tous les problèmes, mais nous faisons ce qu'un gouvernement doit faire pour aider une économie qui, nous pensons, est en train de sortir de la récession. » — (AFP)

PAUL FABRA

polyCom

OPÉRATEUR EUROPÉEN DE
TELECOMMUNICATION PAR SATELLITE
poursuit son développement en recrutant

UN JEUNE
INGÉNIEUR RESEAU

Votre candidature nous intéresse, si de formation supérieure (Ecole d'Ingénieur) vous possédez de par votre expérience professionnelle de solides connaissances en équipements de transmission de données. Nous rejoignant, vous prendrez en charge le fonctionnement de notre service diffusion dans le souci majeur d'en assurer le constant développement. Ce poste implique la formation des exploitants, mais aussi un support ingénierie permanent auprès de nos clients et autre développement en ce qui concerne les problèmes inhérents au raccordement du réseau et implantations d'applications nouvelles.

Rigueur, dynamisme, autonomie alliés à une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. Pour vous affirmer et réussir avec nous. Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à POLYCOM 60, rue de Richelieu - 75002 PARIS.



Société de Conseil spécialisée
dans la construction de systèmes
d'information pour les grandes
entreprises et le secteur bancaire.

Vous êtes CONSULTANTS et vous disposez de 5 à 10 ans d'expérience
dans les domaines

► FINANCES - CONTROLE DE GESTION
► LOGISTIQUE - DISTRIBUTION
► GESTION DOCUMENTAIRE ARCHIVAGE

Rejoignez notre équipe CONSEIL.

- Vous intervenirez dans des projets touchant les domaines stratégiques des grandes entreprises.
- Vous mettrez en œuvre les méthodes et outils de conception actuels et vous participerez à la réflexion méthodologique de notre Société.
- Vous bénéficierez d'un environnement dynamique basé sur l'initiative.

Veuillez transmettre votre candidature à J.C. SANTERRE
SOURCE INFORMATIQUE - 7, rue de Greffulhe 75008 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL
INDUSTRIEL

Prêt à Porter

Ingénieur ENSIM, ENSAT, ESIU ou
autodidacte de talent.
350.000 brut/an + évolution.

Une INDUSTRIE proche de Strasbourg, performante, en bonne situation financière, fabricant de prêt-à-porter en maille, forme et tant (tricotage et confection), recherche ce jeune dirigeant polyvalent.

Disposant d'une expérience réussie d'une dizaine d'années de gestion commerciale, technique et générale dans une activité similaire (confection, bonneterie), connaissant les applications de l'informatique à la gestion de production, il (ou elle) s'attachera rapidement à la responsabilité complète et autonome de la société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence S/1558 à

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 333/RS
67009 STRASBOURG CEDEX



CENTRE AUTO SÉCURITÉ
L'AUTO TRANQUILITÉ

LE CONTRÔLE TECHNIQUE
AUTOMOBILE OBLIGATOIRE
EN FRANCE AU 01/01/92.

REJOIGNEZ LE LEADER.

1er organisme de contrôle technique automobile
(220 centres), démission des grandes entreprises d'assurance,
dans la cadre de son développement recherche :

STATISTICIEN

Après une première expérience réussie complétant votre solide formation statistique et informatique (ENSAE, DEA, économétrique).
Vous vous sentez prêt à gérer et à développer un système d'analyse des données en utilisant une informatique performante (sous UNIX).
Vous maîtrisez le logiciel SAS que vous utiliserez dans un environnement VAX sous VMS.

Votre goût pour la rigueur des chiffres, allié à de bonnes qualités relationnelles feront de vous la force d'information et de proposition de la Direction Générale à qui vous rapporterez directement.
Poste basé à Clichy.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous
référence STAT/0901 à notre conseil : GUILLET
160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

JEUNE EXPERT - COMPTABLE

MEMORIALISTE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Chef de Mission
Cabinet parisien
taille moyenne

En collaboration avec les Associés, au sein d'une équipe de 25 personnes, professionnel déjà confirmé, de confiance, de rigueur et de contact, vous exercerez (Commissaire, Audit) auprès d'une clientèle de haut niveau : Sociétés Immobilières, Financières, et liées au développement local, à Paris et en province.

Pour ce poste à responsabilité évolutive, votre expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit vous a permis de consolider méthodes et la définition du plan d'action.

faire preuve d'une démarche de qualité et de suivi dans la relation client.

La trentaine, diplômé d'une école de commerce ou équivalent (Dauphine, Sciences Po Eco-FLU) + DESCE, formé à l'Expertise Comptable et surtout au Commissariat aux Comptes et à l'Audit, vous saurez nous convaincre de vos capacités d'engagement, d'animation, et de votre volonté de résultats.

Merci d'adresser, en indiquant votre niveau de rémunération, et en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente, à notre Conseil : COMPAGNIE DE FURENNE, 43 rue Guisot - 75017 PARIS.

Animateur
Commercial

— sommes un organisme financier spécialisé dans les crédits aux entreprises et aux particuliers, filiale d'une grande banque européenne.

— des diplômés d'études supérieures, et justifiés d'une expérience de l'Animation Commerciale d'au moins 2 ans dans les secteurs bancaire, bancaire ou automobile.

— vous proposons d'intégrer notre structure d'Aide à la Vente pour vous confier la préparation de nos argumentaires et la conduite des réunions d'information commerciale destinées à nos principaux partenaires extérieurs.

— aurez à présenter, de façon pédagogique, nos produits financiers afin de mieux les faire vendre.

— offrons ainsi, à un spécialiste de la communication de qualité, un poste évolutif en prise directe avec notre potentiel de développement.

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée dans les grandes villes de Province.

Merci d'adresser lettre, c.v., photo et prétentions à notre Conseil AXIAL, shé. 8591, 27 rue Taubert, 75009 Paris, qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE
A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE
RESPONSABLE COMMUNICATION

directement rattaché au Président-Directeur Général du Groupe, vous aurez pour mission :

- d'établir et mettre en œuvre un plan de communication élaboré dans le cadre de la stratégie du Groupe,
- de concevoir et conduire des actions de communication intra-groupe et externes,
- d'intervenir auprès des milieux scientifiques, techniques, des pouvoirs publics, des médias et des médias afin de participer activement au développement de la notoriété de notre Groupe.

De formation ingénierie, complétée par une école de communication, vous êtes un homme de réflexion et d'études, doté d'une réelle capacité d'écoute et d'un sens relationnel important. Votre créativité et votre parfaite connaissance de l'ensemble des techniques de communication seront garantes de la réussite de votre mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé s/réf MD600 à SOFRESID

Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

UNE MAISON D'ÉDITION
LEADER DANS L'ÉDITION
SCOLAIRE RECHERCHE
POUR UN DE SES SECTEURS
EN PLEINE EXPANSION UN

diteur

Votre mission : - de la mise au point du manuscrit avec les auteurs jusqu'à son tirage, vous aurez en charge le suivi d'édition de nombreux ouvrages - régulièrement, vous seconderez le responsable d'édition dans l'analyse du marché, la recherche d'auteurs, l'élaboration des budgets et la définition du plan d'édition.

Votre profil : - Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence universitaire ou juriste - vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans l'édition - vous êtes sensible à la pédagogie et à l'usage avec le milieu enseignant.

En cas d'intérêt, adressez votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 12148* à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers - 92542 Levallois-Perret Cedex qui transmettra ou tapez 3615 code PCONTACT.

PREMIER
CONTACT

ORGANISME TOURISTIQUE
A VOCATION RÉGIONALE

recherche son (sa)

RESPONSABLE DE L'INTERNATIONAL

Placé sous l'autorité directe du Directeur, il(elle) sera débiteur(s) ou aura acquis une première expérience.

De formation supérieure, et de préférence commerciale (type E.B.S.), il(elle) parlera au moins deux langues (dont l'italien ou l'espagnol).

Une très grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe, un excellent relationnel sont indispensables.

Une bonne connaissance du milieu du tourisme et des produits français sont des atouts.

Au sein d'une équipe de 10 personnes, il(elle) se verra confier la responsabilité du secteur international.

Sa mission consistera, sur la base d'un plan de promotion, et en liaison avec le service communication, à valoriser la destination et les produits Ile-de-France auprès des clients étrangers : élaboration d'un projet de développement, définition d'un programme d'actions, mise en œuvre, suivi...

Le poste sera basé à Paris mais nécessitera de se déplacer.

Merci d'adresser CV, photographie et prétentions au Monde Publicité Sous n° 8397, 15/17, r. du Col-Pierre-Avia 76902 Paris Cedex 15.

Ville Moyenne - 50 km de Paris recherche
DIRECTEUR
DES SERVICES TECHNIQUES

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs

Capacités d'organisation, d'encadrement et de gestion

Expérience professionnelle 5 ans minimum

Envoyer candidature avec CV, photo et salaire souhaité

Le Pli Communication 25, rue du Louvre - 75001 Paris

LA VILLE DE BEAUVAIS (Oise - 56 000 habitants)
recruteUN CHARGÉ DE MISSION
A L'INSERTION PROFESSIONNELLE
(contractuel)

En collaboration avec le Chef de Projet DSQ :

- Vous aurez la responsabilité de réaliser le montage d'une entreprise d'insertion et d'en assurer, à terme, la direction.

- Expérience de gestion d'entreprise souhaitée.

- Votre meilleur atout : la capacité de rassembler des partenaires.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées à :

M. le Maire - Direction des Ressources Humaines
BP 330 - 60021 BEAUVAIS Cedex

LA FOURMI INFORMATIQUE recherche :

- Un DÉVELOPPEUR UNIX
- Un FORMATEUR LANGAGE C, SGBDR

Passionnés de contacts humains,
1^{re} expérience souhaitée.

Envoyer CV et prétentions
au 21, rue du Bourg-Tibourg
75004 PARIS

Le Directeur Commercial
d'une PME performante
dans le domaine
aéronautique, leader sur son
marché, recherche un

Ingénieur
Technico-
Commercial

De formation école de commerce ou ingénieur avec études commerciales, vous connaissez le domaine aéronautique. Vous assurerez la prospection des compagnies aériennes et des opérateurs étrangers.

L'anglais courant est indispensable.

Merci d'envoyer CV et prétentions à M.CHEZAN,
Société TEAM, 10 place Voltaire - 94223 RUNGIS CEDEX.



Le Monde
des
Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

DES PONTS ET CHAUSSEES
IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION
recherche son
CHEF DE MISSION TUNISIE

- Pour conception et mise en œuvre du plan de formation d'un organisme public de niveau national (3 000 personnes).
- Contrat de 2 ans basé à Tunis à 75 % du temps.
- Expérience du montage de systèmes de formation nécessaire.
- Connaissance des concepts et des outils de la gestion des ressources humaines souhaitable.
- Compétences dans le domaine travaux publics-routes appréciées : ingénieur ou niveau équivalent.
- Disponible rapidement.

CONTACTER : AENPC - 28, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS.
Tél. : 42-60-34-13 - Poste 1102.

LE POSTE DE DIRECTEUR SCIENTIFIQUE
DU CENTRE INTERNATIONAL DE L'ENFANCE
sera libre à compter du 1^{er} juillet 1992

Son titulaire contribue à la définition et à la mise en œuvre des orientations scientifiques du Centre. Il anime une équipe de médecins et de spécialistes des sciences humaines.

Une expérience approfondie des problèmes de santé publique dans diverses régions du monde, une connaissance du fonctionnement des grandes organisations internationales ainsi que la pratique de plusieurs langues sont souhaitées.

Les candidatures doivent être déposées avant le 31 JANVIER 1992 au Secrétariat de la Direction générale du CIE, Château de Longchamp - Bois de Boulogne - 75016 Paris

Société de Conseil, leader dans le marketing de l'immobilier et de l'aménagement recherche :

Responsable de projet

Partageant le même goût pour un métier de réflexion et de contacts, aux prises avec les choix stratégiques majeurs des professionnels de l'habitat, de l'immobilier d'entreprise et de loisirs.

Chargé de concevoir et gérer des enquêtes quantitatives et qualitatives, pour évoluer rapidement vers des missions de conseil. Formation supérieure et première expérience réussie. Sens de l'initiative et esprit d'entreprise indispensables. Envoyer C.V., lettre et photo à :

grécam 12, rue Harcelin - 75116 PARIS.

LA SCÈNE NATIONALE DE POITIERS
recrute
UN DIRECTEUR

- Expérience de direction d'un établissement du réseau des scènes nationales ou équivalent nécessaire.
- Bonnes connaissances de l'art contemporain, de la relation avec le public, de la gestion et de l'organisation créative.

Adresser d'ici au 15 octobre en 3 exemplaires (1 pour la scène nationale, 1 pour l'Etat, 1 pour la ville), une lettre de candidature au Président, accompagnée d'un curriculum vitae.

M. Dominique Desbœuf - Scène nationale de Poitiers
1, place du Maréchal-Leclerc - 86000 Poitiers

IMPORTANT GROUPE D'INGENIERIE
LEADER SUR LE MARCHE
RECHERCHE
CONSULTANT SENIOR

Agé d'environ 35 ans, de formation Ingénieur, ce professionnel du Conseil aura à manager une équipe d'une vingtaine de Consultants. Gestionnaire rigoureux et responsable, d'une efficacité commerciale reconnue, il devra être capable de promouvoir une Société de Conseil jeune et d'en accroître la notoriété et le potentiel. Le poste de Directeur Général de cette société lui sera confié sous deux à trois ans. Une solide expérience réussie dans la fonction est indispensable pour mener à bien ce challenge difficile et passionnant. Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo à : M. 503 la présider sur l'envoi, à l'Agence AFFILIÉS, 43 rue du Chemin-Vert 75011 PARIS, qui transmettra.

Agence travaillant pour la Communauté européenne (siège Paris) recherche
CHARGES D'ETUDES 2/3 mois

Secteur : Formation/emploi.
Missions : Dans les différents pays de la CEE : Collecte d'informations auprès des institutions, milieux socioprofessionnels. - Identification de partenaires. - Préparation de documents et réunions.

Profil : Bon esprit d'analyse et synthèse, sens relationnel, parfaite connaissance 2 à 3 pays CEE, maîtrisant leurs langues. Disponibilité immédiate. Mission pouvant déboucher sur C.D.I.

Tél. : (1) 40-56-96-59

recrute
SEVRES
REDACTEUR pour le **SECRETARIAT GENERAL**

Vous êtes titulaire d'un DEUG ou d'une licence de Droit (de préférence Droit Public). Salaire brut annuel de début de carrière : 81.800 F + 13ème mois.

Adresser lettre de candidature + CV + photo avant le 18 octobre 1991 à M. le Maire BP 78 - 82311 SEVRES cedex

L'ASSEMBLEE NATIONALE
RECRUTE PAR CONCOURS
3 ADMINISTRATEURS-ADJOINTS H/F

Accessible sans condition de diplôme, ce concours s'adresse à des candidats dotés d'une excellente culture générale et de bonnes connaissances juridiques et économiques. Des compétences réelles sont également requises en comptabilité, documentation ou informatique.

CONDITIONS POUR CONCOURIR

Etre de nationalité française et âgé(e) de 20 à 40 ans (possibilités de dérogations).

Date limite de retrait des dossiers : 8 novembre 1991 (17 h)
Clôture des inscriptions : 15 novembre 1991 (17 h)
Epreuves d'admissibilité : 16-17-18 décembre 1991
Epreuves d'admission : février 1992

Pour tous renseignements, s'adresser à : L'ASSEMBLEE NATIONALE SERVICE DU PERSONNEL 233, Boulevard Saint-Germain 75007 PARIS - Téléphones : 40.63.87.20 - 40.63.87.85 - 40.63.87.07

Association Handicapés Visuels recherche pour son siège social situé à Paris
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT H/F

Formation supérieure. Débutant ou ayant une première expérience du secteur sanitaire et social. Aisance dans les contacts, expression écrite et orale de qualité.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, présentations sous réf. 2666 M à Michel BERNET-ROLANDE - BR conseil 20, rue M.A. du Boccage 44000 NANTES.

MARSEILLE
Nous recherchons des
INGENIEURS
■ en Electronique
■ en Informatique

Pour enseignement et recherche.

Adresser CV et prêt à ISMEA Mr ROS - IMT - Technopôle de Châteaun Gombert - 13451 Marseille CEDEX 13

BANQUE - COMMERCE - INDUSTRIE - INFORMATIQUE - TRANSPORT...

● RECRUTEMENT DE CADRES
● PERSONNEL QUALIFIE
● EVALUATION DE PERSONNALITE
● ASSISTANCE AU CONSEIL

J.C. GERARD a le plaisir de vous informer de l'ouverture d'AUREA CONSEIL, et se tient à votre disposition pour toute information sur ses prestations.

31, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON
Téléphone : 72.73.31.94.

CLAMECY
Sous-préfecture Nièvre (2 heures Paris-Dijon)
recherche
GYNECO-OBSTETRICIEN QUALIFIE

Création cabinet libéral. Poste hospitalier. Chef de service. Temps partiel. Population : 25 000. Seul, rayon 40 km.

Tél. Mairie : 86-27-01-23
Tél. Hôpital : 86-27-11-23

Observatoire Régional de Santé d'Île-de-France
recrute un

Pour gérer une campagne de dépistage du cancer du sein dans le Val d'Oise. Expérience indispensable dans la coordination d'enquêtes. Poste temps plein basé à Cergy-Pontoise, contrat 7 mois renouvelable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à : ORSIF - 21/23, rue Molitès 75015 PARIS
Renseignements : Tél. : 40 61 80 36

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL est heureux de vous annoncer son association avec ARC CONSULTANT pour créer :

TAILLANDIER BRETAGNE
Vous pouvez, dès maintenant prendre contact avec Jean-Pierre QUIBLIER - Directeur Associé Sylvie BESANCON - Consultante Associée Centre d'Affaires Oberthur - 74 D. rue de Paris 35000 RENNES
Tél. : (16) 99 38 34 44 - Fax : (16) 99 63 55 65

TAILLANDIER BRETAGNE
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS
BORDEAUX TOULOUSE ORLÈANS NANTES

LA PREFECTURE DE L'OISE A BEAUVAIS
recrute un **CHEF DE PROJET**

- Issu de l'Université ou d'une école de commerce ou d'ingénieurs.
- Agé de 30 ans environ et ayant acquis une première expérience dans le domaine de l'aménagement du territoire et/ou du développement local chargé
- d'assurer la promotion du territoire traversé par la future autoroute A 16, sous l'autorité du comité de pilotage ad hoc ;
- de réaliser la coordination administrative et technique entre les différents partenaires locaux successifs dans cette action ;
- de mener une réflexion prospective pour la préparation du prochain contrat de plan.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo et présentations à :
Préfecture de l'Oise - Secrétaire Général (D.A.E.L.)
Place de la Préfecture, 60000 BEAUVAIS

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche
DOCUMENTALISTES H/F

25 à 30 ans environ. DUT-RTD, 2 à 3 ans expérience professionnelle. C.C., éco., + anglais. Maîtrise de l'informatique. Poste COURBEVOIE (92).

Travail nuit. C.V. et lettre manuscrite : F.L.C.M. 50, rue J.-P. Timbaud, 92 301 82402 COURBEVOIE.

POSTE C.N.R.S.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
recherche
COLLABORATEURS (H ou F)

Bon niveau de culture générale pour postes : - rédaction de notices (sans de porte-à-porter). - Formation assurée ; - rémunération très intéressante comportant un minimum garanti ; - évolution de carrière rapide pour candidats de valeur. 47-54-99-18.

VILLE DE LIMAY (78) Vélizy - classe 10 à 20 000 habitants, à moins d'une heure de Paris (SNCF et autoroute de l'Ouest). Une ville harmonieuse, une ville harmonieuse.

SECRÉTAIRE GÉNÉRALIE Adm. lettres, c.v., photo au MONDE PUBLIÉ sous n° 8 409 ; 15-17, rue du Col-P. d'Avie, 75002 Paris Cedex 15.

PROFESSEUR DE PHYSIQUE

Expérience souhaitée. Adm. lettres, c.v., photo au MONDE PUBLIÉ sous n° 8 409 ; 15-17, rue du Col-P. d'Avie, 75002 Paris Cedex 15.

Importante Ecole d'Enseignement Supérieur. Partenaire privilégié à l'Expertise. Comptable recherche d'urgence.

PROFESSEUR EXPÉRIMENTÉ EN FISCALITÉ
(10 heures hebdomadaires).

Adresser lettre et c.v. sous n° 8 409 ; Le Monde Publié, 15-17, rue du Col-P. d'Avie, 75002 Paris Cedex 15.

ATTACHÉ D'ADMINISTRATION
(Contrat d'un an). Niveau BAC + 2. 8 300 F/mois. 19, rue de Téhéran, 75008 Paris.

LE SYNDEAC
(Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles) recherche son

DÉLÉGUÉ NATIONAL

qui sera chargé notamment de l'organisation et du fonctionnement du syndicat, et son administration générale, fonction exigeant de fortes compétences juridiques et fiscales.

LE SYNDEAC recrute les candidats, jusqu'au 25 oct. 1991 à son siège : 11bis rue du Card-Nancier, 75008 Paris.

VILLE DE BOIMPER (FINISTÈRE)
recrute par voie de concours sur titres et sur épreuves un

PROFESSEUR DE SCULPTURE
à temps complet.

Réglement de concours disponible à la Direction des Ressources Humaines de la Mairie de Boimper, 531, 29107 OULMPEX CEDEX. Tél. : (16) 98-98-85-81. Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 8 NOVEMBRE 1991 (Le cachet de la poste fait foi).

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche
RÉDACTEURS H/F

25 à 30 ans environ. 2 à 3 ans expérience professionnelle. T.S., cult. éco., + anglais. Capacité rédactionnelle. Maîtrise de l'informatique. Poste COURBEVOIE (92). Travail nuit.

C.V. et lettre manuscrite : F.L.C.M. 50, rue J.-P. Timbaud, BP 301, 82402 COURBEVOIE.

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Expérience souhaitée. Pour temps complet aux lycées et collèges. Capacité rédactionnelle. Maîtrise de l'informatique. Poste COURBEVOIE (92). Travail nuit.

C.V. et lettre manuscrite : F.L.C.M. 50, rue J.-P. Timbaud, BP 301, 82402 COURBEVOIE.

VILLE DE BUCY-EN-SERRE
84 000
28 000 habitants
recherche pour l'enseignement
au lycée
UN CONSERVATEUR TERRITORIAL DE BIBLIOTHÈQUE

IL SERA CHARGÉ : - de la gestion des différents secteurs de la bibliothèque (bibliothèque, vidéothèque, etc.) ; - de la politique d'animation de la bibliothèque en collaboration avec le directeur de centre culturel.

UN EMPLOYÉ DE BIBLIOTHÈQUE
pour le secteur DISCOTHEQUE

Candidature manuscrite et CV détaillé à retourner à : M. LE MAIRE CENTRE ADMINISTRATIF DE HAUTE MAISON 2, rue Georges-Pompidou 94370 BUCY-EN-SERRE Tél. 46-90-82-50 p. 339

COLLABORATEUR

pour préparation et tenue à jour de revues bibliographiques et monographies sur le secteur de l'administration française notamment DACTYLOGRAPHIE INDISPENSABLE

Adresser CV + photo à : S.E.P. - DA 2387 13, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION EN EXPANSION PARIS-7
recherche pour sa nouvelle collection d'ouvrages professionnels

RESPONSABLE DE COLLECTION

Profil : sciences-po, droit, fiscalité, transports. C.V. à VALENTINE 38, rue de Valenciennes, 75008 Paris.

URGENT

Vous aimez la lecture, une aventure de presse ne vous fait pas peur, vous avez le sens de l'organisation. Un manuel en cours de lancement recherche

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Libre de suite. Sal. de début 13 500 F net/mo. Tél. le matin (9 h 12 h) 42-46-27-28

Recherche
1 PROFESSEUR DE LETTRES CLASSIQUES

Env. CV + photo au Collège de Jullien, 77230 JULLY

Dans le cas d'une annonce domiciliaire au « Monde Publi-cité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			5 PIÈCES DUPLEX			2/3 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			STUDIO		
4 PIÈCES	18, rue Quincampoix	11 000	STUDIO	120, avenue de Wagram	5 400	41 m²	BOULOGNE	4 800
100 m², 4 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 553	40 m², 2 ^e étage	PRÉBAIL - 47-54-99-71	+ 790	rez-de-chaussée	33-37, rue Pasteur	+ 525
	Frais de commission	7 200		Frais de commission	5 764	parking	SOLVÉG - 40-67-06-99	3 850
9 PIÈCES TRIPLEX	18, rue Quincampoix	25 000	3 PIÈCES	18, rue Fardet	10 000	2 PIÈCES	BOULOGNE	7 200
248 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 4 842	74 m², 1 ^e étage	PRÉBAIL - 47-54-99-71	+ 1 138	55 m²	33-37, rue Pasteur	+ 550
	Frais de commission	18 000				jardin privatif 26 m²	SOLVÉG - 40-67-06-99	
5^e ARRONDISSEMENT			8 PIÈCES			5 PIÈCES		
2 PIÈCES	11, rue Tournefort	5 734	187 m², 1 ^e étage	113, avenue de Villiers	28 442	108 m²	COURBEVOIE	5 458
48 m², 5 ^e étage	GCI - 40-16-28-71	+ 593		LOC INTER - 47-45-14-65	+ 1 500	9 ^e étage	13, place des Dominicains	+ 1 778
parking				Frais de commission	20 748		SAGGEL - 47-78-15-85	3 829
7^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			3 PIÈCES		
2 PIÈCES	13, rue du Champ-de-Mars	8 633	5 PIÈCES			70 m², 8 ^e étage	LEVALLOIS	7 460
52 m², 3 ^e étage	AGIFRANCE - 48-56-16-81	+ 1 158	102 m², 5 ^e étage	POISSY	4 498	parking	5, allée Claude-Monet	+ 560
parking, cave	Frais de commission	4 720	parking	7, avenue des Ursulines	+ 1 274	cave	AGF - 44-86-45-45	5 308
4 PIÈCES	60/82, rue Saint-Dominique	11 500		AGIFRANCE - 48-03-43-27	3 518			
108 m², r.-de-ch.	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 750	4 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	8 768	STUDIO	NEUILLY	4 180
parking	Frais de commission	8 280	83 m², 3 ^e étage	23, rue Vauvrière	+ 700	32 m², 3 ^e étage	22 ter, bd du Général-Leclerc	+ 484
8^e ARRONDISSEMENT				PRÉBAIL - 47-54-99-71		parking	GCI - 40-16-28-68	
2 PIÈCES	65/67, av. des Champs-Élysées	5 750	MAISON 4 PIÈCES			4 PIÈCES	NEUILLY	10 871
48 m², 5 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 4 092	95 m²	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	8 987	90 m², 5 ^e étage	20 bis, bd du Général-Leclerc	+ 1 235
	Frais de commission		garage	20/22, rue Schnapper	+ 633	terr. 54 m², park.	GCI - 40-16-28-68	
3 PIÈCES	45, rue de Courcelles	8 204		SAGGEL - 47-78-15-85	5 090			
87 m², r.-de-ch.	AGF - 44-86-45-45	+ 533	2 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	4 492	3 PIÈCES	NEUILLY	7 130
	Frais de commission	4 415	53 m², 1 ^e étage	40, rue des Ursulines	+ 863	62 m², 4 ^e étage	223, avenue Charles-de-Gaulle	+ 966
9^e ARRONDISSEMENT			parking, cave	AGF - 44-86-45-45	3 198	poss. parking	CIGIMO - 48-00-89-89	5 403
4 PIÈCES	2, square Trudaine	7 900	2 PIÈCES	VERSAILLES	4 500		NEUILLY	7 830
108 m², 1 ^e étage	GCI - 40-16-28-71	+ 1 997	Immeuble neuf	8, rue du Général-Pershing	+ 632		5, rue du Général-Lanrezac	+ 1 600
			47 m², r.-de-ch.	SAGGEL - 47-42-44-44	3 240		CIGIMO - 48-00-89-89	5 907
			parking	Frais de commission		2 PIÈCES	SAINT-CLOUD	5 938
11^e ARRONDISSEMENT			4/5 PIÈCES	VERSAILLES	9 200	70 m², 4 ^e étage	5, rue des Gîte-Caps	+ 2 011
4 PIÈCES	4, avenue de Taillebourg	8 000	Immeuble neuf	8, rue du Général-Pershing	+ 1 435	cave	AGIFRANCE - 48-02-48-68	4 936
85 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 281	109 m², 1 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	8 624			
parking	Frais de commission	5 780	parking	Frais de commission		2 PIÈCES	SAINT-CLOUD	4 110
14^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	VIROPLAY	8 300	53 m², 3 ^e étage	6, square Sainte-Clotilde	+ 444
4 PIÈCES	199/201, avenue du Maine	9 300	83 m², 2 ^e étage	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1 300	parking	AGF - 44-86-45-45	2 925
87 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 703	parking, balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	4 806	cave	Frais de commission	
2 parkings	Frais de commission	8 968						
4 PIÈCES	199/201, avenue du Maine	9 300	91 - ESSONNE			5/6 PIÈCES	SÈVRES	14 000
94 m², 1 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 752	PAVILLON 4 PIÈCES			Immeuble neuf	11, av. de la Division-Leclerc	+ 2 317
2 parkings	Frais de commission	7 398	115 m²	LONGJumeau	5 746	151 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	10 080
15^e ARRONDISSEMENT			jardin 217 m²	4, rue des Gongs	+ 318	parking		
4 PIÈCES	15, rue Fizeau	9 200	garage	AGIFRANCE - 48-03-43-27	4 293			
89 m², 7 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 790	92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES	LE KREMLIN-BICETRE	6 871
2 parkings, balcon	Frais de commission	8 894	2 PIÈCES	BOULOGNE	4 400	91 m², 3 ^e étage	23-25, av. de Fontainebleau	+ 620
			54 m²	81, rue Escudier	+ 729	parking, balcon	LOC INTER - 47-45-14-65	5 289
2 PIÈCES	4, rue du Bocage	4 850	rez-de-chaussée	PRÉBAIL - 47-54-99-71	4 896	jardin d'hiver	Frais de commission	
45 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 420		Frais de commission				
parking, balcon	Frais de commission	3 782	3 PIÈCES	BOULOGNE	5 000	4 PIÈCES	NOGENT-SUR-MARNE	8 080
16^e ARRONDISSEMENT			82 m²	197, rue Gallieni	+ 650	87 m², 2 ^e étage	68, rue François-Rolland	+ 1 070
3/4 PIÈCES	67/69, avenue Victor-Hugo	16 400	1 ^e étage	LOC INTER - 47-45-16-09	3 870	parking	SOLVÉG - 40-67-06-99	6 421
127 m², 4 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 967	2 PIÈCES	BOULOGNE	4 800		SAINT-MANDÉ	8 740
	Frais de commission	13 248	48 m²	8, rue des Princes	+ 1 160	balcon	25-27, avenue Joffre	+ 1 039
			4 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	3 458	2 parkings	LOC INTER - 47-45-16-09	8 606
				Frais de commission				

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

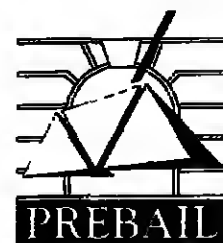
**PHENIX
GESTION**
AGF
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



SOLVÉG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILITÉS

LOC INTER
Transactions Tél. : 17 45 19 97



**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit d'équipement des PME

Fiche d'information

EMPRUNTS GARANTIS PAR L'ÉTAT - OCTOBRE 1991

- OBLIGATIONS 9 % F 700 millions - TSR F 300 millions

LE TITRE SUBORDONNÉ REMBOURSABLE (TSR) SE DISTINGUE DE L'OBLIGATION PAR SON RANG DE CRÉANCE CONTRACTUELLEMENT DÉFINI PAR LA CLAUSE DE SUBORDINATION

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

Le directeur du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 1^{er} juillet 1991, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 1 milliard de francs. Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

CHARGES RELATIVES À L'OPÉRATION : Le produit de l'émission d'obligations est de 998 130 000, et F 1 004 200 000. Le montant net consacré par le Crédit d'équipement des PME s'élève à 998 130 000, et F 1 004 200 000, après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour F 14 500 000, (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ F 300 000.

L - OBLIGATIONS 9 % 1991/2001
MONTANT : millions de francs représentés par 140 000 obligations de F 5 000.
PRÉFÉRENCE : 100,12 % soit F 5 006 par obligation.
DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 21 octobre 1991.
DATE DE JOISSANCE : 21 octobre 1991.
DURÉE : 10 ans à compter du 21 octobre 1991.
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,98 %.

INTÉRÊT : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9 % soit F 450,8 par titre, payable en une seule fois le 21 octobre de chaque année, et pour la première fois le 21 octobre 1992.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties le 21 octobre 2001 par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque, et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou d'achat d'obligations sans limitation de prix.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seront annulés.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissement dirigé par la Caisse nationale de crédit agricole, la Banque Indosuez, le Crédit industriel et commercial, le Crédit du Nord et Cylind Finance Gestion.

II - TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES 1991/2004
Émission de titres subordonnés remboursables pour un montant nominal de 300 millions de francs représentés par 60 000 titres de F 5 000 nominal et répartis en deux tranches A et B au choix du souscripteur.

La répartition des titres entre les deux tranches fera l'objet d'une publication au Bulletin des annonces réglementées du 28 octobre 1991.

Tranche A : 9 % 1991/2004
PRÉFÉRENCE : 102,531 % soit F 5 127,55 par titre
dont prix d'émission : 190,531 % soit F 9 505,55,
coupon coupon : 3,221 % soit F 161,05.

DATE DE JOISSANCE : 12 juin 1991.
INTÉRÊT : Les titres rapporteront un intérêt annuel de 9 % soit F 450 par titre, payable en une seule fois le 12 juin de chaque année, et pour la première fois le 12 juin 1992.

DURÉE : 12 ans et 235 jours à compter du 12 juin 1991.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les titres subordonnés remboursables seront amortis en totalité le 12 juin 2004 par remboursement au pair.

ASSIMILATION : Ces titres subordonnés remboursables seront assimilés aux titres 9 % juin 1989/2004 - code Silexam 11 432 - dès le 23 octobre 1991.

Tranche B : 9 % 1991/2004
PRÉFÉRENCE : 104,158 % soit F 5 207,90 par titre
dont prix d'émission : 101,158 % soit F 5 057,50,
coupon coupon : 3,008 % soit F 150,40.

DATE DE JOISSANCE : 12 juin 1991.
INTÉRÊT : Les titres rapporteront un intérêt annuel de 9,25 % soit F 462,50, par titre, payable en une seule fois le 24 juin de chaque année, et pour la première fois le 24 juin 1992.

DURÉE : 12 ans et 247 jours à compter du 24 juin 1991.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les titres subordonnés remboursables seront amortis en totalité le 24 juin 2004 par remboursement au pair.

ASSIMILATION : Ces titres subordonnés remboursables seront assimilés aux titres 9,25 % juin 1991/2004 - code Silexam 11 432 - dès le 23 octobre 1991.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TRANCHES A ET B
DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 21 octobre 1991.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : Le taux de rendement actuariel est le taux de rendement annuel avant paiement des impôts calculé au jour du règlement sur la durée totale de l'emprunt en actualisant tous les produits versés sous forme d'intérêts et de remboursements. Il est significatif du rendement effectif uniquement pour la souscription qui concerne les titres jusqu'à leur remboursement.

PUBLICATIONS : REMBOURSEMENTS : Un avis spécial, portant à la connaissance des porteurs la date de remboursement, sera publié au Journal Officiel un mois au moins avant cette date.

Les intérêts des titres cessent de courir à dater de jour où le capital sera mis en remboursement.

FACILITÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES DE TITRES ASSIMILABLES : Au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, au taux d'intérêt, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties ainsi qu'au rang de créance, le Crédit d'équipement des PME pourra justifier, pour l'ensemble de ces titres, les conditions d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme de porteur ou nominative en choisissant l'une des modalités d'application de l'article 94-0 du décret n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 81-159, du 2 mai 1983 relatif aux règles de valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur et, s'il le souhaite, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Le SICOVAM assure la compensation des titres entre les titulaires de compte. Les titres seront inscrits en compte et négociables le 23 octobre 1991.

RÉGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous le mode déductible des revenus opérés à la source ou des impôts que la loi ou pourra mettre en œuvre, les revenus des titres (intérêts et primes de remboursement supérieures à 5 %) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS COMPARÉS DU 1^{er} SEMESTREI - TABLEAU D'ACTIVITÉ ET DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1^{er} SEMESTRE

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	Exercice 1990
+ Produits d'exploitation bancaire	6 830	6 701	13 486
- Charges d'exploitation bancaire	6 011	5 902	11 865
- PRODUIT NET BANCAIRE	819	799	1 621
+ Produits accessoires	20	12	33
- Charges de personnel	329	324	660
- Impôts et taxes	22	22	45
- Charges générales d'exploitation	161	159	310
- RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	327	306	639
- Dotations aux amortissements	47	57	112
- Dotations et reprises de provisions d'exploitation	220 (*)	175	455
- RÉSULTAT D'EXPLOITATION	60	74	72
Produits et charges exceptionnelles	11	7	30
Dotations et reprises de provisions hors exploitation	2	-	-
- RÉSULTAT avant impôt sur les sociétés et participation des salariés de l'exercice	69	81	102

* dont prêt à moyen et long terme : 136,8 ; interventions en garanties et crédits-bail : 66,0 ; autres risques : 17,2.

A titre indicatif, les principales évolutions constatées sur la société mère sont les suivantes :

En millions de francs	1 ^{er} sem. 91	1 ^{er} sem. 90	Exercice 90
- Produit net bancaire	733	705	1 445
- Résultat brut d'exploitation	288	257	555
- Résultat d'exploitation	40	36	38

Le produit net bancaire progresse de 4 % au 1^{er} semestre 1991 par rapport au 1^{er} semestre 1990. Le résultat brut d'exploitation progresse de 12 % par rapport au 1^{er} semestre 1990. Le résultat d'exploitation progresse de 12 % par rapport au 1^{er} semestre 1990.

II - RAPPORT D'ACTIVITÉ DU 1^{er} SEMESTRE 1991
1. **Principales constatations**
La présente de consolidation est identique à celle du 31 décembre 1990.

2. **Évolution des pourcentages d'endettement**
A la suite de l'augmentation du capital d'AVENIR TOURISME qui est passé à 100 MF en juin 1991, le pourcentage d'endettement par le C.E.P.M.E. a été porté de 36,53 % à 60,52 %.

3. **Principes des méthodes comptables**
Les méthodes d'activité et de résultats consolidés présentées ci-dessus sont les méthodes d'activité et de résultats consolidés appliquées en 1991, du règlement n° 90-01 du comité de la réglementation bancaire relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, les méthodes d'activité et de résultats consolidés appliquées en 1990 pour les opérations hors exploitation.

4. **Activité**
Dont leur ensemble, les concours à la clientèle et engagements donnés ont varié en cours du premier semestre 1991 et se stabilisent à près de 100 milliards de francs.

4.1. **Opérations de crédit à moyen et long terme**
Les engagements réalisés par la société-mère, 4,9 milliards de francs, sont en progression de 8 % par rapport à la période correspondante de 1990 (hors refinancement du crédit-bail immobilier).

Les crédits autorisés en instance de mise en place atteignent 3,8 milliards de francs au 30 juin 1991 contre 3,5 milliards au 30 juin 1990.

4.2. **Opérations de crédit-bail**
Le crédit-bail immobilier et le crédit-bail mobilier ont connu une évolution divergente : croissance très forte pour le CBI et tassement de l'activité pour le CBI-M.

Les concours de crédit-bail immobilier dérivés par AUXICOMI et AUXIMURS (11 milliards) ont doublé : ceux de PROBABIL pour le crédit-bail mobilier et de location des équipements du FIP du C.E.P.M.E. en faveur de l'infrastructure publique ainsi que ceux de l'ALDIBI de l'INRA pour le crédit-bail mobilier.

Les concours nets globaux atteignent 10,8 milliards de francs (soit une augmentation de 13 %).

4.3. **Autres opérations**
Les concours de crédit à court terme et les engagements par signature en faveur du financement des commandes publiques s'élèvent à 4,1 milliards de francs (+ 3 %).

Les concours de crédit à court terme ont connu une évolution divergente : tassement pour le crédit à court terme et croissance pour le crédit à moyen et long terme.

4.4. **Banque de l'entreprise**
L'ensemble des crédits à la clientèle a progressé en un an de 10,8 % pour s'établir à 1 003 MF au 30 juin 1991.

Par ailleurs, à la même date, l'ensemble des dépôts de la clientèle représente 548 MF (+ 11,2 %).

4.5. **Interventions en fonds propres**
Les interventions en fonds propres, réparties entre Avenir Entreprises et Avenir Tourisme atteignent 205 millions de francs au 30 juin 1991 contre 157 millions de francs un an plus tôt.

4.6. **Engagements sur le groupe GOUPEL**
Les concours consentis au groupe GOUPEL s'élèvent à 36,3 MF fin août.

4.7. **MF de crédit d'équipement**
Les concours consentis au groupe GOUPEL sont couverts par les provisions constituées dès le 30 juin.

4.8. **MF de financement de commandes publiques**
Les concours consentis au groupe GOUPEL sont couverts par les fonds complémentaires de garantie.

5. **- RÉSULTATS**
Les résultats consolidés du premier semestre 1991 font ressortir une progression de 3,5 % du produit net bancaire et de résultats consolidés (839 MF contre 811 MF).

Les résultats des frais généraux (- 1,4 %) ont permis de dégager un résultat brut d'exploitation en augmentation de 6,9 %.

Le résultat avant impôt sur les sociétés (69 MF) représente 67,6 % du résultat de l'exercice 1990 entier (102 MF).

6. **- ÉVOLUTION PRÉVISIBLE**
Malgré le maintien prévisible d'une conjoncture médiocre, les conditions d'intervention de l'établissement et la poursuite des efforts de maîtrise de ses frais généraux lui permettent de dégager en 1991 un résultat d'exploitation en progression significative par rapport à 1990.

C.E.P.M.E.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons procédé à un examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés et du rapport annuel de la société C.E.P.M.E. et de ses filiales couvrant la période du 1^{er} janvier 1991 au 30 juin 1991.

Nous constatons que les données financières présentées et à obtenir des dirigeants les informations nécessaires pour en apprécier la sincérité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations données dans le tableau d'activité et de résultats consolidés et dans le rapport annuel de la société C.E.P.M.E. et de ses filiales, non vérifiées par nous, et les événements importants survenus au cours du semestre écoulé, connus à la présente intervention.

Ensemble CARRE
F. ALLIAIRE

Cabinet Robert MAZARS

T. COLIN

FINACOR

RESULTATS PREMIER SEMESTRE 1991

Au 30 juin, le bénéfice consolidé avant impôt de FINACOR le plus important courtier français sur les marchés monétaires financiers, s'élève à 25,2 millions de francs, contre 15,3 millions de francs la période équivalente de 1990, la part du Groupe étant de 23,1 millions de francs, par rapport à 20,2 millions au 30 juin 1990. A cette date, le total du chiffre d'affaires consolidé est de 231 millions de francs contre 266,5 millions au 30 juin 1990, ces chiffres n'étant plus comparables suite aux changements du périmètre de consolidation.

Pierre LASSERRE, Président Directeur Général et Michèle ROCHE, Administrateur Directeur Général, ont commenté ces résultats lors du conseil d'administration du 3 octobre :

"Après l'année 1990 marquée par des restructurations importantes au niveau du Groupe FINACOR (arrêt des exploitations espagnoles et réorganisation des activités boursières), l'exercice 1991 se présente en nette amélioration, en dépit d'un contexte général très difficile pour l'intermédiation financière. En effet, le bénéfice consolidé avant impôt augmente de 65 % par rapport au premier semestre 1990, le bénéfice consolidé avant impôt (part du Groupe) augmentant quant à lui, de 14 %.

Le courtage interbancaire a connu une activité en baisse, mais PETER s.a.s.b. conserve sa place de premier Agent des Marchés Interbancaires sur le marché français. FINACOR VENDOME s'est renforcé sa place de premier négociateur du MATIF dans un marché en croissance. En ce qui concerne les activités sur valeurs mobilières, les restructurations de 1990 commencent à porter leurs fruits, permettant au Groupe de constater, pour la première fois, une contribution positive au bénéfice consolidé avant impôt, avec des positions commerciales en fort développement, FINACOR ACTIONS ET DERIVES conservant une place de leader sur le marché des produits dérivés sur actions.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, et conformément à nos prévisions faites lors de l'annonce des résultats 1990, l'exercice en cours devrait marquer une progression sensible des résultats du groupe."

L'ORÉAL

Pour le premier semestre 1991, le chiffre d'affaires consolidé de L'ORÉAL et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs.

La progression de ce chiffre d'affaires a été de 10,3 % par rapport à la même période de 1990 à structures et taux de change identiques.

La situation consolidée au 30 juin 1991 fait ressortir un résultat avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes de 1,9 milliard de francs, soit une croissance de +12 % par rapport au 30 juin 1990.

Pour plus d'informations, veuillez consulter les banques, les sociétés de bourse ou les établissements financiers, ainsi que, par minitel, la base de données "3616 CLIFF" et vos journaux habituels.

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS
lisent le Monde.
Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales.
(IPSCS 91)

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS À TERME SITUATION CONSOLIDÉE COMPARÉE DES POSITIONS OUVERTES

	30-6-91	30-6-90	31-12-90
Contrats d'échange de taux d'intérêt en francs	38 003 850	30 837 100	34 229 100
dont opérations p/c Etat	495 000	495 000	495 000
Contrats d'échange de taux d'intérêt en devises	1 325 206	3 045 228	1 328 793
dont opérations p/c Etat	1 043 185	2 761 430	1 242 151
Ventes MATIF	3 135 000	619 000	570 500
Achats MATIF	3 137 000	830 000	570 500
Ventes d'autres instruments à terme	3 930 650	2 186 100	2 668 932
dont opérations p/c Etat	1 960 650	112 200	608 900
Achats d'autres instruments à terme	2 354 247	1 820 853	1 912 580
dont opérations p/c Etat	679 247	112 200	206 600

SUT DE L'ÉMISSION :
La présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et de ses filiales.

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 7 octobre 1991.

A notre connaissance, aucun autre élément nouveau intervenu depuis le 4 juin 1991 date du vote n° 91-215 approuvé par la Commission des opérations de Bourse sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 10 juin 1991 n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la société et de son groupe.

Le Président du directeur,

Michel PRADA

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 91-577 en date du 1^{er} octobre 1991.

Le rapport annuel de l'exercice 1990, ainsi que la note n° 91-215 du 4 juin 1991 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME, - Service de la Communication, 14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS. Tél. : 42-98-80-83.

COMMUNICATION

Le Salon Telecom 91 à Genève

Le Minitel à la conquête de l'Ouest

Sous le signe des alliances

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Tous les quatre ans, le Gotha mondial des télécommunications vient étaler ses forces et ses succès de l'Union internationale des télécommunications (UIT), organisme des Nations unies. La démaure de l'édition 91 du Salon-Forum Telecom - les 576 exposants de 37 pays et les 60 000 visiteurs dépeçeront selon certaines estimations, plus de 2 milliards de francs pour les dix jours de l'événement, qui se termine le 15 octobre - n'est pas la seule indication que le secteur est en plein bouleversement. Du haut de leurs stands - au sens propre, puisque faute d'espace dans le Pelexpo de Genève les géants du secteur ont bâti des stands de trois ou quatre étages avec ascenseurs, opérateurs de réseaux et fabricants de matériels - les exposants ont fait de leur stand une vitrine devenus « multimédias », « mobiles » et « alliances ».

Multimédias parce que le « vieux » téléphone est loin d'être mort. L'image a fait son entrée en force dans la télécommunication. Les terminaux et réseaux à « large bande » et à « intégration de services » qui combinent voix, textes, données, images à vitesse et qualité croissantes, sont le terrain de bataille

du futur, où s'affrontent industriels des télécoms et de l'informatique, dont les destins sont maintenant inextricablement mêlés.

Mobiles, parce que la prolifération des outils de communication sans fil modifie la nature du réseau, et les conditions de la concurrence. Plus libre de ses mouvements, l'usager est aussi plus tenté de changer de fournisseur. N'est-ce pas d'ailleurs dans ce secteur des mobiles que l'éclatement des manœuvres nationales a fait les pas les plus rapides ?

Face à cette « dérégulation » tentée, les opérateurs répondent par des alliances tous azimuts, car tous savent que le cadre national de leur activité et les services de base - la téléphonie - ne suffisent plus à garantir leur position. L'enjeu est notamment la fourniture aux entreprises multinationales de leurs réseaux privés et de services sophistiqués. Un marché énorme, et très convoité.

Pendant ce temps, une vaste partie du monde doit se contenter de quelques lignes téléphoniques désuètes pour cent habitants. Meilleure consolation : les bénéfices de Telecom (12 millions de francs en 1987) sont consacrés par l'UIT aux pays en développement.

M. C. L.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Après deux ans d'expérimentations modestes, notamment à Omaha, ville du Nebraska (*Le Monde* du 13 mars 1990), la télématique française cadeluche la vitesse supérieure pour s'implanter aux États-Unis. France Télécom vient en effet d'annoncer le 8 octobre à Genève, lors du Salon Telecom, deux accords avec la compagnie américaine US West, qui exploite le téléphone dans quatorze États du centre et du nord-ouest de l'Union. En créant ensemble Community Link Minitel Associates (CLM) - dont US West détient 60 % et France Télécom (via sa filiale Intelnetique) 40 % - les deux partenaires vont progressivement doter les métropoles de la région de réseaux télématiques. Ceux-ci reprendront les principes du modèle français de vidéotex : ils fonctionneront selon la norme Têlêtel, avec des terminaux à faible prix et une facturation de type « kiosque » pour l'usager.

CLM compte investir 75 millions de dollars en cinq ans, soit 180 millions de francs pour la part de France Télécom. L'expérience d'Omaha va être étendue à l'agglomération de Minneapolis-Saint-Paul ce mois-ci, puis à Seattle, et ultérieurement à Denver, Phoenix, etc. Au total, CLM espère convaincre 800 000 utilisateurs d'ici à dix ans, qui pourront accéder au système par des terminaux spécialisés ou par leurs ordinateurs personnels, dotés de modems et logiciels adaptés.

Les « baby-Bell » fourniront des services d'information

Différents types de services seront offerts, banque à domicile, télé-achat, tourisme, messageries électroniques, à destination du grand public et des PME.

L'opération pourrait connaître des développements plus rapides que prévu. Car la veille de la créa-

tion de CLM, la Cour fédérale d'appel a rendu un important jugement, qui autorise désormais les compagnies régionales de téléphone, telle US West, à fournir elles-mêmes des services d'information. Elles étaient jusqu'alors écartées de ce marché lucratif, la presse, notamment, s'inquiétant que ces compagnies puissent détenir à la fois les supports et les services d'information. Libérées de cette entrave, les compagnies issues du démantèlement d'ATT, les sept « baby-Bell », vont certainement en profiter pour exploiter des services à distance tels que des annuaires électroniques du type « pages jaunes », des services boursiers d'information téléphonique, etc. Cette ouverture de la concurrence aux puissantes compagnies régionales de téléphone (leur chiffre d'affaires cumulé atteint 70 milliards de dollars, soit près de 400 milliards de francs) devrait déclencher un boom du marché de l'information électronique.

An-déclat de CLM, US-West et

France Télécom ont conclu un accord cadre pour mener en commun des opérations internationales, dans le domaine de la fourniture de services. Toutes deux ont par exemple développé des systèmes de télépaiement de factures, et US West pourrait participer à l'exploration de ce système en France.

La télématique rentable en France

Après les accords passés en Irlande et aux Pays-Bas pour aider à l'implantation de réseaux et l'interconnexion du réseau Têlêtel français avec tous ses homologues de la Communauté européenne, qui sera terminée à la fin de l'année, France Télécom entend donc plus que jamais capitaliser une expérience de dix ans qui fait d'elle le champion mondial incontesté de la télématique, avec presque 6 millions de Minitels, 1,5 milliard d'appels et 100 millions d'heures de connexion annuelles (*Le Monde* du 6 décembre 1990).

Pour réfuter les critiques lancées

nant - notamment de la Cour des comptes - sur la rentabilité de la télématique en France, France Télécom a fait réaliser un audit par le cabinet Coopers et Lybrand. À partir des chiffres fournis par l'entreprise nationale, cet audit estime que l'ensemble du programme vidéotex, de 1984 à l'an 2000, dégagera un solde positif de 4,3 milliards de francs (sur 60,1 milliards de francs de recettes actualisées). Les gains engendrés par le trafic (les appels) - 28,3 milliards de francs pour 17,2 milliards de dépenses - compensent les pertes dues à la fourniture gratuite des terminaux (13,4 milliards de recettes pour 23,4 milliards de coûts). Le même audit estime que l'équilibre sur une année (y compris les besoins de financement) sera atteint en 1991, et le retour sur investissement en 1998. Convaincue de sa rentabilité dans l'Hexagone, France Télécom veut maintenant tirer les bénéfices du Minitel à l'exportation.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIER

Fusions-absorptions de Fonds Communs de Placement et SICAV de la BNP

Les fusions-absorptions reprises ci-après dont le principe a été approuvé par les Conseils d'Administration des trois SICAV et de la Société de Gestion des Fonds Communs de Placement, EPARGNE GESTION, ont reçu l'agrément des autorités de tutelle :

- absorption des Fonds Communs de Placement NATIO FONDS OBLIGATIONS N°4, NATIO FONOS OBLIGATIONS N°8, NATIO FONOS OBLIGATIONS N°14, NATIO FONOS PLACEMENTS, NATIO FONOS PLACEMENTS N°5 et NATIO FONOS PLACEMENTS N°7 par la SICAV NATIO EPARGNE : ce projet sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de NATIO EPARGNE convoquée le 15 Novembre 1991 et, dans le cas très probable où le quorum ne pourrait être obtenu ce jour-là, le 29 Novembre 1991. Sous réserve de cette approbation, la fusion interviendra le 29 Novembre 1991.

En vue de la réalisation de la fusion, NATIO EPARGNE suspendra l'émission et le rachat de ses actions à compter du 22 Novembre 1991 à 12 heures et les Fonds Communs de Placement à compter du 21 Novembre 1991 à 18 heures jusqu'au 29 Novembre 1991.

- absorption du Fonds Commun de Placement NATIO FONOS VALEUROPE N°2 par le Fonds Commun de Placement NATIO FONOS VALEUROPE N°1.

En vue de la réalisation de la fusion qui interviendra le 29 Novembre 1991, ces fonds suspendront l'émission et le rachat de leurs parts à compter du 21 Novembre 1991 à 18 heures jusqu'au 29 Novembre 1991 inclus.

- absorption de la SICAV NATIO OBLIGATIONS et des deux Fonds Communs de Placement NATIO FONOS OBLIGATIONS N°15 et NATIO FONOS PLACEMENTS A par la SICAV NATIO INTER : ce projet sera soumis à l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires des SICAV convoquées le 22 Novembre 1991 et, dans le cas très probable où le quorum ne pourrait être obtenu ce jour-là, le 6 Décembre 1991. Sous réserve de cette approbation, la fusion interviendra le 6 Décembre 1991.

En vue de la réalisation de la fusion, les deux SICAV suspendront l'émission et le rachat de leurs actions à compter du 29 Novembre 1991 à 12 heures et les Fonds Communs de Placement à compter du 28 Novembre 1991 à 18 heures jusqu'au 6 Décembre 1991 inclus.

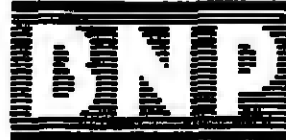
- absorption des deux Fonds Communs de Placement NATIO FONOS FRANCE COMPTANT ET SECONO MARCHÉ N°2 et NATIO FONOS FRANCE COMPTANT ET SECONO MARCHÉ N°3 par le Fonds NATIO FONOS FRANCE COMPTANT ET SECONO MARCHÉ N°1.

En vue de la réalisation de la fusion qui interviendra le 6 Décembre 1991, ces Fonds suspendront l'émission et le rachat de leurs parts à compter du 28 Novembre 1991 à 18 heures jusqu'au 6 Décembre 1991.

Les actionnaires et porteurs de parts disposeront d'un délai de trois mois à compter de la date de publication des avis de fusion au B.A.L.O., pour obtenir sans frais le rachat de leurs parts ou actions.









Les traités de fusions, décrivant les conditions et modalités de ces opérations ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS et peuvent être obtenus auprès de la société de gestion des Fonds Communs de Placement et au siège des SICAV 18, boulevard Montmartre 75009 PARIS.

Une lettre expliquant le détail de ces fusions-absorptions sera adressée à chacun des actionnaires de SICAV et porteurs de parts des Fonds Communs de Placement.



TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.

Blocs d'actions européennes 1991

 Elsevier 14.292.739 Actions 616 millions de dollars	 Wolters Kluwer 14.382.152 Actions 415 millions de dollars	
 LVMH MOËT-HENNESSY, LOUIS VUITTON 450.000 Actions 304 millions de dollars	 perrier 400.000 Actions 100 millions de dollars	 LVMH 2.100.000 Actions 112 millions de dollars
 INVECO Invest MIM Plc 48.387.317 Actions 79 millions de dollars	 Refuge Group 5.214.278 Actions 52 millions de dollars	 Wm Low Wm Low & Company Plc 10.611.748 Actions ordinaires 52 millions de dollars 8.420.624 6% Actions préférentielles 19 millions de dollars

Goldman Sachs propose à ses clients l'alternative du négoce d'actions en bloc. Cette initiative nous a amenés à effectuer plus de FrF 12 milliards de ce type de transactions durant les 6 premiers mois de l'année.

Goldman Sachs

London Madrid New York Montreal Paris Tokyo Singapore Frankfurt Sydney Toronto Hong Kong Zurich

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

MARCHÉS FINANCIERS

Affectée par la baisse des cours

La mine d'or de Salsigne dépose son bilan

La Société des Bourses françaises (SBF) a décidé, mardi 8 octobre, de suspendre la cotation des actions de la société Mines et produits chimiques de Salsigne (MPCS) sur le marché officiel à compter du 11 octobre. Dans la soirée, le conseil d'administration de la plus grande mine d'or d'Europe occidentale s'est prononcé en faveur du dépôt de bilan.

Toujours affectée par la baisse des cours de l'or, Salsigne, premier employeur du département de l'Aude avec quatre cent vingt-quatre salariés, devait bénéficier d'un plan de redressement

assorti d'une enveloppe de 41 millions de francs, financée notamment par le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) et par la société Gemmin, filiale du groupe sud-africain Gencor. Mais depuis l'annonce d'un bâtiment administratif le 3 octobre, qualifié de « volontaire » par la direction, suivi par une grève de quarante-huit heures du personnel, le climat social s'est détérioré. Une situation qui, selon le ministre de l'Industrie, « remet gravement en cause la sécurité des installations et la confiance des opérateurs économiques concernés ».

Baisse de 36,3 % de son bénéfice semestriel

La Société générale de Belgique connaît toujours des difficultés

La Société générale de Belgique, filiale du groupe Suez, a annoncé mardi 8 octobre une baisse de 36,27 % de son bénéfice semestriel. Pour les six premiers mois de l'exercice, le bénéfice net consolidé (part du groupe) a été de 4,80 milliards de francs belges (775 millions de francs français) contre 7,54 milliards pour la période correspondante de 1990.

Le résultat courant consolidé du premier holding financier de Belgique accuse une baisse de 68,1 %, à 1,47 milliard de francs belges, en raison principalement de la baisse des cours des métaux non ferreux. L'Acco-union minière enregistre

ainsi une perte de 1,07 milliard (contre un bénéfice de 2,88 milliards au premier semestre de 1990). La Générale de Belgique a indiqué qu'avec la vente de sa participation dans Alcatel-Alsthom (4,5 milliards de francs belges), elle a achevé son programme visant à décaisser le groupe de 25 milliards de francs belges. L'endettement avait déjà été réduit de 20,9 milliards au 30 juin dernier. La direction de la Générale a indiqué que le résultat net du second semestre « pourrait être inférieur à celui du premier semestre de l'exercice ».

La MAAF modifie son offre pour séduire les assurés d'Executive Life

A trois jours de la clôture des offres pour le rachat de la firme d'assurance californienne Executive Life (Le Monde du 9 août), la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) a repris l'offensive, mardi 8 octobre. Pour mieux séduire les assurés américains, la MAAF prévoit de leur offrir une nouvelle gamme d'emprunts en cas d'urgence et des garanties sur la rentabilité de leur police.

La MAAF avait été la première à se déclarer intéressée par la firme californienne en faillite. Mais son offre détaillant surtout le plan de sauvetage financier de la firme. A la mi-septembre, un regroupement de plusieurs dizaines d'assureurs américains avait mis au point une contre-offre en promettant « de meilleures conditions [aux assurés] que celles promises dans l'offre du groupe d'investisseurs français ».

EN BREF

■ BCCI : vers une liquidation de la filiale allemande. - L'Office fédéral allemand du crédit a demandé mardi 8 octobre la mise en liquidation judiciaire de la filiale allemande de la Bank of Credit and Commerce International S.A. (BCCI). Avenant signe de réouverture de la banque n'étant perceptible, il n'y a pas de raison de retarder davantage l'engagement d'une procédure de recouvrement des créances, a indiqué l'Office dans un communiqué diffusé à Berlin. Après l'éclatement du scandale, l'Office avait prononcé le 8 juillet dernier le gel des activités de la filiale allemande et la fermeture de ses guichets. La BCCI n'avait qu'une faible activité en Allemagne, avec au bilan 304 mil-

lions de deutschemarks à la fin de 1988, soit 1 milliard de francs.

■ Airbus se plaint de British Airways auprès de Bruxelles. - M. Jean Pierson, administrateur-gérant d'Airbus Industrie, vient de demander au commissaire européen à la concurrence, Sir Leon Brittan, d'enquêter sur la façon dont la compagnie British Airways a procédé pour préférer systématiquement les avions de Boeing à ceux d'Airbus qu'elle n'a jamais achetés. Airbus affirme avoir relevé, dans le comportement de British Airways, un certain nombre d'anomalies dont certaines pourraient être contraires au Traité de Rome.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les NOTES BLEUES, l'hebdomadaire du Ministère de l'économie, des finances et du budget, consacrent un numéro spécial au projet de loi de finances 1992.



DANS CE NUMÉRO VOUS TROUVEREZ :

- LES CHIFFRES-CLÉS
- LES GRANDS AXES DU BUDGET
- LES DISPOSITIONS FISCALES

Je désire recevoir exemplaires du numéro spécial "Projet de loi de Finances" (Prix du numéro : 30 F)
Je désire un abonnement d'un an aux NOTES BLEUES (54 N°) (Tarif : 400 F - Tarif étudiants : 250 F)
Adressez le bulletin et votre règlement, libéré à l'ordre de : CEDEFIN, à : LES NOTES BLEUES - TELEDUC 536 - 133, rue de Bercy - 75 572 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 40 24 88 55
NOM : _____ Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

NEW-YORK, 8 octobre ↑

Raffermissement

Après quatre jours de baisse, un mouvement de reprise s'est dessiné mardi 8 octobre à Wall Street. Annoncé dès l'ouverture, il a été amplifié par à coups, et, à la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles a enregistré une avance de 21,02 points (+ 0,71 %). Le bilan général n'a toutefois pas été aussi franchement positif que ce résultat. Sur 2092 valeurs traitées, 878 seulement ont monté, tandis que 478 ont continué de se replier et que 534 restaient inchangées.

Le plan de relance du crédit mis en place par le président Bush pour tenter de relancer l'économie américaine, toujours très mûr, a en partie contribué à favoriser les initiatives d'achat. Mais, assurément, autour du Big Board, les investisseurs attendent surtout une nouvelle baisse des taux d'intérêt. En particulier, beaucoup tablent sur une réduction du prime rate bancaire (taux accordé aux meilleurs clients) et du loyer de l'argent au jour le jour encore au-dessus de 5 %.

Cela étant, les acheteurs ne sont pas bousculés au portillon.

VALEURS	Cours de 7 octobre	Cours de 8 octobre
Alcoa	88 1/4	89 3/4
AT&T	50 1/4	51 1/4
Boeing	48 3/8	48 7/8
Chemical Bank	43 3/4	43 1/4
Eastman Kodak	41	42 1/4
GenCorp	68 1/4	69 1/8
Ford	31 1/4	30 5/8
General Electric	67 1/4	67 1/2
General Motors	38	38 1/2
Goodyear	41 7/8	43 1/8
IBM	54 1/2	55 3/4
Intel	67 7/8	68 3/8
Johnson & Johnson	33 3/8	33 1/2
McDonald	12 1/2	12 1/2
Union Carbide	18 3/4	18 1/2
United Tech.	43 3/8	43 1/2
Verizon	18 1/2	18 1/2
Xerox Corp.	60 5/8	61 1/4

LONDRES, 8 octobre ↑

Petite hausse

Le marché a enregistré une petite hausse mardi 8 octobre, en dépit de plusieurs augmentations de capital de près de 200 millions de livres, dont la plus importante, de 140 millions, par Midland pour 149 millions. Les investisseurs qui attendent une réduction des taux d'intérêt ont favorisé les valeurs de croissance. Le marché de Londres a enregistré une hausse de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

PARIS, 8 octobre ↑

Calme

Après quatre séances de baisse plus ou moins marquée, la Bourse de Paris s'est accordée une pause mardi 8 octobre. En retrait symbolique du 0,04 % au début des échanges, les valeurs françaises ont continué d'évoluer autour du point d'équilibre sans terme trop en déséquilibre. En fin de matinée, l'indice CAC 40 a apprécié de 0,06 %. En début d'après-midi, il arrivait péniblement à franchir 0,1 % du gain. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indicateur de la place s'inscrivait en hausse de 0,14 %, sur son précédent niveau. Il cédait sur un gain de 0,25 %.

Selon les opérateurs, cette pause s'est effectuée dans un marché mûr, manquant totalement de direction. Cela étant, ce calme est général tant sur le marché des changes, sur les marchés des taux que sur le marché des actions. De plus, les titres évoluent dans des fourchettes très étroites. Les flux d'échanges étaient peu étoffés. A tel exemple, aux alentours de 12 h 30, il ne s'est même pas échangé 900 millions de francs sur les valeurs inscrites sur le marché au comptant et à règlement mensuel.

Du côté des valeurs précisément, les opérateurs ont concentré leur attention sur Eurotunnel, dont le marché du titre à la mi-journée représentait 100 millions de francs pour 2,4 millions de titres échangés et un recul de plus de 5 %.

TOKYO, 8 octobre ↑

Reprise

En baisse trois jours durant, le Nikkei-Cho s'est sensiblement redressé mardi 8 octobre. Toutefois, le mouvement de reprise n'a vraiment pris de l'ampleur que dans la toute dernière partie de la séance. En clôture, l'indice Nikkei s'est établi à la cote 24 485,26 avec un gain de 328,64 points, soit de 1,36 %.

Selon les professionnels, le marché a surtout réagi au facteur acheteurs. Mais il n'a pas été insensé non plus au raffermissement de Wall Street. « Sans l'affaiblissement du yen et les tensions du marché des changes, la hausse aurait été plus forte encore », assure un trader.

VALEURS	Cours de 8 octobre	Cours de 9 octobre
Alcatel	1 050	1 060
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180
Alcatel	1 170	1 180

FAITS ET RÉSULTATS

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

■ L'Oréal : résultat semestriel en hausse de 12 %. - Le groupe L'Oréal, numéro 1 mondial des cosmétiques, a enregistré un résultat consolidé avant impôt, participation et plus ou moins-values brutes, de 1,9 milliard de francs pour le premier semestre 1991, soit une progression de 12 % par rapport à la même période de 1990. Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 17,2 milliards de francs pendant les six premiers mois de 1991, soit une progression de 10,3 % par rapport à 1990 à structures et taux de change identiques.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3720	3715	Immo. H&M	821	821
Amis Assoc.	278	276	Immo. Computer	188 30	188 30
B.C.C.	116	116	I.P.M.	78	78
Banque Paribas	808	808	Loon Invest.	245	245
Banque Paribas	350	350	Locatim	71	71
Banque Paribas	223	223	Mats Comm.	110	107 10
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	900	881	Mobex	152	152
Calsonic	383	385	PubliFipacchi	405 10	405 10
Carif	686	686	Rand	506	580
C.E.C.P.	136	135	Rhone-Alp. (S.I.)	321	321
C.F.P.I.	298	298	S.H.M.	173	174
C.I.M.	589	589	Solact Invest (S.I.)	386	382
Compt. Ind.	285	285	Surbo	130	130
Couac	182	182	Sopha	252 20	258 50
Dauphin	404	405	T.T.I.	365	365
Daimler	1225	1225	Thermador H. (S.I.)	289	289
Daimler	390	390	Unilog	205	202
Devel	836	836	Val et Cie	87	87
Devel	293	290	Y. St-Laurent Group	878	872
Dollac	140	140			
Edison Belgium	270	270			
Europ. Propriété	280	280			
Europ. Propriété	133 30	133 30			
Europ. Propriété	125 10	125 10			
Europ. Propriété	183	183			
Europ. Propriété	435	435			
Europ. Propriété	196	196			
Europ. Propriété	740	740			
Europ. Propriété	989	989			
Europ. Propriété	233	230 50			
Europ. Propriété	120	120			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 octobre 1991
Nombre de contrats : 50 718

COURS	Déc. 91	Mars 92	Juin 92
Dernier	186,78	186,78	187,88
Précédent	186,56	186,56	187,36

CAC 40 A TERMÉ (MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 851	1 875	1 891
Précédent	1 855,50	1 867,50	1 883,50

CHANGES

Dollar : 5,802 F ↑

Le dollar a poursuivi sa progression, le mercredi 9 octobre, sur le marché des changes, s'échangeant à 5,80 F, lors des premiers échanges interbancaires, contre 5,75 F au closing de la veille. Les opérateurs notaient qu'à l'approche des grandes réunions du FMI à Bangkok, le billet vert à Paris était aligné sur les cotations de New-York.

FRANCFORT : 8 octobre 9 octobre
Dollar (en DM) : 1,883 1,705
Tokyo : 129,30 138,45
Dollar (en yen) : 129,30 138,45

MARCHÉ MONÉTAIRE
(officiels privés)
Paris (9 octobre) : 8 1516 - 9 116 %
New-York (8 octobre) : 5 116 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ E.-U.	5,8125 5,8135	+ 209 + 219	+ 1110 + 1170
S. can.	5,1479 5,1511	+ 27 + 39	+ 67 + 94
Yen (100)	4,4472 4,4497	+ 181 + 189	+ 211 + 266
DM	3,0231 3,0257	+ 5 + 11	+ 3 + 19
Florin	3,0231 3,0257	+ 5 + 11	+ 3 + 19
FF (100)	16,5360 16,5440	+ 10 + 60	+ 10 + 90
FS	3,8880 3,8912	+ 36 + 50	+ 63 + 81
£ (1 000)	4,5381 4,5407	+ 79 + 99	+ 121 + 142
£	8,8900 8,8975	+ 99 + 171	+ 151 + 439

TAUX DES EUROMONNAIES

5 E.-U.	5 J/100	5 J/100	5 J/100	5 J/100	5 J/100	5 J/100	5 J/100
Yen	6 2/8	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 9/16	6 11/16	6 3/16
DM	8 5/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/4
Florin	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
FF (100)	9	9	9	9	9	9	9
FS	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4
£ (1 000)	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
£	18 3/16	18 1/16	18 1/16	18 1/16	18 1/16	18 1/16	18 1/16
Franc	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mardi 9 octobre
Claude Douillard,
PDG d'Elcar.

Jeudi 10 octobre
Pierre Conso
PDG des Ciments Français
Le Monde Affaires
donne 11 octobre publie une
enquête sur les groupes
cimentiers français.

هنا من الصحف

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 OCTOBRE

Réglement mensuel																													
VALEURS										VALEURS										VALEURS									
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%						
4051	CALTEX	4970	4970	4970	0.00	4052	CHRYSLER	4970	4970	4970	0.00	4053	DEERE	4970	4970	4970	0.00	4054	DEERE	4970	4970	4970	0.00						
850	RAP T.P.	870	870	870	0.00	851	CHRYSLER	870	870	870	0.00	852	DEERE	870	870	870	0.00	853	DEERE	870	870	870	0.00						
1050	REPLANT T.P.	1062	1062	1062	0.00	1051	CHRYSLER	1062	1062	1062	0.00	1052	DEERE	1062	1062	1062	0.00	1053	DEERE	1062	1062	1062	0.00						
1350	REPLANT T.P.	1362	1362	1362	0.00	1351	CHRYSLER	1362	1362	1362	0.00	1352	DEERE	1362	1362	1362	0.00	1353	DEERE	1362	1362	1362	0.00						
1650	REPLANT T.P.	1662	1662	1662	0.00	1651	CHRYSLER	1662	1662	1662	0.00	1652	DEERE	1662	1662	1662	0.00	1653	DEERE	1662	1662	1662	0.00						
1950	REPLANT T.P.	1962	1962	1962	0.00	1951	CHRYSLER	1962	1962	1962	0.00	1952	DEERE	1962	1962	1962	0.00	1953	DEERE	1962	1962	1962	0.00						
2250	REPLANT T.P.	2262	2262	2262	0.00	2251	CHRYSLER	2262	2262	2262	0.00	2252	DEERE	2262	2262	2262	0.00	2253	DEERE	2262	2262	2262	0.00						
2550	REPLANT T.P.	2562	2562	2562	0.00	2551	CHRYSLER	2562	2562	2562	0.00	2552	DEERE	2562	2562	2562	0.00	2553	DEERE	2562	2562	2562	0.00						
2850	REPLANT T.P.	2862	2862	2862	0.00	2851	CHRYSLER	2862	2862	2862	0.00	2852	DEERE	2862	2862	2862	0.00	2853	DEERE	2862	2862	2862	0.00						
3150	REPLANT T.P.	3162	3162	3162	0.00	3151	CHRYSLER	3162	3162	3162	0.00	3152	DEERE	3162	3162	3162	0.00	3153	DEERE	3162	3162	3162	0.00						
3450	REPLANT T.P.	3462	3462	3462	0.00	3451	CHRYSLER	3462	3462	3462	0.00	3452	DEERE	3462	3462	3462	0.00	3453	DEERE	3462	3462	3462	0.00						
3750	REPLANT T.P.	3762	3762	3762	0.00	3751	CHRYSLER	3762	3762	3762	0.00	3752	DEERE	3762	3762	3762	0.00	3753	DEERE	3762	3762	3762	0.00						
4050	REPLANT T.P.	4062	4062	4062	0.00	4051	CHRYSLER	4062	4062	4062	0.00	4052	DEERE	4062	4062	4062	0.00	4053	DEERE	4062	4062	4062	0.00						
4350	REPLANT T.P.	4362	4362	4362	0.00	4351	CHRYSLER	4362	4362	4362	0.00	4352	DEERE	4362	4362	4362	0.00	4353	DEERE	4362	4362	4362	0.00						
4650	REPLANT T.P.	4662	4662	4662	0.00	4651	CHRYSLER	4662	4662	4662	0.00	4652	DEERE	4662	4662	4662	0.00	4653	DEERE	4662	4662	4662	0.00						
4950	REPLANT T.P.	4962	4962	4962	0.00	4951	CHRYSLER	4962	4962	4962	0.00	4952	DEERE	4962	4962	4962	0.00	4953	DEERE	4962	4962	4962	0.00						
5250	REPLANT T.P.	5262	5262	5262	0.00	5251	CHRYSLER	5262	5262	5262	0.00	5252	DEERE	5262	5262	5262	0.00	5253	DEERE	5262	5262	5262	0.00						
5550	REPLANT T.P.	5562	5562	5562	0.00	5551	CHRYSLER	5562	5562	5562	0.00	5552	DEERE	5562	5562	5562	0.00	5553	DEERE	5562	5562	5562	0.00						
5850	REPLANT T.P.	5862	5862	5862	0.00	5851	CHRYSLER	5862	5862	5862	0.00	5852	DEERE	5862	5862	5862	0.00	5853	DEERE	5862	5862	5862	0.00						
6150	REPLANT T.P.	6162	6162	6162	0.00	6151	CHRYSLER	6162	6162	6162	0.00	6152	DEERE	6162	6162	6162	0.00	6153	DEERE	6162	6162	6162	0.00						
6450	REPLANT T.P.	6462	6462	6462	0.00	6451	CHRYSLER	6462	6462	6462	0.00	6452	DEERE	6462	6462	6462	0.00	6453	DEERE	6462	6462	6462	0.00						
6750	REPLANT T.P.	6762	6762	6762	0.00	6751	CHRYSLER	6762	6762	6762	0.00	6752	DEERE	6762	6762	6762	0.00	6753	DEERE	6762	6762	6762	0.00						
7050	REPLANT T.P.	7062	7062	7062	0.00	7051	CHRYSLER	7062	7062	7062	0.00	7052	DEERE	7062	7062	7062	0.00	7053	DEERE	7062	7062	7062	0.00						
7350	REPLANT T.P.	7362	7362	7362	0.00	7351	CHRYSLER	7362	7362	7362	0.00	7352	DEERE	7362	7362	7362	0.00	7353	DEERE	7362	7362	7362	0.00						
7650	REPLANT T.P.	7662	7662	7662	0.00	7651	CHRYSLER	7662	7662	7662	0.00	7652	DEERE	7662	7662	7662	0.00	7653	DEERE	7662	7662	7662	0.00						
7950	REPLANT T.P.	7962	7962	7962	0.00	7951	CHRYSLER	7962	7962	7962	0.00	7952	DEERE	7962	7962	7962	0.00	7953	DEERE	7962	7962	7962	0.00						
8250	REPLANT T.P.	8262	8262	8262	0.00	8251	CHRYSLER	8262	8262	8262	0.00	8252	DEERE	8262	8262	8262	0.00	8253	DEERE	8262	8262	8262	0.00						
8550	REPLANT T.P.	8562	8562	8562	0.00	8551	CHRYSLER	8562	8562	8562	0.00	8552	DEERE	8562	8562	8562	0.00	8553	DEERE	8562	8562	8562	0.00						
8850	REPLANT T.P.	8862	8862	8862	0.00	8851	CHRYSLER	8862	8862	8862	0.00	8852	DEERE	8862	8862	8862	0.00	8853	DEERE	8862	8862	8862	0.00						
9150	REPLANT T.P.	9162	9162	9162	0.00	9151	CHRYSLER	9162	9162	9162	0.00	9152	DEERE	9162	9162	9162	0.00	9153	DEERE	9162	9162	9162	0.00						
9450	REPLANT T.P.	9462	9462	9462	0.00	9451	CHRYSLER	9462	9462	9462	0.00	9452	DEERE	9462	9462	9462	0.00	9453	DEERE	9462	9462	9462	0.00						
9750	REPLANT T.P.	9762	9762	9762	0.00	9751	CHRYSLER	9762	9762	9762	0.00	9752	DEERE	9762	9762	9762	0.00	9753	DEERE	9762	9762	9762	0.00						
10050	REPLANT T.P.	10062	10062	10062	0.00	10051	CHRYSLER	10062	10062	10062	0.00	10052	DEERE	10062	10062	10062	0.00	10053	DEERE	10062	10062	10062	0.00						
10350	REPLANT T.P.	10362	10362	10362	0.00	10351	CHRYSLER	10362	10362	10362	0.00	10352	DEERE	10362	10362	10362	0.00	10353	DEERE	10362	10362	10362	0.00						
10650	REPLANT T.P.	10662	10662	10662	0.00	10651	CHRYSLER	10662	10662	10662	0.00	10652	DEERE	10662	10662	10662	0.00	10653	DEERE	10662	10662	10662	0.00						
10950	REPLANT T.P.	10962	10962	10962	0.00	10951	CHRYSLER	10962	10962	10962	0.00	10952	DEERE	10962	10962	10962	0.00	10953	DEERE	10962	10962	10962	0.00						
11250	REPLANT T.P.	11262	11262	11262	0.00	11251	CHRYSLER	11262	11262	11262	0.00	11252	DEERE	11262	11262	11262	0.00	11253	DEERE	11262	11262	11262	0.00						
11550	REPLANT T.P.	11562	11562	11562	0.00	11551	CHRYSLER	11562	11562	11562	0.00	11552	DEERE	11562	11562	11562	0.00	11553	DEERE	11562	11562	11562	0.00						
11850	REPLANT T.P.	11862	11862	11862	0.00	11851	CHRYSLER	11862	11862	11862	0.00	11852	DEERE	11862	11862	11862	0.00	11853	DEERE	11862	11862	11862	0.00						
12150	REPLANT T.P.	12162	12162	12162	0.00	12151	CHRYSLER	12162	12162	12162	0.00	12152	DEERE	12162	12162	12162	0.00	12153	DEERE	12162	12162	12162	0.00						
12450	REPLANT T.P.	12462	12462	12462	0.00	12451	CHRYSLER	12462	12462	12462	0.00	12452	DEERE	12462	12462	12462	0.00	12453	DEERE	12462	12462	12462	0.00						
12750	REPLANT T.P.	12762	12762	12762	0.00	12751	CHRYSLER	12762	12762	12762	0.00	12752	DEERE	12762	12762	12762	0.00	12753	DEERE	12762	12762	12762	0.00						
13050	REPLANT T.P.	13062	13062	13062	0.00	13051	CHRYSLER	13062	13062	13062	0.00	13052	DEERE	13062	13062	13062	0.00	13053	DEERE	13062	13062	13062	0.00						
13350	REPLANT T.P.	13362	13362	13362	0.00	13351	CHRYSLER	13362	13362	13362	0.00	13352	DEERE	13362	13362	13362	0.00	13353	DEERE	13362	13362	13362	0.00						
13650	REPLANT T.P.	13662	13662	13662	0.00	13651	CHRYSLER	13662	13662	13662	0.00	13652	DEERE	13662	13662	13662	0.00	13653	DEERE	13662	13662	13662	0.00						
13950	REPLANT T.P.	13962	13962	13962	0.00	13951	CHRYSLER	13962	13962	13962	0.00	13952	DEERE	13962	13962	13962	0.00	13953	DEERE	13962	13962	13962	0.00						
14250	REPLANT T.P.	14262	14262	14262	0.00	14251	CHRYSLER	14262	14262	14262	0.00	14252	DEERE	14262	14262	14262	0.00	14253	DEERE	14262	14262	14262	0.00						
14550	REPLANT T.P.	14562	14562	14562	0.00	14551	CHRYSLER	14562	14562	14562	0.00	14552	DEERE	14562	14562	14562	0.00	14553	DEERE	14562	14562	14562	0.00						
14850	REPLANT T.P.	14862	14862	14862	0.00	14851	CHRYSLER	14862	14862	14862	0.00	14852	DEERE	14862	14862	14862	0.00	14853	DEERE	14862	14862	14862	0.00						
15150	REPLANT T.P.	15162	15162	15162	0.00	15151	CHRYSLER	15162	15162	15162	0.00	15152	DEERE	15162	15162	15162	0.00	15153	DEERE	15162	15162	15162	0.00						
15450	REPLANT T.P.	15462	15462	15462	0.00	15451	CHRYSLER	15462	15462	15462	0.00	15452	DEERE	15462	15462	15462	0.00	15453	DEERE	15462	15462	15462	0.00						
15750	REPLANT T.P.	15762	15762	15762	0.00	15751	CHRYSLER	15762	15762	15762	0.00	15752	DEERE	15762	15762	15762	0.00	15753	DEERE	15762	15762	15762	0.00						
16050	REPLANT T.P.	16062	16062	16062	0.00	16051	CHRYSLER	16062	16062	16062	0.00	16052	DEERE	16062	16062	16062	0.00	16053	DEERE	16062	16062	16062	0.00						
16350	REPLANT T.P.	16362	16362	16362	0.00	16351	CHRYSLER	16362	16362	16362	0.00	16352	DEERE	16362	16362	16362	0.00	16353	DEERE	16362	16362	16362	0.00						
16650	REPLANT T.P.	16662	16662	16662	0.00	16651	CHRYSLER																						

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix.	COURS 9/10	COURS DES BILLET	
			achat	vente
Esca-Unds (1 und)	5 750			
Ecu	8 977			
Allemagne (100 dm)	340			
Belgique (100 fl.)	16 532			
France (100 f)	302 180			
Italie (1000 lire)	4 698			
Danemark (100 kron)	86 190			
Grèce (100 drachmes)	8 507			
Suisse (100 francs)	3 058			
Ch. Neuchâtel (100 fr.)	388 180			
Solide (100 kron)	33 400			
Norvège (100 kroner)	87 090			
Autriche (100 sch)	48 380			
Espagne (100 pes)	5 397			
Portugal (100 reis)	3 260			
Belg. (1 f cent)	5 091			
Belg. (100 vint)	4 428			

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/11
fin (cdo en barre)	88300	.....
fin (en lingot)	88500	.....
polon (200)	380	.....
franc Fr (10 f)	380	.....
franc Suisse (20 f)	380	.....
franc Latine (20 f)	390	.....
français	477	.....
franc 20 dollars	2070	.....
franc 10 dollars	1060	.....
franc 5 dollars	565	.....
franc 50 pesetas	2460	.....
franc 10 florins	390	.....

Progovnik	287	...
#2	300	..
Jenny	125	...

Angers	221
Lecteurs de Honds	797
Nicoles	1410
Paroisse R.D.	357
Paroisse P. Perrier	240
Quadrans	257 80
Rozenn N.V.	2000
St-Gobain-Soubellage	205
Sans Mises	1111
S.E.P.R.	353
S.P.R. et R.	3350
Téléphonique Soc.	380
Ulines	1300
Waterman	

arddyn	1198 58	1167 77
oro San	5777 80	6519 42
omious	13572 31	13572 31

France	13532 31	13632 31
France-gov	9770 29	9204 61
France Indes	267 76	267 23
France Inter Slov	108 77	106 65
France Investors	343 31	334 94
France Lifeboats	473 20	488 51
France	464 57	441 33
France Films	111 58	108 72
France Regions	1223 14	1187 51
France Associations	33 39	33 39
France-Cap	79 52	38 94
France Court	133613 33	133613 33
France	236 45	234 53
France-Spanish	32 57	31 76

33717 13	33058 01
1026 67	1001 92
8489 12	6290 31

Capitalisation	1409 61	1329 98
des Epargnes	1967 1 45	195 15 54
des Opportunités	130 98	125 54
des Patrimoines	584 50	580 57
des Rendements	95 91	94 68
des Reprises	211 65	207 91
des	637 59	625
ement A.	1328 41	1300 40
ement B.	8974 74	8901 14
ement M.	62589 58	62769 44
ement Nord.	959 48	950 48
ement	1147 56	1119 98
itude	130 41	128 92

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offer - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

1-20-00 Un livre un jour.

INITIATIVES

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

CULTURE

Bécaud, comme un jeune premier

Energie intacte pour un spectacle éternel

GILBERT BECAUD
à l'Olympia

Pourquoi voudrait-il quitter la scène, alors qu'il s'y sent si bien? Costume bleu, chaussures vernies, et bien entendu cravate à pois, Bécaud retrouve l'Olympia pour la vingt-neuvième fois avec la même fougue, le même conviction qu'en ce jour de 1954 où les spectateurs cassèrent tous les fauteuils de l'ancienne salle de cinéma alors fraîchement renouée. Les années ont passé, le public s'est bien sûr assagi, Bécaud a connu quelques catastrophes majeures vendues à plus d'un million d'exemplaires chacune (*Deux*, en 1982), passé en revue les maux de l'existence moderne avec plus ou moins de bonheur (*la Solitude*, l'*Indifférence*). Autant d'écarts qui ont fait oublier aux plus jeunes les dizaines de chansons, belles et célèbres dans le monde entier, composées avec la complicité de ses paroliers Pierre Delanoë, Maurice Vidalin et Louis Amade.

Pour sa rentrée à l'Olympia, dont il nous a dit qu'elle serait la dernière (*le Monde* du 7 août), Bécaud maîtrise Bécaud avec un art consommé du music-hall, où l'on rit, où l'on s'émue, quitte à grossir les effets (fumée épaisse et roulements de tonnerre pour *Aligé noir*, entrée surprise d'un petit garçon noir pour *T'es venu de loin*). Mais Gilbert Bécaud, de ceux qui vibrent avec la salle et que, par conséquent, les travers modernes, le play-back, les salles-hangars, les shows à la vavie, importunent.

Comme d'habitude, trois ans

après son dernier récital à l'Olympia (bâti sur le même modèle qu'aujourd'hui, deux rétrospectives alternées un jour sur deux), Gilbert Bécaud mène *Rosy and John* en quelques discrètes, martèle les graves de son piano Schimmel en se posant la question fatidique (*Et maintenant...*), se promène dans les plis de la paresse naturelle, de la tristesse commune et des joies simples du quotidien ordinaire. Ni la voix ni les *Marches de Provence* ne défranchissent, Marie s'en va et lorsqu'elle revient ses bas sont défilés, les avions passent le dimanche à Orly, les tantes Jeanne font des leçons, et Gilbert, souriant aux lèvres, appelle ses « petites sœurs », les trois choristes, à la rescousse. Derrière, ses acas musiciens, fort heureusement orchestrés par Beraard Rapoai, ne font qu'un.

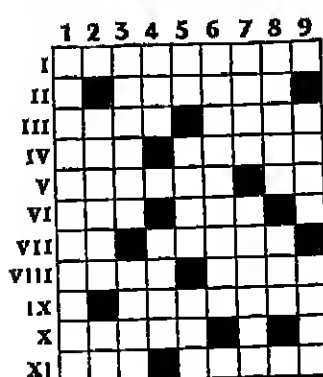
Bécaud ne joue pas la comédie des rappels. Dimanche après-midi, jour de répertoire « rouge », après une heure et demie de démonstration de music-hall sobre, digue, à la française, le chanteur s'est allié après avoir tiré, presque en cachette, une dernière bouffée de cigarette. Le public, tous des fans, de générations variables, en revole. Il revint pour mimer les gestes de son départ sur la bande-son de *Quand le spectacle est terminé*, tomba la veste, sourit, adressa au au-voir de la main et disparut par le fond de la scène.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Jusqu'au 20 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30, matinales le dimanche à 17 h. Tél.: 47-42-25-49.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5625



HORIZONTALEMENT

I. Façon d'illustrer. - II. Quelque chose qui peut se donner. - III. Mieux vaut ne pas l'évoquer dans la peau. Serait à monter. - IV. Ve à la bouche. Devant celui qui veut franchir le pas. - V. Est à l'origine de très nombreux retours. Ne trahit pas trop en longueur. Ne trahit pas trop en longueur. Ne trahit pas trop en longueur. - VI. Avoir beaucoup d'écus. Se fait comble. - VII. Note. Parle d'une chaine. - VIII. Interdit le vol. Donne des images. - IX. Peut lancer des pavés. - X. Est bon pour les études. - XI. D'un auxiliaire. On y enlève le morceau.

VERTICALEMENT

1. C'est une manière de voir. - 2. Lieu où l'on se rend. Article. - 3. Fait bien faire. Peuplent le monde. - 4. Accompagne une action. Joignent le geste à la parole. - 5. Ancienne source de lumière. Grosse bosse. Où l'on peut se retrouver sur le sable. - 6. Peut faire vomir. - 7. Bête à plumes. Voies d'eau. - 8. Aspire à une vie d'intérieur. Aime le calme. - 9. Pousse à agir. Crée des liens.

Solution du problème n° 5624

Horizontalement
I. Parapente. - II. Évasion. - III. Leçon. Du. - IV. Éto. Tzar. - V. Banale. Io. - VI. Ointe. Été. - VII. Vin. - VIII. Odeur. Cei. - IX. Gê. Tête. - X. Une. Senne. - XI. Eau. Eson.

Verticalement
1. Philologie. - 2. Étai. Dent. - 3. Reconque. Eu. - 4. Avocat. Ut. - 5. Pan l'livres. - 6. Es. Té. - 7. Nids. Encens. - 8. Touat. Nô. - 9. En. Roentgen. - 10. GUY BROUTY

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CAMPUS

Mort du cinéaste
Renaud Victor

Le cinéaste Renaud Victor est mort le 3 octobre à Avignon des suites d'un cancer.

Né en 1946 à Paris, Renaud Victor avait fait de brèves études de cinéma à l'université de Vincennes, au lendemain des événements de mai 68. Son premier film, *Ce genre-là*, était consacré à l'enfance autiste. Après *Il n'y a pas d'adultes*, une fiction sur les conditions ouvrières, il tourne le *Meilleur de la vie* en 1984 avec Sandrine Bonnaire et Jacques Bonnaffé. Il venait de terminer *De jour comme la nuit*, un documentaire sur la prison des Baumettes à Marseille, et préparait un nouveau long-métrage, *Un homme en trop*.

AUTOMOBILE

Audi 80 : évolutions
et corrections de tir

Quelques semaines après que le 100, haut de gamme de la marque, ait fait son apparition sur le marché européen, Audi, firme allemande du groupe Volkswagen, va distribuer ses nouvelles 80, des voitures de gabarit moyen qui ont connu en France, les années passées, un certain succès. La fiabilité mécanique de ces véhicules et leur endurance ont fait pour l'essentiel leur réputation. Quel que soit le modèle, les quatre exemplaires du type ont été distribués depuis le lancement en 1972.

Il va de soi qu'en vingt ans le modèle a profondément évolué en style, motorisation et comportement routier. Il reste que son allure générale est restée fidèle aux consignes d'origine qu'évoquaient que l'Audi 80 soit la réplique familiale moyenne de versions plus spectaculaires, sportives, voire innovatrices, comme ce fut le cas pour la Quattro, première voiture à transmission intégrale de série. Les nouvelles 80 suivent la même filière. Elles conservent une ligne très typique, à peine plus galbée. L'évolution peu visible à l'œil nu, en dehors du coffre à bagages difficile à utiliser dans les versions précédentes à cause d'une ouverture

insuffisante et d'un dessin compliqué, va concéder sécurité et tenue de route. Rigidité renforcée de la carrosserie, seuils de portes renforcés, travail dans la zone du tableau de bord, volant rétractable vers l'avant en cas de choc donnent à la voiture une sécurité passiva en progrès. Des solutions techniques au niveau des suspensions, un rallongement de l'empattement et un élargissement des voies améliorent un comportement routier qui réclamait nettement des retouches sans que le confort soit mis en cause.

Pour les moteurs on retrouve les 4 cylindres de 2 litres (1984 cm³) et les 5 cylindres (2304 cm³) bien connus. S'y ajoutent les diesel, dont un 4 cylindres turbo à injection directe de 1996 cm³, très efficace, et le 6 cylindres en V de 174 chevaux. Les groupes de 2 litres apparaissent moins vigoureux à l'effort que sur les versions 1980. La police de la sécurité doit y être pour quelque chose.

On ignore encore les prix de ces Audi 80 de quatrième génération. En Allemagne ce seront les mêmes que pour les modèles précédents.

C. L.

CARNET DU Monde

Naissances

- Catherine et Jean LUGINBUHL sont heureux d'annoncer la naissance de

Romain,

le 21 septembre 1991, à La Rochelle.

Mariages

- Olivier VARENNE et Béatrice LIZARBE

sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré le vendredi 11 octobre 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Décès

- M. et M^{me} Samuel Hassan, M. et M^{me} Jean Paraf, Le docteur Joseph Cohen et ses enfants, M^{me} Yolande Benaquien et ses enfants.

Les familles parentes et alliées, ont la grande douleur de faire part du décès de leur très chère

Sonia COHEN,

survenue le 8 octobre 1991.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 octobre, à 14 h 45, au cimetière parisien de Bagneux. Réunion porte principale, avenue Marx-Dormoy.

Ni fleurs ni couronnes.

31, boulevard d'Auteuil, 92100 Boulogne.

- Sa famille et ses amis ont le regret de faire part du décès de

Marguerite Cournut,

dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 29 septembre 1991.

- M. et M^{me} Roger Carpentier, M. et M^{me} André Courtaigne, M. et M^{me} Carlos Pomaret, M. et M^{me} Claude Cambouvié, M. et M^{me} J.-P. Lafolton, M. et M^{me} Alain Motet, ses enfants, ses vingt-six petits-enfants, ses trente-trois arrière-petits-enfants, Les familles Delalande, Spindler, Poitier, Mayol, Caron, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Michel DELALANDE,

pharmacien, officier de la Légion d'honneur, dans sa quatre-vingt-treize année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, en l'église de Tilly (Yvelines).

Les personnes qui auraient été désolées de lui manifester leur amitié en offrant des fleurs pourront verser la valeur de leur offrande en son nom à la Fondation pour la recherche médicale, 54, rue de Varenne, Paris-7^e, tél.: 45-49-20-70, C.C.P. : 18.824.91 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bien que nous ne soyons pas des journalistes, nous sommes très sensibles à la mort de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- M. et M^{me} Gilbert Demouy de Kergrist et leurs enfants, Zélie, Grégoire, Aymérie, Eugénie. Les familles Camus, Hulot, Deschard, Fraigneau, Rossignaux, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère, tante,

M^{me} DEMOUY de KERGRIST, née Suzanne Langillier, croix de guerre 1943, médaillée de la Reconnaissance française 1945,

survenue en son domicile, 372, chemin de l'Oratoire, à Toulon, le 7 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 10 octobre, à 10 h 15, dans l'ancienne chapelle de Notre-Dame-des-4-Chemins-des-Routiers.

Inhumation au cimetière central.

- M^{me} Louis Domenach, sa mère,

M^{me} Claude Domenach, son épouse,

Louis-François, Sophie, Alice, Eve, Emmanuel, ses enfants,

M. et M^{me} Jean-Marie Domenach, M. et M^{me} René Domenach, M. et M^{me} Bernard Lallier, M. et M^{me} Jean Lallier, M. et M^{me} Bernard Domenach, Le docteur

M^{me} Maurice Domenach, M. et M^{me} Bruno Vennia, M. et M^{me} Bertrand Domenach, ses frères et sœurs et leurs enfants, M^{me} Jeanne Helley, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude DOMENACH, chevalier de la Légion d'honneur,

le 7 octobre 1991, à l'âge de cinquante-trois ans.

Une messe sera célébrée à Marseille, le jeudi 10 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Cannat, rue des Prêcheurs, Marseille-1^{re}.

L'inhumation aura lieu à Hauterives (Drôme), le vendredi 11 octobre, après l'absoute, en l'église paroissiale d'Hauterives, à 11 heures.

26390 Hauterives (Drôme), 2, rue Saint-Laurent, 13001 Marseille.

[Né le 8 janvier 1938 à Lyon, Claude Domenach était diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration. Administrateur civil à la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement de 1968 à 1969, il avait été directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble de 1971 à 1981, puis conseiller culturel à l'ambassade de France en Israël de 1983 à 1988. Depuis cette date, il était chargé de mission pour la culture auprès du maire de Marseille. Durant son séjour à Grenoble, Claude Domenach avait été l'un des principaux animateurs de l'association d'usagers de l'information, l'Interpasse presse.

Claude Domenach comptait au *Monde* de nombreux amis qu'il avait eu, en plusieurs circonstances, aider avec chaleur et compétence. Que sa famille soit assurée de notre sympathie dans l'épreuve qui la touche.

- M. Jean Giamello, M^{me} Marie-Laure Giamello, M^{me} Elisabeth Giamello, M. et M^{me} Georges Buis, M. et M^{me} Henri Brun, Le docteur Pierre Buis, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean GIAMELLO, née Jeanne-Marie Buis,

leur épouse, mère, sœur et parente, survenue subitement, le 4 octobre 1991, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

Résidence de Noailles, 2, rue Molière, 75100 Saint-Germain-en-Laye.

- M. Antoine Jousset, M. Patrice Jousset, M. et M^{me} Félix Spinosi, M. Patrice Spinosi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Antoine JOUSSET, née Caroline Spinosi,

leur épouse, mère, sœur, belle-sœur et tante, survenue à Paris le 7 octobre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 octobre, à 10 heures, en l'église du Sacré-Cœur, à Ajaccio (Corse), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

50, boulevard Bezaumarchais, 75011 Paris, 31, avenue Georges-Mendel, 75016 Paris.

- M. Michel Laurent, Hubert et Gabrielle, M^{me} Marguerite Colin et ses enfants, M. et M^{me} Georges Laurent et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel LAURENT, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général des Ponts et Chaussées, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Boulogne (Hauts-de-Seine), le 3 octobre 1991, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 7 octobre, en l'église Saint-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, à Boulogne, dans la plus stricte intimité familiale.

96, avenue Victor-Hugo, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M. et M^{me} Jean-Pierre Le Gorgeu, Bernard, Hélène, Olivier, M^{me} Yves Le Gorgeu, Cécile, M^{me} Françoise Le Gorgeu, M^{me} Marie-Madeleine Le Gorgeu, M^{me} Jacques Le Gorgeu, Christophe, Anne, Cécile, M. Michel Le Gorgeu, M. Philippe Le Gorgeu, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Yvonne Le Gorgeu, sa belle-sœur, Le contrôleur général des armées, Louis Riden, et ses enfants, M. et M^{me} Marcel Dupuit et leur fille, M. et M^{me} Michel Riden, et leurs enfants, ses frères, sœur, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Victor LE GORGEU, née Anne-Marie Riden,

survenue le 7 octobre 1991, à Versailles, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 10 octobre, à 11 heures, en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines).

L'inhumation aura lieu à Saint-Pabu (Finistère), le vendredi 11 octobre, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, La Gaillarderie, 93590 Noisy-le-Roi.

- Ses nombreux amis et collègues du Laboratoire de physique des solides d'Orsay ont la douleur de faire part du décès de

M. Lionel LIEBERT,

survenu à Orsay, le samedi 28 septembre 1991, dans sa cinquante-sixième année.

Selon la volonté de Lionel, aucune cérémonie n'a été célébrée.

Laboratoire de physique des solides, Bâtiment 510, Université Paris-Sud, 91405 Orsay.

- M^{me} Helena Vargas, sa femme, Ses nombreux amis, Ses collègues de la section Amérique latine, Et tout le personnel de Radio-France internationale, ont la tristesse de faire part du décès de

Gustavo MORALES,

survenu le 6 octobre 1991, à Paris.

La crémation aura lieu le jeudi 10 octobre, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

- Le Collège international de philosophie a la tristesse de faire part du décès, survenu le 7 octobre, de

Michel SERVIÈRE,

directeur de programme au CIPH et maître de conférences d'esthétique de l'université de Rouen.

La levée du corps aura lieu le vendredi 11 octobre, à 9 h 30, à l'hôpital Beaujon, Clichy.

M. Michel LAURENT, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général des Ponts et Chaussées, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Boulogne (Hauts-de-Seine), le 3 octobre 1991, des suites d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 7 octobre, en l'église Saint-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, à Boulogne, dans la plus stricte intimité familiale.

96, avenue Victor-Hugo, 92100 Boulogne-Billancourt.

- M. et M^{me} Jean-Pierre Le Gorgeu, Bernard, Hélène, Olivier, M^{me} Yves Le Gorgeu, Cécile, M^{me} Françoise Le Gorgeu, M^{me} Marie-Madeleine Le Gorgeu, M^{me} Jacques Le Gorgeu, Christophe, Anne, Cécile, M. Michel Le Gorgeu, M. Philippe Le Gorgeu, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Yvonne Le Gorgeu, sa belle-sœur, Le contrôleur général des armées, Louis Riden, et ses enfants, M. et M^{me} Marcel Dupuit et leur fille, M. et M^{me} Michel Riden, et leurs enfants, ses frères, sœur, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Victor LE GORGEU, née Anne-Marie Riden,

survenu le 7 octobre 1991, à Versailles, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 10 octobre, à 11 heures, en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines).

L'inhumation aura lieu à Saint-Pabu (Finistère), le vendredi 11 octobre, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, La Gaillarderie, 93590 Noisy-le-Roi.

- Ses nombreux amis et collègues du Laboratoire de physique des solides d'Orsay ont la douleur de faire part du décès de

M. Lionel LIEBERT,

survenu à Orsay, le samedi 28 septembre 1991, dans sa cinquante-sixième année.

Selon la volonté de Lionel, aucune cérémonie n'a été célébrée.

Laboratoire de physique des solides, Bâtiment 510, Université Paris-Sud, 91405 Orsay.

- M^{me} Helena Vargas, sa femme, Ses nombreux amis, Ses collègues de la section Amérique latine, Et tout le personnel de Radio-France internationale, ont la tristesse de faire part du décès de

Gustavo MORALES,

survenu le 6 octobre 1991, à Paris.

La crémation aura lieu le jeudi 10 octobre, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

- Le Collège international de philosophie a la tristesse de faire part du décès, survenu le 7 octobre, de

Michel SERVIÈRE,

directeur de programme au CIPH et maître de conférences d'esthétique de l'université de Rouen.

La levée du corps aura lieu le vendredi 11 octobre, à 9 h 30, à l'hôpital Beaujon, Clichy.

Remerciements

- Les familles Brunier et Gavard-Perret, Ainsi que le cabinet d'architecture-paysage Auricoste-Brunier, Et ses collaborateurs, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, messages et envois de fleurs, ont pris part à leur peine lors du décès de

M. Yves BRUNIER,

et s'excusent auprès de celles qui, par oubli, n'auraient pas reçu de faire-part.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée le mardi 15 octobre 1991, à 16 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16^e, à l'intention de la

duchesse Edmée de LA ROCHEFOUCAULD, née Pels,

décédée le 20 septembre 1991.

Messes anniversaires

- Une messe sera célébrée le mercredi 16 octobre 1991, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88-90, rue de l'Assomption, Paris-16^e, à l'intention de

M^{me} Louis CHAUDIÉ, née Simone Maréchal,

endormie dans la paix du Seigneur, le 16 août, à Cotignac (Var).

Le souvenir de son époux, décédé le 19 octobre 1980, y sera associé.

- Il y a trois ans, le 13 octobre 1988,

Pierre FAVARD, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie,

maire de Pontlevoy (1983-1988), quittait les siens et ses amis.

La messe dominicale du 13 octobre 1991, à 15 h, sera célébrée à son intention en l'église Saint-Pierre de Pontlevoy (Loir-et-Cher).

Ceux qui l'ont connu et aimé auront pour lui une pensée en ce jour anniversaire.

Anniversaires

- Il y a dix ans, le 10 octobre 1981,

Dominique ELIAKIM-DUBUS,

quittait les siens.

Elle avait vingt-trois ans.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

- Institut d'études politiques de Paris. - Mercredi 9 octobre 1991, à 14 h 30, 56, rue des Saints-Pères (Paris-7^e), salles 401 et 402, 4^e niveau, M^{me} Sylvie Stendel : « Les juifs et la politique, une étude de cas : Sarelles Ville-loup », thèse pour le doctorat et pour l'habilitation à diriger des recherches en science politique.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 OCTOBRE

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 11 heures, métro Porte-de-Chaix (M-C. Lesnier).

« La parc des Buttes-Chaumont », 13 h 45, métro Buttes-Chaumont (Paris-Passant).

« Saint-Denis ville royale : la basilique et les tombeaux des rois », 14 heures, entrée de la basilique.

« La Carrière de Louis de France au jardin des Tuileries, et ses trésors », 15 h 45, 22 bis, rue Gabriel-Péri à Saint-Denis (Approche de l'Art).

55

Pour le deuxième mois consécutif

Recul du chômage en Allemagne

Le chômage a reculé en septembre en Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est, pour le deuxième mois consécutif. L'Office fédéral du travail de Nuremberg a annoncé mardi 8 octobre que, à l'Ouest, 1 609 500 personnes étaient inscrites au chômage à la fin du mois dernier, soit 62 700 de moins qu'en août, et 118 200 de moins qu'en septembre 1990.

En une année, le taux de chômage dans la partie occidentale de l'Allemagne est ainsi passé de 5,9 % à 5,4 %. Une diminution a aussi été enregistrée à l'Est, où le nombre de chômeurs est passé de 1,06 million fin août à 1,02 million fin septembre, le taux de chômage reculant de 12,1 % à 11,7 % entre août et septembre.

Une amélioration due, selon le porte-parole du gouvernement M. Dieter Vogel, à une « reprise économique, notamment dans la construction et les services, et au résultat de la politique active de l'emploi menée par le gouvernement ».

Après l'incarcération du concierge du palais de justice

Le tribunal de Saint-Denis de la Réunion agité par une affaire de trafic d'influence

Le palais de justice de Saint-Denis de la Réunion est agité par une sombre affaire, au centre de laquelle se trouvent le concierge du tribunal, M. Jérôme Lako, et le procureur de la République de la juridiction, M. Jacques Schiano. Cette agitation s'est traduite, samedi 5 octobre, par l'ouverture d'une information judiciaire pour trafic d'influence et corruption. Dans la soirée, M. Lako, le concierge du palais de justice, était inculpé de trafic d'influence et écroué à la maison d'arrêt du Port.

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre correspondant

Arrêté, vendredi 4 octobre, dans le cadre d'une information judiciaire sur l'incendie d'une entreprise de transport, M. Lako, qui a été mis hors de cause dans ce dossier, a ensuite été interrogé sur de curieuses affaires qui se sont déroulées ces temps derniers à Saint-Denis. On parle de trafic d'influence, de faveurs, de passe-droits. Interrogé sur ces dossiers, M. Lako aurait alors évoqué ses « relations privilégiées » avec le procureur de la République de Saint-Denis, M. Jacques Schiano. En quittant le palais de justice pour la maison d'arrêt du Port, il aurait d'ailleurs aux caméras d'Ateliers-Révoloo : « D'autres magistrats vont me suivre ».

A l'origine de cette affaire, se trouve un mystérieux achat de voiture qui a éveillé la curiosité des magistrats de Saint-Denis. Au mois d'août dernier, M. Roger Narayana, l'entrepreneur de transport, a conduit à l'interpellation de M. Lako, découvert dans sa comptabilité une curieuse facture : l'achat, en octobre 1990, d'un véhicule de luxe Toyota de 180 000 F au profit du concierge du palais de justice, M. Lako.

Les appuis
de M. Lako

Le concierge a signé une reconnaissance de dette, mais la facture a été réglée comptant par le père de M. Narayana, qui dirigeait la société avant de se retirer à la fin de l'année 1990 dans un asile.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 octobre

Effritement

L'effritement a repris droit de cité mercredi matin 9 octobre à la Bourse de Paris. L'ouverture avait pourtant été prometteuse avec une nouvelle avance de 0,06 % de l'indice CAC-40. Mais le marché devait ensuite à nouveau baisser et vers 11 heures, le thermomètre du marché affichait une température négative de 0,24 %. Selon les spécialistes, quelques ventes d'origine étrangère ont été enregistrées. D'autre part, le vil ruf de Spic Batignolles, groupe du BTP affecté par l'annonce d'une perte de 150 millions de francs pour le premier semestre, a pesé sur les cours.

en Inde. Véritable patriarche, M. Noël Narayana avait vu ces dernières années plusieurs de ses proches impliqués dans des affaires judiciaires dont l'un de ses fils condamné pour coups mortels.

Intégré, son fils, M. Roger Narayana, alerte le parquet de Saint-Denis. Sous l'autorité du procureur général, M. Truchi, des investigations sont alors entreprises par la gendarmerie. L'affaire est d'autant plus embarrassante que M. Lako n'était pas seul : lors de la transaction pour l'achat de ce véhicule, le concierge du palais de justice était accompagné à deux reprises par le procureur de la République de Saint-Denis, M. Jacques Schiano, dont il était l'occasion le chauffeur. Convoqué par la chancellerie, le procureur avait affirmé ne pas avoir directement participé à la transaction.

A Saint-Denis, dans le cadre de ce dossier, on évoque aujourd'hui de nouvelles affaires. Depuis sa nomination au poste de concierge du palais de justice, M. Lako aurait bénéficié de nombreux appuis. Un ancien bâtonnier se serait porté caution lors de l'achat d'une voiture. Un autre avocat payait pour sa part le loyer du concierge, qui avait pu obtenir un logement en HLM malgré des revenus supérieurs au plafond.

Après l'annonce d'un accord entre le BRGM et le groupe Geocor

Les partis guyanais accusent le gouvernement de « comportement colonialiste primaire »

CAYENNE

de notre correspondant

Au nom de la « dignité guyanaise », les élus du département d'Amérique du Sud ont décrié la mobilisation générale, mardi 8 octobre, contre le projet d'accord entre le Bureau d'études géologiques et minières (BRGM) et le groupe moïro-sud-africain Geocor pour l'exploitation d'un gisement aurifère situé sur le territoire de la commune de Régina (le Monde du 9 octobre).

Appuyant la démarche du président du conseil général, M. Elie Castor, député appartenant socialistes, qui envisage de se retirer du groupe socialiste de l'Assemblée nationale si le gouvernement ne revient pas sur cette décision - arrêtée lors du voyage du ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, le mois dernier, en Afrique du Sud - le secrétaire général du PSG, M. Antoine Karam, a estimé que Paris avait eu, dans cette affaire, « un comportement de type colonialiste primaire consistant à mépriser les élus, à piller nos richesses et à introduire de futurs massacres ».

L'autre député gyanais, M. Léon Bernand (non-inscrit), est intervenu, lui aussi, en écrivant notamment à M. Edith Cresson : « Nous dénonçons tous droits au gouvernement de passer des accords de ce genre avec des représentants élus démocratiquement par le peuple guyanais, composante de la nation française ».

EDMOND FRÉDÉRIC

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tout se sait

QUEL déballeage, dites donc ! Entre le KGB, le Stasi, la CIA et la DGSE, il n'y a pas plus de secrets pour personne, ces hommes de l'ombre qui se bousculent là, aujourd'hui, sous les projecteurs de l'actualité. La seule chose qu'ils maquillent, c'est leur bon profil passé au pancake dans les cabines de télé : attendez que je vous raconte...

Moi, le Stasi, je l'ai mis en fiches à Berlin-Est, regarde un peu ces centaines de milliers de dossiers, du PDG à la boniche, tout ce qui bougeait en Allemagne de l'Ouest. Et l'argent de Moscou, je te l'explique, moi le KGB, par malettes entières aux partis frères : Tiers, attrape, Jojo Marchais ! Et je te mettais sur écoute, on est les rois, nous, à la DGSE, les plateaux repas servis par Air France à ces bavards d'industriels américains, histoire de rendre leurs bêtises à l'étranger. Et je vais à confesse, moi, l'ex-numéro deux de la CIA, devant la commission du Sénat à Washington : Pardonnez-moi, j'ai commis un gros péché, j'ai menti en affirmant que c'était le KGB qui voulait le peu du Saint-Père. Au fond, c'est peut-être pas vrai.

Ah ça ! pour nous renseigner, ils nous renseignent, les mecs du renseignement ! Des mecs très chouettes, vraiment sincères, des enfants de chœur prêts à réciter trois Ave et dix Pater pour se faire pardonner, allez en paix, mon fils, par l'opinion, qui n'en demandait pas tant. Qu'est-ce qu'on va devenir maintenant, nous les groupes de James Bond, si les gentils et les méchants, au lieu de se piquer au parapluie made in Bulgaria, se roulent ensemble sur l'oreiller de toutes les confidences.

Remarque, toi, en France, on a quand même de la chance. Il nous reste un as du double langage, un agent redoutable qui serait capable de déjouer les intrigues les plus retorses imaginées par ses ennemis, un virtuose du secret défense. Qui ça ? Ben, le Mimi Moi, je vois plus que lui, dans ce pays, pour charger un plombier de trafiquer son bigophone, à M'sieur Abel, l'homme toutes mains de la Cresson. Voyez qu'il lui conseille à son tour d'aller planquer un micro derrière le lavabo du président, histoire de le surprendre à se dire, un matin, en se rasant : Edith, fais tes valises !

L'instruction sur un trafic de vins de Bordeaux en panne

Châteaux imaginaires

Une affaire de trafic de vins qui avait été découverte en 1988 en Lot-et-Garonne, en Gironde et en Dordogne et dans laquelle une quinzaine de personnes - viticulteurs, négociants et courtiers - sont inculpés, n'a pas encore trouvé d'aboutissement judiciaire.

La poursuite de l'instruction est suspendue à une décision de la chambre d'accusation de Toulouse. Cette juridiction doit se prononcer sur la validité d'écoutes téléphoniques mises en œuvre par le premier magistrat instructeur de l'affaire, M. Jean de Maillard, à Agen.

Les écoutes ont, dans un premier temps, été validées par la cour d'appel d'Agen. Mais cet arrêt a été cassé au printemps dernier et la chambre d'accusation de Toulouse a été désignée pour trancher. S'agit-il de lenteurs procédurales inhérentes au fonctionnement habituel de la justice ou au contraire d'une manière d'écarter le dossier ? Dans le courant de l'été, la Fédération CFDT des Finances avait retenu la seconde hypothèse.

Pour ce syndicat, « des intermédiaires bien placés y compris dans l'administration fiscale faisaient faire ou profitaient carrément de la fraude ». Cela expliquerait qu'on mette aujourd'hui une soudaine la révélation de la vérité. En revanche, la direction générale des Impôts affirme que « les agents du fisc ont participé de façon déterminante à l'instruction du dossier ».

La fraude consistait à mettre sur le marché, le plus souvent sous des étiquettes de châteaux imaginaires, des vins ordinaires achetés sous le manteau aux producteurs.

Ils étaient embouteillés et étiquetés dans les locaux d'une société de « oégoc » périgourdine Bergerac Sélection. Des intermédiaires, DG Châteaux et Barbe SA en Lot-et-Garonne, Vinymara et Burdigala en Gironde, écoulait les faux châteaux dans le circuit des restaurants et de la grande distribution.

La fraude a porté sur des centaines de milliers de bouteilles. Les responsables des différentes sociétés ainsi que des courtiers girognols ont été inculpés de « tromperie sur la qualité de la chose vendue » ou de complicité. Au cours de l'instruction, l'un des inculpés a affirmé bénéficier de « relations dans l'administration des Impôts ». Il aurait même expliqué que son interlocuteur du fisc l'avait rassuré sur la suite de son affaire.

EN BREF

■ Première visite du président libanais Hraoui à Paris le 21 octobre. - Le Président Elias Hraoui doit effectuer, les 21 et 22 octobre, sa première visite officielle à Paris depuis son accession à la présidence en 1990. Les entretiens devraient porter sur l'aide que la France et l'Europe pourraient apporter à la reconstruction du Liban, ainsi que sur l'application des accords interlibanais, qui prévoient à terme le retrait de toutes les forces étrangères de ce pays. Cette visite intervient après le réajustement du cas du général Michel Aoun, réfugié depuis le 30 août en France.

■ Prochaine visite de M. Roland Dumas en Albanie. - Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra en visite en Albanie, jeudi 17 octobre, à annonci, mardi, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. M. Dumas répond ainsi à une invitation que le président albanais, M. Ramiz Alia, lui avait transmise lorsqu'il était venu à Paris en septembre dernier pour y signer la Charte de Paris et la Coopération sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

■ Escroquerie de 10 millions de francs au détriment du siège régional de la BNP à Marseille. - Une escroquerie d'un montant de 10 millions de francs a été commise en mai dernier, au détriment du siège régional de la BNP à Marseille, qui vient de porter plainte. Après le déclenchement de plusieurs alertes à la bombe au siège de la banque, les 21 et 22 mai derniers, des escrocs, connaissant parfaitement les rouages informatiques, avaient opéré au faux ordre de virement, débitant une importante société marseillaise pour créditer les comptes d'une société fictive établie à Basile. Selon des sources bien

informées, le compte débité serait celui de la société Ricard, qui a ensuite été intégralement remboursée par la banque. - (AFP)

■ BANGLADESH : élection d'un nouveau président de la République. - M. Abdur Rahman Biswas, candidat du Parti nationaliste (BNP, majoritaire au Parlement de Dacca) a été élu, mardi 8 octobre, président de la République du Bangladesh. Il a recueilli les suffrages de 172 des 330 députés, contre 92 à son unique rival, M. Badrul Haider Choudhury, soutenu par la principale formation d'opposition, la ligue Awami. M. Biswas est la cinquième personnalité à occuper cette fonction, acquise en 1971, à l'exception de poste, essentiellement honorifique. - (AFP, UPI)

■ CUBA : « contre-congrès » d'intellectuels à Paris. - Au moment même où débute, jeudi 10 octobre, à Santiago de Cuba, le quatrième congrès du Parti communiste, des intellectuels cubains ou latino-américains se réunissent dans une salle de l'Assemblée nationale à Paris pour tenir un « congrès de la liberté ». « Pour un Cuba démocratique » est le thème de cette réunion présidée par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa. Interdit aux journalistes, le congrès du PC cubain doit être celui de la « période spéciale en temps de paix » décrétée il y a un an, lorsque l'Union soviétique a commencé à diminuer son aide économique, créant des difficultés grandissantes pour l'île.

■ HONGKONG : manifestation de boat-people vietnamiens. - Quelque 8000 boat-people vietnamiens du camp de Whitehead, à Hongkong, ont une nouvelle fois protesté, mardi 8 octobre, contre un éventuel rapatriement dans leur pays d'origine. La colonie britan-

que a toujours considéré comme « migrants économiques », donc illégaux, les quelque 60 000 réfugiés vivant sur son territoire. La menace qui pèse sur les boat-people est cependant devenue plus précise depuis que Hanofa, le 3 octobre, a accepté de prendre en considération l'hypothèse de rapatriements forcés. Une précédente manifestation, également pacifique, avait eu lieu la veille à Whitehead, un camp traditionnellement très agité. - (AFP)

■ IRAN : un Américain libéré après cinq ans de détention. - Le gouvernement iranien s'est libéré, lundi 7 octobre, M. Jon Patiss, un ingénieur américain emprisonné depuis cinq ans pour espionnage au profit de la CIA. On annonce des responsables américains à Washington, M. Patiss travaillait à la principale station de satellites à Assadabad. Il avait été arrêté lors d'un bombardement iranien, en 1986, et avait été condamné à dix ans de prison en 1987 par un tribunal révolutionnaire. - (AP)

■ IRLANDE DU NORD : un ministre britannique échappe à une tentative d'attentat. - Une bombe a été découverte, lundi soir 7 octobre, dans un bâtiment officiel de Belfast que devait inaugurer plus tôt dans la journée le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke. L'engin, composé de 10 kilos de Semtex, a été découvert, lundi peu avant minuit, après quinze heures de recherches dans un nouvel immeuble des impôts à Dorchester House, au centre de Belfast. La bombe a été désamorcée. La police avait été prévenue à 8 heures du matin qu'un engin explosif avait été déposé. Le ministre a alors changé ses plans et la cérémonie d'inauguration s'est déroulée dans un autre bureau du service des impôts de la ville. - (AFP)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Le potémkin sur la Bibliothèque de France 2

Les combats

au Kurdistan irakien

Nouveau cessez-le-feu 7

Le congrès conservateur

en Grande-Bretagne

M. Major face à l'aile droite des Tories 3

La guerre civile

en Yougoslavie 3

La lutte contre

le travail clandestin

M. Cresson défendra personnellement le projet à l'Assemblée nationale 8-9

Un débat sur l'Europe

Les sénateurs s'inquiètent de la « dérive » du budget communautaire 10

Trois procès

La folie des Chameaux : l'affaire Canson ; les policiers en cour d'assises 11

Découverte archéologique

à Paris

Trois pyroges néolithiques sur le site de Berry 13

ÉDUCATION • CAMPUS

■ Le lycée surmonte les handicaps
■ Un entretien avec le ministre de l'enseignement supérieur de Saxe 15-16

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

■ Saison 1991-1992 du Théâtre de l'Europe
■ « La nuit et l'utopie », par Luis Pasquel
■ Espoirs et inquiétudes de la communauté artistique des ex-« paye de l'Est »
■ La sélection de la semaine 17 à 28

SECTION C

La conjoncture

aux États-Unis

M. Bush prend des mesures pour encourager le crédit 29

Un entretien avec

le PDG d'Air Liberté 31

Services

Abonnements 14
Annonces classées 32 à 38
Automobile 40
Carnet 40
Marchés financiers 38-39
Météorologie 41
Mots croisés 40
Radio-Télévision 41

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 9 octobre 1991
a été tiré à 514 787 exemplaires.

(Publicité)

SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 14 et mardi 15 octobre 1991 (service acoustique)
deux journées réservées aux sourds et malentendants.

- Faire contrôler votre audition.
- Faire réviser vos appareils auditifs.
- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultraminutisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75
M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE
29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

la référence au bout des pages...

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

5000 séries chiffrées en 100 tableaux ; les indices calculés en permanence.

Abonnement 1 an (12 n°s) 301 F

INSEE - CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex